



**HAL**  
open science

# La crise syrienne (2011-2021) : essai d'interprétation : Economie, Histoire et Société

Akram Kachee

## ► To cite this version:

Akram Kachee. La crise syrienne (2011-2021) : essai d'interprétation : Economie, Histoire et Société. Science politique. Université Lumière - Lyon II, 2023. Français. NNT : 2023LYO20126 . tel-04823452

**HAL Id: tel-04823452**

**<https://theses.hal.science/tel-04823452v1>**

Submitted on 6 Dec 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



N° d'ordre NNT : 2023LYO20126

THÈSE de DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE  
LYON 2

**École Doctorale : ED 483**

**Sciences sociales**

Discipline : Science Politique

Soutenue publiquement le 14 décembre 2023 par :

Akram KACHEE

---

***La crise syrienne (2011-2021) :  
essai d'interprétation.***

*Économie, Histoire et Société.*

---

Devant le jury composé de :

Jérémy JAMMES, Professeur des Universités, Institut d'Études Politiques de Lyon, Président

Myriam CATUSSE, Directrice de recherche HDR, CNRS, Rapporteuse

Baris ERDOGAN, Professeur d'université, Université d'Üsküdar, Rapporteur

Bruno PAOLI, Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Examinateur

Jérôme MAUCOURANT, Maître de Conférences HDR, Université Jean Monnet Saint-Étienne, Directeur de thèse

# Contrat de diffusion

Ce document est diffusé sous le contrat *Creative Commons* « [Paternité – pas de modification](#) » : vous êtes libre de le reproduire, de le distribuer et de le communiquer au public à condition d'en mentionner le nom de l'auteur et de ne pas le modifier, le transformer ni l'adapter.



# THESE DE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ DE LYON

Soutenue au sein de

L'UNIVERSITÉ LUMIÈRE LYON 2

Sciences Po Lyon

**École Doctorale : ED 483**

**Sciences Sociales**

Discipline : Science Politique

Soutenue publiquement le 14 / 12 / 2023, par :

Akram KACHEE

---

**La crise syrienne (2011-2021) : essai d'interprétation.**

*Économie, Histoire et Société*

---

Devant le jury composé de :

Jérémy JAMMES, Professeur des Universités, Sciences Po Lyon, Président

Myriam CATUSSE, Directrice de recherche CNRS, Rapporteuse

Bariş ERDOĞAN, Professeur des Universités, Université d'Uskudar, Rapporteur

Bruno PAOLI, Professeur des Universités, Université Lumière Lyon 2, Examineur

Jérôme MAUCOURANT, Maître de Conférence HDR, Université J. Monnet, Directeur de thèse

## REMERCIEMENTS

---

Je tiens à remercier Jérémy JAMMES, Myriam CATUSSE, Barış ERDOĞAN et Bruno PAOLI qui ont accepté d'être lectrice et lecteurs de cette thèse et les membres du jury de sa soutenance.

J'adresse des remerciements plus particuliers à Jérôme MAUCOURANT qui a dirigé ce travail de thèse. Le rencontrer a été un élément déterminant dans mon parcours et cette rencontre se poursuit à travers nos débats et nos conversations toujours renouvelés et passionnants. Sa confiance, sa patience et sa rigueur intellectuelle m'ont été de véritables repères pour arriver au terme de ce travail.

Je tiens à assurer Christian VELUD de toute ma reconnaissance, il a été le premier à penser que je pouvais entreprendre un itinéraire universitaire. Ses liens très profonds avec la Syrie et sa générosité dans la transmission et dans les échanges ont été pour moi des jalons sur ce parcours.

Je remercie Mahfoud GALLOUL pour sa relecture attentive et exigeante qui a représenté une étape décisive pour mener à bien la dernière phase de ce travail.

Je remercie ma famille qui m'a soutenu et qui a été patiente tout au long de l'élaboration de ma thèse, et plus particulièrement mon épouse Bénédicte.

## RÉSUMÉ

---

Cette thèse s'attache à l'étude de la crise que traverse la Syrie depuis le début du mouvement de contestation qui a émergé en 2011, dans le contexte de ce que l'on a nommé les « printemps arabes ». Des apports issus de différents champs des sciences humaines et sociales sont mobilisés pour tenter de replacer cette crise dans le contexte historique, politique, social et économique qui l'a vue naître. Des entretiens menés avec différents acteurs et actrices en langue arabe (arabe dialectal syrien), des textes législatifs, des repères statistiques sont, entre autres, à l'appui de ce travail, le recueil de ces données dans un contexte de violence étant questionné comme un élément constitutif du corpus. La trajectoire historique de la jeune nation syrienne ainsi que celle du parti Baath au pouvoir depuis 1963 sont étudiées comme contribuant à former la trame dans laquelle s'inscrivent les événements. Il s'agit également de tenter de décrire les mutations socio-économiques traversées par la société syrienne dans la décennie 2000-2010, soit à compter de l'accession au pouvoir de Bachar al-Assad. Avant même l'année 2011, l'économie politique a en effet préfiguré la manière dont s'est recomposée une économie de guerre qui n'est pas sans liens avec les réseaux extrêmement complexes préexistant à la crise. L'objet d'étude, un soulèvement qui connaît une évolution vers la violence, puis vers la guerre est également questionné sous l'angle des grilles de lectures et approches épistémologiques appliquées à son étude et à sa description. Ce travail articule aussi l'étude des mutations sociales et économiques ayant impacté la société syrienne, à celle des espaces périurbains, scènes sur lesquelles la violence s'est déployée avec une acuité particulière dès le début du mouvement. L'étude de la genèse des mouvements armés d'opposition au régime ayant pris corps dans ces zones, en marge des grandes agglomérations, permet à la fois de poser la pertinence de l'échelle locale dans l'étude de la crise, mais également de regarder en détails les mécanismes conduisant à la militarisation. D'autres formes d'oppositions, opposition politique, et Conseils locaux sont également étudiés pour comprendre comment elles ont émergé et comment elles se sont déployées avant un relatif repli face à la prééminence du conflit armé. L'itinéraire de quelques-unes des principales villes syriennes dans le soulèvement, puis dans la guerre, apporte également des

éléments permettant de regarder comment la crise s'est actualisée de manière singulière sur les scènes locales, en lien avec l'histoire de chacun de ces territoires.

Mots-clés : Syrie - crise – capitalisme politique – échelle locale – coordination destructive – espaces périurbains - économie de la violence

## ABSTRACT

---

This thesis focuses on the study of the crisis in Syria since the beginning of the protest movement that emerged in 2011, in the context of what has been called the «Arab Spring». Contributions from different fields of the human and social sciences are mobilized to try to place this crisis in the historical, political, social and economic context that saw it emerge. Interviews conducted with different actors (in arabic language), legislative texts, statistical benchmarks are, among others, in support of this work, the collection of these data in a context of violence being questioned as a component of the corpus. The historical trajectory of the young Syrian nation as well as that of the Baath party in power since 1963 are studied as contributing to form the framework in which events are inscribed. It is also an attempt to describe the socio-economic changes experienced by Syrian society in the decade 2000-2010, that is, from the accession to power of Bashar al-Assad. Even before the year 2011, political economy foreshadowed the way in which a war economy was recomposed, which is not without links with the extremely complex networks pre-existing the crisis. The object of study, an uprising that is evolving towards violence and then war is also questioned from the angle of the grids of readings and epistemological approaches applied to its study and description. This work also articulates the study of social and economic changes that have impacted Syrian society, to that of peri-urban spaces, scenes on which violence has been deployed with particular acuteness since the beginning of the movement. The study of the genesis of armed movements in opposition to the regime that took shape in these areas, on the margins of large agglomerations, allows both to establish the relevance of the local scale in the study of the crisis, but also to look in detail at the mechanisms leading to militarization. Other forms of opposition, political opposition, and Local Councils are also studied to understand how they emerged and how they unfolded before a relative retreat from the pre-eminence of armed conflict. The itinerary of some of the main Syrian cities in the uprising, then in the war, also brings elements allowing to see how the crisis was actualized in a singular way on the local scenes, in connection with the history of each of these territories.



Keywords: Syria - crisis – political capitalism – local scale – destructive coordination  
– peri-urban spaces – economy of violence

## SOMMAIRE

---

<b>Introduction</b> .....	15
<b>I. DEFINITION DE L'OBJET D'ETUDE ET QUESTIONNEMENTS METHODOLOGIQUES</b> .....	15
<b>A. Une brève présentation de la situation en Syrie</b> .....	21
<b>B. Une construction nationale inachevée</b> .....	29
<i>a. Ecriture-s de l'histoire</i> .....	31
<i>b. Une sortie complexe du giron de l'Empire ottoman</i> .....	32
<i>c. Nationalisme-s syrien-s ?</i> .....	35
<i>d. Un moment fondateur confisqué</i> .....	42
<b>C. La Syrie, un pays de minorités ?</b> .....	43
<b>D. Enjeux de la grille de lecture</b> .....	55
<i>a. De la difficulté à définir un épisode critique</i> .....	55
<i>b. La question confessionnelle</i> .....	64
<b>E. Outils et questions méthodologiques</b> .....	73
<i>a. Un terrain inaccessible</i> .....	73
<i>b. Le recueil de données : questionnements éthiques et modalités d'approche de la réalité syrienne</i> .....	78
<i>c. Outils pour penser l'Etat et le conflit</i> .....	88
<i>d. Questionnements autour des données et des outils interdisciplinaires</i> .....	103
<b>II. AUX ORIGINES DE LA CRISE, QUESTIONS SOCIOECONOMIQUES AU COURS DE LA DECENNIE BACHAR AL-ASSAD</b> .....	106
<b>A. Itinéraire du parti Baath</b> .....	106
<i>a. Les trois nuits des longs couteaux</i> .....	110
<i>b. Le parti face à l'enjeu de l'ouverture économique</i> .....	114
<i>c. De la légitimité politique au monopole idéologique</i> .....	117
<b>B. L'ère des grandes mutations économiques</b> .....	124
<i>a. Nouvelles options économiques et financières</i> .....	126
<i>b. Achèvement de la remise en question de l'économie socialiste</i> .....	129
<i>c. Impacts des mutations économiques à l'échelle du quotidien</i> .....	136

<i>d. Le phénomène des quartiers informels.....</i>	140
<b>C. Une rupture de contrat social.....</b>	144
<i>a. Les organisations populaires.....</i>	144
<i>b. de nouvelles relations avec le clergé.....</i>	147
<b>III. SOULEVEMENTS, OPPOSITIONS ET ENTREE DANS LA GUERRE.....</b>	149
<b>A. Amorce du mouvement de contestation.....</b>	149
<i>a. Premières manifestations.....</i>	149
<i>b. Quelques points de comparaison avec d'autres mouvements.....</i>	158
<b>B. Les oppositions.....</b>	161
<i>a. L'opposition politique.....</i>	161
<i>b. Les conseils locaux, une tentative d'alternative au régime.....</i>	180
<i>c. Vers un repli progressif des expériences des conseils locaux.....</i>	195
<i>d. La militarisation du conflit et les groupes armés.....</i>	201
<b>C. Une économie de la violence.....</b>	226
<i>a. Fragmentation de l'économie.....</i>	228
<i>b. Impact des sanctions internationales.....</i>	232
<i>c. Restructuration des réseaux.....</i>	236
<i>d. Emergence de nouveaux acteurs du monde économique.....</i>	243
<i>e. Impacts économiques de la violence sur le long terme.....</i>	249
<b>IV. ITINERAIRES DES VILLES SYRIENNES, DE LA CONTESTATION A LA GUERRE.....</b>	257
<b>A. La ville comme échelle de compréhension.....</b>	257
<b>B. Les villes syriennes à l'heure des premiers soulèvements.....</b>	261
<b>C. Centre urbains et territoires marginalisés, une géographie de la pauvreté à l'origine de la crise.....</b>	265
<i>a. Espaces marginalisés.....</i>	266
<i>b. Les zones périphériques .....</i>	268
<b>D. Itinéraire des villes dans le conflit et fragmentation des espaces.....</b>	272
<b>Conclusion .....</b>	306

<b>Bibliographie</b> .....	316
<b>Sitographie</b> .....	325
<b>Sommaire des annexes (Volume 2)</b> .....	329

## TABLE DES FIGURES

---

Figure n°1 : Système de translittération de l'arabe en alphabet latin « Arabica » ....	12
Figure n°2 : Carte de la Syrie et des principales villes .....	23
Figure n°3 : Accroissement de la population totale en Syrie de 1960 à 2020.....	24
Figure n°4 : Indice de Développement Humain en Syrie de 1991 à 2019.....	25
Figure n°5 : Extraction d'hydrocarbures et matières premières en Syrie .....	26
Figure n°6 : Ressources en hydrocarbures de la Syrie.....	26
Figure n°7 : Graphique représentant l'indicateur INSI sur le contexte institutionnel syrien en 2010, 2014 et 2019.....	29
Figure n°8 : Tableau synthétique des caractéristiques du système de coordination destructive syrien régi par le capitalisme politique .....	101
Figure n° 9 : Tableau synthétique des politiques régionales et internationales dans les années 1990-2000 et leurs conséquences sur le Proche-Orient.....	125
Figure n°10 : Schéma des relations de pouvoir, d'allégeances et de loyautés dans le système mis en place par Hafez al-Assad.....	127
Figure N°11 : Consommation étatique dans la consommation totale en Syrie de 1970 à 2010.....	133
Figure n° 12 : Tableau des caractéristiques comparées des économies de marché et de type socialiste soviétique selon la typologie de Mehrdad Vahabi.....	134
Figure n° 13 : Présentation synthétique comparative des mouvements de contestation de 1979 et 2011.....	159
Figure n°14 : Tableau synthétique comparative des contextes égyptiens et syriens en 2010-2011.....	161
Figure n°15 : Tableau synthétique des groupes armés sur la période 2011-2015..	164
Figure n°16 : Tableau synthétique des groupes armés à partir de 2015.....	170
Figure n°17 : Carte synthétique de la répartition des groupes armés sur le territoire syrien en 2015.....	176

Figure n°18 : Carte de la situation en 2020.....	203
Figure n°19 : Tableau synthétique des caractéristiques des deux types d'opposition, opposition traditionnelle et nouveaux militants.....	205
Figure n°20 : Composition des deux organes d'opposition à compter du second semestre 2011.....	215
Figure n°21 : Tableau synthétique sur les divergences entre CNS et Comités de Coordination.....	224
Figure n°22 : Tableau synthétique des acteurs, politiques / actions et effets de l'économie de guerre en Syrie.....	229
Figure n°23 : Schéma de l'impact direct et indirect de la politique de "rationalisation des subventions".....	239
Figure n°24 : Acteurs économiques et Etat des années 2010 aux années 2020...243	
Figure n°25 : Production pétrolière et gazière entre 2010 et 2019.....	250
Figure n°26 : Carte des zones de contrôles et des bases militaires étrangères en Syrie en 2020.....	251
Figure n°27 : Taux de change de la Livre Syrienne en Dollars pendant les différentes phases du conflit syrien.....	253
Figure n°28 : Cartes de la pauvreté et grande pauvreté en 2010 par muhafaza...267	
Figure n°29 : Muhafaza de Deraa .....	272
Figure n°30 : Muhafaza de Tartous .....	276
Figure n°31 : La Jazireh syrienne .....	279
Figure n°32 : Muhafaza de Deir ez-Zor .....	281
Figure n°33 : Muhafaza de Raqqa.....	284
Figure n°34 : Muhafaza de Hassaké .....	288
Figure n°35 : Tableau comparatif Homs / Lattaquié.....	298
Figure n°36 : Tableau synthétique de la chronologie du printemps 2011 : <i>Des temporalités différenciées d'entrée dans le mouvement et des réactions différenciées du régime.....</i>	303

## AVANT-PROPOS

Ce travail est rédigé en utilisant les pronoms « nous » et « je » selon les passages. Le « nous » est employé lorsqu'il s'agit de la réflexion et de la posture de recherche. Le « je » est employé à chaque fois qu'il fait sens en tant que pronom qui désigne l'auteur de ce travail comme un acteur impliqué en tant que personne dans le passage concerné.

Concernant la translittération de l'arabe en alphabet latin, c'est le choix d'un confort de lecture qui a été privilégié, plutôt qu'une translittération systématique.

Les expressions, mots, et certains noms propres arabes figurent en translittération pour une aide à la lecture. C'est le système de translittération « Arabica » utilisé par l'Inalco (ci-dessous) qui a été choisi.

La très grande majorité des noms propres ont été écrits en alphabet latin de manière plus simple, correspondant à leur graphie la plus courante dans la littérature, les sources, la presse francophone.

Figure n°1 : Système de translittération de l'arabe en alphabet latin « Arabica »

ع	ع	ā	ا	<b>Translittération des voyelles :</b> Longues :      ا ā    ي ī    و ū Brèves :        ا a    ا i    ا u Diphtongues    اّ ay    وّ aw
غ	غ	b	ب	
ف	ف	t	ت	
ق	ق	ṭ	ث	
ك	ك	ğ	ج	
ل	ل	ḥ	ح	
م	م	ḫ	خ	
ن	ن	d	د	
ه	ه	ḏ	ذ	
و	و	r	ر	
ي	ي	z	ز	
ى	ى	s	س	
ء	ء	š	ش	
ة	ة	ṣ	ص	
a / at	ة	ḏ	ض	
		ṭ	ط	
		ẓ	ظ	

Source : [www.inalco.fr](http://www.inalco.fr)





« Le despote est terrorisé par les sciences humaines, tels la sagesse théorique, la philosophie rationnelle, le droit ou la sociologie, la politique civile, l'histoire générale, la littérature et autres sciences qui grandissent l'esprit, affinent le jugement et indiquent à l'homme quels sont ses droits, combien ils sont bafoués, comment les revendiquer, les obtenir et les conserver. »

Abd al-Rahman al-Kawakibi  
*Du despotisme et autres textes*

## INTRODUCTION

De retour en Syrie pour un bref séjour en 2002, j'emprunte le moyen de transport le plus courant pour les déplacements du quotidien au Proche-Orient, le taxi. Je salue le chauffeur et lui indique la direction à prendre, lorsque je reconnais son visage, il s'agit d'un enseignant qui m'a donné des cours alors que j'étais étudiant en économie à l'université de Lattaquié. Partagé entre le plaisir de me retrouver et l'embarras d'être vu en train d'exercer le métier de chauffeur après ses heures d'enseignement pour « joindre les deux bouts », il me relate les difficultés du quotidien, les changements que traverse la Syrie, et tient à m'assurer qu'il ne fait pas partie des personnes les plus à plaindre dans le contexte qu'il esquisse rapidement, celui d'un retrait de l'Etat et de mesures de plus en plus néo-libérales. Il m'explique aussi que la voiture dans laquelle nous nous trouvons fait vivre plusieurs familles : il se relaie avec son frère pour faire fonctionner cette activité jour et nuit et parvenir à payer les charges au propriétaire du taxi, tout en en tirant un revenu complémentaire. Cet épisode ancré dans le quotidien, et qui a valeur d'exemple en raison de son caractère répandu et ordinaire dans la Syrie des années 2000, témoigne des changements politiques, économiques et sociaux qui se sont amplifiés et accélérés après l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad qui a succédé à son père Hafez al-Assad. Nous avons donc choisi, dans le cadre de ce travail, d'étudier cette période, de 1971 à 2010 puis d'étudier la crise qui s'en est suivie à compter de 2011 pour tenter de les mettre en lien et d'en comprendre l'articulation, sans pour autant prétendre à une résolution étiologique complète, tant le phénomène de la crise apparaît comme complexe, multiforme et comportant une part d'autonomie dans ses développements.

Les premiers échos du mouvement syrien dans la presse écrite française datent du 23 mars 2011<sup>1</sup>, mais à cette date, cela fait déjà plusieurs semaines en réalité que de très fragiles prémices de mobilisation ont débuté à Damas, en signe de soutien aux peuples libyen et égyptiens. Très vite, les événements de Deraa provoquent des

---

<sup>1</sup> Journal Libération du 23/03/2011.

remous dans la ville-même, puis dans toutes les muhafazat<sup>2</sup> syriennes. Des manifestations s'organisent partout en Syrie, et dans le même temps, des initiatives locales de natures très différentes et avec des objectifs très diversifiés émergent. Ces initiatives auront des trajectoires très variées en fonction du contexte dans lequel elles ont éclos. Peu à peu, et de manière très hétérogène selon les muhafazat, ou même les localités, la situation connaît un glissement vers la militarisation et la violence dans le courant de l'année 2011. A compter de ce moment, la logique de la violence reconfigure tous les aspects de la vie politique, sociale et économique. S'en suivront les sièges, les bombardements, mais aussi la création de divers groupes armés, l'intervention militaire de l'alliance menée par les Occidentaux, ainsi que des interventions russes et iraniennes. Enfin on assiste à la scission de facto de certaines parties du territoire syrien avec chacune leur gouvernance, leur récit, leur rapport avec le régime qui pour sa part, et malgré tant de prévisions médiatiques, militantes, politiques, ou même émanant des chercheurs, ne s'est pas totalement effondré.

Il s'agit dans le cadre de ce travail de tenter d'étudier à la fois ces événements en tant que crise qui possède une forme d'autonomie, de déroulement qui lui est propre, et qui met en jeu des processus et des mécanismes qui lui sont liés, tout en étudiant également le contexte historique, sociologique et économique qui la précède, sans pour autant s'enfermer dans une étiologie simplificatrice, prétendant identifier un élément central qui résoudrait toutes les questions. Il est en effet très fréquent de voir la crise syrienne expliquée par des causes exogènes qui allieraient une sorte d'effet domino des printemps arabes et des intérêts géostratégiques régionaux et internationaux. D'autres analyses mettent l'accent sur la question confessionnelle et trouvent les origines de la crise dans les différences ou les rancœurs entre les diverses communautés présentes en Syrie. Le propos n'est pas de nier les enjeux géopolitiques ni les aspects communautaires mais d'en réfuter le caractère d'éléments explicatifs uniques, résolvant à eux-seuls la question de l'insurrection et de la violence. La difficulté que posent les analyses principalement centrées sur les interventions extérieures, c'est qu'elles ne permettent pas de regarder ce qui appartient aux dynamiques internes à la Syrie, ni en quoi les événements trouvent

---

<sup>2</sup> La muhafaza (muḥāfaza), terme parfois traduit par le mot « gouvernorat », correspond à une subdivision administrative du territoire syrien. Les muhafazat (muḥāfazāt) sont au nombre de 14.

des échos dans l'histoire, s'inspirent ou renouvellent des répertoires précédemment mobilisés. Comme l'écrit Matthieu Rey :

« L'entrée en lutte de certains quartiers est devenue synonyme du basculement de la ville tout entière dans l'opposition au régime de Bachar al-Assad. Ce trait spécifique mérite d'être précisé, car il permet de saisir pourquoi et comment des dimensions historiques et sociologiques de long terme sous-tendent le mouvement de protestation, mais aussi de comprendre sa fragmentation. » (Rey, 2013 : 84)

C'est en effet cet ancrage des événements dans l'histoire et dans la société syrienne que nous avons choisi comme perspective, avec une prise en compte des interventions extérieures mais une volonté de regarder ce qui s'est précisément passé en Syrie et pour les Syriens que les analyses trop éloignées relèguent parfois au rang de victimes passives, extérieures aux enjeux qui déferlent sur leur pays. De même, si la question confessionnelle ne peut être totalement évacuée, la prééminence des appartenances religieuses, qu'elle propose comme grille de lecture, ne peut suffire à rendre compte des facteurs économiques, historiques, politiques qui entrent en ligne de compte quels que soient les acteurs : régime, population, monde économique, groupes armés, militants, entre autres. Ces analyses figent une réalité extrêmement mouvante, multifactorielle et nuancée, tandis que nous tenterons d'en restituer une partie de la complexité.

Montrer différents aspects de la crise syrienne nécessitera donc de mobiliser des éclairages issus des sciences politiques mais également de la sociologie, de la sociologie politique, de l'histoire, de l'anthropologie, de l'économie. Ces aspects seront regardés dans l'objectif de mettre la Syrie au centre de la pensée sur la crise syrienne ce qui, formulé ainsi, peut paraître évident, mais ne l'est en réalité pas toujours. Cela conduit à considérer que l'étude des dynamiques internes à la société syrienne nécessitent d'adopter une échelle territoriale pertinente. Le présent travail cherchera donc à restituer des temporalités et des processus locaux pour éviter l'écueil d'une analyse monolithique prétendant embrasser l'ensemble des événements dans une explication répliquable quels que soient les espaces étudiés. Avec Matthieu Rey, nous nous demanderons « Pourquoi cette échelle territoriale

s'impose-t-elle comme cadre de lutte, et donc d'analyse ? » (Rey, 2013: 84) afin de mettre en lien des réalités socio-économiques préexistantes au conflit, l'histoire collective des Syriens mais aussi les histoires singulières de quelques territoires. Il est également question de chercher à expliquer les fragmentations territoriales, politiques et économiques que l'on observe à ce jour et qui n'est pas un effet ex-nihilo de la guerre mais peut se comprendre en regardant comment société, régime, économie et histoire ont interagi avant, pendant et après le paroxysme de la crise.

Ce travail a tenté de saisir l'irruption de la crise ainsi que son développement à travers la rencontre de savoirs experts, académiques et de savoirs expérientiels, autrement dit de témoignages, avec toutes les questions que ces trois manières de construire du sens posent au chercheur. Le corpus est donc constitué de données diverses, issues de modes de recueil divers, et vient ainsi lui aussi parler de la complexité de l'objet d'étude, une crise encore en cours, qui oblige le chercheur à penser *ce qui se passe* en observateur modeste et prêt à se départir de ses certitudes. Une des questions est celle de l'analyse d'une crise à partir de l'hypothèse que certains facteurs socio-économiques ont un écho particulièrement important dans la démarche de compréhension. Une autre hypothèse est que la structure-même de l'Etat syrien est à prendre en compte et non seulement sous l'ère Bachar al-Assad mais également quelques décennies auparavant. Un autre axe majeur de réflexion, et qui associe les deux précédentes hypothèses, est que les mutations socio-économiques brutales dans le cadre d'une structure étatique néo-patrimoniale peuvent être de nature à favoriser l'irruption d'une crise violente. Il s'agira également de la manière donc ces structures ont préparé l'éclosion et le développement d'une économie de guerre impliquant une grande diversité d'acteurs.

Dans une première partie, nous proposerons une brève présentation de la Syrie articulée autour de points qui nous apparaissent comme particulièrement pertinents pour saisir la situation des quelques années précédant l'entrée dans la crise. En effet, c'est principalement la phase critique récente qui sera étudiée, soit la période 2010-2015, sans oublier pour autant l'évolution de la crise depuis 2015, et avec une démarche consistant à situer les événements dans le cours de l'histoire syrienne pour sortir d'une vision « accidentelle » de la crise. C'est ensuite une perspective

historique qui sera adoptée pour évoquer la naissance de la Syrie en tant qu'Etat indépendant, mais également son accession contrariée et inachevée au rang de nation à part entière. La notion de « minorité » sera ensuite interrogée avant de discuter la question de la grille de lecture confessionnelle du conflit. Les questions méthodologiques qui nous sont apparues avec le plus d'acuité tout au long de ce travail seront ensuite abordées pour questionner de manière plus précise les implications de la recherche sur un pays en guerre et les outils qu'il est possible de mobiliser pour le faire.

Dans une seconde partie, c'est la trajectoire du parti Baath qui sera étudiée de son ascension à la tête de la Syrie en 1963 jusqu'aux profondes transformations du rôle du parti et de son emprise sur la vie politique syrienne à compter de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad. Il sera question des grandes mutations socio-économiques de la période 2000-2011, soit de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad jusqu'au début de la contestation.

Nous regarderons les étapes de la remise en question du socialisme, ainsi que de la reconfiguration du rôle du parti Baath, d'un modèle de parti unique dont ont découlé l'ensemble des structures étatiques, à un régime qui possède en quelque sorte un parti. Les options néo-libérales prises à cette période seront envisagées pour en étudier l'impact sur la société syrienne, le phénomène des quartiers informels qui apparaît comme central dans la compréhension des événements sera également introduit.

La troisième partie traitera des débuts de la contestation et de la diversité des initiatives issues de ce moment révolutionnaire, mais aussi de leur relatif repli dans le contexte de l'évolution de la situation vers la militarisation puis la guerre. Les diverses formes d'opposition seront regardées en détails, ainsi que l'expérience des conseils locaux. C'est ensuite l'économie de guerre qui sera évoquée pour observer la manière dont cette économie conduit à une reconfiguration des marchés et des acteurs tout en rééditant en partie des réseaux préexistants.

Enfin la quatrième partie sera consacrée à l'étude de la crise à l'échelle locale, pour tenter de saisir en quoi cette échelle s'avère pertinente dans la compréhension de la trajectoire de chaque territoire, dans la contestation puis dans la guerre. L'histoire

sociale et économique des territoires, leurs relations avec le régime sur le temps long seront mobilisés comme des axes de compréhension de la crise.

## I. DEFINITION DE L'OBJET D'ETUDE ET QUESTIONNEMENTS METHODOLOGIQUES

### A. Une brève présentation de la situation en Syrie

L'espace du Proche-Orient a subi en moins d'un siècle, des années 1940 aux années 2020, des transformations d'une très grande ampleur, équivalentes à celles qu'ont traversées d'autres pays sur plusieurs siècles. La Syrie, comme d'autres pays de la région, a en effet expérimenté un système socialiste avec une économie dirigée, basée entre autres sur le concept de substitution aux importations, et une réforme agraire. Dans la même période le pays a connu un très fort accroissement démographique, un contexte de violence permanent avec les guerres israélo-arabes et les interventions étrangères en Irak, un « rattrapage » de modernité très conséquent, mais également les prémices du changement climatique qui se sont manifestés à travers des épisodes de sécheresse dès la fin du XX<sup>ème</sup> siècle. Dans un contexte de grandes transformations (Polanyi, 2009 [1944]), les sociétés subissent mais résistent également, s'adaptent, interagissent avec les circonstances et produisent des contre-mouvements. Cela a pour effet une rotation des élites par une forme de darwinisme politique. Pour ce qui est de la société syrienne, il est possible de faire l'hypothèse qu'elle a réagi à ces mutations nombreuses, et face à l'impérialisme, par la voie du panarabisme et du baathisme. Mais lorsque la dérive autoritaire et hégémonique du parti Baath a pris le pas sur les espérances révolutionnaires, une résistance épisodique ou parfois souterraine s'est manifestée à travers des moments de soulèvement, ou des engagements politiques clandestins. La dernière en date de ces grandes transformations est sans doute le brutal virage néolibéral engagé par Bachar al-Assad, peut-être a-t-il mis en mouvement la contestation de 2011.

Ce travail tente d'approcher la réalité de la crise syrienne en cours depuis 2011 en partant du constat que de tels événements ont nécessairement une pluralité de causes de natures différentes qui interagissent entre elles de manière complexe. Une fois la crise installée, elle se développe selon une grammaire qui lui est propre, et dont les combinaisons excèdent parfois la simple addition des paramètres en



présence, des pratiques et interventions des acteurs. Il apparaît comme très compliqué de saisir les contours d'une crise encore en cours, il est cependant important de présenter un bref état de situation sociale et économique de la Syrie des années 2000 à 2010.

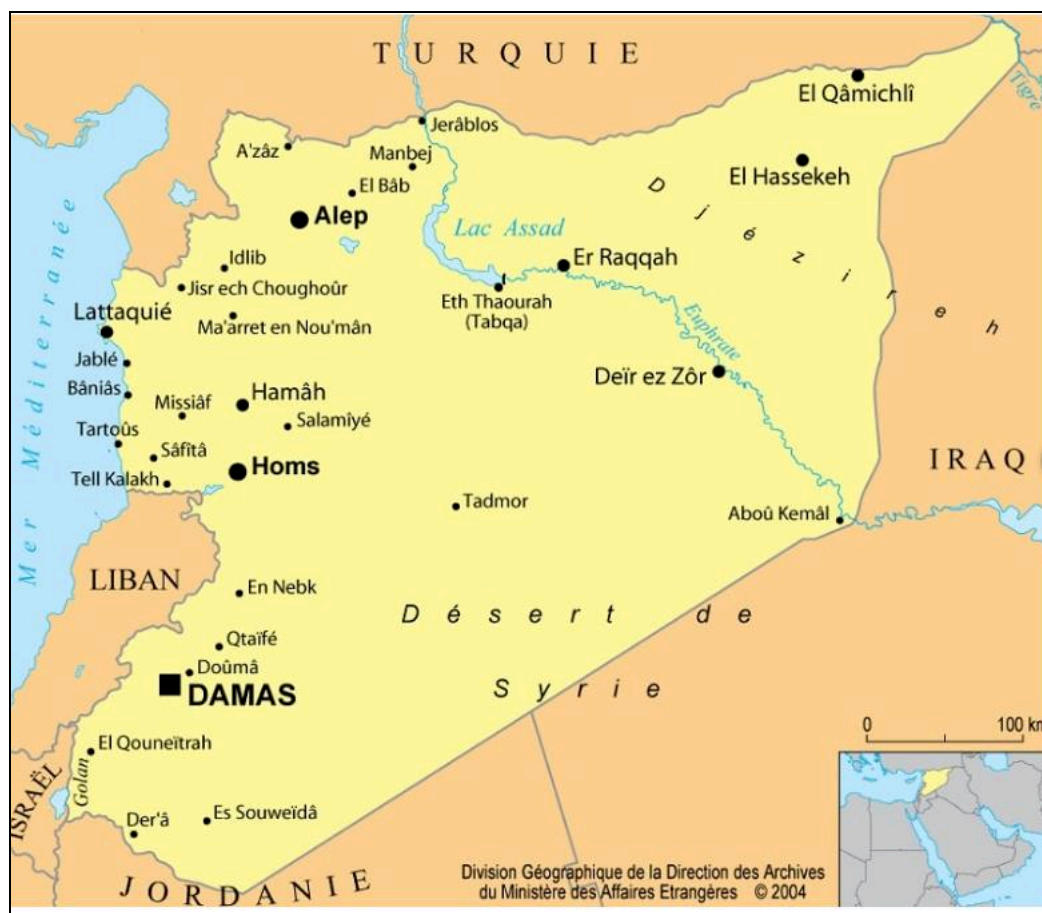
La Syrie, s'étend sur 185 180 km<sup>2</sup> entre la Méditerranée à l'Ouest et l'Irak à l'Est (596 km de frontières communes), entourée au Nord par la frontière Turque (845 km) et au Sud-Ouest par le Liban (359 km), Israël (74 km) et la Jordanie au Sud (356 km). La Syrie est subdivisée en 14 muhafazat.

« Dans ses frontières actuelles, la Syrie est le produit de la politique des puissances mandataires européennes, née suite aux accords Sykes-Picot du 16 mai 1916 entre la France et l'Angleterre qui se partagent l'Empire ottoman. [...] Elle possède une façade maritime de seulement 183 km. Malgré la diversité de son paysage géographique, la steppe représente près de 58% de son territoire [...]. Elle est traversée par un grand fleuve, l'Euphrate, mais reste menacée par une pénurie d'eau tandis que s'accroissent ses besoins en raison du climat et d'une croissance démographique rapide. » (Taha, 2017: 32)

La Syrie est en effet un Etat jeune, devenu indépendant en 1946, et dont le nom désignait sous l'empire Ottoman une province plus vaste que le territoire syrien dans ses frontières actuelles.

La Syrie possède un accès direct à la mer Méditerranée avec 183 km de côtes. A l'Ouest, ce sont des côtes rocheuses séparées du reste du pays par le Jabal al-Ansariyya, montagnes qui sont dans le prolongement de la chaîne de l'Anti-Liban. A l'Est, les zones planes s'étirent depuis le Nord – Nord-Est jusqu'à la frontière jordanienne. Au Sud-Est, un relief volcanique forme le Jabal al-Arab qui culmine à 1800 m.

Figure n°2 : Carte de la Syrie et des principales villes



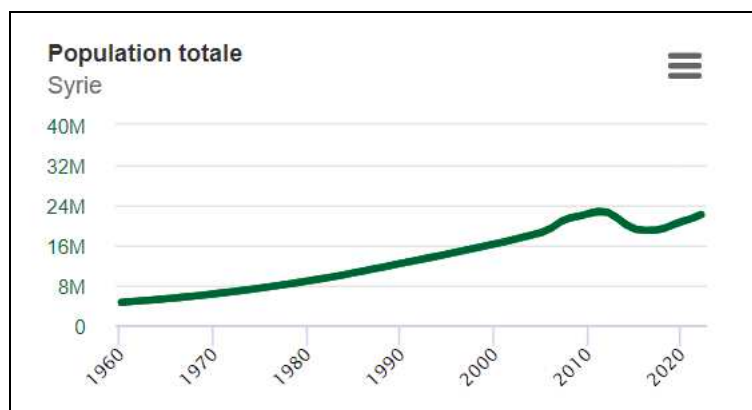
Source : Division géographique de la Direction des Archives du Ministère des affaires Etrangères Français, 2004

Les pays limitrophes de la Syrie sont la Turquie au Nord, l'Irak à l'Est, la Jordanie et Israël au Sud et le Liban à l'Ouest.

### Quelques repères démographiques

La Syrie a connu un essor démographique particulièrement prononcé à compter des années 1960 comme le montre le graphique ci-dessous :

Figure n°3 : Accroissement de la population totale en Syrie de 1960 à 2020



Source : <https://perspective.usherbrooke.ca/> Ecole de politique appliquée, Université de Sherbrooke, Canada

La population a très fortement augmenté (3 millions d'habitants dans les années 1940) alors que le recensement de 2007 faisait état de 22,16 millions d'habitants. Un tel accroissement de population constitue en soi une transformation très importante pour la société syrienne.

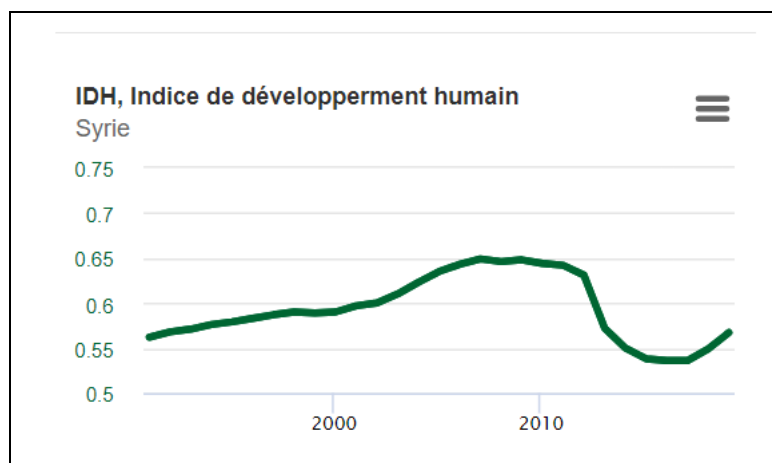
Une transition démographique était cependant en cours dans les années 2000 avec un passage de 4,25 enfants par femme en 1990 à 3,4 enfants par femme entre 2007 et 2009 mais une importante disparité territoriale demeure. Les muhafazat les plus rurales et les plus défavorisées (Jazireh) conservent en effet un taux de fécondité approchant 9 enfants par femme en 2004 tandis que les régions plus urbanisées et plus prospères sont autour de 4 enfants par femme à la même période (Taha, 2017: 42).

En 2009, environ 45% de la population a moins de 18 ans.

La situation démographique est également marquée par l'arrivée d'une forte immigration palestinienne à partir de 1948 puis irakienne à partir de 2003.

Malgré des réformes de libéralisation prises à compter de l'accession au pouvoir de Bachar al-Assad en 2000, des services publics de la santé et de l'éducation subsistent. Le taux d'alphabétisation était très élevé dans les années 2000, entre 80 et 85% en raison d'une scolarité obligatoire pour garçons et filles jusqu'à la fin du collège. Les programmes sont cependant fortement idéologisés et le système éducatif n'est pas exempt de la corruption qui mine l'ensemble des services de l'Etat.

Figure n°4 : Indice de Développement Humain en Syrie de 1991 à 2019



Source : <https://perspective.usherbrooke.ca/> Ecole de politique appliquée, Université de Sherbrooke, Canada

L'Indice de Développement Humain qui était en forte hausse entre 2000 et 2006 semble cependant marquer le pas à partir de 2007 pour amorcer un faible recul entre 2007 et 2010. Ces chiffres permettent de faire apparaître les signaux faibles d'une érosion du développement de la Syrie sous l'effet de deux causes que l'on peut identifier comme impactantes. D'une part, il est possible d'y voir l'effet des vagues de sécheresse successives intervenues de 2006 à 2010 qui ont considérablement impacté l'activité agricole et par là même dégradé fortement les conditions de vie dans le monde rural. Cela a eu pour effet d'accroître l'exode rural et d'accentuer la concentration des populations dans les quartiers informels en périphérie des villes. D'autre part, la forte baisse des politiques publiques d'embauche, la libéralisation des prix des denrées de première nécessité a conduit à un appauvrissement des classes sociales les plus fragiles.

### **Quelques repères de contexte économique et institutionnel**

Le Produit Intérieur Brut se situait en 2000 aux environs du seuil des 39,2 milliards de dollars en 2007 dont 52,5% issu du secteur tertiaire, 26,1% lié aux activités industrielles, et 21,4% issu de l'activité agricole (Sturel, 2009 :21).

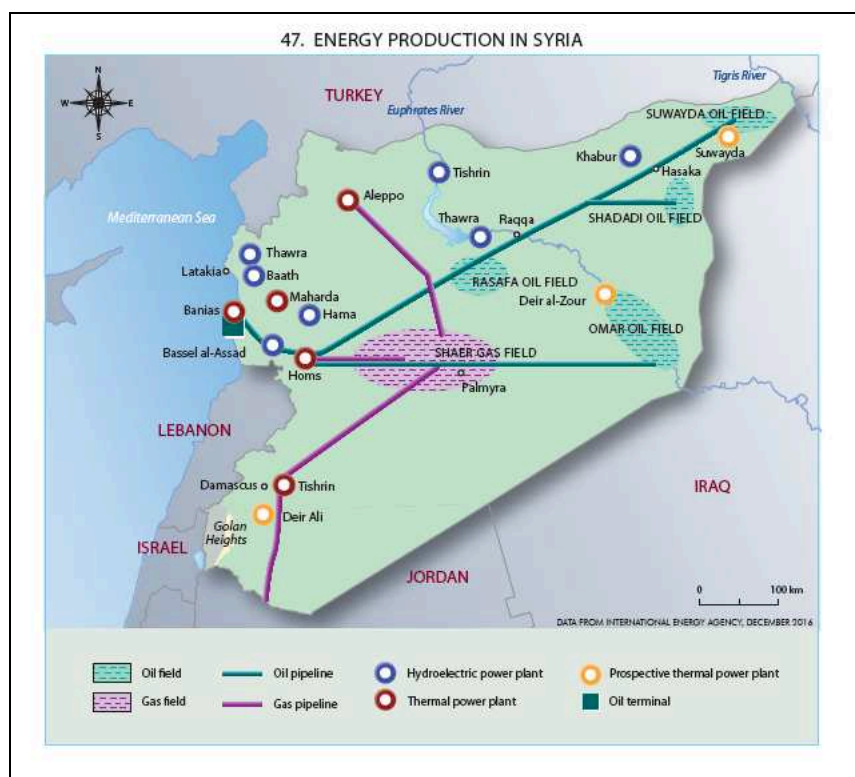
La Syrie possède des ressources en hydrocarbures (sa capacité de production est plus modeste que celle des grands pays pétroliers avec environ 400 milles barils par jour pour environ 11 millions pour l'Arabie Saoudite à titre de comparaison).

Figure n°5 : Extraction d'hydrocarbures et matières premières organiques en Syrie

	Extraction en 2006	Variations sur la période 2001-2006
Pétrole Brut	22 933 m <sup>3</sup>	Diminution
Asphalte	87 000 t	Hausse constante puis baisse à partir de 2004
Phosphate	2 904 000 t	Egale
Gypse	443 000 t	En baisse
Marbre	401 343 t	En hausse

Source : Bureau Central des statistiques syriennes, 2007

Figure n°6 : Ressources en hydrocarbures de la Syrie



Source : Sectarianism in Syria's civil war, Fabrice Balanche

Avant 2006 la Syrie parvenait à exporter une partie de ses hydrocarbures. En 2010, elle a absorbé l'ensemble de sa production pour ses besoins intérieurs. Par la suite les événements vont contraindre la Syrie à importer des produits pétroliers.

La Syrie était aussi un pays exportateur de coton et de blé. La mauvaise gestion de l'eau et les difficultés liées aux fortes sécheresses entre 2006 et 2010 ont cependant affaibli considérablement le secteur agricole.

Le secteur du tourisme représentait une des principales richesses de la Syrie en raison d'un patrimoine riche et diversifié. Ce secteur à fort potentiel était cependant insuffisamment développé. Malgré cela, On comptait pour l'année 2006 environ 6 millions de touristes dont 5 millions de visiteurs syriens cumulés avec les visiteurs en provenance des autres pays arabes, et 1 millions d'autres visiteurs étrangers (Sturel, 2009 : 155). Cela représentait en 2007 des rentrées correspondant à environ 4,7 milliards de dollars.

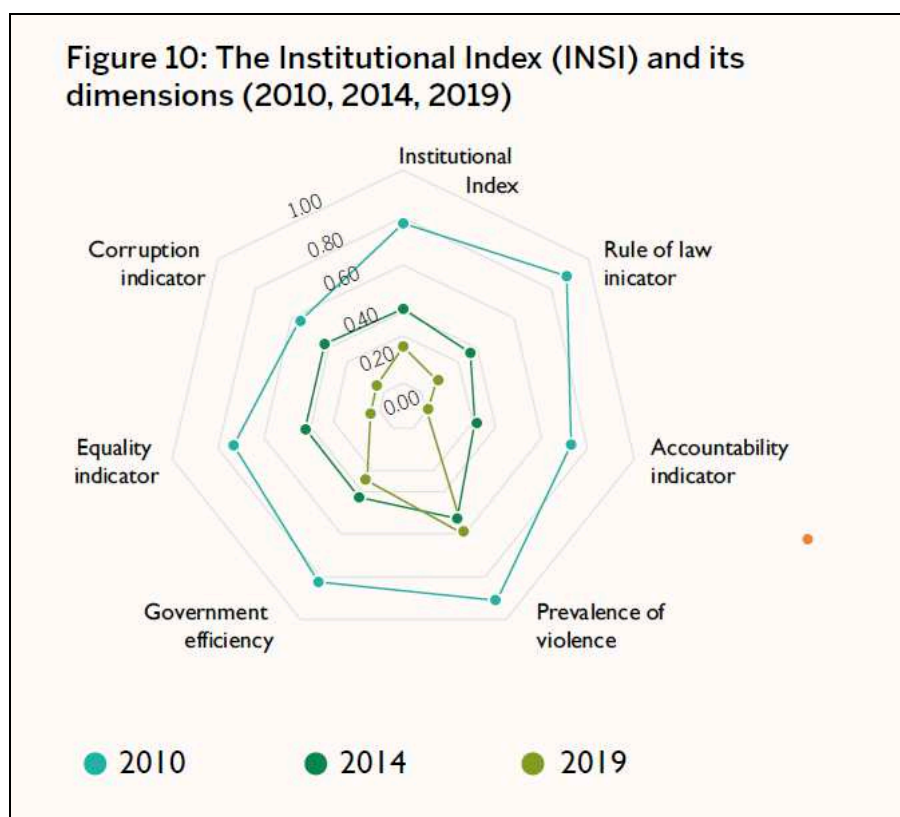
La population active représentait en 2004 environ 5 millions de personnes dont un quart de femmes. Il faut cependant souligner ici l'importance considérable de la fonction publique puisque les données de l'Etat syrien font état durant la décennie 2010 d'1 million de fonctionnaires environ hors armée. Le taux de chômage officiel en 2007 était de 9,7 % (Bureau Central des Statistiques syriennes, 2008).

La balance commerciale syrienne était excédentaire jusqu'en 2004 ( + 43 milliards de livres syriennes) mais est devenue déficitaire à partir de 2006 (500 milliards en 2010). Il est décidé en 2006, dans le cadre d'un train de mesures d'ouverture économique d'inspiration néolibérale, de baisser fortement les taxes douanières à l'importation. Par exemple, les taxes sur les importations de véhicules de luxe passent de 255% à 60%, les taxes sur les produits manufacturés passent de 11% à 4% sans aucune préparation du marché intérieur (Dib, 2011). Des produits venant de Turquie et de Chine inondent le marché syrien mettant en difficulté les commerçants et les fabricants. On s'oriente alors vers une économie de services.

Le tableau n°7 ci-dessous présente des indicateurs permettant de mesurer la qualité du contexte institutionnel dans lequel se trouve la société syrienne à la veille des événements de 2011. Si ce tableau présente une très forte rétractation des conditions institutionnelles en raison de la crise, il montre cependant que dès avant

les événements, des fragilités étaient observables avec des valeurs qui alertent concernant en particulier la corruption et la prévalence de la violence.

Figure n°7 : Graphique représentant l'indicateur INSI sur le contexte institutionnel syrien en 2010, 2014 et 2019



Source : SCPR, *Conflict Economies in Syria: Roots, Dynamics, and Pathways for Change*, d'après Population Status Survey, BTI 2018 et ACLED 2020

## B. Une construction nationale inachevée

Ecrire sur l'histoire contrariée de la construction de l'Etat syrien n'est pas seulement un enjeu de définition du contexte ou de description circonstancielle de l'objet d'étude, mais constitue la matière même de la recherche des causes profondes qui peuvent permettre d'expliquer ou tout du moins de penser les événements qui se sont déclenchés en Syrie en 2011. Cité par A. Baczko et G. Dorronsoro, Pierre Bourdieu « remarquait que les guerres civiles sont des moments de dévoilement de « ce qui est implicite dans la fonction d'un Etat et qui va de soi » ». (Baczko & Dorronsoro, 2017: 309) (Bourdieu & Champagne, 2012: 566). Ce sont donc les réalités du fonctionnement de l'Etat syrien mises au jour par la crise syrienne qu'il est utile ici de comprendre en prenant en compte les différentes étapes de sa



construction et la manière dont les Syriens s'engagent et s'identifient au cours de ce processus.

Comme toute identité, l'identité syrienne ne constitue pas un substrat figé mais elle est un processus, une construction. Pour en saisir les étapes et les moments charnières, il nous faut tout d'abord préciser de quelle Syrie il est ici question. Traversée et occupée par de nombreux empires et civilisations, la Syrie est un espace dominé, depuis la haute antiquité, par des activités agricoles et commerciales, délimité au nord par la chaîne des monts Taurus, au sud par le désert d'Arabie, à l'est par l'Euphrate et à l'ouest par la Méditerranée. Dès le troisième millénaire avant notre ère, des cités-États (Mari, Ebla) émergent sur ce territoire avec des sociétés déjà très organisées. La richesse des ressources de cet espace, sa place géographique et stratégique lui imposent une réalité : les routes commerciales et les grandes batailles se jouent en Syrie depuis la nuit des temps. À titre d'exemple, on peut citer la célèbre bataille de Kadesh qui a opposé les armées Hittites à celles de Ramsès II sur les rives de l'Oronte. Comme l'écrit Horst Klengel dans son ouvrage sur l'histoire politique de la Syrie antique (Klengel, 1992), les alliances se font et se défont durant des siècles entre les cités, constituées en petits royaumes ou principautés et les grandes puissances régionales (Égyptiens, Perses, Hittites, Grecs ...). Les cités-États de l'Antiquité, et ce sera le cas jusqu'au Moyen-âge avec les croisades, doivent donc sans cesse composer avec les invasions et les guerres qui traversent la Syrie. Mais elles vivent également des tensions permanentes avec les franges urbaines semi-sédentarisées et nomades dont elles aiguissent la convoitise. Mobiliser ici la pensée d'Ibn Khaldun (Ibn Khaldun, 1382 / 1927) permet de regarder ce rapport villes-périphéries grâce au concept khaldunien d' « 'umrān » : Ibn Khaldun considère que l'histoire d'une société, c'est l'histoire de son « 'umrān ». Ce terme désigne un processus de passage du mode de vie nomade au mode de vie « ḥaḍar », c'est-à-dire sédentarisé et urbanisé. Il désigne aussi la permanence des relations entre les nomades et les détenteurs du pouvoir urbain, les premiers aspirant à conquérir les villes, tandis que les seconds les défendent, y compris et surtout quand ils ont eux-mêmes conquis le pouvoir depuis la périphérie semi-sédentaire dont ils sont issus, et où ils ne veulent à aucun prix retourner. Le parcours des Omeyyades est représentatif de cette dynamique : L'exercice de ce pouvoir finalement conquis et centralisé à Damas va peu à peu affaiblir les

Omeyyades et ouvrir la voie aux invasions tatares de Tamerlan qui signeront la fin des grandes dynasties arabes.

### ***a. Ecriture-s de l'histoire***

Mais à travers ces événements documentés par l'histoire, un roman national syrien s'est dessiné de manière sélective pour devenir un patrimoine commun, largement partagé quelque soient les niveaux d'instruction et les milieux socioculturels. Ce roman met en lumière certaines périodes de l'histoire syrienne pour constituer le socle d'une fierté nationale commune fondée sur une géographie affective nommée « Bilād al-šām »<sup>3</sup> qui ne correspond pas exactement aux frontières de la Syrie actuelle. Les grands traits qui constituent ce roman populaire<sup>4</sup> sont tout d'abord l'idée de la Syrie « berceau des civilisations » qui a apporté au monde les premiers pas de la sédentarisation autour de l'agriculture, l'entrée dans l'écriture, le principe de l'écriture alphabétique. Un second élément de ce roman national est celui de la lutte victorieuse contre les croisés. Ces épisodes dessinent un récit imaginaire qui met en exergue certaines périodes selon un angle de vue souvent hagiographique tandis qu'il en passe d'autres sous silence. On peut citer à titre d'exemple la Syrie des premiers siècles de notre ère qui voit naître de nombreux philosophes scientifiques et penseurs. Ils s'expriment en grec et sont donc souvent associés à la culture hellénistique alors qu'eux-mêmes revendiquaient fréquemment leur double culture grecque et phénicienne<sup>5</sup>. De même la période byzantine n'est présente dans aucun enseignement délivré par le système scolaire syrien alors même que les apports de ces périodes pourraient être étudiés comme constitutifs de l'histoire de la Syrie et de la région. Cette histoire à la fois partielle et construite fait naître un slogan issu de la geste panarabe et dans lequel tous les Syriens se retrouvent quelles que soient leurs appartenances idéologiques et qui à également fait florès dans le reste du monde arabe : ce slogan affirme que la Syrie est « le cœur battant de l'arabité ». Cela

---

<sup>3</sup> « Bilād al-šām » peut se traduire par Pays du Levant.

<sup>4</sup> Il n'est pas ici question de juger de l'exactitude des éléments constitutifs de ce roman national mais plutôt d'en déterminer les traits saillants pour s'intéresser à la constitution de la nation syrienne et du sentiment d'appartenance nationale des Syriens.

<sup>5</sup> On peut citer Maxime de Tyr, Zénon de Sidon, Zénon de Kition, fondateur de l'École du Portique, ou encore Héliodore d'Emèse.

construit un sentiment national qui se perçoit lui-même comme un épicode identitaire, culturel et politique<sup>6</sup>. La conviction que la Syrie a été et devrait encore être un réservoir de signification pour le monde soulève un tel paradoxe pour le syrien du XX<sup>ème</sup> et du XXI<sup>ème</sup> siècle qui observe la disqualification de la Syrie dans le concert des nations, que le recours à la théorie du complot contre la Syrie s'offre comme une explication aussi simpliste qu'évidente. La période omeyyade est à son tour présentée de manière très glorieuse dans le récit national populaire syrien, en particulier par le courant panarabe, l'islam politique, et par le parti Baath. Au contraire, la période Ottomane, qui succède à la période abbasside, et s'étend du XV<sup>ème</sup> au début du XX<sup>ème</sup> siècle est passée sous silence dans les programmes scolaires syriens ainsi que dans la parole publique.

### ***b. Une sortie complexe du giron de l'Empire Ottoman***

Cette période, considérée à tort comme une simple parenthèse, représente pourtant une étape constitutive de la trajectoire de la Syrie, de son indépendance à ce jour. En effet, l'Empire ottoman s'interroge à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle sur les fondements de son identité au moment de la perte de nombreux territoires. Le nationalisme naissant dans certaines provinces de l'empire ottoman prétend se baser sur l'unité de la langue et de la religion contrairement au projet ottoman initial qui prétend régner sur des sujets aux multiples appartenances ethniques religieuses et linguistiques. L'Empire ottoman est alors confronté, par ces mouvements de contestation intérieurs, à la tension qui s'exacerbe entre accès à la modernité et préservation de l'identité. Remis en question sur plusieurs fronts, l'Empire lance alors les Tanzimats, vaste programme de réorganisation et de réformes, et se replie sur une identité musulmane. Dans ce contexte, des conflits meurtriers se déclenchent en 1860 dans le Mont-Liban et à Damas sur des bases confessionnelles. La France et la Grande-Bretagne se saisissent de ces événements pour intervenir sous le prétexte de la protection des minorités (chrétiens maronites, druzes). Les Syriens sont divisés face à ce mouvement de turquisation agressive qui vise particulièrement les parties arabes de l'Empire. De nombreux intellectuels, journalistes, chefs de mouvements

---

<sup>6</sup> Ce sentiment s'est renforcé quand l'Égypte a conclu les accords de Camp David perdant ainsi pour certains une partie de son aura en tant que pays central dans l'affirmation de l'identité arabe.

politiques, responsables associatifs osent publier et partager leur vision et leurs projets pour ce qui n'est pas encore devenu la Syrie. Djemal Pacha, membre du triumvirat qui dirige l'Empire Ottoman à cette époque, fait alors massacrer les acteurs principaux de la mobilisation autour du nationalisme arabe à Beyrouth et à Damas<sup>7</sup>. Cela va constituer une perte très importante pour la vie politique et intellectuelle de la région.

Suite à ces événements, une conférence est organisée à Paris en 1913 et réunit des intellectuels arabes qui souhaitent plus d'autonomie à l'intérieur de l'Empire. D'autres en revanche sont opposés à cette conférence, comme par exemple Chakib Arsalan et Muhammad Kurd Ali<sup>8</sup>. Pour eux, cela conduirait à accorder trop de confiance aux grandes puissances coloniales que sont la France et la Grande-Bretagne et qui occupent déjà l'Algérie et l'Égypte.

Un malentendu se cristallise entre les arabes et l'Empire ottoman. Les Turcs se sentent trahis par les Arabes suite au soulèvement de 1916 et en veulent pour preuve les accords de Sykes-Picot dont ils brandissent une copie pour montrer aux Arabes que leurs alliés français et britanniques ont agi par pur intérêt. De leur côté, les Arabes reprochent à l'Empire ottoman la signature du traité de Lausanne en 1923 qu'ils voient comme une dépossession de terres arabes qui passent sous mandat français et britannique, alors qu'ils comptaient se les voir attribuer en vertu du principe des peuples à disposer d'eux-mêmes énoncé par Wilson. En 1924, Atatürk met fin au califat puis il supprime quelques années plus tard l'utilisation de l'alphabet arabe. Pour les Arabes, les derniers liens symboliques et culturels avec l'empire sont rompus. Les Arabes ont le sentiment que l'élimination de la graphie du turc à l'aide de l'alphabet arabe vient nier les heures de gloire de la civilisation arabe et sa contribution à la civilisation islamique. Ils perçoivent cette écriture turque de l'histoire comme si l'épopée culturelle et civilisationnelle musulmane avait commencé le jour où Mehmet le Conquérant a provoqué la chute de Constantinople.

---

<sup>7</sup> Cette date est aujourd'hui encore commémorée sous le nom de Fête des martyrs. Djemal Pacha a conservé dans la population syrienne le nom de Jamal al-Saffah, le Boucher.

<sup>8</sup> Arsalan et Kurd Ali affirment que les arabes ont participé à la construction de l'Empire, sont présents dans l'armée et la haute administration comme Izzat Pacha al-Abed et les frères Malhamé et défendent une position loyaliste vis-à-vis de l'Empire Ottoman. Ils rappellent également qu'ils ont participé à la révolution de 1908 en tant que sujets de l'Empire à part entière.

De la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle au début du XX<sup>ème</sup>, les Arabes comme les Turcs se questionnent sur les éléments qui peuvent fonder un Etat-nation et se saisissent des mêmes outils pour le conquérir : pour eux la construction doit se faire autour d'une homogénéité linguistique, culturelle et confessionnelle. Cette voie ne peut donc que les mener dans des directions parallèles mais irréconciliables.

Un panarabisme émerge à la fois dans une opposition au panturquisme mais non sans une forme de fascination pour Atatürk. Ce courant panarabe est d'ailleurs très représenté chez les minorités qui ont connu le traumatisme de 1860<sup>9</sup>. Ces différents groupes pensent quant à eux que la langue arabe peut constituer le facteur déterminant du rassemblement par-delà les appartenances confessionnelles. Des intellectuels comme Boutros Boustani et Sate' al-Houssari se mobilisent, des associations comme par exemple 'Arabiya al-fatāt, Jeunes arabes, se constituent dans le contexte de la Nahda<sup>10</sup>. Cette période sera source d'inspiration pour les dirigeants du parti Baath des années 50 comme Zaki al-Arsouzi et Michel Aflak.

De la fin du XIX<sup>ème</sup> au début du XX<sup>ème</sup> siècle, on assiste également à une phase de changement démographique. Les deux guerres mondiales provoquent de nombreux décès, mais on assiste aussi à un fort mouvement d'émigration. Les Syriens tentent en effet d'échapper aux conditions économiques difficiles qui provoquent des disettes et à la mobilisation, un des épisodes de la première guerre mondiale est resté vivace dans la mémoire collective sous le nom de « Safar barlek », c'est une entreprise ottomane de déplacements de troupes syriennes mobilisées de force vers le front. Les impôts levés par l'Empire sont de plus en plus lourds et les populations sont épuisées par les contributions multiples à l'effort de guerre. Cette période est également marquée par les accords de Sykes-Picot. Cet accord a été perçu là encore comme un complot des grandes puissances contre les aspirations à l'unité arabe malgré les promesses<sup>11</sup> qui avaient été faites au Cherif Hussein, meneur des

---

<sup>9</sup> Les événements de 1860 sont dus à un mouvement social au départ né dans le Kesrouane (Mont-Liban) à l'initiative d'un certain Tanios Chahine. La France et la Grande-Bretagne ont alors instrumentalisé les violences dans un but de déstabilisation de l'Empire Ottoman ce qui a conduit à une dérive violente et confessionnelle et à de nombreux massacres entre des populations qui avaient jusque-là relativement bien coexisté dans les régions concernées.

<sup>10</sup> La Nahda se traduit par « renaissance arabe » ou « réveil » et correspond au mouvement de modernisation qui a traversé le monde arabe de la fin du XIX<sup>ème</sup> au début du XX<sup>ème</sup> siècle.

<sup>11</sup> Le Chérif Hussein fait partie de la noblesse qui se revendique de la descendance du prophète de l'Islam. Il a été choisi par les Britanniques pour conduire la révolte arabe contre les Ottomans. En

révoltes arabes contre les Ottomans. L'accord de Sykes-Picot se concrétise par l'arrivée du général Gouraud à Damas en juillet 1920 au poste de Haut-commissaire de la République et Commandant en chef de l'armée du Levant qui signe le début du mandat français sur la Syrie. Ces événements contribuent à faire émerger une lutte nationale. Les révoltes locales (Damas, Alep, Lattaquié<sup>12</sup>) qui interviennent entre 1925 et 1927 se coordonnent finalement pour donner ce qu'on appellera la Grande révolte syrienne. Un mouvement politique d'indépendance très large prend alors corps, fin 1927, sous le nom de Bloc National. Ce moment de prise de conscience nationale et d'unité fait encore aujourd'hui référence dans certains mouvements d'opposition au régime qui convoquent ce répertoire lorsqu'ils organisent des conférences nationales<sup>13</sup>. La conscience de la possibilité d'une nation syrienne se cristallise, même si le mot Syrie ne renvoie pas encore à la même réalité pour tous les acteurs en présence.

Comme l'écrit Matthieu Rey au sujet de cette période charnière dans l'histoire de la Syrie, « En quelques années, un territoire voit le jour, à travers l'activité créatrice et destructrice d'une puissance dominante d'une part, et par les jeux de résistance et d'accommodement des populations d'autre part. Autour de ces dialogues naît la Syrie, délimitée dans des frontières nouvellement découpées avec des composantes populaires qui tendent à défendre la souveraineté. » (Rey, 2018)

### ***c. Nationalisme-s syrien-s ?***

Dans l'entre-deux guerres, la Syrie connaît une vie politique intense avec des partis, une vie parlementaire, plus de cinq cents titres de presse écrite, des associations, des manifestations, et une lutte politique, mais aussi armée, pour l'indépendance. On observe dès lors plusieurs formes de revendications qui envisagent chacune à leur manière l'espace politique syrien. Toujours vivantes dans le contexte syrien actuel,

---

contrepartie, il lui a été promis un vaste royaume arabe, promesse qui est à l'origine de la création de la Jordanie.

<sup>12</sup> Les principales figures de cette grande révolte sont Ibrahim Hanano, Saleh al-Ali, Sultan Bacha al-Attrach.

<sup>13</sup> Nous avons assisté à une conférence de ce type qui s'est tenue à Genève les 28 et 29 janvier 2013, organisée par l'Institut Scandinave pour les droits de l'homme.

ces idéologies prennent leurs sources dans ce bouillonnement intellectuel et politique de l'entre-deux guerres.

Différents courants de pensée coexistent alors avec chacun une vision de ce que devrait être une nation syrienne parmi lesquels le nationalisme syrien, le panarabisme, le communisme et l'islamisme.

Le Parti Nationaliste Social Syrien a été fondé le 16 novembre 1932 par Antoun Saadé. Selon lui il existe une Grande Syrie<sup>14</sup> qui correspond à une aire culturelle spécifique. S'inspirant de Renan pour son ouvrage *La genèse des nations*, il définit la nation comme l'interaction entre un peuple qui partage une communauté de destin, et le milieu géographique au sein duquel il se développe, et qui lui donne des caractéristiques singulières qui le distinguent des autres peuples( Saadé, 1937). En cela, Saadé se situe dans la droite ligne du phénomène décrit par Gil Delannoi : « Le nationalisme culturel est un sentiment de supériorité ou au moins d'extrême singularité lié à une appartenance culturelle nationale. » (Delannoi, 2018). Le parti créé par Saadé glorifie le passé antéislamique de la Syrie et se choisit les périodes mésopotamienne et phénicienne comme références idéalisées de la construction d'une « identité imaginaire » (Anderson, 2002). Pour Saadé, le fait d'être syrien transcende les questions communautaires et confessionnelles qui se trouvent unifiées dans le sentiment d'appartenance à l'aire culturelle de la Grande Syrie. Saadé cite en exemple le calife Moawiya venu de l'Arabie, qui a régné à Damas et inauguré la dynastie omeyyade. Selon lui, la vie et l'exercice du pouvoir en Syrie en ont fait un Syrien et un homme de la cité, lui qui venait du désert, il est devenu le fils de son nouvel environnement. C'est le moment où l'Islam de message devient un État. Après la mort de Saadé en 1949, le Parti Nationaliste Social Syrien reste vivant mais connaît de longues périodes de clandestinité et est victime des purges baathistes. Son regard sur l'identité syrienne trouve cependant un écho non négligeable dans la population comme dans la sphère politique syrienne. Finalement tolérées plus qu'acceptées dans la Syrie des années 1990<sup>15</sup>, les idées de ce parti retrouvent une actualité depuis la crise syrienne. Parti favorable au régime, il met ses milices au service de ce dernier et se positionne clairement comme soutien du

---

<sup>14</sup> Selon Antoun Saadé, la Grande Syrie est une aire culturelle qui englobe l'Irak, la Syrie, Le Liban, la Jordanie et Chypre.

<sup>15</sup> Les thèses d'Antoun Saadé et de la branche libanaise du PNSS seront mobilisées dans les années 80 pour justifier l'invasion du Liban par la Syrie et les actions de ce parti contre Israël seront encouragées dans la limite des frontières libanaises.

président Assad. Sate' al-Houssari, quant à lui, a répondu aux ouvrages d'Antoun Saadé par un livre intitulé *L'arabité d'abord* (al-Houssari, 1954). Il est l'un des fondateurs du panarabisme dans le contexte mouvementé de la cession du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie <sup>16</sup>. Ayant lui-même grandi à Antioche, dans le Sandjak, Zaki al-Arsouzi participe lui-aussi à ce renouveau d'intérêt pour la langue et la culture arabes. Professeur de philosophie, il est particulièrement marqué par la cession du Sandjak arabophone à la Turquie et cela suscite chez lui des réflexions sur la nation et le rôle de la langue et de l'histoire commune dans la construction nationale. Il fait donc partie des tous premiers penseurs d'un panarabisme qui se radicalisera (Addi, 2017), face à la Turquie, comme vis-à-vis de l'impérialisme européen, et deviendra une référence intellectuelle centrale pour les fondateurs du parti Baath que sont Michel Aflak et Salaheddine Bitar. Succédant à des cercles de réflexion et clubs créés par les deux hommes dès les années trente, le parti Baath al-Arabi, ou Résurrection arabe, sera en effet fondé en 1947. Rejoint par la suite par Akram al-Hourani qui est à l'origine de la composante socialiste de ce parti, le Baath devient « Al-ḥizb al-ba'ṭ al-'arabī al-ištirākī », le Parti de la résurrection arabe socialiste. Il a porté un projet de réforme agraire au parlement syrien, il a soutenu la modernisation de la société, et soutenu l'accès à l'éducation et à la santé pour tous. Le slogan du parti « Une seule nation arabe au message éternel » et sa devise « Unité, Liberté, Socialisme » étaient d'ailleurs récités chaque matin par les élèves syriens à leur arrivée en classe jusqu'en 2011 et jusqu'à ce jour dans les zones contrôlées par le régime.

Dans les années 1950, la Syrie va connaître un moment charnière avec le pacte de Bagdad. Fondé en 1955 à l'initiative de la Grande-Bretagne, ce pacte est un accord de défense qui s'inscrit dans le contexte de la Guerre Froide dans le cadre de la « politique d'endiguement » menée contre l'influence de l'Union Soviétique au Moyen-Orient. Les signataires de ce traité sont l'Irak, la Turquie, l'Iran, le Pakistan et le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni souhaite l'intégration de la Syrie et la voit comme une entité positionnée autour d'un centre de gravité qui sera l'Irak.

---

<sup>16</sup> La France mandataire a cédé en 1939 une partie de la Syrie à la Turquie de Kamal Atatürk dans un contexte de négociations sur des alliances régionales et internationales à la veille de la seconde guerre mondiale. Cette partie se nomme le Sandjak d'Alexandrette. Une rétrocession était prévue en 1999, mais le sujet n'a pas été évoqué. Cette perte a laissé un goût amer aux Syriens.



Un axe concurrent se constitue autour de l'Égypte et de l'Arabie Saoudite soutenu dans un premier temps par les États-Unis. Les États-Unis finiront par rejoindre le pacte de Bagdad, précipitant ainsi la concrétisation de l'union de l'Égypte et de la Syrie. Persuadé que la Syrie doit rester dans la sphère arabe, l'analyse qui est faite par le parti Baath de la possibilité d'entrer dans le pacte de Bagdad le conduit non seulement à accélérer le rapprochement avec l'Égypte mais également à s'auto-dissoudre pour accéder à la demande de Nasser et concrétiser cette union. L'union avec l'Égypte durera de 1958 à 1961 mais le désenchantement ne tardera pas à venir car les baathistes avaient cru que Nasser renforcerait leur position, mais il place en réalité des hommes égyptiens à la tête de tous les appareils d'État notamment le Général Abdelhakim Amer.

L'alternative entre ces deux systèmes d'alliance va diviser les élites syriennes et alimenter les tentatives de déstabilisation de la part des deux axes. S'ensuit une série de coups d'états nombreux et très rapprochés dans le temps financés par chacun des deux axes qui se servent de cette modalité comme d'un outil pour parvenir à leurs fins. Cette période de coups d'états incessants fragilise la Syrie et la plonge dans une succession de changements de régimes qui s'étale des années 50 au coup d'état de Hafez al-Assad en 1970 qui vient refermer cette séquence et est perçu très majoritairement comme un retour à l'ordre et à la stabilité.

Bien que brève, la période de l'Union entre l'Égypte et la Syrie a profondément marqué de son empreinte l'État syrien. En effet, avant 1958 la grande bourgeoisie damascène avait tenté de proposer un contrat social libéral pour la Syrie mais celui-ci marginalisait les périphéries et les milieux ruraux. Au contraire, Nasser va prendre des décrets et instaurer un grand nombre de lois à la tête de l'Union arabe qui seront vécus comme favorables aux classes modestes et rurales comme la réforme agraire par exemple. L'union entre l'Égypte et la Syrie prend fin en 1961 à l'initiative des Syriens, le divorce s'avère compliqué, il crée de nombreuses divisions et laisse un goût amer aux populations qui avaient cru au panarabisme. Michel Aflak et Salaheddine Bitar expliquent chacun dans un entretien en français (Aflak, 1969) (Bitar, 1969) que l'union a souffert d'une trop grande improvisation dans sa mise en place mais que le rêve panarabe est toujours vivant. Interrogé sur son sentiment d'appartenir à l'arabité, Salaheddine Bitar répond d'ailleurs dans cet entretien « Être arabe, c'est une vocation syrienne. » (Bitar, 1969) Cette période va également

représenter un moment de rupture dans la dynamique révolutionnaire postcoloniale de la construction nationale syrienne (Heydmann, 1999) car Nasser met en place des institutions fortes, un État central s'inspirant du modèle soviétique, un contrôle des corps intermédiaires et surtout un appareil de sécurité puissant<sup>17</sup>. Dès 1963, le parti Baath syrien reprend le pouvoir et dispose alors d'outils hérités de la période nassérienne permettant l'instauration rapide et efficace d'un pouvoir autoritaire. En 1964, alors que le parti Baath tente d'asseoir son autorité, il est confronté à une large vague de contestation qui regroupe à Hama des mouvements de gauche, des communistes, des nassériens mais aussi des Frères musulmans qui constituent le noyau dur du mouvement.

Le parti communiste est l'un des plus anciens partis politiques de Syrie. Fondé en 1930 sous le nom de Parti Communiste Syrien et Libanais<sup>18</sup>, il a été traversé par plusieurs courants et a connu plusieurs scissions successives. Son secrétaire général le plus marquant est Khaled Bakdash, il a pris la tête de ce parti en 1936 et l'a conservée jusqu'à sa mort en 1995. Le Parti Communiste Syrien a joué un rôle important dans la construction du syndicalisme, ainsi que dans la lutte pour l'indépendance. Ce parti ne connaîtra cependant jamais de recrutement de masse, ses adhérents étant plutôt issus des milieux universitaires, artistiques et intellectuels. Le Parti Communiste a en effet peu de connexions avec le monde ouvrier, d'une part parce que la Syrie est faiblement industrialisée, le tissu économique syrien étant constitué de petites unités de fabrication à l'échelle artisanale et familiale, et d'autre part parce que le populisme de gauche est préempté par le parti Baath qui capte les ouvriers et les paysans. Cela laisse donc peu de place à la constitution d'une « classe en soi » évoluant vers une « classe pour soi ». D'autre part, la reconnaissance officielle de l'Etat d'Israël par l'Union Soviétique en 1948 aboutira à la perte d'un très grand nombre d'adhérents. Le Parti Communiste Syrien est également confronté, après l'arrivée au pouvoir du parti Baath, à la prise en charge complète des travailleurs qui le prive d'un terrain d'action. En effet, à travers quelques pôles

---

<sup>17</sup> Dans la période de l'union entre Egypte et Syrie, Abd al-Hamid al-Sarraj est nommé pour structurer les services de sécurité. Proche de Nasser, il fait régner la terreur en Syrie. Il est considéré jusqu'à ce jour comme l'initiateur de l'appareil sécuritaire syrien et de son fonctionnement.

<sup>18</sup> Les Partis Communistes syrien et libanais se sépareront en 1944. 21 Khaled Bakdash (1912-1995) a occupé le poste de secrétaire national du Parti Communiste Syrien auquel il a accédé en 1936. Il est le premier député communiste du monde arabe. C'est son épouse Wisal Bakdash qui a pris la suite à sa mort. Elle est elle-même décédée en 2021 et c'est leur fils qui lui a succédé.

industriels nationalisés et une fonction publique pléthorique, beaucoup d'ouvriers et d'employés sont encadrés, de leur scolarité jusqu'à la fin de leur carrière, non seulement dans leur vie professionnelle, mais aussi via les « organisations populaires » qui structurent leur quotidien, reprennent à leur compte le syndicalisme, les organisations professionnelles, ainsi que l'ensemble des activités collectives et de loisir. Comme détaillé précédemment dans ce travail, le quadrillage de la société a pour but de vider ces structures de leur sens et d'en faire finalement des organes de surveillance liés au pouvoir.

Les Frères musulmans, quant à eux, représentent une composante politique pour laquelle l'identité syrienne ne peut être que liée à l'Islam. Ils ne représentent cependant qu'une fraction de l'islam politique parmi un grand nombre de courants pour lesquels il y a une dynamique arabo-musulmane à prendre en compte dans la construction nationale. Comme les autres mouvements politiques en présence à cette époque, ils pratiquent le paradoxe de la revendication d'une appartenance transnationale de la Syrie - pour eux la « Umma » musulmane - et d'une logique nationale syrienne sur de nombreux sujets. L'islam politique a pour projet de s'attribuer le monopole de la définition du périmètre de l'identité syrienne qui est pour eux liée, depuis les Omeyyades, avec la culture dominante arabo-musulmane. La mouvance de l'Islam politique fait cependant abstraction des divisions qui existent au sein même de la communauté sunnite entre la diversité des courants spirituels, la diversité ethnique et linguistique et la dynamique ville-périphéries. En effet, les Frères musulmans issus des milieux urbains se montrent plus favorables à une culture politique du compromis, tandis que ceux qui vivent en milieu rural et périurbain sont dans une radicalité plus prononcée. C'est le cas de Marwan Hadid, un jeune Frère musulman qui s'est formé en Egypte. Il va se radicaliser suite au bombardement de la ville de Hama dirigé contre le mouvement de contestation de 1964<sup>19</sup>. Cet événement constitue un point de rupture suite auquel Marwan Hadid va préconiser la fin de la confrontation des idées et le passage à la lutte armée. Il fonde alors le mouvement « al-ṭalī'a al-muqātila », ou Avant-garde combattante, faction armée qui va se confronter à Hafez al-Assad durant les années 70-80. Malgré la tendance plus modérée qui domine dans les grands centres urbains, Marwan Hadid

---

<sup>19</sup> L'ordre de réprimer ce soulèvement a été donné par Amin al-Hafez, alors président syrien. A cette période, c'est Abd al-Halim Khaddam qui est maire de Hama et qui préconise cette solution répressive brutale.

parviendra à convaincre de grands industriels et commerçants aleppins qui ont été marqués par les nationalisations visant leurs biens, ce qui montre toute la complexité des options politiques islamistes et leur imbrication avec une grande diversité de facteurs socio-économiques. Le tronc commun qui rassemble cependant toutes les mouvances de l'islam politique demeure la conviction selon laquelle l'Islam représente la solution.

L'épisode de la création de l'État d'Israël est également un rouage à prendre en compte dans la dynamique de la construction nationale syrienne. En 1948, le tout jeune État syrien post-indépendant fait face immédiatement à la création de l'État d'Israël à ses frontières. S'en suit la première défaite militaire dès 1948 vécue comme une humiliation et suivie par d'autres revers (1956, 1967 entre autres). La jeune nation est fauchée dans son enthousiasme d'avoir arraché son indépendance aux plus grandes puissances mondiales car elle encaisse plusieurs débâcles militaires et territoriales face à un état très récemment créé et perçu comme un prolongement des colonisations sous la forme d'une tête de pont européenne au Proche-Orient. Comme l'écrit Charles Tilly, les nations font la guerre autant que la guerre façonne les nations (Tilly, 1985) et c'est cette logique qui va s'imposer à la Syrie à ce moment de son histoire et jusqu'à ce jour. Les militaires acquièrent donc, dès les années 50, une prédominance vis-à-vis du fait politique, d'où la succession de coups d'états issus de l'armée. Le dernier de ces coups d'état est celui opéré par Hafez al-Assad, en 1970, qui donnera un coup d'arrêt définitif à l'intense période de bouillonnement intellectuel et social qui avait émergé dans les années 60. Assad impose par la force sa définition de l'identité syrienne : tous ceux qui s'opposent à lui sont traîtres à la nation. Il construit et pérennise un système d'allégeances multiples et d'imbrication des loyautés soutenu par des pratiques clientélistes répandues dans tous les secteurs de la vie sociale, économique et politique. Il crée ainsi une nomenklatura dépendante de lui et qui lui est attachée par la distribution de privilèges. Il se saisit pleinement de l'appareil d'État déjà constitué et le renforce pour accentuer les contrôles sécuritaires et protéger son pouvoir. Il contribue cependant à conforter le sentiment national syrien, car son attachement à la souveraineté syrienne le conduit à faire exister la Syrie sur la scène internationale en lui donnant une place plus importante que celle à laquelle sa dimension pouvait lui permettre de prétendre. Il façonne, à travers les programmes scolaires et le contrôle des corps

intermédiaires, un récit national anti-impérialiste en particulier au moment de la guerre de 1973 dont il fait un moment qui restaure une fierté arabe mise à mal par la guerre de 1967.

#### ***d. Un moment fondateur confisqué***

Un espace turcophone ainsi qu'un espace d'expression persane ont été relativement préservés suite aux grands tracés des cartes du Proche-Orient après les deux guerres mondiales mais il en a été autrement de l'espace arabophone. La Syrie est née dans ce contexte. Les principaux hommes d'Etat nationalistes arabes s'étaient réunis à Paris en 1919 pour une réunion appelée « Première conférence syrienne ». C'est un moment fondateur pour une ébauche de création de ce qui avait été nommé à l'époque « *ūmma sūrīya* » (« Nation syrienne »). Le projet de constitution rédigé à cette occasion était celui d'un État démocratique, qui prend en compte la diversité de la société syrienne en inscrivant le principe suivant : « *al-dīn lil'illāh wa al-waṭan li l'ġamī'* », « La religion pour Dieu et la patrie pour tous ». Sate' al-Houssari a qualifié les travaux de cette conférence de projet pour un « Etat arabe moderne dans le plein sens du terme ». Les libertés individuelles sont en effet affirmées et protégées par des articles constitutionnels, le territoire est organisé selon un modèle décentralisé, des mécaniques électorales proportionnelles sont imaginées pour préserver la parole des minorités, le droit de vote pour les femmes sachant lire et écrire fait partie des articles adoptés. Les frontières sont alors celles de la « Syrie naturelle », encore appelée « *Bilād al-šām* »<sup>20</sup>. Mais par la suite les grandes puissances occidentales morcellent la Syrie en créant le Liban et en attribuant le Sandjak d'Alexandrette à la Turquie, privant ainsi Damas et Alep de leur accès à la mer. L'identité syrienne en construction et les différents projets nationaux tous restés inaboutis, ainsi que les conflits armés successifs, ont fragilisé la population et son sentiment de la possibilité de faire Syrie ensemble. Au contraire, la violence et la disqualification du pays comme acteur international à part entière n'ont fait que renforcer la conviction que la

---

<sup>20</sup> Ce qui est considéré comme la Syrie naturelle dans le cadre de cette conférence comprend la Syrie actuelle, le Liban, la Palestine et la Jordanie. Mais il y a un courant de pensée au sein de la conférence qui souhaite que l'Irak fasse également partie de cette Syrie naturelle ou « *Bilād al-šām* ».

Syrie est la victime de tous les complots, constituant ainsi le dernier refuge d'un narcissisme national meurtri.

### ***C. La Syrie, un pays de minorités ?***

On évoque fréquemment la Syrie comme une « mosaïque » de diversité ethnique et religieuse, voire comme un conservatoire de minorités appelées, sinon à disparaître, à s'abîmer dans la répétition de rites et de langues venus des siècles passés. La crise syrienne a ravivé le discours sur les minorités, au risque d'un certain simplisme, qui a parfois perdu de vue une réalité complexe et nuancée.

Il est vrai que la population syrienne et sa composition peuvent se lire au travers des sédimentations successives que l'histoire a laissées sur son territoire. Mais les traces linguistiques et religieuses que l'on peut observer ne constituent jamais les limites d'un groupe fermé qui ne se déterminerait lui-même que par sa langue ou ses croyances.

Comme l'écrit Georges Corm, le monde arabe a vécu un passé qui « montre à l'œuvre des forces centrifuges puissantes, témoignages de particularismes locaux variés, que les grands empires qui ont toujours dominé cette région du monde n'ont jamais pu réduire » (Corm, 1983: 263). Si une brève revue des communautés religieuses ou linguistiques est esquissée ici, c'est pour montrer qu'elles ne sont pas figées, mais traversées par des changements, des différences internes. Les individus qui les composent ne peuvent donc pas être réduits à cette seule dimension de leur identité.

Si la Syrie est habitée par cette diversité, c'est qu'elle est aussi, et de longue date, une terre de tolérance où malgré les difficultés et le « narcissisme des petites différences » (Fliche, 2014) lié à la coexistence au quotidien, aucune communauté n'a totalement homogénéisé la société syrienne au détriment d'un autre groupe.

La Syrie qui représente une voie de passage est traversée depuis des millénaires par les routes commerciales, les armées et les empires, les influences culturelles, religieuses et linguistiques les plus diverses. À l'aube de l'avènement de l'Islam en Syrie, des cités-États et de petits royaumes côtoient des tribus nomades. Les

habitants de l'actuelle Syrie sont alors chrétiens, juifs, zoroastriens, ou païens. Les grandes puissances byzantine et sassanide se disputent allégeances et influence sur cette région du monde. Au carrefour de l'Afrique, de la péninsule arabique et de l'Asie, le Proche-Orient sera toujours au cours de son histoire le lieu de rencontre des rivalités impériales et d'influences culturelles concurrentes : Akkad, Sumer, les Égyptiens, les Hittites, Byzance, les Romains, les Seldjoukides, les Persans, les Ottomans, les Mongols ou encore les Européens pour ne citer qu'eux se disputeront tous cet important centre géopolitique.

Georges Corm écrit aussi: « Les populations locales (...) toujours soumises à ces grands empires où la religion jouait un rôle prépondérant, ont souvent exprimé leur opposition au pouvoir central sous forme de particularisme religieux » (Corm, 1983: 264). Cela constitue un élément de compréhension de ces luttes constantes pour la domination de la région qui n'aboutissent jamais vraiment à une homogénéisation des confessions ou des langues, ni même du territoire ou du pouvoir.

Si une civilisation brillante a vu le jour sous les Abbassides et les Omeyyades, les querelles autour de la succession de Mahomet agitent le monde arabe et fragilisent le pouvoir récemment unifié. La domination arabe est également contestée par les musulmans turcs et persans. La période qui suit voit la fragile unité qui avait été constituée s'effriter au profit de diverses principautés, sultanats et royaumes.

S'ensuivent les croisades puis les invasions mongoles qui vont profondément désorganiser et fragiliser la Syrie. Les Mamelouks pacifient la situation avant d'être, à leur tour, balayés par les Ottomans au XVI<sup>ème</sup> siècle. L'empire ottoman dominera la Syrie jusqu'au XX<sup>ème</sup> siècle. Selon Georges Corm, après une telle « accumulation complexe d'influences culturelles et religieuses », on assiste à l'arrivée des Arabes dans le monde moderne « en ordre dispersé et en États distincts de siècles de domination étrangère. Cette domination a étouffé toute conscience collective de type ethnico-nationale, mais a laissé intacts les particularismes locaux de toutes sortes. »(Corm, 1983: 266)

## ***Les islams***

Les Musulmans sunnites sont officiellement la communauté religieuse majoritaire en Syrie. Comme tous les sunnites, la communauté est subdivisée en différents courants correspondant à des écoles juridiques. Celles qui sont représentées en Syrie sont les écoles Hanafite, Hanbalite, et Chaféite avec une prédominance Hanafite. Différentes confréries soufies sont également représentées. Les sunnites de Syrie sont également traversés et animés par des différences régionales, sociales, et politiques.

Cette « majorité » est aussi traversée par de nombreuses « minorités » puisque les Kurdes, les Turkmènes et les Tcherkesses qui parlaient d'autres langues que l'arabe, sont majoritairement sunnites.

Ces réalités font des sunnites le groupe sans doute le plus divers parmi les Syriens, avec une multiplicité de modes de vie, d'options et d'opinions qui est mise en exergue par la crise. Les différentes réactions aux événements, les différents type d'engagement dans le soulèvement (manifestation, militantismes, actions collectives, groupes armés) ainsi que la diversité des développements locaux de la crise reflètent cette grande hétérogénéité de parcours, d'opinions, de positionnements observable parmi les Syriens issus de familles sunnites et à qui l'on voudrait parfois attribuer des réactions univoques, conditionnées par cette appartenance, sans vérifier d'ailleurs auprès des premiers concernés s'ils se définissent ou se reconnaissent en elle.

Il faut également signaler un très faible nombre de villages en périphérie des grandes villes comme Damas, Alep ou Homs qui étaient peuplés jusqu'en 2011<sup>21</sup>, de chiites duodécimains. Ce chiisme est cependant très peu présent en Syrie alors qu'il représente la plus grande part des Musulmans dans les pays voisins tels que l'Irak ou le Liban. D'autres groupes issus du chiisme ont émergé en Orient entre le VIII<sup>ème</sup> et le XI<sup>ème</sup> siècle. Ces courants religieux présentent des caractéristiques beaucoup plus hétérodoxes et sont pour leur part représentés en Syrie.

---

<sup>21</sup> Les chiffres correspondent à la population syrienne en 2007.



## ***Alaouites***

Ainsi, les Alaouites représentaient environ 11 % de la population syrienne. On les appelle aussi « Nusayris » du nom d'un de leurs fondateurs, Ibn Nusayr<sup>22</sup>, mais cette appellation est aujourd'hui connotée péjorativement. Cette branche de l'Islam est une gnose chiite née en Irak au IX<sup>ème</sup> siècle avant de s'établir au XI<sup>ème</sup> siècle au nord de la Syrie près d'Alep puis dans la région de Lattaquié. Si le prophète Mahomet est reconnu comme tel, la prédominance est donnée à la figure de Ali, d'où l'on tire le nom d'Alaouites. La croyance en la transmigration des âmes ainsi que dans le caractère cyclique du temps donne une permanence historique à une trinité spirituelle qui s'actualise à chaque époque sous la forme de trois nouvelles figures religieuses.

La croyance en la métempsycose de tous les Alaouites au long de vies successives, nommée « *enchemisement de l'âme* »<sup>23</sup>, est encore très présente, elle imprègne le vocabulaire et les proverbes du quotidien.

Les traditions des Alaouites de Syrie étaient très marquées d'un syncrétisme incluant des éléments se rapprochant du christianisme (les fêtes de Noël et de l'Épiphanie figurent au calendrier alaouite), de la pensée des philosophes grecs et des religions de la Perse. Le quotidien d'une famille alaouite de la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, reflétait quant à lui, avant tout, le lien fort entre la spiritualité et la nature, et la forte interpénétration entre le mode de vie paysan, la succession des saisons et des moissons, et les cérémonies et festivités spécifiquement alaouites. On peut citer à

---

<sup>22</sup> L'appellation « nusayris » issue des sources musulmanes contemporaines de son émergence viendrait de « [...] Abû Shû'aib Muhammad ibn Nusayr al-Numayrî (mort vers 864), disciple des dixième et onzième imams (Ali al-Hadi, mort en 868, et al-Hasan al-Askari, mort en 874). [...] Si la religion alaouite a certainement subi des influences diverses, néoplatoniciennes, chrétiennes, persanes ou autres, elle n'en demeure pas moins fondamentalement musulmane et, plus précisément, chiite. Elle consiste en effet en une interprétation ésotérique du Coran basée sur l'enseignement secret des imams. Les alaouites font même, à leur manière, partie du courant majoritaire du chiisme, dans ce sens où ils reconnaissent douze imams : Ibn Nusayr, nous l'avons mentionné, était le disciple des dixième et onzième imams des duodécimains ; et al-Husayn Ibn Hamdân al-Khasibi (mort en 969), qui donna à la doctrine nousayrie sa forme définitive, telle qu'exposée notamment dans l'épître dite *al-Risala al-rastbachiyya*, est aussi l'auteur d'un classique de la littérature chiite consacré à la vie et aux miracles des imams. » (Paoli, 2022)

<sup>23</sup> En arabe, « taqammuş » soit littéralement «enchemisement», de «qamīş», chemise.

titre d'exemple la fête du printemps, ou « 'īd al-ġadīr »<sup>24</sup>, entre autres. Les connaissances religieuses se transmettent selon une voie ésotérique impliquant une initiation par un maître et l'observance d'une grande discrétion sur la vie spirituelle du groupe. Cette attitude de réserve a fortement alimenté les fantasmes autour de prétendus secrets. La distance avec l'Islam orthodoxe est importante, il n'existe pas de clergé institutionnalisé<sup>25</sup>, les Alaouites ne se réunissent pas spécifiquement dans les mosquées, la fréquentation d'oratoires construits sur les tombes de saints personnages est, en revanche, assez vivace. L'endogamie reste importante puisque l'on ne peut être Alaouite que par la naissance, selon une transmission patrilinéaire.

Cette communauté a vécu tout au long de son histoire une alternance de périodes de relative liberté de culte et de périodes de discriminations voire de persécutions (Winter, 2016). La seconde moitié du XX<sup>ème</sup> siècle a vu une partie des Alaouites, dans le sillage de la dynamique de développement économique et social de la Syrie, accéder à un mode vie moins rude et plus urbain. Les Alaouites, comme tous les Syriens, se sont éloignés de leur berceau familial villageois pour des raisons liées aux études ou au travail, les mariages mixtes entre communautés sont devenus plus courants. Ces changements sociaux qui ont impacté l'ensemble de la population syrienne, ont cependant eu comme conséquence de provoquer une rupture de transmission des enseignements religieux alaouites, d'une part, et des traditions qui leur étaient spécifiques, d'autre part. Par la suite, une volonté de « lissage » des spécificités alaouites mise en œuvre par Assad a accentué ce mouvement. Comme l'écrit Bruno Paoli, la situation actuelle est la suivante : « On ignore la proportion de jeunes Alaouites qui continuent actuellement d'être initiés, mais une chose est certaine : dans la communauté, la religion semble en perte de vitesse et souffre à l'évidence d'une certaine forme de désaffection à laquelle la politique de "modernisation" voulue par Hafez Al-Assad n'est probablement étrangère» (Paoli, 2013: 131).

---

<sup>24</sup> La fête de « 'īd al-ġadīr », le 18 du mois de al-ḥijja, commémore un épisode au cours duquel le prophète Muhammad aurait désigné Ali comme son successeur.

<sup>25</sup> Les religieux alaouites ne se présentent pas sous la forme d'un clergé institutionnalisé, avec des représentants. Les réalités sont très diverses en fonction des régions et des subdivisions internes à la communauté.

## ***Druzes***

Les Druzes représentent, quant à eux, 5 à 6 % environ de la population syrienne. Leur nom vient d'Al-Darazi, l'un des premiers prosélytes de leur doctrine au XI<sup>ème</sup> siècle (Armanet, 2011). Ils préfèrent quant à eux se nommer « muwaḥḥidūn », unitaires. La formation de ce mouvement intervient au XI<sup>ème</sup> siècle en Égypte avant de se propager en Syrie dans la région d'Alep. Ce courant religieux est issu de l'ismaélisme et se fonde sur l'attente messianique du retour du sixième calife de l'Islam, Al-Hakim. De très nombreux points communs rapprochent la spiritualité druze de la spiritualité alaouite : la croyance en la métempsycose (réincarnation), l'endogamie (plus prononcée chez les Druzes que chez les Alaouites), un calendrier religieux qui diffère de celui de l'Islam orthodoxe, une transmission religieuse par l'initiation, une forme de syncrétisme qui reprend des éléments issus du christianisme entre autres. Les Druzes sont organisés entre deux groupes fortement identifiés parmi eux : les initiés appelés « *'uqqāl* » ou sages et ceux qui n'ont pas reçu d'enseignement religieux poussé, qualifiés de « *ḡuhhāl* » (qui ignorent). L'initiation est ouverte aux femmes qui peuvent parvenir à de très hauts niveaux dans les étapes initiatiques. Le culte ne se célèbre pas à la mosquée, mais dans un bâtiment appelé « *ḥilwa* ». Ils possèdent leurs propres livres sacrés. En Syrie, ils vivent concentrés dans la région de Suweyda au sud et plus au nord à proximité d'Idlib. Enfin, touchés comme tous les Syriens par un mouvement d'exode rural dans les années soixante, une partie de la communauté s'est fixée en banlieue de Damas, à Jaramana.

## ***Ismaéliens***

Les Ismaéliens représentent environ 120 000 personnes vivant pour la plupart dans la région de Salamiyé au centre de la Syrie. Au VIII<sup>ème</sup> siècle, l'Imam Ismaël décède

probablement avant son père, le sixième Imam Jaafar<sup>26</sup>. Cette mort à la date et aux causes encore incertaines alimente la croyance en l'occultation d'Ismaël et provoque une scission : ceux qui s'appelleront les Ismaéliens ne reconnaissent pas les imams qui suivront et restent fidèles aux réformes initiées par Ismaël. La vision ismaélienne de l'histoire de la communauté attribue le rôle de fondateur et de messenger de la révélation au prophète Mahomet, les Imams sont ceux qui interprètent sa parole, tandis que l'Imam Ismaël l'accomplit. Pour certains observateurs de l'époque, cette réforme inaugure l'influence des spiritualités perses et de la gnose sur un Islam récemment sorti de son berceau sémitique et qui est en train de construire un rapport plus exotérique au texte coranique.

On retrouve, chez les Ismaéliens, comme chez les Alaouites et les Druzes, une trajectoire initiatique qui favorise une forte endogamie. L'organisation ismaélienne est fortement hiérarchisée d'après les niveaux initiatiques et trouve à son sommet l'Agha Khan<sup>27</sup>. La présence des Ismaéliens, des Druzes et des Alaouites en Syrie témoigne d'une époque d'intense bouillonnement spirituel entre le VIII<sup>ème</sup> et le XI<sup>ème</sup> siècle dans cette région du monde. Malgré leurs points communs et tout ce qui les rapproche, il est à noter que ces trois communautés se méconnaissent les unes les autres ce qui peut parfois entretenir une forme de défiance.

### ***Chrétiens***

La présence des Chrétiens au Proche-Orient est généralement bien connue, elle a été souvent évoquée dans l'actualité en raison des difficultés qu'elle traverse encore à ce jour en Irak comme en Syrie. Sa diversité et le nombre d'églises qui coexistent en Syrie est, quant à elle, moins fréquemment abordée : Chrétiens de rite latin, Maronites, mais aussi Grecs catholiques melkites, Grecs orthodoxes, Syriaques catholiques et Syriaques orthodoxes, Arméniens catholiques, Arméniens grégoriens, Chaldéens, Chaldéens nestoriens, Protestants sont présents en Syrie malgré le très

---

26 L'islam chiite s'est construit sur une chaîne d'imams succédant à Ali de pères en fils et représentant la succession légitime du prophète Mahomet à leurs yeux.

27 L'Agha Khan actuel possède un rôle de chef spirituel, mais aussi un acteur politique et économique.

fort mouvement d'exode actuel qui risque de vider totalement certaines églises de leurs fidèles.

La diversité des Églises d'Orient reflète le foisonnement spirituel et intellectuel de la Syrie durant l'Antiquité tardive avec un dynamisme culturel mais aussi des querelles théologiques qui ont contribué à façonner les pensées chrétiennes mais également le contexte d'émergence de l'islam (Debié et Déroche, 2022). Les discussions et les conflits, essentiellement centrés sur la nature de la personne de Jésus, ont donné lieu à des divisions et à la création de nouvelles églises dont la réalité actuelle porte encore les traces. De plus, chaque église a été traversée et souvent divisée en deux par le grand schisme de 1054 qui aboutit à la séparation entre le catholicisme et l'orthodoxie. Ces divisions théologiques successives n'opposent plus réellement les Chrétiens entre eux au quotidien, mais les manières de célébrer et les langues de culte diffèrent : certains utilisent le grec, d'autres l'arabe, l'araméen, ou encore l'arménien pendant la messe. L'araméen moderne qui descend en ligne directe de la langue parlée en Palestine à l'époque où vécut Jésus n'est pas seulement la langue du culte mais aussi la langue maternelle et la langue d'expression au quotidien de la population de quelques bourgades situées dans la région de Damas aujourd'hui très fortement impactées par l'exil de leurs habitants hors de Syrie. Les Chrétiens n'ont pas élu domicile dans une région précise, mais vivent dans tous les centres urbains et également en milieu rural et sont répartis sur l'ensemble du territoire.

### ***Yézidis***

Les Yézidis ont, bien malgré eux, été plus évoqués que jamais dans les médias entre 2014 et 2017 en raison des persécutions dont ils ont été victimes dans les régions contrôlées par l'Etat Islamique en Irak et en Syrie. Cette couverture médiatique n'a cependant pas permis de mieux connaître cette religion qui ne comptait pas plus de 40 000 membres tout au plus en Syrie avant 2011. Le yézidisme serait issu du substrat culturel et spirituel commun au mithraïsme, au mazdéisme et au zoroastrisme. Son fondateur, qui a vécu au XI<sup>ème</sup> siècle, le Cheikh Adi, repose dans un mausolée qui se trouve à Lalesh en Irak et constitue le plus important lieu de pèlerinage des Yézidis.

Selon la croyance yézidie, le monde s'organise autour d'une lutte des forces du bien et du mal et a été confié par Dieu, après la création, à un ange-paon, à la tête de six autres anges. Au-delà des nombreuses idées reçues qui entourent les Yézidis, leurs traditions et cérémonies ne sont que partiellement connues car cette communauté, souvent ciblée par le mépris ou l'agressivité de ses concitoyens, conservait une forme de prudence vis-à-vis des populations voisines. Comme c'est le cas des hétérodoxies musulmanes évoquées précédemment, on naît Yézidi, on ne le devient pas, c'était donc une endogamie stricte qui présidait aux unions matrimoniales. Les connaissances religieuses se transmettent par l'initiation ce qui crée des groupes distincts entre fidèles du commun et détenteurs des enseignements. Ces structures sociales sont bien entendu soumises aux réalités de la guerre ou des trajectoires d'exil qui les modifient, il en est de même pour les autres groupes et communautés syriennes. Les Yézidis en diaspora dans le monde sont aujourd'hui plus nombreux que les Yézidis vivant encore au Proche-Orient.

### ***La diversité linguistique***

Si la langue arabe est la langue officielle et la langue de communication entre tous, elle n'est cependant pas la langue maternelle de tous les Syriens. Les Kurdes, qui parlent une langue indo-européenne, se concentrent dans toute la partie nord-est du pays, ils vivent aussi autour d'Afrin à proximité d'Alep ainsi qu'à Alep-même et à Damas. Ils seraient environ deux millions. Oubliés des accords de Sykes-Picot qui ont organisé la partition du Proche-Orient, les Kurdes s'étaient vu attribuer une accession à un territoire autonome, mais la promesse n'a pas été tenue. Les Kurdes ont connu par la suite d'autres désillusions comme lors de la signature du traité de Lausanne en 1923 qui consacre l'abandon par les puissances européennes de la défense des revendications autonomistes kurdes en Turquie. Cet épisode va d'ailleurs accentuer le mouvement d'installation de Kurdes de Turquie vers la Syrie sous mandat français à cette période (Bozarslan, 1997).

Les Kurdes vivent actuellement en Turquie, en Irak, en Iran et en Syrie, ainsi qu'en diaspora en Occident. Les Kurdes, contrairement aux communautés évoquées dans cet article, sont pour certains d'entre eux, organisés en partis politiques

spécifiquement kurdes et militant pour la défense des droits de cette communauté. Ces partis kurdes portent chacun des options différentes dans un spectre allant de la simple préservation des spécificités culturelles incluses dans une citoyenne syrienne affirmée, à la revendication d'indépendance pure et simple. De même, sur le plan de la couleur politique, les tendances de ces partis s'étendent de l'extrême gauche à l'islamisme radical.

Les Kurdes se répartissent également entre différentes confessions que nous avons évoquées : majoritairement sunnites, ils peuvent également être yézidis, ou alaouites. Ces éléments politiques et confessionnels sont particulièrement représentatifs de la question de « l'identité minoritaire » : en effet, dire qu'un Syrien est Kurde ne permet en aucun cas d'inférer son positionnement idéologique, philosophique ou religieux.

La diversité religieuse et idéologique de la communauté kurde a été évoquée ici, elle se double d'une diversité sociale et d'une représentation des Kurdes dans l'ensemble des secteurs professionnels et des corps de métiers. À leur image, l'ensemble des minorités syriennes se trouvent traversées par la complexité des options et des situations de chacun de leurs membres.

L'arménien était la langue maternelle d'environ 150 000 à 200 000 Syriens. L'enseignement de cette langue était d'ailleurs particulièrement dynamique avant les événements grâce à un réseau d'écoles délivrant leurs enseignements en arménien. La communauté arménienne de Syrie est majoritairement issue de la fuite face à l'entreprise génocidaire menée par le régime turc à son encontre et dirigée également contre les Chrétiens turcophones, les Alévis et les Yézidis qui vivaient en Anatolie avant 1915. Sur les chemins de l'exil et de la déportation, certains membres de ces communautés se sont fixés en Syrie. Les Arméniens de Syrie vivaient, jusqu'à 2011, dans tous les grands centres urbains du pays avec une prédominance à Alep. Ils vivaient également dans quelques villages de l'Est ou de la Côte limitrophe de la Turquie.

D'autres Syriens ont la langue tcherkesse comme langue première. Les Tcherkesses ou Adyguéens sont issus du Caucase, ils parlent une langue de la famille Indo-Européenne et plus précisément du sous-groupe dit caucasien. Ils se sont réfugiés dans l'Empire ottoman alors qu'ils étaient victimes de déportations et de représailles

menées par la Russie à la fin du XIX<sup>ème</sup> et au début du XX<sup>ème</sup> siècle, en particulier suite à une révolte des Adyguéens entre 1864 et 1878 pendant la guerre de Crimée. L'Empire ottoman accueille alors environ 400 000 réfugiés et les répartit dans ses provinces au nombre desquelles la région de Qunaytra en Syrie. Les Tcherkesses de Syrie sont de confession sunnite. Ils vivent aujourd'hui majoritairement à Damas.

Les Turcomans ou Turkmènes se sont, eux aussi, installés en Syrie durant l'époque Ottomane. Ils parlent turcoman, c'est-à-dire un dialecte de la famille des langues apparentées au turc. Ils seraient environ 100 000. Les turcomans vivent dans la région de Lattaquié et autour de Homs et de Hama. Ils sont majoritairement sunnites.

Il faut évoquer également ici ce que l'on nomme les « minorités historiques » constituées par les communautés palestiniennes et irakiennes. Ces deux groupes arabophones réfugiés en raison du contexte régional global n'ont cependant pas vécu en Syrie dans les mêmes conditions ni selon la même temporalité. Arrivés en Syrie dès 1948 puis par vagues successives, les Palestiniens ont bénéficié d'une relative insertion dans la société syrienne (accès à la scolarité, à la fonction publique) malgré des discriminations indéniables et une forte représentation dans les quartiers informels à la périphérie des villes.

Les Irakiens sont, quant à eux, arrivés en Syrie dès 2003. Le contexte économique de cette période a fait de la Syrie une étape plutôt qu'un objectif pour ces réfugiés qui ne sont guère parvenus qu'à obtenir des emplois faiblement qualifiés. Les ONG ont organisé de nombreux programmes de réinstallation (formations professionnelles, campagnes d'alphabétisation) à partir de la Syrie au profit des Irakiens qui ont été nombreux par la suite à poursuivre leur trajectoire migratoire vers des pays occidentaux.

Le concept même de minorité peut donc être questionné en particulier lorsqu'il fait office de grille de lecture unique pour analyser la crise syrienne. La véritable question n'est pas celle de la place ou du statut des minorités qui, nous l'avons vu, n'ont pas de périmètre unique et immuable. Mais l'enjeu est plutôt celui de l'échec des différents régimes, gouvernants et projets qui se sont succédé à la tête de la Syrie à proposer le cadre permettant l'émergence d'une citoyenneté réelle et d'un projet national commun et durable. L'Antiquité, le Moyen-âge, la période omeyyade, celle de l'Empire ottoman, puis la décolonisation et la construction nationale sont autant de strates de l'histoire syrienne qui permettent de comprendre comment s'articulent les



identités, les sentiments d'appartenance et la mobilisation des imaginaires constitutifs des différentes idéologies nationales à l'œuvre dans la période contemporaine et jusqu'à ce jour. Le nationalisme, l'islamisme, le panarabisme ont chacun idéalisé un pan du passé de la Syrie mais étaient voués à l'échec, chacun pour des raisons liées à leur propre structure.

Lire la Syrie comme l'addition de différentes communautés qui ont vécu côte à côte puis se sont affrontées ne permet pas de penser la complexité de cette société violemment mise à mal par la crise. Des groupes parfois décrits comme homogènes sont en réalité divisés entre plusieurs partis politiques, des groupes linguistiques sont traversés par plusieurs communautés religieuses, des positions différentes se sont exprimées face aux événements au sein d'un même quartier ou d'une même famille. Il est, de plus, très difficile d'affirmer l'appartenance communautaire comme une donnée fiable et immuable car les individus connaissent leur propre trajectoire. On peut légitimement poser la question des frontières d'une communauté ? Où commence-t-elle et où s'arrête-t-elle ? Est-ce qu'on continue d'appartenir à une communauté, y compris contre son gré, lorsqu'on s'en éloigne ou qu'on en condamne le fonctionnement ? Il en est de l'identité syrienne, y compris et plus encore à l'épreuve de la guerre, comme de l'identité de tout un chacun: la langue maternelle, les options philosophiques ou politiques, les croyances ou l'absence de foi, les goûts et les passions, les compétences professionnelles, l'histoire familiale et personnelle font advenir des individus qui, même s'ils appartiennent à une société où les appartenances groupales sont encore un marqueur fort de l'organisation sociale, se reconnaissent à des degrés très divers dans les identités assignées, voire parfois se construisent en opposition avec tout ou partie de leurs caractéristiques.

La question des identités et des appartenances, qui est très fréquemment mise en avant dans les discours sur le conflit syrien, doit donc être discutée. Il est en particulier important d'interroger la pertinence ou non de la place de paradigme principal qui lui a été conférée par de nombreux chercheurs et analystes.

C'est ainsi que nous allons tenter d'examiner ci-après en quoi les grilles de lecture d'un conflit et la manière de le nommer ne sont pas uniquement cantonnées à un rôle de méta-observation mais sont elles-mêmes un enjeu de la crise.

## **D. Enjeux de la grille de lecture**

Les mots employés et les grilles de lecture adoptées pour décrire un événement critique témoignent du regard porté sur cet événement. Dans le cas de la Syrie, plusieurs épisodes se sont succédé ou, ont eu lieu simultanément en fonction des régions ou des villes, ce qui confère à l'objet d'étude une inscription spatio-temporelle d'une grande complexité. Nous nous sommes donc interrogé sur la manière de qualifier le cours les événements, mais également sur une des grilles de lecture les plus communément employée dans les analyses de la crise, celle de l'affrontement confessionnel en en examinant les limites.

### ***a. De la difficulté à définir un épisode critique***

« La crise consiste [...] dans le fait que l'ancien meurt et que le nouveau ne peut pas naître. » (Gramsci, 1948). Les événements qui se déroulent en Syrie depuis le mois de mars 2011 ont tour à tour été nommés « révolution » ou « guerre civile ». Ces deux termes ont d'ailleurs nourri des discours qui se sont opposés, l'un voulant présenter les événements comme un soulèvement populaire, tandis que l'autre mettait l'accent sur la violence et les fractures internes à la société. Aucun de ces deux mots ne semble cependant parvenir à décrire à lui seul la complexité de la réalité syrienne, qui a en effet connu un fragile moment révolutionnaire suivi d'un basculement dans la violence, où de nombreux acteurs régionaux et internationaux ont été impliqués, et sont venus interagir avec les dynamiques internes. C'est pourquoi nous faisons le choix de parler de « crise syrienne » sans pour autant renoncer à qualifier les épisodes révolutionnaires, ni à décrire les caractéristiques de la guerre civile qui s'inscrit au sein de cette crise et à les nommer comme tels. Gramsci définit les crises comme un moment où chacun des acteurs est dans une impasse car il échoue à faire advenir son projet. Les acteurs négocient donc, de manière tacite ou plus explicite, un nouvel équilibre transitoire mais qui n'apporte pas encore de résolution au conflit. Révolution et guerre civile se sont succédé tout autant qu'elles se sont déployées parallèlement dans le cas de la Syrie, pour aboutir

finalement au statu quo actuel qui se caractérise par l'implosion de la société syrienne, et une fragmentation spatio-temporelle.

La situation syrienne a mis en jeu non seulement une grande quantité d'acteurs mais aussi des acteurs de natures très différentes : des Etats, des groupes militants, des groupes armés, des entités politiques, des entreprises entre autres. Ces acteurs interagissent à l'échelle locale, régionale et internationale, un même acteur pouvant opérer à chacun de ces trois niveaux d'intervention. L'évolutivité de la situation est telle que les outils d'analyse s'en trouvent malmenés. La crise est restée interne de mars à aout 2011 où on a pu observer une dynamique de soulèvement populaire. La crise est ensuite devenue régionale au moment de l'entrée en scène du Hezbollah et de l'Iran pour soutenir le régime syrien. La Turquie, par un effet d'aubaine politique, va alors décider de soutenir les mouvements de l'opposition les plus proches des Frères Musulmans. Le veto russe au Conseil de Sécurité<sup>28</sup> vient afficher l'opposition du Kremlin au consensus occidental et affirmer un soutien au régime syrien, en avançant l'argument de la multipolarité. Le cap du niveau international est alors franchi. On assiste par la suite à l'entrée en jeu d'organisations transfrontalières telles que Al-Qaida et Jabhat al-nasra, sa branche syrienne, qui annonce sa création le 23/01/2012 par la voix de Muhammad al-Julani. Daech annonce également sa création le 09/04/2013. L'irruption de ces entités va impacter de manière conséquente la carte des rapports de force, ainsi que les motivations et discours de la communauté internationale qui va désormais parler de lutte contre le terrorisme. Dans le même temps, des plateformes politiques diverses se constituent autour d'agendas qui leur sont propres et tentent d'acquérir une légitimité.

La crise syrienne a donné lieu depuis 2011 à un nombre très importants de commentaires, d'analyses, de discours, de travaux scientifiques issus de divers champs disciplinaires. Mais les grilles de lecture mobilisées ont trouvé leurs limites à l'épreuve du réel et de sa complexité car elles se sont souvent avérées binaires ou réductrices.

Baczko, Dorronsoro et Quesnay après leur enquête de terrain en Syrie en 2012 et 2013 mesurent à quel point les observateurs extérieurs « sélectionnent » les faits

---

<sup>28</sup> (Procès verbal veto russe et chinois, 04/10/2011, 2011)

saillants pour en faire un récit qui ne correspond pas à la complexité et aux temporalités qui se sont vécues sur place :

« Par ailleurs, certains phénomènes passent inaperçus ou tendent à s'effacer rapidement, alors même que l'enquête révèle qu'ils sont essentiels dans le contexte (Finnström, 2015), d'où le risque de s'appuyer exclusivement sur les écrits produits par des journalistes, des experts, des sources gouvernementales ou des ONG (pour un exemple de cet écueil, Della Porta, 2014 : 237-268). En effet, les descriptions disponibles ne correspondaient pas, parfois de très loin, à ce que nous avons vu. Ainsi, la présence d'institutions civiles dans le nord de la Syrie, qui annonçaient la formation d'un contre-État, a été très largement oubliée par les médias, les analyses des experts et, plus surprenant, par les militants syriens hors de Syrie. De même, le maintien du registre unanimiste des revendications des protestataires de 2011 (liberté, justice, dignité) en dépit du conflit armé a été négligé par les observateurs extérieurs. L'étonnement qu'a provoqué chez nous la récurrence de paroles unanimistes dans un contexte de guerre civile a contribué à nous mettre sur la piste du rôle essentiel des formes prises par les mobilisations de 2011 dans la structuration de l'insurrection. En 2013-14, la marginalisation des groupes qui portaient cet héritage en faveur des organisations armées islamistes, dont les cadres s'étaient formés dans la lutte contre l'occupation américaine en Irak (Aḥrār al-šām, Jabhat al-nasra et État islamique), a renforcé l'illusion rétrospective de l'inévitabilité du passage à l'islamisme, voire pour quelques-uns que les mobilisations étaient dès le départ une entreprise islamiste. L'éloignement temporel ne permet pas de pallier cet écueil et tend au contraire à le renforcer. Ainsi, les institutions nées des mobilisations de 2011 et des négociations locales successives n'ont laissé que peu de traces matérielles et la défaite militaire de l'insurrection s'est traduite par la perte de nombre d'archives et de documents qui témoignaient de leurs activités » (Baczko et al., 2021:101).

Les difficultés d'accès au terrain ont encore accentué ce phénomène quelques années après le déclenchement des événements en fragmentant l'espace syrien et en restreignant l'entrée dans certaines zones en fonction des options et des grilles de lectures adoptées par les chercheurs :

« L'accès dual au terrain entraîne [dans cette période] deux ensembles de publications distincts, focalisés sur l'acteur dominant ces espaces. Pour les chercheurs enquêtant dans les zones contrôlées par le régime, il s'agit de montrer que celui-ci existe toujours ; pour ceux collectant des données au Nord du pays, de démontrer que ces opposants ont été prématurément condamnés sur le thème de l'absence d'alternative. « Plus que leur traitement, le choix des objets de recherche contient une part de conviction chez les chercheuses et chercheurs pris dans une cristallisation entre des « camps » (et souvent ainsi catégorisés par les regards extérieurs). Cette crispation reproduit les affrontements passionnels intérieurs à la Syrie et est, d'une certaine manière le produit direct des relations chercheurs/enquêtés. Dans l'urgence, il devient difficile de faire preuve de réflexivité sur la part militante de l'acteur, alors même que toute la situation assaille le chercheur d'autres questions et sensations, que celles sur lesquelles il travaille. » (Rey & Tannous, 2022:132).

Face à la complexité des événements, la recherche de ressorts simples et répliquables de crises en crises peut aussi constituer un travers pour des analyses qui ne demandent qu'à s'auto-confirmer par les phénomènes d'accès restreint qui les orientent prioritairement vers les objets d'études préalablement fixés. La grille de lecture confessionnelle a ainsi dominé dans les analyses, en particulier occidentales. Ces thèses souvent teintées d'un orientalisme essentialisant ont été reprises puis intériorisées par certains analystes et acteurs locaux eux-mêmes et c'est là tout l'intérêt d'étudier leur portée.

Le terme d'orientalisme mérite sans doute de signaler les débats et les controverses qu'il a suscitées, ainsi que son histoire et la manière dont nous entendons l'utiliser ici. L'apport du mouvement orientaliste dans son acception la plus large est indéniable car il a contribué à faire découvrir ou redécouvrir le monde arabo-musulman et à le faire exister pour un Occident qui l'avait relégué dans une zone hors-champ. Edward Saïd a cependant alerté sur une tendance de l'orientalisme, que nous avons nommée ci-dessus « orientalisme essentialisant » pour laquelle « l'Orient est une idée qui a une histoire et une tradition de pensée, une imagerie et un vocabulaire qui lui ont donné réalité et présence en Occident et pour l'Occident » (Saïd, 2015 [1978]). Si l'orientalisme est et demeure une volonté d'étudier le plus précisément et le plus complètement possible l'aire géographique recouverte par le terme « orient »

dans sa complexité et sa diversité culturelle, linguistique, sociale, et historique entre autres, Saïd tente quant à lui de donner plus d'acuité à la vigilance face aux visions qui cantonnent l'Orient dans une réalité monolithique et immuable. Jalal Sadeq al-Azm parmi d'autres a critiqué les travaux de Saïd et l'a accusé d'« orientalisme à l'envers » (Sadeq al-Azm, 2008). Il l'a mis en garde contre un certain regard essentialisant sur l'Occident. Ces débats par-delà les antagonismes, invitent à notre sens de manière plus large, à une réflexion vigilante sur la difficulté à produire un discours sur l'autre, en particulier lorsque l'objet d'étude, ici une crise, impose une temporalité très resserrée, peu propice à la pensée, et qui conduit parfois à la recherche de réponses illusoirement simples et univoques. Le danger réside dans la tentation de faire dire aux données ce que le chercheur souhaite y voir. C'est ainsi que des analyses produites par des Syriens, qui ne sont pas exempts du regard essentialisant sur eux-mêmes, comme par d'autres personnes, opèrent parfois une sélection destinée à confirmer ce qu'ils avaient déjà annoncé comme devant être à leur sens la clé de compréhension du conflit. C'est ainsi que des auteurs fondent leurs analyses principalement autour de la question communautaire en excluant de fait les données socio-économiques, historiques ou locales. Myriam Catusse, Aude Signoles et François Siino proposent pour leur part d'analyser l'irruption des événements en Syrie et dans le monde arabe en 2011 comme un épisode qui a fortement questionné la sphère des sciences humaines et ses différentes disciplines. De par leur caractère inattendu, les « printemps arabes » ont nécessité la mobilisation de nouvelles modalités de recherche avant de voir, chez certains auteurs, le retour de catégories de pensée préexistantes regagner du terrain face à la militarisation des mouvements :

« Par ailleurs, le travail des chercheurs en sciences sociales a pu paraître désorienté et ce, à plusieurs titres : comme nous le verrons dans les pages qui suivent, il l'a été par leurs difficultés à prédire, voire à faire travailler des outils éprouvés dans des pratiques de recherche et d'enseignement qui privilégient des lectures continuistes. Mais surtout, il l'a été au sens premier du terme – se retrouvant soudainement comme « privé d'Orient ». Un court moment, en effet, les regards portés sur les processus sociaux dans la région ont abandonné leurs lentilles orientalistes pour les considérer, sinon comme banals (Camau, 1996), du moins comme comparables et non irréductiblement singuliers. Pour reprendre les termes d'O. Roy (2013), « l'Orient

disparaissait » et, avec lui, le « présumé majeur de l'orientalisme: l'exceptionnalisme musulman ». La région, si souvent exclue des entreprises comparatistes (Picard, 2006: 8), est ainsi devenue une destination prisée par les non spécialistes du Proche-Orient et du Maghreb. Toutefois, alors que les soulèvements d'abord décrits comme pacifistes, laïques, trans-sectoriels et interclassistes ont mué en Libye, Syrie et au Yémen, en mouvements armés et affrontements civils, les catégories d'analyses se sont réorientalisées rapidement, et avec elles, l'atavisme peut-être moins des sociétés observées à la loupe, que du monde des sciences sociales. » (Catusse, Signoles, Siino, 2016 : 3)

On a également assisté à la mobilisation d'une grille de lecture géopolitique qui favorise l'étude des rapports de force entre puissances régionales et internationales dans laquelle les causes endogènes à la Syrie n'ont que très peu de place. Ce faisant, les acteurs syriens sont comme objectivés et absents de leur propre destin. Cette grille de lecture, qui n'est pas sans intérêt à condition d'être mobilisée de manière pertinente et étayée, a également été instrumentalisée par l'ensemble des acteurs de cette crise pour en faire un ressort de description aux accents complotistes : de grandes puissances auraient agi dans le but unique de s'approprier des zones stratégiques ou des réserves d'hydrocarbures par exemple. On peut citer les travaux de Barah Mikaïl qui privilégient le contexte géopolitique (Mikaïl, 2014) au risque de ne laisser que très peu de place aux mécanismes et processus internes à la crise, et à la manière dont elle s'est nourrie de la trajectoire de la société syrienne, et dont elle s'est articulée avec des situations très locales.

On pourrait dire que l'objet d'étude que constitue la crise syrienne a résisté aux interprétations qui ne l'envisageaient que sous un angle unique, qu'il soit confessionnel ou géopolitique. Cette crise multifactorielle nécessite en effet la mobilisation d'une démarche interdisciplinaire qui inclut les sciences sociales, économiques, politiques ainsi que l'histoire.

Les positionnements des analystes ont pu dans ce contexte extrêmement complexe devenir parfois idéologiques et contribuer à renforcer la polarisation des positions. La Syrie traversait alors un moment de son histoire où tout était radicalité et où la violence tentait d'écraser la pensée. Les grilles de lectures parfois simplificatrices ont alors renforcé ces phénomènes par leur description d'oppositions binaires auto-

réalisatrices. Les acteurs internes, régionaux, et internationaux se sont alors saisi de ces lectures restrictives pour justifier leurs actions, ou mobiliser les opinions. A titre d'exemple, l'Iran a de manière simultanée utilisé les deux grilles de lecture, confessionnelle et complotiste, pour résoudre le paradoxe de se situer dans le soutien au régime syrien après avoir applaudi au départ de Hosni Moubarak et à l'arrivée de Muhammad Morsi (issu de Frères Musulmans) en Egypte. Le régime iranien justifie donc son soutien à Bachar al-Assad par ce qui serait une solidarité entre chiites, tandis qu'il taxe le mouvement syrien d'allié des « puissances étrangères » qui affaiblit l'axe de résistance Iran-Hezbollah-Régime syrien<sup>29</sup>.

Le choix des mots pour qualifier les événements n'est donc pas un élément de détail, et représente même un enjeu important concernant la Syrie. Lors de sa leçon inaugurale au Collège de France, Yadh Ben Achour définit la révolution comme un phénomène qui se caractérise par son ancrage, son caractère polymorphe, et son caractère évolutif. C'est un changement fondamental, rapide, aux effets durables dans le système politique et social, affectant la société dans son système de croyances, ses valeurs et ses classes (Ben Achour, 2021).

S'il est en effet important de prendre en compte le caractère multiforme du soulèvement, l'évolution de la situation ne doit en effet pas empêcher d'en étudier les étapes, même si la dynamique propre au conflit a produit une logique de polarisation et de radicalisation.

La volonté du régime de traiter de façon policière ou militaire des questions de nature politique a indéniablement réussi, et c'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'hypothèse qui s'est développée, selon laquelle le monde arabe n'a pas connu de révolutions authentiques. Le cas syrien serait la preuve que la simple exigence de dignité, le confessionnalisme et les intérêts étrangers sont les facteurs principaux qui ont conduits à des soulèvements, la revendication égalitaire propre à la tradition occidentale restant marginale, voire inexistante. Selon cette hypothèse, le déchaînement guerrier ne ferait qu'objectiver de violents sentiments sectaires qui restent dissimulés sous le joug des régimes autocratiques et ne demandent qu'à s'exprimer lorsque ceux-ci sont affaiblis. Le ressentiment d'une partie de la population, avivé par de multiples ingérences étrangères, serait donc le moteur d'une

---

<sup>29</sup> Cette idée est d'ailleurs reprise par l'extrême gauche et l'extrême droite françaises.



révolte qui n'a rien d'une révolution. La possibilité d'une dictature confessionnelle, qui s'est exprimée dans les revendications de certains rebelles, serait la vérité d'une révolte qui ne pose pas la question de l'émancipation, ou de la citoyenneté et qui ne serait donc pas, par conséquent, une révolution.

Il apparaît donc nécessaire de se pencher sur cette idée selon laquelle la révolution n'a pas eu lieu, ni dans aucun pays arabe ni en Syrie. Se rejoignent alors une conception orientaliste, où l'Arabe est un homme resté figé dans sa seule appartenance religieuse, qui demeure donc essentiellement étranger à l'idée de révolution, et la conception de certains régimes arabes, qui ont affirmé qu'il ne peut y avoir de contestation radicale de régimes non inféodés à l'Occident. À cet égard, la discussion de l'œuvre de Michel Seurat, qui fait référence pour de nombreux analystes, est essentielle pour montrer que la lecture critique de l'idéologie orientaliste ne peut qu'aboutir à la reconnaissance de la nécessité, voire de l'urgence, d'une sociologie non confessionnelle de la Syrie.

La référence aux « révolutions arabes », va en effet à contre-courant d'une opinion qui s'est fortement répandue selon laquelle il n'y aurait pas de révolutions dans le monde arabe. Dans le cas syrien, l'idée-force de cette argumentation est que les différences culturelles prennent le dessus sur la revendication égalitaire qui ne serait pas aussi fondamentale qu'elle est en Occident. C'est ainsi le manquement à l'exigence de dignité, comme cela a pu se voir en Tunisie, qui serait un facteur bien plus décisif à l'œuvre dans les mouvements sociaux. Ce n'est pas tant le monopole politique qui serait un problème, dans ces sociétés, que l'abus de pouvoir généralisé transformant un pouvoir autoritaire - mais originellement fort légitime (cas de l'Égypte nassérienne) - en simple despotisme. La révolte arabe contemporaine, alors, ressemblerait plus aux jacqueries à qui l'on dénie souvent un caractère de classe, en soulignant que ces insurrections n'étaient pas destinées à renverser le féodalisme, mais à en refuser les seuls abus qui jetaient les masses paysannes d'Occident dans l'indignité.

A certains égards, cette approche implicitement euro-centrée de la révolution renvoie à la pensée de Martin Malia, qui, revendiquant un « eurocentrisme » explicite écrivait : « La révolution est un phénomène d'origine européenne, tout comme la civilisation moderne est une création européenne » (Malia, 2008:17). La démarche

de Malia met la culture au centre de la compréhension des révolutions. De ce point de vue, le fait crucial est que « seul le monde occidental (...) a connu la politique participative et la réflexion juridique et philosophique que cela implique » (Malia, 2008:17).

Cette évocation du travail de Malia ne suppose cependant pas de le rejeter aussitôt : il est question d'un modèle qu'il faut discuter et qui peut avoir des implications paradoxales. Il est certes possible de dire, en s'inspirant ce modèle, que les mouvements islamistes ont pris de l'ampleur, et que ce que certains nomment « hiver des révolutions arabes » manifeste simplement la réalité de sociétés qui ne sont pas ouvertes à l'histoire. Mais, à l'inverse, même si l'on admet avec le penseur syrien Jalal Sadeq Al-Azm que la modernité est un fait occidental, en son origine, cela ne signifie, en rien, bien au contraire, une adhésion à l' « orientalisme ontologique » (Sadeq Al-Azm, 2008: 164) de Bernard Lewis.

Par ailleurs, la diversité confessionnelle des sociétés, comme elle s'exprime au Liban ou en Syrie, empêcherait d'assimiler les événements actuels aux révolutions qui se sont déroulées en Occident, Russie comprise, depuis deux siècles. S'il s'agissait seulement de la volonté de revanche d'une fraction de la société, parfois majoritaire, contre une minorité confessionnelle qui a confisqué le pouvoir, cela ne pourrait être considéré, effectivement, comme un désir révolutionnaire authentique. C'est ce raisonnement qui a conduit certains analystes et acteurs internationaux à considérer Bachar al-Assad non pas comme un despote mais bien au contraire comme la seule voie possible, ou la seule voie raisonnable. Une fraction importante de l'opinion syrienne reprend d'ailleurs la thèse du régime selon laquelle celui-ci affronte un complot ourdi à l'étranger contre un pays qui serait un phare de l'antisionisme. Ce n'est donc pas le régime mais la société syrienne que l'on voudrait affaiblir durablement. Le régime syrien représenterait donc ici une sorte de norme du pouvoir proche-oriental qu'il est insensé de contrer frontalement.

Selon les analyses les plus teintées d'orientalisme essentialisant, le Proche-Orient serait voué aux différences communautaires séculaires et ne connaîtrait pas d'autres forces mobilisatrices que le sentiment religieux exacerbé. Les discours affirmant une différence essentielle entre Orient arabe et Europe occidentale trouvent leur limite dans une représentation qui voudrait que rien dans l'histoire, comme le capitalisme, les échanges où les migrations n'ait transformé les sociétés. C'est pourquoi il semble que seule l'analyse de la situation dans sa complexité peut dénouer l'écheveau des

déterminations, selon une approche historique et sociologique qui donne toute leur cohérence et leur temporalité aux phénomènes sociaux et économiques.

### ***b. La question confessionnelle***

La crise syrienne a conduit nombre de chercheurs et d'éditorialistes à revenir aux travaux de Michel Seurat. Les mobiliser dans leur totalité et sans nuance pose cependant la question de thèses qui ont été élaborées avec des matériaux des années 1960-1970 et qui reposent implicitement sur une hypothèse : l'éternité confessionnelle de la Syrie. Quoi qu'il en soit, leur simple transposition à l'identique dans le contexte actuel pose plusieurs problèmes. Pour comprendre la Syrie d'aujourd'hui, il est nécessaire de revenir sur les articulations essentielles du propos de Seurat, ne serait-ce que parce que les Syriens ne sont pas des Jacques modernes, mais des hommes vivant dans un système s'étant ouvert à des formes d'un capitalisme qui s'est par ailleurs mondialisé. La forme prise par les événements conforterait pour certains l'hypothèse que la révolution en Syrie n'a pas eu lieu, car l'étalon de la révolution véritable serait le moment khomeyniste où la population répond dès que la personne de Khomeiny en donne l'ordre. Dans cette perspective, le monde arabe n'a certes pas connu de révolution, à la différence de l'Iran. En réalité, ce critère très exigeant de ce que doit revêtir la forme révolutionnaire devrait interdire qu'on parle de Révolution française ou russe, car la révolution a souvent été un phénomène de longue durée, affectant le corps social de façon différenciée. Le processus révolutionnaire n'est en effet pas le même selon les lieux et les milieux sociaux que l'on considère. Se mêlent souvent l'engouement pour la révolution, passion du collectif, avec la crainte, poussant nombre d'individus à distance des événements. Et s'adjoint à cela le prévisible désir réactif de contre-révolution, suscité par la perte des références qui ordonnaient un univers symbolique. La France a ainsi connu l'opposition entre la Vendée bleue, atlantique, ouverte aux échanges et la Vendée blanche, attachée aux liens organiques, et l'on peut affirmer que le processus révolutionnaire dura jusqu'à la fin des Guerres Napoléoniennes. En réalité, le caractère révolutionnaire d'un événement politique ne semble pas devoir se mesurer au trait centralisé ou massif du mouvement, ni sans doute à sa durée. Le propre de la révolution est qu'il ouvre une discontinuité entre un avant, où le pouvoir

était légitime, et un après, qui expose ce pouvoir à l'illégitimité, le refus de l'obéissance voire la prise d'armes. En bref, bien loin de l'étymologie, la révolution des Modernes, c'est bien l'idée que plus ne sera rien comme avant. En ce sens, les Syriens, qu'ils soient proches des révolutionnaires ou du régime ont dû constater de gré ou de force que la révolution a bien eu lieu, et qu'une autre société devra émerger à plus ou moins long terme. Si la situation syrienne est porteuse de bien plus de radicalité que le cas égyptien, c'est sans doute parce que le pouvoir a su endiguer l'énergie révolutionnaire, diviser les groupes qui se sont retrouvés ensemble dans les toutes premières manifestations, et commencer à faire préférer l'ordre ancien à une situation chaotique.

À l'origine, l'insurrection syrienne est assurément plurielle et reflète une société qui ne peut pas s'analyser selon le prisme unique des appartenances confessionnelles. Cette grille de lecture reste, néanmoins, la référence centrale pour nombre d'orientalistes et de commentateurs. Il convient donc de faire retour sur le travail, élaboré il y a plus de trois décennies, par le sociologue Michel Seurat. Retracer l'histoire des idées paraît en effet important pour comprendre la perception commune de la Syrie contemporaine. Au début des années 1980, Seurat achevait l'écriture de textes qui furent réunis, après sa mort en 1986 comme otage, dans un livre consacré à la Syrie : *L'Etat de Barbarie* (Seurat, 1989). Seurat souhaitait en effet démontrer que le pouvoir était accaparé par la communauté alaouite. Ceux qui exercent le pouvoir sont qualifiés de « nouveaux Mamelouks » (Seurat, 1989:63), car les Mamelouks étaient ces militaires professionnels, nés dans l'esclavage, qui avaient fini par usurper le pouvoir dans l'Egypte médiévale. L'« Etat de barbarie », que serait le régime « alaouite », devrait être aussi compris comme la revanche du désert sur la cité ou, ici, de la montagne (alaouite) sur la ville (sunnite). Il reprend aussi à son compte d'autres catégories médiévales élaborées par Ibn Khaldun. Ainsi, le triptyque - '*asabiyya* (esprit de groupe ou de clan, dans la pensée de Ibn Khaldun, il s'agit principalement de la communauté d'intérêts), *da'wa* (prédication) et *mulk* (pouvoir total) - se retrouveraient dans la Syrie d'après le mandat français : la nouvelle « triade khaldunienne » est « communauté alaouite – baathisme – pouvoir total d'Hafez al-Assad »<sup>30</sup>. Ce tryptique est cependant mobilisé sans nuance par Seurat, et sans référence à la complexité de la pensée d'Ibn Khaldun. Ibn Khaldun, soucieux

---

<sup>30</sup> Seurat comme d'ailleurs son texte en expliquant que la « pensée intégriste musulmane » propre aux Frères Musulmans « est d'une valeur certaine pour conduire à une réflexion sur l'Etat ».

d'étudier les sociétés humaines, plutôt que d'étudier les sociétés arabes, propose une vision de la 'asabiyya qui décrit un processus plutôt qu'un état de fait, et qui correspond à une communauté d'intérêts plus qu'à une appartenance confessionnelle partagée.

Ce récit devenu canonique sur la Syrie n'est certes pas sans intérêt, mais il ne tient pas compte des nombreux changements sociaux et économiques que le pays a connus ces dernières décennies. Dans les travaux de Seurat, le présent de la Syrie serait un long passé, dans lequel la vérité politique serait à chercher dans la géohistoire des confessions. Or les Syriens, comme toute autre population, ne font pas de leur appartenance à telle ou telle communauté confessionnelle le cadre unique de leur pensée, de leurs options politiques et de leur positionnement face aux événements. Christopher Cramer met ainsi en garde contre la vision essentialisante qui consiste à regarder un conflit uniquement sous l'angle des affrontements ethniques ou identitaires :

« L'ethnicité suggère également une histoire longue et sans rupture – le terme va souvent avec l'idée d'un certain primitivisme : vous êtes né avec une identité ethnique, ce qui est un fait ancien et inéluctable. Cette interprétation de l'ethnicité est habituellement décrite comme une compréhension essentialiste de l'identité collective. » (Cramer, 2006)

La réflexion se déroule comme si l'analyse confessionnelle pouvait masquer les paramètres sociaux. Le récit de Seurat ne rend pas non plus compte du fait que le régime défend avant tout des intérêts, emmenant avec lui dans une loyauté sans faille tous ceux qui se sont enrichis, toutes communautés confondues, et qui ne pouvaient que souhaiter une forme de statu quo. Souhaïl Belhadj écrit à ce propos que l'architecture du système syrien pourrait s'avérer beaucoup plus complexe et ne se résumerait pas à la confiscation du pouvoir par la minorité alaouite :

« Il ne fait pas davantage de doute que si le lien confessionnel et familial a pu renforcer la fidélité et la dépendance personnelle de certains partisans à Hafez puis à Bashar al-Asad, il n'est pas prégnant dans la structuration du système d'autorité. Autrement dit, ce n'est pas le fait que des officiers alaouites aient lié leur destin aux Asad qui a permis le plus sûrement à ces derniers de se hisser au pouvoir et de s'y

maintenir. En réalité, ce sont les partisans sunnites qui donnent au système d'autorité politique son assise et sa cohérence. Car si les hauts dignitaires sunnites du Ba'th et/ou du Renseignement se désolidarisent du chef Asad, ce dernier ne pourrait se maintenir à la tête de l'Etat qu'au prix d'une lutte factionnelle interne. Le rapport de force qui s'instaurerait alors conduirait à moyen terme à la déchéance du président. Autrement dit, la solidarité entre minoritaires alaouites ne constitue pas le facteur exclusif de la fondation de la dynastie Asad. » (Belhadj, 2013 :340)

On pourrait d'ailleurs aller encore plus loin que ne le fait Souhaïl Belhadj en affirmant que le ciment des solidarités au sein des organes de pouvoir est principalement constitué d'intérêts, de loyautés et d'interdépendances clientélistes, beaucoup plus qu'il ne résulte de calculs qui se rapprocheraient de quotas confessionnels.

Pour comprendre la société syrienne et la manière dont elle a été affectée par la crise, il apparaît donc essentiel d'étudier les dynamiques de conflictualité sociale ce qui suppose de prendre également en compte l'histoire dans sa longueur et sa complexité.

Le raisonnement de Seurat, faisant des rivalités confessionnelles, le principe même de la réalité arabe en général et syrienne en particulier, repose sur une hypothèse cruciale : la reproduction à l'identique des structures sociales. Or, il n'est pas sûr que le modèle libanais, et qui se rattache à l'« Etat confessionnel » selon le titre d'un livre de Mahdi Amil<sup>31</sup>, soit la bonne clef de lecture de la Syrie contemporaine. Certes, la situation libanaise a pu laisser penser que les déterminations ethno-confessionnelles recouvrent le champ politique, les projets laïcs restant l'apanage de cette fraction de l'élite, libérale ou de gauche, vouée à la marginalité ou à l'exil. Mais il serait trop rapide de dire que les Syriens ont une conscience nationale aussi fragile que les Libanais. En Syrie, comme au Liban, il existe de nombreuses églises chrétiennes ; l'Islam est représenté par diverses communautés : sunnites, chiites duodécimains, ismaéliens, alaouites et druzes et il existe également quelques autres communautés, mais l'arabité semble souvent - mais, pas toujours, il est vrai - dépasser ces appartenances, tandis qu'au Liban, l'arabité reste une expression idéologique portée principalement par des musulmans.

---

<sup>31</sup> De son vrai nom Hassan Hamdan, Ce théoricien du parti communiste libanais écrivait que le principe de l'Etat confessionnel contredisait la liberté religieuse elle-même.

Plus généralement, la lecture confessionnelle du pouvoir et des événements qui se sont déroulés en Syrie est largement insuffisante voire erronée. En effet, la communauté alaouite a assisté, avec l'arrivée au pouvoir de Hafez Al-Assad, à une marche forcée vers toujours plus de « sunnicisation » ou d'assimilation (Paoli, 2013). Hafez Al-Assad, désireux de légitimer et consolider son pouvoir a, dès les années 1970, mis en scène son rapprochement avec un islam le plus orthodoxe possible (prières publiques dans les mosquées sunnites, célébration des fêtes religieuses sunnites...). De plus, comme la constitution syrienne stipule que le Président de la République doit être musulman, il a sollicité de Moussa Sadr la promulgation d'une fatwa affirmant que la confession alaouite est une branche du chiisme et donc, par voie de conséquence, appartient à l'islam, alors que le caractère syncrétique et singulier du substrat théosophique et dogmatique alaouite pourrait permettre de questionner ce point. De même, Hafez Al-Assad a fortement encouragé, voire contraint, la communauté alaouite à gommer ses spécificités culturelles et religieuses, causant ainsi la dislocation et la perte de son patrimoine. Cette politique volontariste de « sunnicisation » se manifeste de manière tout à fait tangible dans les programmes officiels de l'éducation publique ou encore dans l'interdiction de certaines fêtes alaouites.

On doit également souligner que l'ascension de Hafez al-Assad, ainsi que les années qui ont suivi, sont marquées par de nombreuses arrestations politiques liées à sa trajectoire vers le pouvoir et aux positionnements idéologiques des personnes visées, mais pas à leur appartenance confessionnelle réelle ou supposée. Des personnalités d'origine alaouite<sup>32</sup>, y compris certains de ses compagnons de route des premières heures, seront visées tout autant que d'autres personnes vues comme voulant freiner sa marche vers la prise du pouvoir. En effet, Hafez Al-Assad, qui a pris et conservé le pouvoir craignait l'influence de personnes faisant partie de l'appareil de l'Etat, et capables de contester son virage autoritaire. Finalement, désigné comme hérétique par les Frères Musulmans malgré tous ses rapprochements religieux, politiques et financiers avec le monde citadin et commerçant majoritairement sunnite, il en vient à affermir son pouvoir en jouant sur les peurs des minorités et en les persuadant que leur sécurité dépend de lui.

---

<sup>32</sup> On peut citer Salah Jdid, Wahib al-Ghanem qui est à l'origine de l'adhésion de Hafez al-Assad au parti Baath, ou encore Sadqi Ismail.

La vision de Michel Seurat fige ainsi la Syrie dans une grille de lecture confessionnelle, tout comme ceux qui, reprenant aujourd'hui ses thèses, la figent dans le temps. Fabrice Balanche écrit ainsi que « en termes simples, le communautarisme est à la fois la cause et la conséquence de la révolte initiale – et de son échec ultérieur » (Balanche, 2018 : XI), on ne peut donc que s'interroger sur la validité d'un paramètre qui semble tout emporter sur son passage et servir d'explication unique à l'ensemble des phénomènes.

Comme toutes les autres sociétés, la société syrienne change et a beaucoup changé ces dernières années sous les effets conjugués de la libéralisation économique et de la mondialisation. Les premières lois d'ouverture économique interviennent dès les années 1990, amplifiées par l'arrivée au pouvoir de Bachar Al-Assad qui institue ce qu'on peut appeler un « capitalisme des copains » (Donati, 2009). Le mode de vie des Syriens a changé tout au long des années 1990 à 2010 : consommation, accès aux chaînes de télévisions internationales, téléphonie mobile, Internet, et leur système de valeurs s'est modifié également. Une forte mobilité à l'intérieur de la Syrie s'est généralisée : la multiplication des moyens de transport, les mutations des fonctionnaires ainsi qu'un exode rural occasionné par des périodes de sécheresse, a conduit nombre de Syriens à quitter leur région d'origine. Ce phénomène a fragilisé les structures patriarcales et les solidarités traditionnelles, tandis que les grandes villes effectuaient leur transition démographique, et accordaient ainsi une place plus importante à l'individu et à la cellule familiale nucléaire.

Le concept khaldunien de 'aşabiya est sans doute applicable au régime syrien, sous la forme d'une « 'aşabiya transversale » de privilèges, de ceux qui, quelle que soit leur appartenance religieuse réelle ou supposée, ont plus à perdre qu'à gagner si le régime s'effondre. Cela s'apparente au concept de « solidarité mécanique » de Weber, effet du néo-patrimonialisme. La science économique et les sciences sociales fournissent donc la terminologie utile à la description des phénomènes observés en Syrie, sans avoir forcément recours à des concepts arabes, qui peuvent être mobilisés lorsqu'ils sont pertinents, mais qui ne sont pas les seuls outils disponibles pour penser les sociétés arabes.

Le conflit syrien a en effet été et est très fréquemment décrit comme un conflit communautaire, à l'image d'autres conflits dont la complexité est rapidement



résumée à des affrontements entre groupes ethniques ou religieux. Il n'est pas question de nier la donnée confessionnelle à l'œuvre dans la crise syrienne mais de la mettre en perspective pour comprendre comment elle se réactive dans certains contextes et identifier en quoi elle peut être située et construite pour sortir de l'idée qui en fait un facteur unique et essentiel des événements dans les sociétés proche-orientales. La politologue Susan L. Woodward, spécialiste des Balkans, propose d'ailleurs de s'interroger sur les rapports de causalité sans doute un peu trop vite établis entre diversité ethnico-religieuse et guerres civiles. Elle affirme qu'il est crucial de distinguer les causes de la violence dans les guerres civiles, des causes des guerres civiles. Elle fait l'hypothèse que les causes de la violence peuvent être locales plutôt que nationales, idée sur laquelle ce travail reviendra de manière détaillée. L'analyse des conflits nécessite pour elle de comprendre les spécificités et les dynamiques locales et régionales. Son travail contribue également à clarifier les questions de causalité : lorsque la violence commence, les populations tentent de se défendre et sont confrontées à des dynamiques de choix d'un camp qui les dépassent. Par conséquent, il serait plus juste de dire que les conflits ethniques seraient causés par la violence plutôt que de renverser l'analyse en posant comme préalable que la violence est déclenchée par les questions identitaires (Woodward, 2007).

A la suite de Susan Woodward, dans son ouvrage «*La communauté, le communautarisme, les communautés imaginaires*», Azmi Bichara pose comme point de départ à la réflexion le fait que «Ce n'est pas la communauté qui produit le communautarisme mais bien l'inverse» (Bichara, 2018:60). Pour Azmi Bichara, le communautarisme<sup>33</sup> est toujours le fruit d'une construction ou d'une réactivation d'un imaginaire qui intervient dans un contexte politique et historique précis qu'il faut étudier. Il est intéressant d'observer que le phénomène communautaire n'était pas du tout prépondérant dans les années 1950-1960. Le terrain politique, social et intellectuel était dominé par d'autres idéologies comme le nationalisme ou le panarabisme, s'inscrivant dans des partis politiques qui suscitaient des sentiments d'appartenance beaucoup plus forts que la question de la communauté. Dans le contexte de la crise syrienne, les appartenances communautaires réelles ou

supposées reviennent sur le devant de la scène car elles ont servi les intérêts des certaines oppositions, des groupes armés, des acteurs régionaux, comme du régime. Il peut également être intéressant d'observer que durant les années 1970 et jusqu'aux événements de 2011, la société syrienne, pourtant entourée par des pays limitrophes impactés par des conflits aux forts accents communautaires (le Liban et l'Irak), reste relativement à distance des instrumentalisation communautaires qui se déroulent pourtant à ses frontières.

Azmi Bichara explique aussi que : « La communauté, c'est un phénomène social, ce n'est pas un choix, c'est même le contraire de la liberté de choix » (Bichara, 2018:25).

La persistance du rôle social des appartenances confessionnelles peut cependant s'expliquer tout d'abord par l'échec de l'Empire Ottoman à construire des nations basées sur la citoyenneté pendant la période des Tanzimats, mais aussi par le rôle joué par les autorités mandataires françaises (Velud, 1991). Par la suite, c'est également l'échec des Etats-nations dans l'intégration des communautés et la construction d'institutions dégagées des relations interpersonnelles. Dans l'Etat arabe post-indépendance, éloigner la religion de l'Etat apparaît comme un facteur de développement, mais la question confessionnelle peut également être mobilisée à nouveau au profit de la conquête du pouvoir comme ce fut le cas par exemple lors de l'épisode 1979-1982 entre les Frères Musulmans et le régime Assad.

Cela reste cependant une erreur, ou tout du moins un anachronisme, de parler de «'aşabiya» khaldunienne au sujet de luttes de pouvoir dans le cadre des Etats-nation. Si ce concept fonctionne pour étudier l'arrivée au pouvoir d'une dynastie et sa chute, il ne peut être repris à l'identique pour parler de l'accession au pouvoir d'une coalition dans le cadre d'un état moderne (Bichara, 2018: 34). Cette coalition se compose d'entités de natures différentes comme un parti politique, des institutions, des organisations populaires et une communauté de privilèges et de clientélisme telle que celle que Hafez al-Assad a su constituer autour de lui avec un noyau dur baathiste, parti au sein duquel la question communautaire avait été dépassée.

A l'appui des thèses de Seurat, de nombreux chercheurs et commentateurs avancent que le travail de Batatu mentionne des listes de noms de hauts responsables syriens alaouites (Batatu, 1999: 407). Cet auteur tendrait à prouver l'existence d'une 'assabiya alaouite exclusive et qui aurait souhaité accéder au pouvoir en tant que telle. Or, les travaux de Batatu se fondent sur des données et une grille de lecture

principalement socio-économique et donc évolutive. Ces listes prouveraient que le pouvoir syrien est entre les mains des alaouites. Si l'on se penche cependant sur les travaux de Batatu de manière détaillée et complète, on constate que comme l'indique le titre de l'ouvrage, « *Syria's peasantry* » (Batatu, 1999), le propos de l'auteur est axé autour de la question des paysans et non sur la question du communautarisme. Il regarde les paysans syriens dans leur ensemble et s'intéresse donc, parmi d'autres, aux alaouites parce que cette communauté est essentiellement composée de paysans modestes, journaliers et petits propriétaires terriens. Il commente ces listes en expliquant que l'étude qu'il a menée fait apparaître que l'entourage du régime Assad se compose de personnes issues de diverses communautés. Il décrit l'ascension vers le pouvoir de Hafez al-Assad comme le succès d'un paysan. Pour lui, dans cette lutte pour le pouvoir, les officiers alaouites se sont comportés avant tout comme des baathistes (Batatu, 1999: 307) plutôt que comme des alaouites et surtout en fonction de leur origine paysanne. Ainsi, pour Batatu, Assad est le premier président paysan qui accède au pouvoir en Syrie. On a pu en effet observer un rôle grandissant des officiers alaouites dans l'armée syrienne pour des raisons principalement socio-économiques : les autorités mandataires françaises ayant joué le jeu des divisions communautaires, elles ont particulièrement encouragé l'intégration des alaouites dans l'armée. L'auteur parle aussi de la difficulté pour les familles paysannes modestes, dont les familles alaouites, à payer le « badal » c'est-à-dire l'exemption du service militaire pour leurs enfants (Batatu, 1999: 305).

## **E. Outils et questions méthodologiques**

### ***a. Un terrain inaccessible***

Recueillir des données dans un pays en guerre soulève de nombreuses questions que Thierry Boissière a largement évoquées au sujet de la poursuite de son travail de chercheur et d'anthropologue en Syrie après la survenue des événements de 2011.

« comment construire un terrain dans des sociétés confrontées aux violences et aux destructions guerrières ? » (Boissière, 2015). Il évoque également de manière très concrète la question de l'accès aux lieux étudiés ainsi qu'au discours des acteurs: « Se pose, à l'inverse, la question de la pertinence d'une « anthropologie à distance », avec l'usage que l'on peut faire de « Skype » et des réseaux sociaux, mais aussi de la masse très importante de documents (vidéos, photos, textes) mise quotidiennement en ligne ; une « anthropologie à distance », qui n'est pas sans poser la question de la vérification des informations obtenues par ces moyens. [...] Le témoignage d'une personne, aussi digne de confiance qu'elle puisse être, ne permet d'accéder qu'à un point de vue, le sien, qu'il est toujours difficile de contextualiser à distance : que et qui représente-t-elle réellement ? Alors que dans des conditions normales d'enquête, la parole d'un informateur de terrain s'inscrit toujours dans un contexte sociologique observable, celle d'un « informateur skype », seul face à sa webcam et à son correspondant lointain, reste isolée et plus difficile à vérifier, à contextualiser et à recouper. [...] L'anthropologue se trouve également confronté à la multiplication et à la diversification d'informations en ligne, d'images, de vidéos, de témoignages qui, présents désormais en très grande profusion sur les réseaux sociaux et les sites de diffusion, multiplient discours et interprétations, font le récit en continu des événements et participent aussi à leur donner des sens extrêmement variés et souvent contradictoires. Comment traiter ces données ? Quelles méthodes mettre en œuvre afin de les faire accéder au statut de sources et de données fiables ? » (Boissière, 2015).

L'ensemble de ces questions se sont en effet posées tout au long de ce travail au cours duquel une grande diversité de données a été observée et recueillie. Rey et Tannous soulignent également que, au moment de la crise syrienne,

« de nouvelles formes de collectes d'informations apparaissent, dépendant étroitement des développements du camp opposant protéiforme. Les comités locaux de coordination, ces organisations militantes *sui generis*, disposent d'un bureau d'information en charge de fournir le plus de données factuelles aux organes de presse. Ils n'hésitent pas à entrer en contact avec les chercheurs, voire à les solliciter pour réfléchir à ce qui se déroule en Syrie. A l'extérieur, se développent de nouvelles méthodologies de travail, via l'enquête à distance, notamment par Skype, permettant le recueil de données mais limitant l'observation. Ce mode de production des matériaux contribue alors au cloisonnement des études syriennes tant il dépend des réseaux préalablement établis dans le pays par les chercheurs. » (Rey & Tannous, 2022: 129).

Comme l'écrit Thierry Boissière, les techniques de visioconférence ont été employées ainsi que les réseaux sociaux et le téléphone malgré toutes les questions que ces moyens soulèvent en raison de leur caractère distancié. Être présent sur le terrain, avec son positionnement de chercheur et les méthodologies que l'on choisit d'employer ne neutralise pourtant pas la question des biais et encore moins celle de la place dans laquelle on est mis par son interlocuteur sans en avoir toujours la maîtrise ni même une conscience claire. Comme l'affirme Jeanne Favret-Saada,

« À les lire, les ethnographes n'auraient, avec leurs informateurs, qu'une communication verbale, volontaire et intentionnelle, destinée à se faire enseigner un système de représentations indigènes. Or c'est la variété la plus pauvre de la communication humaine : s'il ne se passait que cela, comment les chercheurs percevraient-ils les aspects non verbaux et non intentionnels de la communication ? Et s'ils maîtrisaient à ce point leurs propres paroles, leurs gestes et leurs affects, comment pourraient-ils apprendre quoi que ce soit qui compte ? » (Esquerre et al., 2004).

La question n'est donc pas celle de la nature des données et de la manière dont elles ont été rendues accessibles au chercheur, mais bien de la posture que le chercheur adopte, constamment conscient que ce qu'il observe est porteur de zones d'inconnu, d'inobservable, qu'il est en permanence mis à une place par les acteurs et qu'il lui revient d'en être conscient lorsqu'il exploite les données, qu'il doit conserver face au matériau de son corpus une prudence et une modestie laborieuses qui lui permette d'éviter la fétichisation de la donnée immédiate au profit du travail de recul, d'analyse et de recoupement. Comme Thierry Boissière le souligne,

« Proximité risquée, approche à distance ou par les marges et le décentrement, pour l'anthropologue occidental qui souhaite poursuivre son travail sur la Syrie en temps de guerre, il n'existe pas une méthode unique d'investigation : il lui faut multiplier les formes et les techniques d'accès aux données, s'approcher au plus près de la Syrie, trianguler avec d'autres disciplines comme les sciences-politiques ou la géographie, mais aussi certains travaux journalistiques. » (Boissière, 2015).

Il faut ajouter que les situations de crise ont un impact notable sur les stratégies, positionnements et expression d'opinion des personnes qui y sont confrontées : « Les situations de crise ne révèlent pas les « vraies » opinions des individus, car celles-ci ne sont pas stables. » (Baczko & Dorronsoro, 2017:317) D'autant que nous ne sommes pas exactement dans le cadre de ce travail, l'« anthropologue occidental » dont parle Thierry Boissière, tout en étant pas non plus totalement exempt d'être mis à cette place par certains des acteurs rencontrés ou interrogés depuis 2011. Notre travail porte bien en effet la marque de notre implication dans sa réalisation mais aussi dans la société syrienne dont nous sommes issu et que nous pensons ici nécessaire de formuler de la manière la plus claire possible.

#### Note de parcours personnel

*Issu d'une famille de la classe moyenne, je suis né en 1968 dans la région de Qamishli au nord-est de la Syrie. J'ai effectué ma scolarité élémentaire dans la ville d'Alep et ma scolarité secondaire à Lattaquié, grande ville de la côte méditerranéenne. J'ai ainsi côtoyé, dès l'enfance, des Syriens et des Syriennes de plusieurs régions, de différents milieux sociaux et*

professionnels. Enrôlé dans les organisations populaires de jeunesse (non par choix mais parce qu'il est difficile d'y échapper dans le contexte de l'époque), je les expérimente de l'intérieur avec, dès mon jeune âge, un regard coloré d'une certaine distance qui me fait percevoir toutes les incohérences des discours et des postures.

Après un baccalauréat scientifique, j'ai étudié les sciences économiques à l'Université Tichrine de Lattaquié. Durant cette période, je me suis engagé activement dans le syndicalisme étudiant ce qui m'a permis d'approcher le fonctionnement institutionnel des instances universitaires. Rapidement après l'obtention de mon Master, je suis confronté au problème du chômage des jeunes diplômés. Comme de nombreux jeunes syriens, je tente l'expérience de l'émigration pour trouver un emploi. Je travaille alors en Libye à l'Université de Tripoli durant un an. De retour à Lattaquié pour intégrer la fonction publique, je prends un poste de responsable d'équipe à la direction du contrôle du commerce et de la répression des fraudes. Là encore, j'ai pu observer et éprouver la complexité des rouages du fonctionnement de l'Etat. Au bout de quelques années, il devient de plus en plus complexe de remplir mes missions dans un contexte où la corruption prend le dessus sur les considérations de sécurité alimentaires de la population. Je tente de garder une conduite intègre mais je suis ciblé par des blâmes ou des difficultés administratives qui ne sont que les tous premiers avertissements destinés à me faire rentrer dans le rang. Je décide alors de quitter la Syrie dans le but d'aller dans un pays anglophone, mais c'est finalement l'ambassade de France qui me délivre un visa.

Arrivé en France en 1997 peu avant l'âge de trente ans, je trouve très rapidement un premier emploi. Je vais ensuite créer une activité de consulting pour accompagner les commerçants syriens et les fabricants de tissus lyonnais dans leurs transactions commerciales. Alors que je suis témoin des toutes dernières heures de la « Fabrique lyonnaise » et que les manufactures de tissus de la région ferment une à une leurs portes, je suis obligé de mettre un terme à cette activité au bout de quelques années. Je trouve d'autres emplois en lien avec l'import-export, mais un ancien projet d'étudier les sciences politiques qui n'avait pas pu se réaliser en Syrie refait surface dans mon esprit. J'intègre alors en 2009 le Master « Ingénierie électorale et démocratisation comparée » proposé par l'Université Lyon 2 que j'effectue, comme j'effectuerai le reste de mon cursus, à un rythme scandé par les impératifs professionnels, économiques et personnels liés à mon statut de père de famille.

*A peine un peu plus d'un an après ce retour aux études supérieures, Mohamed Bouazizi s'immole par le feu le 17 décembre dans sa localité tunisienne de Sidi Bouzid et les sociétés arabes, touchées une à une par le mouvement que l'on nommera a posteriori les « printemps arabes », connaissent des bouleversements qui se déclinent dans chaque pays en fonction de son histoire, de sa situation socio-économique et des circonstances singulières de son entrée en révolution. Mon but premier dans le cadre de mes études en Master n'est pas d'étudier spécifiquement les sociétés arabes ni la Syrie, même si mon itinéraire est à l'origine de mon intérêt pour les sciences politiques. Je travaille sur différentes aires culturelles et géographiques en fonction des cours suivis et de mes lectures.*

*Je m'implique cependant rapidement dans les manifestations qui sont organisées à Lyon pour soutenir les mouvements tunisien puis égyptien. En mars 2011, on apprend l'existence de premières manifestations en Syrie. Je poursuis donc le soutien aux mouvements arabes via des manifestations, des soirées thématiques, la participation à des collectifs de réflexion puis très vite je suis contacté par des mouvements locaux qui tentent d'agir en Syrie. Je participe à distance à différents mouvements de société civile syrienne, associant des membres vivant en Syrie et des membres vivant dans d'autres pays. Ces groupes appartiennent tous à la sphère démocratique et laïque. En 2012, je travaille au GREMMO tout en poursuivant mon parcours universitaire. J'organise de nombreux colloques et journées d'études. J'obtiens mon Master en 2013. Dans le même temps, je suis sollicité pour participer à diverses instances de l'opposition syrienne. Je me rends à Stockholm pour une convention organisée par le Centre International Olof Palme mais aussi à Paris à plusieurs reprises, à Genève et en Jordanie où se retrouvent les divers organes d'opposition pour faire avancer des solutions politiques pour la Syrie. Tout au long de ce parcours, je conserve un regard à la fois impliqué et distant quand les mouvements d'opposition reproduisent les modalités d'action et de pensée du pouvoir qu'ils prétendent contester.*

*En m'intéressant aux prises de paroles politiques syriennes et internationales de tous bords, aux analyses universitaires et aux commentaires médiatiques, je perçois de plus en plus fréquemment, à partir de l'année 2012, un décalage. Entre mon expérience de la Syrie où je me suis rendu régulièrement jusqu'en 2010, ce que je constate dans les instances de l'opposition, et mes lectures, je ressens la nécessité d'appliquer les méthodes des sciences humaines et sociales. Ma volonté est de continuer à penser les événements dans un contexte*



*où la violence qui se déchaîne sur place et les analyses essentialisantes semblent vouloir nier l'existence d'une société complexe, qui a une histoire, qui se compose d'individus dont les motivations, les positionnements et les réactions sont des sujets d'études à part entière. C'est à partir de ce constat que s'est dessiné peu à peu mon projet de thèse.*

***b. Le recueil des données : questionnements éthiques et modalités d'approche de la réalité syrienne***

Nous avons tenté de rester tout au long de ce travail attentif à tous les effets de biais et d'analyser chaque interaction à la lumière de points de vue et de données issus de sources diverses et contradictoires. Il nous apparaît néanmoins utile de signaler que le fait d'être syrien, d'avoir vécu et travaillé en Syrie, d'avoir participé à différents mouvements et instances, d'avoir eu des activités militantes représente aussi un atout dans le recueil et l'analyse des données. Une connaissance fine, une familiarité avec les sujets traités et une forme d'intimité avec les codes sociaux constituent un accès privilégié à certaines ressources en même temps qu'elles imposent des contraintes supplémentaires (Olivier de Sardan, 2000).

Comme le suggère Thierry Boissière, nous nous sommes approché au plus près en nous rendant au Liban en y rencontrant des Syriens déplacés. De nombreux sites internet publiés et alimentés par une grande diversité d'acteurs ont également été consultés avec une attention constante aux éventuels « effets propagande » que ne manquent pas de comporter ce type de démarches éditoriales et en ayant soin de croiser inlassablement les informations avec des sources officielles, universitaires, journalistiques, en provenance d'ONG, ou encore à la lumière de notre connaissance antérieure de la société syrienne. Nous avons également participé à des réunions sur des plateformes distancielles où des acteurs des mouvements de contestations s'expriment. Ce faisant, ils savent qu'ils sont écoutés par des chercheurs et leur souhait est de pouvoir rétablir leur perception des événements pour en laisser une trace. Notre place a donc été différente selon les moyens de recueil des données, et plus complexe quoiqu'approchante de la notion d'observation participante.

« On assiste, en effet, depuis mars 2011, à la prolifération médiatique des « discours experts » sur la Syrie. Produits par des universitaires, des consultants et des journalistes, n'ayant souvent qu'une courte expérience de la société syrienne, ces discours privilégient, avant tout, une réaction à chaud, instantanée, mais aussi en surplomb, sur le conflit, réaction et analyse essentiellement politiques et géostratégiques, privilégiant l'échelle régionale et desquelles la société syrienne est généralement évacuée; et lorsqu'elle est malgré tout présente, elle apparaît en arrière-plan, réduite à son seul statut de victime impuissante des bombardements, des déplacements et des massacres, ce qu'elle est bien entendu, mais rarement présentée comme l'un des acteurs des événements (des grandes manifestations pacifiques des premiers mois de la révolte aux formes d'organisation civile qui ont été depuis mises en place pour suppléer à l'éviction de l'État) et, encore moins, comme actrice de sa propre survie quotidienne. En dépit des difficultés qu'il rencontre pour réactualiser ses données de terrain, l'anthropologue peut encore s'appuyer sur sa familiarité avec la société syrienne et son fonctionnement pour donner du sens aux événements en cours et proposer ainsi un cadre d'interprétation qui dépasse la seule actualité de l'instant et s'inscrit dans une certaine profondeur culturelle, sociale et historique. » (Boissière, 2015).

Comme le propose ici Thierry Boissière, ce travail a été entrepris avec la conviction que ce qui était avant le conflit a été bouleversé, remanié, détruit, remis en cause, que cela constitue une matière en métamorphose mais toujours à l'œuvre, et qui offre des grilles de lecture qui ne doivent pas se perdre dans la recherche de l'immédiateté des événements.

### ***Note de conditions de recherche***

Etudier une crise au moment même où elle advient et se déploie apparaît à la fois comme une nécessité, mais aussi comme une difficulté. Ces difficultés de recherche ne sont pas sans effet sur ce travail et doivent être décrites plutôt que d'apparaître en creux, car elles ont impacté mon itinéraire de thèse, redirigé certaines réflexions, imposé leurs limites, ou encore façonné l'objet d'étude lui-même dans sa complexité

et son aspect insaisissable.

La première de ces difficultés réside dans la temporalité des événements qui se déroulent et évoluent alors que la réflexion est en cours, élément qui est évoqué dans la cadre de ce travail. Tout au long de ce travail, j'ai eu à revoir certaines réflexions, mobiliser de nouveaux outils théoriques, en remettre en question certains au fur et à mesure de l'évolution des événements, du décalage temporel imposé par la distance et du traitement médiatique de certains phénomènes. A titre d'exemple, en 2013, tout laissait à penser que les conseils locaux avaient tous disparus ou étaient en voie de le faire, mais c'est en 2020 que j'ai pu avoir accès à une réalité plus nuancée et faire évoluer mon travail.

La question de la conflictualité vers laquelle se sont orientés les événements depuis 2011, jusqu'à atteindre une situation de guerre, a également eu des impacts multiples, à la fois sur l'accessibilité des données, mais aussi sur les tensions que cela peut susciter y compris à l'extérieur de la Syrie. Enfin la question de mon positionnement en tant qu'observateur, mais aussi en tant que citoyen syrien, a elle aussi joué un rôle dans certaines des difficultés rencontrées durant ce travail. C'est d'ailleurs l'interaction entre tous ces enjeux qui sera à l'origine des écueils les plus saillants qui ont été rencontrés.

Comme cela a été abordé par de nombreux chercheurs (Boissière, Rey et Tannous entre autres), la situation de soulèvement et de guerre a des implications sur l'accès au terrain, aux témoignages et donc aux données. Le facteur majeur est celui de la sécurité, sécurité du chercheur et sécurité des témoins.

Dès le début du mouvement et avant même que ce travail ne soit engagé, je m'implique, comme cela a été précisé précédemment, dans des groupes de réflexion de tendance démocratique et laïque avant d'être contacté par des mouvements d'opposition pour participer à des réunions et des sommets. Tout en participant à ces réflexions, je cherche à comprendre ce qui se passe à l'intérieur de la Syrie en croisant des regards et des points de vue différents. Je publie d'ailleurs en arabe un article engagé en faveur d'une république réformée en 2011. Très vite, je prends donc acte du fait que je ne peux plus me rendre en Syrie pour des questions de sécurité globale, et plus particulièrement en raison de ma participation à ces groupes de réflexion et de mes positionnements publics. Bien que ces engagements restent modestes, et beaucoup moins retentissants que d'autres prises de positions, je suis

informé par l'intermédiaire de ma famille, qui vit en Syrie, que je suis personnellement surveillé par le régime en France. On présente à certains de mes proches des photos de moi qui ont été prises dans mon quartier de résidence à Lyon. On leur demande de me dissuader de prendre position, sous peine de bloquer leur avancement dans la fonction publique. Je ne découvre pas à cette occasion la présence et l'action des services syriens en France, cette réalité est en effet tangible dès les premières manifestations de soutien au mouvement syrien. Mais cette pression ciblée montre que le régime est attentif dans cette période (2011-2012) à chaque prise de position, et déploie des moyens considérables pour tenter de contrôler son image. D'autres photos en possession des services syriens ont quant à elles été prises lors d'un sommet de l'opposition syrienne où j'avais été invité à Stockholm. Cette réunion présentée comme ultra-sécurisée et organisée par le centre Olof Palme avec le soutien de l'Etat Suédois est cependant elle-aussi infiltrée par les services syriens. L'impact sur mon travail de recherche reste très limité mais je deviens un peu plus prudent concernant mes prises de parole publiques.

Vivre cette expérience m'a cependant conduit à considérer les échanges avec tous types d'interlocuteurs avec prudence, car chacun peut avoir été ciblé par le même type d'intimidations en Syrie, comme en exil, de manière directe ou indirecte, et peut avoir développé une forme d'autocensure qui influe sur ses propos, sa manière de présenter son récit ou son point de vue. D'autre part, cette situation conduit chacun à plus de méfiance, en particulier dans les échanges entre plus de deux personnes. La prudence dans le recueil des propos est d'autant plus nécessaire lorsque les échanges se font via des moyens numériques car le chercheur n'a pas connaissance du contexte exact dans lequel se trouve, de l'autre côté de l'écran ou du téléphone, son interlocuteur. Quelle que soit la manière dont la personne interrogée décrit sa situation et les conditions dans lesquelles elle s'exprime, il est impossible pour le chercheur de s'en assurer.

Un des moyens d'accéder à une forme de « terrain » est de rencontrer des Syriens en exil mais cela n'est pas sans impact sur les données recueillies. En fonction des conditions d'hébergement (camps de réfugiés, centres d'accueil des demandeurs d'asile), du pays d'accueil (pays limitrophe de la Syrie ou pays d'Europe par exemple), les contraintes et les marges de liberté des personnes sont différentes et la façon dont elles construisent leur discours est fortement dépendante de leur

perception de leur propre sécurité, de leur projection dans un retour possible en Syrie, ou encore de leur environnement immédiat. Dans les camps de réfugiés en Turquie par exemple, des pressions s'exercent sur les exilés syriens en lien avec la porosité de la frontière turco-syrienne.

Cette réalité permet également d'aborder la question de l'accès aux données en contexte de guerre et plus particulièrement celle des conditions de communication avec des sources présentes en Syrie. Ces obstacles sont multiples mais je souhaiterais en évoquer quelques-uns qui ont plus particulièrement marqué mes travaux. Tous d'abord, il y a la question de l'anonymat souhaité par les sources pour des raisons évidentes de sécurité mais qui rend plus complexe le référencement des informations ainsi obtenues. Il y a également la question des modes de vie extrêmement instables des personnes interrogées. Pour des raisons liées à leur sécurité, à la guerre, ou à la destruction de l'habitat, les personnes changent de lieu de résidence, de numéro, de compte sur les réseaux sociaux. Il est donc très difficile de conserver des contacts sur la durée et de proposer des échanges suivis à des personnes dont on perd très facilement la trace. Il faut évoquer également la question de l'état de santé physique et psychique de certaines personnes interrogées. Les parcours de vie des personnes ont un impact fort et certains entretiens ou échanges sont difficiles à mener, ou manquent de cohérence, car les personnes ont traversé des épreuves très importantes en raison du conflit (séparations, exil, violences de toutes sortes, détention, tortures). Cette réalité marquera également mon itinéraire de recherche de manière non négligeable. Enfin, la question de l'accès à l'électricité pour faire fonctionner les moyens de communication s'est énormément accrue tout au long du conflit pour parvenir à son paroxysme en 2022, période depuis laquelle certaines zones ne disposent que de quelques dizaines de minutes d'électricité par jour.

Dans ces conditions, la réactivité et la créativité du chercheur sont beaucoup plus opérantes que les plans préétablis, ou les questionnaires trop rigides qui risquent bien souvent d'empêcher le déroulement des échanges. Il faut alors accepter de recueillir, non pas les données attendues, mais au contraire des informations qui prennent le chercheur au dépourvu, l'obligent à une souplesse et à une adaptabilité, et le confrontent, de manière indirecte mais bien tangible, aux réalités du terrain et du quotidien des témoins (Baczko et al., 2021). Baczko, Dorronsoro et Quesnay parlent

d'un « irremplaçable terrain » (Baczko et al., 2021) à propos de leurs enquêtes en Syrie, et il est évident que la plus-value de la présence sur les lieux ne peut être remise en question. Cependant, l'impossibilité d'accéder au terrain comporte, tout comme la situation inverse, sa part d'avantages et d'écueils à éviter. Les pièges de l'étude à distance ont été largement évoqués par Baczko, Dorronsoro et Quesnay (Baczko et al., 2021) mais il est indéniable que la présence sur un terrain de guerre comporte aussi les siens.

C'est en voulant aller à la rencontre de syriens récemment exilés et réfugiés au Liban en 2015 que j'ai vécu un épisode qui illustre particulièrement les difficultés de recherche en période de guerre. En marge d'un colloque qui se déroulait à Beyrouth, je me suis rendu avec un chercheur français dans le nord du Liban. Ce chercheur possédait des laissez-passer en bonne et due forme permettant d'accéder à ces zones, et faisait des allers-retours dans de bonnes conditions depuis plusieurs mois. Nous avions des contacts à notre point d'arrivée. Nous avions bien préparé notre trajet, qui ne relevait en rien d'une imprudence ou d'une organisation approximative. A un check point de l'armée libanaise nous sommes cependant arrêtés puis emmenés dans une caserne. Très rapidement nous comprenons que c'est ma double nationalité, syrienne et française, qui pose problème. Nous nous recommandons de l'IFPO<sup>34</sup> où nous sommes hébergés à Beyrouth, mais le titre de chercheur n'est bien entendu pas de nature à apaiser les échanges. Après une longue journée où nous serons emmenés d'une caserne à l'autre, d'un service de renseignements à un autre, interrogés à de nombreuses reprises, transportés en camion, enfermés en cellule, nous finissons par repartir libres vers Beyrouth à la nuit tombée. Ce type d'incidents, on le sait, fait partie des éventualités sur le terrain et même si c'est un obstacle à la conduite des recherches, il permet aussi d'observer de manière discrète et impromptue le quotidien et les discours des uns et des autres au sujet de la situation en Syrie dans les postes militaires au Liban pendant cette période particulière où les événements en Syrie commençaient de plus en plus à impacter son voisin immédiat.

Le terrain est donc à la fois un espace-temps où le chercheur doit apprendre à négocier avec l'illusion de la maîtrise et des plans de travail trop figés, et une opportunité de recueillir des données d'autant plus précieuses qu'elles sont

---

<sup>34</sup> Institut Français du Proche Orient.

inattendues. C'est aussi un espace-temps qui affecte le chercheur, non seulement dans sa posture professionnelle ou réflexive, mais aussi dans son corps, ses sensations, ses émotions. Il est indéniable que la présence sur le terrain enrichit l'observation, la rend parfois plus incarnée, et permet sans doute de mieux rendre-compte de la manière dont le terrain affecte le chercheur tout autant que le chercheur affecte son terrain. Ces questionnements autour de la question du terrain ont d'ailleurs été largement explorés et continuent de l'être à travers les débats épistémologiques dans le champ de l'anthropologie avec Jeanne Favret-Saada et son « Être affecté » (Favret-Saada, 1990) auquel répond Jean-Pierre Olivier de Sardan à travers, entre autres, son article « Le « Je » méthodologique, implication et explicitation dans l'enquête de terrain » (Olivier de Sardan, 2000) autour des questions de d'implication, de partage des expériences, des idées, des croyances, et des relations enquêteur-enquêté. Pour Favret-Saada à propos de son étude de terrain sur des pratiques liées aux croyances de sorcellerie dans le bocage, « Autant dire qu'il n'y a pas de position neutre de la parole [...] Quiconque en parle est un belligérant, et l'ethnographe comme tout le monde. Il n'y a pas de place pour un observateur non engagé. » (Favret-Saada, 1985: 27). A cela, Olivier de Sardan répond que « [...] l'anthropologie, la sociologie n'ont pas pour but l'exaltation de la subjectivité des uns ou des autres, ni celle des chercheurs, ni celle des populations enquêtées. De même, l'anthropologie et la sociologie n'ont pas pour objectif premier d'établir une communication idéale, transparente, égalitaire, fusionnelle. Qu'il y ait de la subjectivité et de la communication dans l'entreprise de recherche, c'est une évidence. Que l'acteur social, ses affects, ses représentations, ses stratégies soient au cœur de cette entreprise, en même temps que les institutions, les cultures, les structures, c'est une autre évidence, [...]. Qu'il y ait de surcroît, dans le séjour de terrain, de l'investissement affectif, des émotions, de la rencontre, de l'enthousiasme, c'est encore une évidence. Mais l'objet de nos sciences restent cependant la connaissance empirique du social, sans illusion ni sur la transparence des sujets, ni sur notre capacité à établir des relations radicalement nouvelles. Cet objectif de connaissance est suffisamment complexe en lui-même et les gens que nous rencontrons à cet effet ont suffisamment d'épaisseur et de densité propres pour que l'on ne charge pas trop la barque en voulant que le terrain soit aussi et en même temps une rédemption, une conversion, une révolution, une fusion, un salut ou une

psychothérapie. Le terrain fait se superposer pour un temps une entreprise circonscrite de recherche, (avec ses « règles du jeu » méthodologiques) et une séquence biographique du chercheur (avec ses « règles du jeu » personnel et ses formes d'implication particulières [...]). Ces deux registres, malgré les évidentes interactions, gagnent à ne pas être confondus [...] » (Olivier de Sardan, 2000: 441).

Pour ma part, il me semble que la situation qui est à prendre en considération et qui colore à la fois mes expériences de terrain, et les interactions menées à distance est celle d'une connaissance préexistante de la Syrie où se déroulent les événements étudiés, mais aussi connaissance préexistante des enjeux, de l'histoire, de la géographie, du passé politique, ainsi qu'une intimité avec certaines pratiques sociales ou modes de penser et d'agir, sans pour autant prétendre ne pas être pris dans des enjeux d'appartenances sociales ou locales. Il n'en reste pas moins que je suis un locuteur natif de l'arabe ce qui règle la question de la traduction et de l'interprétariat, permet d'accéder de manière immédiate aux choix sémantiques des acteurs, et évite l'écueil de l'interprétariat. La présence d'un interprète entre le chercheur et la personne enquêtée conduit à la construction des discours de l'acteur en fonction de ses relations avec l'interprète, discours lui-même sujet à un « retraitement » de l'information par l'interprète en fonction de ses relations avec les chercheurs qu'il aide ? / pour lesquels il travaille ? En effet, les précautions méthodologiques et les démarches immersives peuvent être en grande partie modifiées voire même parfois neutralisées lorsque la maîtrise de la langue n'est pas suffisamment poussée en opérant, malgré le chercheur, une forme de sélection des interlocuteurs: « Si on ne maîtrise pas soi-même l'arabe, ce qui est le cas de la plupart des journalistes, mais aussi de beaucoup de chercheurs « spécialistes de la Syrie », il faut trouver une personne qui parle anglais, et cela limite alors le choix des interlocuteurs aux élites et à une catégorie de jeunes adultes provenant de la classe moyenne. » (Balanche, 2022a).

Le chercheur contraint à travailler à distance de son terrain peut également s'en trouver préservé d'un autre type d'écueil qui est celui de l'enclivage :

« L'insertion du chercheur dans une société ne se fait jamais avec la société dans son ensemble, mais à travers des groupes particuliers. Il s'insère dans certains réseaux et pas dans d'autres. Ce biais est redoutable autant qu'inévitable. Le



chercheur peut toujours être assimilé, souvent malgré lui, mais parfois avec sa complicité, à une « clique » ou une « faction » locale, ce qui offre un double inconvénient. D'un côté il risque de se faire trop l'écho de sa « clique » adoptive et d'en reprendre les points de vue. De l'autre, il risque de se voir fermer les portes des autres « cliques » locales. L'« enclivage », par choix de l'anthropologue, par inadvertance de sa part, ou par stratégie de la clique en question, est sûrement un des principaux problèmes de la recherche de terrain. Le fait même que dans un espace social donné les acteurs locaux soient largement reliés entre eux sous forme de réseaux rend l'anthropologue de terrain nécessairement tributaire de ces réseaux pour produire ses données. Il devient facilement captif de tel ou tel d'entre eux. Le recours à un interprète, qui est toujours aussi un « informateur privilégié », introduit des formes particulières d'« enclivage » : le chercheur dépend alors des propres affinités et hostilités de son interprète, comme des appartenances ou des ostracismes auquel le voue le statut de ce dernier. » (Olivier de Sardan, 1995:91).

Cette question est posée de manière particulièrement cruciale par l'obtention d'autorisations de circuler dans une zone donnée. Ces autorisations et les acteurs qui les délivrent ne sont que trop rarement mentionnés de manière claire et transparente par les chercheurs ce qui non seulement pourrait entamer la légitimité de leurs travaux mais également vient retirer au lecteur une grille de lecture qui serait un élément à part entière de leur travail si elle était explicitée.

Pour ma part j'ai également mis au profit de mes travaux les très nombreux réseaux relationnels préexistants au conflit que j'avais entretenus en Syrie et qui malgré les clichés tenaces sur les sociétés du Proche-Orient dépassaient de loin de prétendues allégeances claniques ou auto-suffisances relationnelles communautaires. Les engagements que j'ai pu prendre dans le cadre du conflit m'ont également conduit à intégrer des cercles et à partager des interactions auxquelles j'ai participé en tant qu'acteur tout autant qu'en tant que chercheur. Cela pose des questions méthodologiques et épistémologiques dont j'ai tenté de rester conscient, mais apporte aussi une qualité d'information que je n'ai pas retrouvé dans d'autres interactions où je me présentais uniquement comme chercheur et non comme participant. J'ai d'ailleurs très fréquemment privilégié la prise de notes sans forcément passer par des questionnaires car le fait d'être interrogé en tant qu'individu

amplifie les processus de construction et de contrôle du discours, et provoque des effets de mise en scène de soi encore plus appuyés lorsqu'il s'agit de leaders de l'opposition de premier plan. Être présent dans leurs débats internes avec leurs collègues, leurs partisans mais être aussi témoin des désaccords entre eux, des conflits et des stratégies élaborées permet en revanche de recueillir des informations auxquelles aucun chercheur extérieur ne pourrait avoir accès sous cette forme.

Être à distance ou être sur le terrain, être engagé ou extérieur au conflit (mais peut-on rester dans une position totalement extérieure à un conflit qu'on étudie ?), être syrien et arabophone ou être d'une autre nationalité et recourir à un interprète sont autant de configurations qui peuvent, doivent être questionnées et qui imposent chacune leurs biais, leurs risques et leurs points de vigilance. En réalité, c'est l'attention constante à la posture de chercheur qui peut être une voie pour tirer de ces difficultés un travail qui complète les connaissances et qui apporte sa pierre à l'édifice. Et il est malheureusement possible dans des conditions optimales de prétendue neutralité de perdre le fil du rôle de chercheur.

Avoir un travail suffisant de prise de conscience de ses prismes acquis à travers son éducation, son milieu social d'origine, les différents milieux professionnels traversés, être en mesure de s'en distancier tout en restant conscient qu'ils peuvent être à l'œuvre, ne pas s'auto-censurer, être suffisamment au clair avec ses propres opinions ou affects pour ne pas sombrer dans des travers apologétiques, accorder la même valeur informative aux propos des différents acteurs sans oublier de croiser les informations et de les contextualiser, avoir des lieux d'échanges où croiser les regards sur ses travaux et pouvoir être confronté à ses manquements me paraissent, au-delà des débats parfois trop binaires (sur le terrain / à distance, engagé / objectif), dessiner une cartographie de la posture de chercheur qui est la meilleure garante de la production de contenus utiles à la poursuite de la réflexion.

### ***c. Outils pour penser l'Etat et le conflit***

Pour envisager la nature de l'Etat syrien en amont des événements de 2011, il est possible de s'appuyer sur la typologie proposée par North<sup>35</sup> pour envisager les étapes qui conduisent de la situation d'« Etat naturel » à des sociétés ouvertes telles qu'on peut les observer en Europe Occidentale.

Sur la question du conflit, les travaux de Tilly et Tarrow seront mobilisés pour tenter de penser la manière dont un conflit peut s'envisager comme un objet ayant une forme d'autonomie qui se déploie à travers des mécanismes et des processus que ces auteurs ont tenté de modéliser.

Il ne s'agit pas ici de rechercher une adéquation complète entre ces apports théoriques et la réalité syrienne mais plutôt de mobiliser des outils qui proposent d'observer des mécanismes sociopolitiques hors de tout particularisme qui serait intrinsèquement lié aux sociétés du Proche-Orient. Mobiliser ces auteurs n'empêche pas cependant de considérer que les acteurs et les faits sont socialement, politiquement et historiquement situés et de les envisager comme tels.

Nous nous appuyerons également sur les travaux de Mehrdad Vahabi. Mobiliser la pensée de cet économiste nous apparaît comme une nécessité car en tant que spécialiste de l'économie politique dans le contexte iranien contemporain, il propose des concepts qui construisent un paradigme grâce auquel il est possible d'étudier également la situation syrienne. Les concepts proposés permettent également de faire le lien entre la question de l'Etat et celle de la conflictualité.

Pour North, deux types de modèles sociaux peuvent être observés dans le monde moderne, il s'agit du « modèle d'accès ouvert » et du « modèle d'accès limité » (North et al., 2010).

---

<sup>35</sup> La démarche de North est d'étudier l'histoire de la France, de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur le temps long. Il repart du mouvement des enclosures dans le contexte européen pour étudier les processus qui mènent, par étapes successives s'étalant sur plusieurs siècles, à l'établissement de sociétés fonctionnant selon le modèle d'accès ouvert. Il s'est intéressé aux moments charnières qui, dans chaque pays, font passer de l'usage au « common law ».

Le modèle d'accès ouvert se définit par:

- un développement politique et économique,
- une économie qui a beaucoup moins de croissance négative,
- une société civile diversifiée et vigoureuse, dotée d'un grand nombre d'organisations,
- un Etat plus étendu et plus décentralisé,
- un tissu de relations sociales impersonnelles, incluant État de droit, droits de propriété sécurisés, justice-égalité, dans lequel tous les individus sont traités de la même façon.

Pour North, l'ouverture de l'accès à des organisations économiques permet une ouverture de l'accès aux affaires politiques et réciproquement et c'est ainsi qu'ont été posés les fondements des sociétés civiles. Cela requiert cependant deux conditions : un contexte interne à la société qui doit pousser les groupes sociaux, que North qualifie d'« élite » à s'orienter vers des arrangements de type impersonnel, ou pourrait-on dire, vers des solidarités modernes rationnelles. La seconde condition nécessaire à l'émergence du modèle d'accès ouvert est la volonté d'étendre ces arrangements impersonnels au plus grand nombre de personnes. L'établissement de règles étant alors perçu par l'élite comme plus favorable à la stabilité, elle va alors devenir favorable à la participation la plus large possible de la population à la vie publique.

Le modèle d'accès limité est quant à lui caractérisé par :

- une économie à croissance lente, vulnérable aux chocs (climatiques, économiques, guerres)
- des régimes politiques sans consentement généralisé des administrés,
- un état plus réduit et plus centralisé,
- une gestion de la violence par des contacts interpersonnels qui aboutissent à la formation de petits groupes.

Encore en amont de l'étape que constitue le modèle d'accès limité se situe l'Etat naturel dont North donne la définition suivante :

« L'Etat naturel gère le problème de la violence en formant une coalition dominante qui réserve au groupes élitaires l'accès aux ressources (terre, main d'œuvre, capital) ou le contrôle de l'accès aux activités profitables (commerce, culte, éducation). La création de rentes par la limitation de l'accès cimenter la coalition, permettant aux élites de prendre des engagements crédibles les unes envers les autres afin de soutenir le régime, remplir leurs fonctions et s'abstenir de la violence. Seuls les groupes élitaires sont en mesure de faire appel à la coalition en tant que tierce partie pour structurer des organisations contractuelles. La limitation de l'accès aux organisations est la clé de voûte de l'Etat naturel : Non seulement elle génère des rentes à travers des privilèges exclusifs, mais elle accroît la valeur des privilèges en rendant les élites plus productives à travers leur organisation. » (North et al., 2010 :59)

Toujours selon North, dans une société groupusculaire, les individus apprennent à se faire confiance sur la base de la fréquentation interpersonnelle entre individus. De petits groupes d'intérêt se créent alors pour garantir ces intérêts par l'exercice de la violence. Les dirigeants de ces petits groupes doivent alors être en mesure de mobiliser et de collecter des rentes. Leur crédibilité passe alors par le fait de s'associer la loyauté d'autres acteurs, comme par exemple des religieux ou des gestionnaires. Dans cette configuration, la paix ne va pas de soi, mais dépend de l'équilibre des intérêts générés par ces processus de création de rente. En contexte de violence ou de guerre civile, ces petits groupes continuent de plus belle à exercer leurs actions violentes car ils doivent conserver leur force de frappe autant pour contrebalancer le pouvoir que pour intimider leur concurrence. Dans ce type d'organisation sociale, le pouvoir militaire se caractérise par le fait qu'il est diffus et que la menace de la violence doit faire partie intégrante de l'arrangement qui contrôle les différents intérêts. Les états naturels sont donc stables en apparence mais non statiques car les coalitions et les jeux d'allégeances ne sont pas permanents. Dans ce contexte d'Etat naturel, si les sociétés sont exposées à des chocs ou des bouleversements, cela déstabilise les relations internes de la coalition dominante, mais également l'ensemble des relations qui stabilisent habituellement la situation. Tout Etat naturel est, par essence, fragile. Le moindre changement (violence interne ou externe, épidémies, variations des prix, etc...) met à l'épreuve la stabilité précaire de la coalition principale et les équilibres qu'elle a créés avec les autres groupes.

Cette instabilité structurelle empêche ces sociétés d'élaborer une forme durable de droit public, on peut alors observer selon North que se développe un usage hybride fait de droit public et de droit privé entremêlés. Une autre de ses fragilités consiste dans la nécessité de maintenir une économie sous contrôle. Le marché ouvert est en effet une réelle menace pour la coalition principale de l'Etat naturel et cela même si la société étudiée est en évolution vers la phase de modèle d'accès limité.

A la lumière des outils proposés par North, il est possible de décrire la Syrie d'avant 2011 comme relevant de la société d'accès limité, sans pour autant se placer sur une trajectoire permettant d'atteindre le modèle d'accès ouvert.

En effet, en 1936, l'accord signé entre la France et la Syrie mandataire fait accéder la Syrie à une forme d'autonomie et à l'émergence d'un embryon de société civile à travers la création d'organes de presse et de partis politiques. La Syrie se dote par la suite d'une constitution, d'un système électoral, d'un parlement que le coup d'état de Hafez al-Assad de 1971 n'a pas annulés. Ces institutions ont cependant été placées sous contrôle dans le but de les empêcher de se déployer de manière autonome. C'est ainsi que le régime Assad a organisé le fonctionnement de la présidence, du parlement syrien et de ce qu'on appelle les organisations populaires, de manière à ce qu'ils arborent les atours de modèle d'accès limité sans pour autant faire perdre à Assad et à son clan l'essentiel des leviers de pouvoir.

Dès 1963, la Syrie est dans un régime de parti unique. Bien qu'il existe une forme d'articulations entre divers centres de pouvoirs, le centre névralgique se trouve bien entre les mains du Baath. Avec le coup d'état de 1970, appelé par Hafez al-Assad « Mouvement correctionnel », le centre de gravité du pouvoir migre du parti Baath vers la Présidence. Bien que les institutions syriennes soient fondées sur une constitution, celle de 1973, élaborée suite au coup d'état d'Hafez al-Assad, les attributions de la présidence centralisent tous les pouvoirs. Le président est chef de l'Etat et de l'armée, il nomme le premier ministre, il est chef du Conseil Supérieur de la Magistrature, il est chef du parti Baath qui est en position de parti unique comme stipulé dans l'article 8<sup>3637</sup>. Cette constitution fait du président un « père de la nation »

---

<sup>36</sup> Une des premières revendications du mouvement syrien de 2011 a été l'abrogation de cet article 8 de la constitution.

<sup>37</sup> Se référer à la Constitution de la République Arabe Syrienne adoptée par référendum en 1973.

sur le modèle du régime de Mao ou encore de celui d'Atatürk. Il existe un enchevêtrement très serré entre la personne du président, ses fonctions et la moindre remise en cause de la fonction touche la personne, de même critiquer la personne revient à remettre en cause les institutions. On se situe donc exactement dans le modèle décrit par Lahouari Addi au sujet de l'Algérie :

« En brisant les pouvoirs locaux, en empêchant l'émergence d'élites qui ne dépendent pas de lui, le pouvoir central a « massifié » la société, devenue une collection d'individus faiblement reliés horizontalement mais fortement dépendants verticalement de l'administration. Et il y a eu une perte d'identité sociale et politique au fur et à mesure que l'Etat « absorbait la société ». » (Addi, 1994).

Autour de la présidence et du parti unique qu'elle dirige, Hafez al-Assad crée le « Front National Progressiste » pour donner l'illusion d'un multipartisme. Le Parlement syrien est donc constitué principalement de députés du parti Baath mais aussi de députés d'autres partis qui ont été placés devant l'alternative suivante : signer un accord de loyauté pleine et entière au régime Assad ou tomber dans la clandestinité. C'est ce qu'on appellera le système de « partis satellites ». Ces partis ont notamment l'interdiction de mener des actions en direction de l'armée et du système éducatif. Cela constitue pour al-Jibai un « cimetière des partis » (al-Karim al-Jibai, 2013).

En lieu et place d'une société civile telle qu'on peut l'observer dans le modèle « d'accès ouvert », le système Assad prévoit aussi une série d'organisations populaires<sup>38</sup> auxquelles il confère le rôle de « défense de la révolution ». Ces organisations font figure de syndicats, d'ordres professionnels, d'organisations de jeunesse mais sont en réalité des organes articulés autour de l'idéologie baathiste pour quadriller la société en l'enrôlant tout en la plaçant sous surveillance. Ce que North appelle « la coalition », c'est-à-dire le groupe qui parvient à dominer les ressources et le pouvoir dans les modèles d'Etat naturel et d'accès limité, vide de leur substance syndicats et organisations en en détenant le monopole et en les instrumentalisant à son propre profit, au lieu de leur donner l'autonomie leur permettant de faire émerger ce qui pourrait aboutir à une société civile.

---

<sup>38</sup> Nous reviendrons de manière plus précise sur ces organisations dans le chapitre II de ce travail.

Si on considère les institutions syriennes de la présidence, du parlement et des organisations populaires selon la typologie proposée par North, il s'avère effectivement que sur un axe allant de la phase d'Etat naturel à celle de modèle d'accès limité, la Syrie de 2010 se trouvait à proximité de la phase d'accès limité, mais de manière insuffisamment consolidée pour pouvoir réellement l'empêcher de retourner à l'Etat naturel en cas de crise.

Dans leur ouvrage *Politique(s) du conflit*, Charles Tilly et Sidney Tarrow proposent une grille d'analyse des mouvements sociaux, qu'ils demeurent relativement pacifiques ou qu'ils aboutissent à des événements violents (Tilly & Tarrow, 2015). Dans leur ouvrage, cette grille d'analyse se déploie à partir de situations très diverses du point de vue des événements concernés, mais aussi des situations géographiques ou sociales. Le conflit y est décrit comme un phénomène en soi, constitué de processus et de mécanismes qui lui sont propres, et peut ainsi être mobilisé pour penser une situation sans en essentialiser les acteurs, en prenant de la distance avec des interprétations qui voudraient voir dans l'irruption des conflits une fatalité liée à certaines régions du monde. Nous faisons donc le choix de mobiliser cette grille d'analyse pour envisager la crise syrienne comme un objet d'étude constitué d'une conflictualité qui peut être lue comme telle, sans nécessairement mobiliser les ressorts du professionnalisme ou de l'ethnicisation du conflit comme éléments principaux et suffisants. Cette approche restrictive a déjà largement coloré les discours sur la situation syrienne, se privant ainsi d'outils plus larges et permettant une explication plus complète. Tilly et Tarrow ont proposé une grille de lecture valable pour différents types de conflit, et comme le font également parmi d'autres, les auteurs de l'ouvrage *Identités et politique* (Dorronsoro & Grojean, 2014), il est donc possible de se saisir de cette grille d'analyse pour étudier la crise syrienne comme une conflictualité avant de l'étudier comme un fait relatif à la Syrie et explicable uniquement à l'aune de ce que nous pensions savoir sur la société syrienne.

Tilly et Tarrow définissent la dynamique du conflit comme un ensemble d'interactions au sein desquelles les revendications d'un ou plusieurs groupes s'élèvent et viennent toucher aux intérêts d'un autre groupe d'acteurs. La politique du conflit décrit donc



comment trois éléments de la vie sociale se manifestent pendant le moment conflictuel : le conflit lui-même, l'action collective et l'action politique.

Les institutions préexistantes au conflit sont pour les auteurs le premier des éléments à analyser puisqu'elles façonnent, entravent ou favorisent la constitution des acteurs du conflit en tant que tels, l'activation des identités de chacun d'eux, ainsi que les termes de l'interaction conflictuelle.

Dans l'étude de l'amorce puis de la cristallisation d'un mouvement, les auteurs définissent ainsi le concept de mécanisme comme une « classe d'événements qui modifient de manière identique ou analogue, dans une grande diversité de circonstances, les relations entre certains ensembles d'éléments. » (Tilly & Tarrow, 2015: 341). Une succession de mécanismes compose à son tour un processus dont cinq grands types peuvent être définis comme :

- le changement d'échelle : par exemple, une mobilisation locale devient nationale
- les mobilisations et démobilitations : par exemple, des individus ou groupes rejoignent ou au contraire quittent un mouvement.
- l'activation des frontières : les différences entre acteurs polarisent et les discours se radicalisent, c'est l'émergence du « eux » et « nous ».
- phénomène de guerre civile ou de révolution qui sont tous deux considérés comme très similaires par les auteurs.

Ces processus ne sont pas nécessairement la chronologie de tous types de mouvements observables car tous n'aboutissent pas à des événements violents. En revanche, l'ensemble de ces phases nous paraissent pertinentes pour envisager le déroulement des événements en Syrie.

Les auteurs définissent également ce qu'ils nomment « les structures de l'opportunité politique » (Tilly & Tarrow, 2015: 344), c'est-à-dire les conditions qui peuvent permettre au mouvement et à l'action collective de débiter. Cinq critères sont ainsi posés pour permettre l'analyse de l'émergence du mouvement social :

- la multiplicité des centres autonomes de pouvoir au sein du régime,
- le degré d'ouverture de ce dernier à de nouveaux acteurs,
- l'existence d'alliés du mouvement,

-la mesure dans laquelle le régime réprime ou au contraire facilite la revendication collective

-un changement important

Dans le cas précis de notre analyse de la situation syrienne, il est possible de décliner ces points pour voir dans quelle mesure ils permettent de décrire le début du mouvement en 2011.

La Syrie ne présentait que très peu de centres autonomes de pouvoir. Le parti Baath a toujours fonctionné comme un organe fortement centralisateur, dirigeant l'Etat et la société de manière extrêmement concentrée. Cette tendance s'est encore accentuée avec la présidence de Bachar al-Assad. Il a, comme nous le verrons plus avant dans ce travail, non seulement affaibli le parti, mais également les quelques pôles qui pouvaient conserver un rôle consultatif au profit d'un pouvoir de type oligarchique. La situation syrienne ne comporte pas non plus de centres de pouvoir économique indépendants du régime car le son caractère néo-patrimonial conduit à une collusion entre l'Etat et les hommes d'affaires inféodés au régime.

Quant à l'ouverture du régime à de nouveaux acteurs, elle est quasi-nulle dans le cas syrien. L'impossibilité pour les Syriens de s'investir dans les champs politique, social ou économique est d'ailleurs un des points à prendre en compte dans l'analyse des causes de la crise.

La question des alliés du mouvement se pose de manière complexe concernant la Syrie car le terme « mouvement » ne recouvre pas une réalité homogène mais des acteurs de natures différentes, avec des rôles et des objectifs différents. Chacune des composantes du mouvement a donc reçu des soutiens en fonction de ses options idéologiques ou politiques que nous aborderons de manière détaillée dans le chapitre III de ce travail.

La nature du régime syrien ne laisse que peu de doutes concernant le point de l'attitude vis-à-vis des revendications collectives. La répression, si elle a pris une ampleur particulière à partir de 2011 a toujours été la doctrine du régime syrien face à d'éventuels regroupements ou actions collectives quel qu'ils soient.

Enfin pour ce qui est du paramètre introduisant un « changement important », il apparaît que le contexte des printemps arabes a joué un rôle majeur même si cet élément déclencheur ne peut en aucun cas être analysé comme une causalité unique

Tilly et Tarrow ont proposé d'étudier les institutions préexistantes comme éléments constitutifs des termes du conflit et des acteurs du conflit en tant que tels, et concernant la Syrie, il paraît en effet fondamental de se pencher sur la manière dont les évolutions récentes de la société syrienne et l'action du régime ont pu préparer un terrain favorable à l'irruption des événements. Comme le proposent Tilly et Tarrow, il s'agit de regarder dans quelle mesure la situation pré-confliktuelle façonne en partie les formes que le conflit va prendre en fonction des latitudes d'action de chacun de ses acteurs. Ils proposent également de situer les différents types de régime entre quatre catégories : non démocratique à forte capacité, non démocratique à faible capacité, démocratique à forte capacité et démocratique à faible capacité (Tilly & Tarrow, 2015: 110). La forte capacité s'entend ici comme une forte capacité d'action et d'impact sur le cours des politiques et de la vie des populations que ce soit par une action publique issue d'un régime démocratique, ou sous la forme d'un contrôle exercé par un régime autoritaire par exemple. Ces catégories nous paraissent cependant intéressantes uniquement si elles servent à décrire les trajectoires des régimes et des sociétés et non comme des situations figées qui aboutiraient alors à un manque de nuance et de prise en compte des situations singulières. A ce titre, le régime syrien quant à lui peut sans doute être analysé, à compter de l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad, comme un régime non démocratique à forte capacité mais qui amorce une évolution, dès les années 1990, vers un régime non démocratique à faible capacité. Cette évolution va se trouver précipitée de manière très marquée par l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad mais surtout pendant le déroulement même de la crise. Concrètement, cette trajectoire de la caractéristique à forte capacité vers la faible capacité se traduit par une moindre intervention de l'Etat dans le domaine de la subvention des denrées de première nécessité, un retrait et une dégradation des services publics, le fait de confier des missions de service public à des acteurs privés, entre autres.

Bachar al-Assad a pris, dès son arrivée au pouvoir, des orientations que l'on peut qualifier de néolibérales, soldant ainsi les derniers éléments de relai entre la

population et le régime que son père, bien qu'il les ait vidés de leur sens, avait tout de même laissés en place non sans les instrumentaliser au profit de la pérennité du régime. Bachar al-Assad a choisi de délaisser ces organes intermédiaires qu'il n'a, contrairement à son père, pas analysés comme des éléments pouvant contribuer à la stabilité du régime. Les syndicats, les organisations populaires, les unions professionnelles ont été vus comme des obstacles et délaissés, ce qui a impacté sa capacité à percevoir l'opinion et à utiliser ces relais comme des moyens d'action et de mise en œuvre de l'action publique.

Dans le contexte des Printemps arabes et de ces évolutions néolibérales engagées par le régime, il convient ici de regarder comment les structures de l'opportunité politique proposées par Tarrow et Tilly comme facteurs d'émergence du conflit peuvent se décliner pour envisager la crise syrienne.

Lorsqu'à l'automne 2010 s'enclenchent les divers mouvements qui vont secouer de nombreuses sociétés arabes, cela ouvre une percée dans l'horizon de la société syrienne tout autant que s'annonce une série de menaces. Percée et menaces pour la population, pour les opposants au régime de l'intérieur et en exil, et également pour le régime lui-même. Ces trois groupes d'acteurs sont chacun dans des dynamiques propres, avec une fraction de la société qui voit une occasion de gagner des droits et d'obtenir des réformes, des opposants qui veulent saisir l'opportunité de faire chuter le régime, et avec un régime qui prend le parti d'un « tout changer pour ne rien changer » assez rapidement après l'amorce du mouvement social syrien en janvier 2011. C'est dans ce contexte d'un Etat très centralisé malgré des options néolibérales qu'intervient ce « changement » pris dans le sens de ce que Tilly et Tarrow posent comme un des éléments permettant d'étudier l'irruption de la conflictualité dans une situation donnée (Tilly & Tarrow, 2015).

L'Etat syrien a glissé progressivement depuis les années 1990 d'un Etat providence avec une forme de capitalisme d'Etat à un Etat néo patrimonial, qui pratique le « capitalisme politique » (Maucourant, 2010) en remettant tous les secteurs de l'économie entre les mains de ses proches et affidés. La crainte de toute émergence d'un centre de pouvoir autonome préside à toutes les décisions, car les cercles du pouvoir redoutent avant tout qu'une classe moyenne bourgeoise ne se saisisse d'une forme d'indépendance pour porter la revendication du changement. C'est aussi pour cela que le « degré d'ouverture du régime à de nouveaux acteurs » (Tilly & Tarrow,

2015) est très faible. Une forme détournée de société civile existe (associations caritatives, mouvements de jeunesse, organisme de promotion des élèves méritants, etc...) mais tout est géré par Asma al-Assad, l'épouse du président. A l'arrivée de Bachar al-Assad à la tête de la Syrie, une forme de tolérance se manifeste aussi à l'égard du mouvement associatif religieux y compris d'obédience assez fondamentaliste.

Tarrow et Tilly parlent aussi, nous l'avons vu, des « alliés » du mouvement de contestation qui jouent un rôle dans sa viabilité et sa cristallisation en tant que tel. Concernant la situation syrienne, de très nombreux alliés de formes et de natures diverses vont se manifester très rapidement après le début du mouvement : des mouvements d'opposition au régime en exil depuis de nombreuses années, des pays comme la Turquie ou le Qatar, des médias. Mais le point commun entre ces alliés est qu'ils sont tous des alliés autoproclamés du mouvement qui n'a sollicité ni leur aide ni leur intervention. Or, il va cependant accepter dans un premier temps ces soutiens. Avec le temps et suite aux évolutions de la crise, il apparaîtra que « Menaces et opportunités changent avec la fragmentation ou la concentration du pouvoir, l'ouverture ou la fermeture du régime, l'instabilité des alignements politiques, la présence d'alliés potentiels. » (Tilly & Tarrow, 2015: 113). Ceux qui s'étaient présentés comme des alliés vont piéger le mouvement qui est au départ spontané, peu structuré et relativement naïf. Ces alliés vont finalement se révéler comme des partisans d'une contre-révolution, ou tout au moins comme des opportunistes, souhaitant la déstabilisation du régime Assad, sans pour autant avoir l'intention de laisser émerger les changements portés par les tous premiers Syriens qui ont initié le mouvement.

Enfin concernant le critère d'opportunité politique propre selon Tilly et Tarrow à favoriser un mouvement conflictuel qui est constitué par le choix du régime de laisser se dérouler le mouvement ou au contraire de le réprimer. Force est de constater que le régime syrien a pris très tôt l'option de la répression violente.

En s'appuyant sur la grille d'étude des « structures de l'opportunité politique » proposée par Tilly et Tarrow, il apparaît en effet que la Syrie pré-révolutionnaire présentait tous les aspects objectifs d'une société parcourue par des tensions propres à faire émerger un mouvement pouvant se dégrader en crise violente.

Enfin, Tilly et Tarrow proposent la notion de répertoires qui sont « des ensembles préexistants de représentations » entendues au sens de moyens d'action ou de communication, « qui s'offrent, dans un contexte donné à un ensemble donné d'acteurs politique » (Tilly & Tarrow, 2015: 38)

Concernant la Syrie, le dernier mouvement social avant 2011 date de la période 1975 à 1982 avec la contestation organisée par les Frères Musulmans. A compter de cette période, le régime syrien accentue la fermeture de la société et profite de la répression contre les Frères Musulmans pour orchestrer des vagues d'arrestations également dans les milieux militants de gauche qui n'ont aucun lien avec les événements en cours. Le seul lieu de rencontres des militants politiques syriens de tous bords sont alors les geôles du régime. Cela occasionne une rupture de transmission entre générations militantes, et une culture très prégnante de la clandestinité. Au moment des événements de 2011, le répertoire des manifestants est donc très faible, leur « boîte à outils » est vide. A titre d'exemple, on peut citer le mouvement égyptien qui était beaucoup mieux armé en 2010 avec un répertoire qui s'était constitué pendant l'épisode « Kifaya » en 2005. Mais le faible répertoire de contestation comme c'était le cas en Syrie en 2011 entraîne également une faiblesse du répertoire du régime. Comme l'a indiqué Bachar al-Assad lui-même à ce sujet, la police syrienne n'était pas formée au maintien de l'ordre et s'est très rapidement mise en situation de tirer sur les manifestants.

Tilly et Tarrow expliquent que les relations, les institutions, les mécanismes et processus à l'œuvre, les structures d'opportunité politique et les répertoires mobilisés « constituent le moule dans lequel se coule le conflit » (Tilly & Tarrow, 2015: 127). Le conflit à quant à lui un effet en retour et refaçonne les relations, institutions, opportunités et répertoires. Selon les auteurs c'est donc l'analyse de la dynamique du conflit qui permet d'en saisir les effets et les interactions.

Mehrdad Vahabi développe pour sa part le concept de « coordination destructive » (Vahabi 2012) en partant du fait que toute une part des activités humaines, sociales et politiques reste tenue à l'écart des recherches en économie politique : en effet, tandis que Adam Smith définit l'économie politique comme centrée sur l'objectif de « d'augmenter la richesse et la puissance du pays » (Smith [1776] 1991 : 462), Vahabi s'interroge quant à lui sur la place du « pouvoir destructeur » des individus, des

groupes sociaux, ou des nations en économie politique. Ce « pouvoir destructeur » est défini comme un « pouvoir conflictuel » qui est en œuvre dès lors qu'une force individuelle ou groupale se livre à l'extorsion ou à la menace d'extorsion. Ce pouvoir conflictuel peut alors conduire à « la destruction des valeurs d'usage ou d'échange ou de la vie humaine et de la nature » (Vahabi 2004). Pour Vahabi, les pays dirigés par des « pouvoirs coercitifs », nous faisons ici l'hypothèse que c'est le cas de la Syrie, la singularité de la gouvernance réside dans sa capacité destructive :

« La destruction ne se limite pas uniquement aux coûts d'opportunité liés aux ressources irrécupérables consacrées à la production des « armes » au lieu des biens productifs (Hirshleifer [1991]). Il ne s'agit pas des dommages collatéraux comme « coûts de blanchiment » non plus (Long and Sorger [2004]). Ce type de dommage peut être assimilé aux « pertes sèches » associées à la recherche de rente telles qu'elles ont été formulées par Becker [1983] dans son analyse de la compétition politique. » (Vahabi 2012 : 141)

La recherche de rente mise en œuvre par les pouvoirs coercitifs mentionnée ici par Vahabi permet d'analyser le fonctionnement du système syrien, basé sur le maintien des capacités de nuisance de l'Etat et sur une organisation dédiée à la pérennisation d'une économie de la prédation.

Le régime syrien entretient en effet, depuis les années 1960, ce que Vahabi nomme son « pouvoir destructeur » à travers des politiques et des options destinées à conserver une capacité de nuisance à l'échelle régionale et internationale. Dès le coup d'état de 1963 qui porte le parti Baath au pouvoir, l'état d'urgence est instauré et sera maintenu jusqu'en 2011. Cela a permis l'application d'un régime de lois d'exception permanent, avec des tribunaux militaires, « maḥkama amn al-dawla », ou « tribunaux pour la sécurité d'Etat ». Dans ce contexte de tension permanente, la menace de la guerre avec Israël quoique réelle, est cependant instrumentalisée par le pouvoir de manière disproportionnée pour maintenir une société entière dans un état de tension. La répression du soulèvement des Frères Musulmans, elle-même concomitante avec l'implication de la Syrie dans le conflit libanais, puis dans le conflit Iran-Irak vont également contribuer au maintien de ce climat de guerre imminente

justifiant des lois d'exception. Ce « pouvoir coercitif » (Vahabi 2004) et son positionnement régional implique également des conséquences économiques qui entretiennent ou créent un climat favorable au système « d'extorsion » (Vahabi 2004). Ainsi, la fermeture des frontières entre l'Irak et la Syrie dans le contexte du conflit Iran-Irak ou l'embargo occidental<sup>39</sup> sur la Syrie destiné à sanctionner son soutien au terrorisme sont des éléments très concrets qui mettent en exergue les liens entre économie et politique dans les régimes de « coordination destructive » (Vahabi 2012).

Ce concept de « coordination destructive » est défini par Vahabi comme se rapprochant « d'un ordre anarchique. C'est une forme d'intégration sociale par chantage, menace, intimidation, agression, violence ou nuisance. » (Vahabi 2012)

Figure n°8 : Tableau synthétique des caractéristiques du système de coordination destructive syrien régi par le capitalisme politique

Modèles	Capitalisme politique
Doctrine économique d'Etat	Capitalisme de connivence, leviers et profits entre les mains d'un nombre restreint de personnes
Propriété	Régime confiscatoire, prédation, concentration dans les holdings, fragilité du droit
Mode de coordination (régulation économique)	Destructive, institutions parallèles
Mécanismes économiques typiques	Contrainte budgétaire faible pour les entreprises d'Etat (déficitaires), fortement sensible à la géopolitique
Effets économiques typique	Economie mobilisée, économie de la fuite des compétences et des capitaux, inflation chronique

*D'après les modèles et catégories proposés par M. Vahabi, séminaire du 11/03/2021*

<sup>39</sup> Pendant les années 1970 et 1980, et au plus fort du conflit libanais, le terroriste Abou Nidal possède ses bureaux à Damas et Carlos bénéficie lui aussi d'un soutien fort de la part du régime syrien. Carlos a été à nouveau condamné par la justice française en 2021 à la réclusion à perpétuité pour des attentats commis à Paris.



Comme l'indique le tableau ci-dessus, il est possible de décrire le système économique syrien comme un capitalisme de connivence où les pratiques confiscatoires, de prédation, la décision et des profits sont concentrés entre les mains de cercles restreints et proches du pouvoir, tout en rejaillissant à l'ensemble des échelons de la vie économique et sociale.

D'une part, les nationalisations et la réforme agraire qui ont été mises en œuvre dans les années 1960, puis les privatisations intervenues dans les années 2000 ont été mises en œuvre avec des objectifs de redistribution clientéliste. D'autre part, les pressions constantes sur les entreprises et sur l'ensemble du monde économique aboutissent à des formes d'extorsion organisées que l'on peut qualifier de racket. Cela conduit les entrepreneurs à adopter des stratégies de dissimulation de leurs activités dans le but de ne pas éveiller l'attention par crainte de devoir verser une part de leurs revenus aux acteurs du système de prédation. Une de ces stratégies consiste à mettre ses sociétés aux noms de ses proches pour ne pas apparaître comme dirigeant plusieurs entreprises. J'ai pu assister personnellement, dans le cadre de mes fonctions de contrôleur de la répression des fraudes, à des exemples très nombreux d'opérations de mainmise de proches du pouvoir sur les activités économiques étatiques et privées. Sur le port de Lattaquié dans les années 1990, Jamil al-Assad, frère de Hafez al-Assad, possédait une société de transit portuaire mais il mandatait des « chabbiha »<sup>40</sup> pour aller soutirer une partie de leurs bénéfices aux autres transitaires du port. Bien que travaillant dans un climat de concurrence féroce, les transitaires ont finalement trouvé un accord collectif et ont fait savoir à Jamil al-Assad qu'ils préféraient lui apporter une enveloppe de leur propre chef, plutôt que d'être en situation d'être malmenés par ses chabbiha devant leurs clients. L'ensemble des marchés publics et des appels d'offre sont également sujets à des transactions parallèles au profit des clients du régime. On pourrait ici employer le mot de corruption mais il ne peut, à notre sens, par recouvrir la signification qui lui est

---

<sup>40</sup> Le terme de « Chabbiha », « šabbīḥa », s'il a été popularisé par leur rôle dans la crise syrienne, est utilisé depuis le début des années 1980 pour désigner de petits groupes armés et inféodés au régime qui malmènent la population en toute impunité et exécutent les opérations non-officielles de prédation et de violence commandités par le pouvoir et ses cercles proches. Littéralement, le mot « Chabbiha » se rapproche du sens de « fantôme » car ils se déplaçaient dans les années 1980 dans des grosses cylindrées de marque Mercedes qui « filaient à toute allure comme des fantômes ». Par métonymie le mot a ensuite désigné les occupants de ces voitures, puis le phénomène de ces groupes paramilitaires. Dans le contexte du conflit, ces groupes sont devenus des milices au service du régime. Ce phénomène peut se rapprocher des Baltajiya égyptiens et des Bassijis iraniens.

conférée par son acception juridique dans le contexte occidental. Dans un Etat où se déploie la coordination destructive, la corruption et la prédation font système à tous les échelons de la société ce qui évacue ou rend insoluble la question des positionnements éthiques individuels.

Ce contexte économique est celui, comme l'indique le tableau, d'une contrainte budgétaire faible sur les entreprises étatiques et semi-étatiques. Les déficits y sont chroniques et la sensibilité aux événements géopolitiques très prononcée.

Une intrication très forte est également observable entre capitalisme politique et principes de l'économie dirigée, les biens et actions publics étant constamment détournés, revendus, échangés au sein-même des circuits parallèles qui profitent aux acteurs de la prédation d'Etat. C'est le cas des commandes de l'Etat pour le fonctionnement de ses administrations ou de ses grandes institutions comme le système de santé par exemple, ou encore du parc immobilier public destiné à loger les fonctionnaires qui font l'objet de commerces parallèles et alimentent les systèmes du capitalisme politique et de prédation. Pour citer un autre exemple des liens entre économie dirigée et économie de prédation, on peut également décrire la façon dont se déroulaient dans les années 1990 les commissions qui fixaient les prix. Le service de la répression des fraudes dans lequel j'étais en poste à l'époque étudiait les factures du prix de revient de la marchandise afin de fixer le prix avec les commerçants. Mais ces derniers négociaient systématiquement des prix plus élevés incluant les coûts induits par la corruption et la nécessité, pour conserver leur commerce, de verser une partie des bénéfices à tous types d'inspecteurs, de contrôleurs et de services de sécurités divers exerçant sur eux menaces et pratiques d'extorsion au quotidien.

#### ***d. Questionnements autour des données et des outils interdisciplinaires***

Simon Laflamme écrit que :

« La question de l'interdisciplinarité, en sciences humaines – comme dans tout le champ scientifique, en fait, – n'est certainement pas celle de la pertinence ou de la légitimité. Pour en faire la démonstration, si besoin est encore, on peut rappeler que bon nombre des grands théoriciens représentent des carrefours où se rencontrent

diverses disciplines. Chez Karl Marx se croisent la philosophie, l'histoire et l'économie politique. George H. Mead conjugue la psychologie, la sociologie et la philosophie. Chez Claude Lévi-Strauss se marient la linguistique et l'anthropologie. Michel Foucault jongle avec l'histoire, la psychologie et la philosophie [...] » (Laflamme, 2011).

Il ne s'agit cependant pas, dans le cadre de ce travail, de traiter de manière exhaustive la vaste question de la nature ou des apports de l'interdisciplinarité, ni des nombreux débats qu'elle suscite. Mais envisager l'objet d'étude en mobilisant des références issues de différents champs des sciences humaines et sociales peut permettre de saisir la complexité de la situation ainsi que les interactions entre facteurs de natures diverses. Ainsi la sociologie politique, et les axes d'analyses socio-économiques occupent une position centrale dans l'analyse mais l'histoire, la sociologie et l'anthropologie sont mobilisées également. Envisager l'objet d'étude sous divers angles conduit en effet à montrer l'intrication de différents facteurs et la manière dont ils interagissent entre eux pour tenter de lire la crise dans un contexte. Si la succession des « printemps arabes » a été un déclencheur du mouvement de contestation, la seule explication d'un « effet dominos » ne permet pas de comprendre en quoi les événements s'inscrivent aussi dans une trajectoire propre à la Syrie. Il ne s'agit pas de rejeter les paramètres internationaux dans le hors-champ mais bien au contraire de sortir des dialectiques parfois trop binaires entre cause endogènes ou exogènes de la crise, ou des observations qui feraient des événements factuels le prisme unique de l'analyse. Restituer à la crise sa place dans le continuum de l'histoire et de la trajectoire de la société syrienne permet également d'éviter l'écueil des fatalités communautaires ou essentialisantes. En effet, comme nous l'avons déjà évoqué, la question confessionnelle a été largement traitée et utilisée comme grille de lecture de la conflictualité en Syrie et ce malgré le fait que « dans la lecture de l'équation syrienne, le critère confessionnel pose davantage de problèmes qu'il n'en résout. Par ailleurs, ce critère se fonde largement sur la projection des contextes très particuliers, libanais et irakien, dans lesquels il a été forgé. » (Rey, 2013b). Prendre en compte le temps long et revenir aux conditions historiques et politiques de l'émergence de la nation syrienne, étudier les réalités politiques, économiques, ainsi que les changements sociaux dès l'arrivée au pouvoir

de Hafez al-Assad et jusqu'à 2011 permet d'identifier comment les causalités s'enchevêtrent pour parvenir à la situation que nous connaissons aujourd'hui.

Quant à la perspective socio-économique, elle demeure, associée aux apports de de l'histoire et de la sociologie politique, celle qui qui conserve le plus de pertinence sur le temps long pour repérer les conditions de survenue de la crise, son irruption, les mécanismes de son développement, et en comprendre les conséquences actuelles. De plus, le contexte socio-économique qui a produit de multiples marginalisations et un rétrécissement des perspectives n'a fait que s'accroître depuis 2011 car, s'il est envisagé comme un élément majeur de causalité dans la crise, celle-ci ne l'a néanmoins pas réglé et l'a même fortement dégradé. L'objectif n'est donc pas de dégager une spécificité syrienne mais bien de saisir, à travers divers outils offerts par les sciences humaines et sociales, la trajectoire d'une société dans le contexte qui est le sien, et à travers les modifications constantes de celui-ci.

En somme, analyser la crise en revenant sur l'histoire du lieu où elle éclot apparaît comme une nécessité : « Les révolutions ont une dimension spatiale et ouvrent des espaces, la réflexion sur les causes de l'irruption des révolutions doit donc interroger le lieu de leur commencement. » (Bayat, 2013 : 329). De même, les mouvements de contestation ont également une inscription temporelle qui ne doit, ni être ignorée, ni figer la société étudiée dans son passé. Questionner les grilles de lecture, la posture, et le rapport aux données permet donc de regarder en quoi la complexité de l'objet d'étude, un épisode critique qui questionne les catégories de pensée par la soudaineté de son irruption, autant que par le caractère multiforme de ses manifestations concrètes, nécessite d'interroger les approches.

## **II. AUX ORIGINES DE LA CRISE, QUESTIONS SOCIOECONOMIQUES AU COURS DE LA DECENNIE BACHAR AL-ASSAD**

De très importants changements impactent l'économie syrienne au cours de la décennie 2000-2010, d'une part en raison des effets de la mondialisation, et d'autre part en raison des options économiques prises par le président Bachar al-Assad à compter de son arrivée au pouvoir. Il apparaît donc comme essentiel de se demander en quoi ces changements économiques très rapides, que l'on pourrait qualifier de brutaux, ont affecté le quotidien des personnes, et ont eu des répercussions sur les conditions de vie des Syriens pouvant être interprétées comme constituant une rupture entre le régime et la population. Il est également possible de se demander dans quelle mesure des mutations économiques d'une si grande ampleur sont à la racine du mouvement de contestation de 2011.

### **A. Itinéraire du parti Baath**

Pour comprendre et étudier les mécanismes qui conduisent la Syrie à la situation actuelle de fragmentation, de violence et de perte de souveraineté, il est nécessaire de se pencher sur l'itinéraire du parti Baath. L'histoire de ce parti, la façon dont son rôle s'est déployé sous Hafez al-Assad, puis sous Bachar al-Assad met en lumière la façon dont cet organe de pouvoir a été constitutif du fonctionnement de l'Etat syrien, ainsi que la manière dont son affaiblissement préfigure le relatif effondrement de l'Etat auquel nous assistons actuellement. La complexité de la trajectoire de ce parti, traversé par divers courants, accompagne en effet, et contribue à expliquer les grandes phases de l'histoire de la Syrie contemporaine.

Il est possible d'observer et de définir la trajectoire du parti Baath syrien selon quatre grandes phases : la période de l'« ancien Baath » de sa création jusqu'à 1963, la période de militarisation de 1963 à 1970, la période Assad de 1971 à 2000 puis enfin la phase de désactivation depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad.

Le parti Baath a été créé en avril 1947 lors d'une assemblée constitutive restreinte qui s'est tenue dans le cadre relativement informel du café damascène « Rachid »<sup>41</sup> resté célèbre précisément pour cette raison. A ce moment, ce parti recrutait ses militants dans les classes moyennes instruites, les enseignants, les urbains. Ces tous premiers membres sont intéressés par les idées et la politique mais un certain nombre d'entre eux est également impliqué à titre individuel dans l'action sociale : des enseignants interviennent dans ce qu'on pourrait appeler des mouvements d'éducation populaire, des médecins proposent des soins gratuits pour des populations défavorisées même si ces actions sont peu structurées.

Il est également utile de souligner qu'un nombre non négligeable de membres sont issus du Sandjak d'Alexandrette cédé à la Turquie, ils sont marqués par un contexte où l'identité arabe peut être vécue comme un combat et sont réfugiés en Syrie. Parmi eux on peut trouver, Zaki al-Arsouzi, professeur de philosophie, Michel Aflak diplômé de la Sorbonne, ou encore Wahib al-Ghanem, médecin, créateur et premier responsable de la cellule locale du parti à Lattaquié et premier mentor politique de Hafez al-Assad. Ces premiers fondateurs sont relativement peu en contact avec les milieux ouvriers, et encore moins avec les paysans et la Syrie rurale. Le parti Baath tente de s'atteler à une forme de diagnostic des maux de la société syrienne. La question centrale de cette période est celle des modalités qui pourraient permettre l'entrée dans la modernité sans perte d'identité. La réponse apportée par le parti Baath à cette question est l'arabité. Pour les membres du parti, l'obstacle au développement de la société vient du fonctionnement tribal, du communautarisme, et du patriarcat : seule l'arabité peut permettre de dépasser ces freins à l'entrée dans la modernité, tout en préservant l'identité propre de cette aire culturelle. L'arabité est également de nature à garantir une égalité qui transcendera les appartenances religieuses et tribales associées à l'archaïsme et au sous-développement. L'unité arabe est perçue comme un horizon libérateur et émancipateur qui permettra de faire face aux impérialismes tout en réunissant les Arabes et leurs identités derrière la bannière sans doute un peu simplificatrice d'une histoire et d'une langue qu'ils auraient en partage.

---

<sup>41</sup> Ce café est resté bien identifié comme un lieu d'histoire malgré le fait qu'il se soit ensuite appelé « Havana ».

En 1952, intervient la fusion avec le Parti Arabe Socialiste de Akram al-Hourani beaucoup plus proche des thématiques liées à la ruralité. La fusion de ces deux partis coalise la défense des paysans pauvres, celle des habitants déshérités des périphéries urbaines avec la défense des idées des intellectuels de gauche.

A cette époque le régime est de type parlementaire et est marqué à la fois par une vie politique intense et par une succession de coups d'Etats liée, entre autres, aux rivalités internes au Bloc National qui est majoritaire à l'Assemblée. Ce Bloc national (Kutla waṭaniyya) s'est formé pour négocier l'indépendance de la Syrie et est principalement constitué de deux grands partis, le Parti du Peuple et le Parti National. Ces deux partis recrutent parmi les élites urbaines éduquées mais le premier, le Parti du Peuple, représente les intérêts des nouveaux entrepreneurs majoritairement alépins qui ont les yeux tournés vers l'Irak, pays avec lequel ils rêvent d'une union car il représente leur zone de chalandise historique. Le Parti National, quant à lui, représente les intérêts économiques des hommes d'affaires et des commerçants de Damas qui sont déjà connectés avec l'Arabie Saoudite grâce à la ligne de chemin de fer du Hedjaz. Le fait qu'il n'y ait pas convergence entre ces deux composantes du Bloc National crée des tensions et de l'instabilité. Dans ce contexte de vie parlementaire à la fois intense et mouvementée, la dernière législature avant l'union de l'Egypte et de la Syrie, de 1954 à 1958, est fortement marquée par une poussée du parti Baath dont les cadres occupent les centres de décisions les plus importants. Salah Bitar est alors ministre des Affaires étrangères, Khalil al-Kallas est ministre de l'Intérieur et Akram Hourani est Président de l'Assemblée Nationale. Durant cette période, Akram Hourani met en œuvre une réforme agraire favorable aux petits paysans, encourage et facilite l'intégration dans l'armée des jeunes militants issus de classes sociales défavorisées. Il pense en effet prémunir la Syrie contre une défaite similaire à celle de 1948 en intégrant une jeunesse avec des idéaux révolutionnaires plus ancrés et un esprit plus combatif.

En 1958, l'union avec L'Egypte entre en vigueur. Nasser exige la dissolution des partis politiques syriens. Cette demande est acceptée, les Syriens répondent en effet à un fort sentiment de nationalisme arabe favorable à Nasser suite à son discours sur la nationalisation du canal de Suez qui a fait forte impression sur l'opinion publique syrienne. De plus, le risque du basculement dans le pacte de Bagdad, et le

souhait de mener à bien l'idéal d'union panarabe contribue à faire accepter cette condition drastique aux responsables de l'époque. Dans ce contexte, refuser la dissolution des partis syriens revenait à refuser l'union.

La conséquence est qu'il n'y a plus aucune vie politique en Syrie, tout l'espace politique étant préempté par le régime d'union avec l'Égypte.

Deux ans après la fin de cette union, en 1963, un comité militaire (liġna 'askariyya) déclenche un nouveau coup d'état qui remet le parti Baath au pouvoir. Ce comité est composé de Hafez al-Assad, Salah Jdid<sup>42</sup>, Muhammad Omran, Abd al-Karim al-Jundi

---

<sup>42</sup> Salah Jdid est né en Syrie en 1926. Il est une des figures du parti Baath et a été chef du gouvernement syrien de 1966 à 1970.

Il forme en 1959 un comité secret au Caire avec quatre autres officiers Baathistes dont Hafez al-Assad qui a pour projet de reprendre la direction du Baath et de refonder la Syrie (liġna 'askariyya). De retour en Syrie, il participe au coup d'État de 1963 qui porte le parti Baath au pouvoir et est nommé chef d'État-Major en 1964.

Le 23 février 1966, il participe au coup d'État de Salim Hatoum qui chasse les fondateurs du parti Baath, Michel Aflak et Salah al-Din Bitar. Il prend alors la fonction de secrétaire général adjoint du parti, bien qu'il soit en réalité l'homme fort du régime.

De 1966 à 1970, il prend la tête du clan des "civils", aile radicale du parti Baas. Il s'oppose alors aux partisans du ministre de la défense, Hafez al-Assad, les "militaires". Lors du congrès régional du parti en octobre 1968, les deux ailes dévoilent leurs oppositions : les civils considèrent qu'il faut se rapprocher encore du bloc soviétique et faire passer la socialisation du pays avant la lutte contre Israël. Les militaires au contraire, affirment que la priorité doit être donnée à la lutte contre Israël et la coopération avec les autres États arabes. Alors qu'Assad privilégie la coopération avec les États arabes, le clan de Jdid préfère s'appuyer, après la Guerre des Six Jours, sur la résistance palestinienne. Il fonde donc une organisation de combattants palestiniens affiliée au Baath, al-ṣā'qa, « la foudre », en 1966.

Pendant la période 1966-1970, Salah Jdid entreprend donc un rapprochement avec l'URSS, une politique de socialisation et de réforme agraire, et un renforcement de l'emprise du parti Baas sur le pouvoir. Cependant, il souffre de la défaite de 1967, et doit composer avec son adversaire, le général Assad, avec lequel il engage un long bras de fer pour le contrôle de la Syrie.

Salah Jdid conserve durant tout son parcours politique un mode de vie très simple ce qui lui conserve dans une part de l'opinion une image de droiture et d'honnêteté dans la vie politique.

En 1970, lors de la répression menée par l'armée jordanienne contre l'OLP (septembre noir) Jdid envoie une aide militaire aux fedayins. Cependant, Hafez el-Assad refuse de lui apporter le soutien aérien ce qui contraint les forces syriennes à faire machine arrière.

À la suite de l'échec de l'intervention en Jordanie, la direction régionale du Baas se réunit pour un congrès extraordinaire, au sein duquel Salah Jdid est en majorité. Hafez el-Assad est porté responsable du retrait syrien et est relevé de ses fonctions de ministre de la Défense. Le lendemain de la clôture du congrès, le 13 novembre 1970, il utilise ses appuis dans l'armée pour orchestrer un coup d'État, s'empare des points clés de Damas et arrête Salah Jdid ainsi que le président Noureddine Atassi.



et Ahmad al-Mir<sup>43</sup>. A propos de ce petit groupe d'officiers, Souhaïl Belhadj écrit que leur projet de coup d'état est à lire comme le paroxysme d'un conflit couvant de longue date en interne au parti Baath, lui-même reflétant des lignes de fractures présentes au sein même de la société.

« Ce conflit s'est polarisé autour de la forte hostilité d'une frange de militaires provinciaux, minoritaires, et indigents pour la plupart, à l'égard des riches familles de propriétaires terriens, de commerçants et d'industriels sunnites. Cette frange d'officiers, militants du Ba'th, s'est donnée pour objectif l'instauration d'un nouveau régime permettant d'écarter durablement les « féodaux » du gouvernement du pays. » (Belhadj, 2013 : 340)

Souhaïl Belhadj propose ici une analyse qui met en lumière les soubassements sociaux et économiques dont le Baath s'est emparé pour mobiliser autour de son projet. Cette dynamique fondatrice du coup d'état reste une grille de lecture très importante pour l'ensemble de la période de la présidence de Hafez al-Assad.

### ***a. Les trois « nuits des longs couteaux »***

En 1964, alors que les cadres nassériens sont insatisfaits de la fin de l'union avec l'Égypte, ils se mettent en lien avec Nasser qui favorise le coup d'État de Jassem Alouan, officier nassérien de l'armée syrienne. Ce coup d'État échoue et déclenche une purge redoutable et disproportionnée à l'encontre de cadres de l'armée réellement ou supposément nassériens.

---

Salah Jdid passe alors vingt-trois ans en prison et décède, faute de soins, le 19 août 1993, dans un hôpital de Damas, après y avoir été transféré depuis la prison militaire de Mazzeh.

La période de 1963 à 1970 continue de comporter de nombreuses zones d'ombre car les acteurs ont été dissuadés de témoigner ou sont partis avec leurs secrets ce qui rend très difficile la tâche de faire toute la lumière sur cette période.

Nous avons personnellement eu l'occasion, lors d'échanges avec les proches de Salah Jdid, de lire la dernière lettre qu'il a adressée à sa fille.

<sup>43</sup> Des cinq membres de ce comité secret (liġna 'askariyya), seul Hafez al-Assad est resté au pouvoir. Salah Jdid a passé vingt-trois en prison, Muhammad Omran a été assassiné en 1972 au Liban, Abd al-Karim al-Jundi s'est suicidé et Ahmad al-Mir a été condamné à l'exil et a vécu en Espagne.

A nouveau en 1966, un coup d'état est organisé par Salim Hatoum depuis la ville de Suweyda, il échoue également et une nouvelle purge a lieu, cette fois-ci contre les militaires druzes qui soutenaient Hatoum.

Dans ce contexte de coups d'Etats successifs, des luttes internes au comité militaire qui a pris le pouvoir en 1963 se produisent. Jdid regrette que le rythme des réformes soit moins soutenu que ce qu'il souhaiterait. Il a une vision plus radicale et appelle de ces vœux l'instauration d'un parti fort sur le modèle soviétique, et voudrait amplifier les nationalisations, tandis que Hafez al-Assad veut laisser de la place au secteur privé. Ils sont également en désaccord sur l'ouverture du parti. Jdid est attaché à la procédure qui permet d'intégrer le parti Baath (parrainages, vérifications d'adhésion idéologique pour devenir membre actif) tandis que Assad souhaite un parti de masse largement ouvert. D'autre part, suite aux multiples purges lancées au sein de l'armée syrienne, celle-ci se retrouve amoindrie, et sans cadres compétents, car les officiers les plus expérimentés et qualifiés ont été remplacés par des personnes recrutées essentiellement pour leur fidélité au parti Baath. Jdid et Assad vont alors se rejeter mutuellement la responsabilité de l'affaiblissement des forces armées syriennes qui apparaîtra au grand jour à l'occasion de la défaite de 1967.

Les événements de Septembre Noir<sup>44</sup> interviennent alors que le conflit entre Assad et Jdid devient constant et vont contribuer à l'attiser. Assad est ministre de l'Intérieur à ce moment-là. Salah Jdid souhaite une intervention en Jordanie alors que Assad conserve une position moins interventionniste. C'est une intervention à minima qui est finalement décidée. Cela crée une certaine émotion dans l'opinion publique : l'impression qu'on a abandonné l'idéal panarabe en abandonnant les Palestiniens domine.

Jdid qui a pris la tête du parti Baath perçoit cette direction comme une forme d'autorité supérieure car il accorde une place prédominante au parti dans l'architecture de la gouvernance à la tête de la Syrie. Assad de son côté prend des initiatives sans l'informer, nomme des personnes à des postes-clés sans lui

---

<sup>44</sup> Les événements de Septembre Noir ont débuté à la mi-septembre 1970 lorsque la monarchie jordanienne a déclenché des opérations militaires contre l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) qui remettait en cause son autorité et sa souveraineté. Les combats ont provoqué entre autres la mort de milliers de civils, en particulier palestiniens. Yasser Arafat et ses combattants sont finalement expulsés vers le Liban où ils trouvent refuge sous la protection de la Syrie.

demander son avis. Jdid décide alors de réunir les instances de direction du parti pour acter l'éviction d'Assad qui est déjà largement évoquée. Assad anticipe alors cette décision et fait jeter Salah Jdid et son entourage politique en prison. Cet épisode met fin à deux ans de partage bicéphale du pouvoir entre les deux hommes et qui faisait suite à l'assassinat de Muhammad Omran et au suicide de Abd al-Karim al-Jundi. Assad a triomphé de cette lutte pour le pouvoir et lance alors ce qu'il appellera le « mouvement correctif ».

A la fin des années 1960, l'armée est devenue essentiellement baathiste suite aux diverses purges et arrestations qui ont également été le prétexte pour évincer ou éliminer les communistes et les nationalistes. Une tradition de clandestinité politique et de culture du secret s'ouvre, alors que Hafez al-Assad commence à ériger la suspicion en système.

Une fois le pouvoir conquis, Assad change la constitution syrienne pour passer d'un régime parlementaire à un régime présidentiel. Ce texte constitutionnel précise d'ailleurs dans son article n°8 que le parti Baath « dirige l'Etat et la société » cite la constitution. La séparation des pouvoirs est peu à peu mise à mal, avec une fusion et une concentration entre les mains du Président qui s'était déjà arrogé les affaires étrangères à l'occasion du changement de constitution. La confusion entre les pouvoirs s'accroît pour aller vers une disjonction entre « pouvoir » et « autorité » (Barout, 2010). Dans l'ouvrage *Comment se fabrique la décision dans les régimes arabes*, Jamal Barout étudie la relation entre les concepts de « pouvoir » et d'« autorité » :

« A la lumière de cette distinction [entre autorité et pouvoir] on peut définir le régime politique du point de vue de la fabrique de la décision, l'ensemble des institutions se partage le mécanisme de la prise de décision politique, ces institutions définissant les fonctions et attribuant les rôles dans le cadre de la fabrique de la décision. (...) ainsi l'hypertrophie du pouvoir dans les pays du tiers-monde comme par exemple la concentration du pouvoir dans la personne du chef, dans le parti unique, ou dans l'armée, sont des modèles tous inspirés à des degrés divers par la forme stalinienne de l'organisation de l'Etat. Ces formes représentent l'émergence de ce qu'on peut appeler des régimes autoritaires-populistes postcoloniaux. »

Dans le cas de la Syrie, le pouvoir tend tout au long des années 1970 à se concentrer de manière de plus en plus dense entre les mains de Hafez al-Assad qui vide les institutions de leur substance pour en faire de simples prolongements du bras armé du pouvoir présidentiel. Les acteurs de la chaîne décisionnelle, par exemple les relais locaux du pouvoir central dans les différentes circonscriptions administratives, sont eux-mêmes placés dans une position dans laquelle ils disposent d'une forme d'autorité mais pas du pouvoir que leur titre semble leur conférer. A titre d'exemple, dans la ville de Banyas à la fin des années 1980, le maire ne dispose d'aucun pouvoir lié à sa charge parce que le directeur de la raffinerie de pétrole présente sur le territoire de sa municipalité est lié à Assad par une alliance familiale et se trouve par voie de conséquence, et en raison du caractère stratégique de son activité, dans une position de pouvoir extrêmement forte.

Comme on le voit dans cet exemple, les relations interpersonnelles jouent un rôle très important dans les arcanes de la distribution des pouvoirs et constituent des ressorts de manipulation extrêmement puissants pour contrôler ou exercer des pressions.

De la même manière, si tous les candidats à des scrutins électifs (de simple conseiller municipal à député) doivent être pré-désignés par le parti, il existe une seconde étape de validation par les services de sécurité. Le parti possède donc une forme d'autorité mais pas le pouvoir réel et entier si l'on s'en réfère à la manière dont Barout établit la distinction entre les deux ( Barout, 2010).

Dans le quotidien des Syriens, il y a le paradoxe d'une conscience aigüe de cette très complexe cartographie de la répartition de l'autorité et des pouvoirs entre une grande multiplicité d'acteurs et d'instances, mais il y a également une forme de résignation quant à l'absence totale de lisibilité et au caractère arbitraire des décisions.

A tous les niveaux de la société, ce phénomène est intériorisé par l'ensemble de la population et des acteurs, et les précautions de chaque instant qui en résultent émaillent un quotidien qui finit par être perçu comme normal.

De la même manière, Assad crée le Front National Progressiste qui regroupe les partis politiques participant à la vie parlementaire aux côtés du parti Baath qui reste en position hégémonique mais se trouve aux côtés d'une opposition factice puisque validée par le Président Assad sur la base de sa loyauté. Aucune règle officielle ne régle l'entrée de ces partis au parlement syrien et les portefeuilles ministériels sont

distribués d'abord de manière arbitraire entre les différents partis, avant que cet arbitraire ne devienne un usage que plus personne ne songe à contester ni même à questionner.

Tout au long de sa première décennie d'exercice du pouvoir, Assad fait passer la Syrie d'une organisation parti = Etat à une situation chef = Etat<sup>45</sup>.

L'attribution des postes, des promotions, et des divers avantages qui leur sont attachés, tout comme le fait de les retirer subitement de manière arbitraire, rythme la vie syrienne et mobilise les énergies sur la conservation à tout prix de la moindre responsabilité ou fonction, même de niveau hiérarchique relativement peu élevé. Cela a pour conséquence de susciter une lutte de tous les jours pour le pouvoir et les privilèges qui prend la place de la lutte politique portant sur les orientations et le fond des questions. Ainsi, chaque individu qui dispose d'une relative sécurité matérielle et professionnelle a intérêt à voir le pouvoir, des mains duquel il tient tout, rester en place. Cela renforce donc le pouvoir tel qu'il s'exerce par un jeu extrêmement complexe, subtil et puissant à la fois d'allégeances, de loyautés mutuelles, de pressions, de chantages et de craintes.

### ***b. Le parti face à l'enjeu de l'ouverture économique***

Dans les années 1980, la Syrie rencontre une succession de difficultés financières : son soutien à l'Iran dans la guerre qui l'oppose à l'Irak lui vaut la fin des aides financières en provenance des pays du Golfe, elle est sous embargo car elle est considérée comme un soutien du terrorisme, contexte auquel vient se rajouter la chute de l'Union Soviétique. Un choix d'ouverture économique partielle s'opère alors sous la forme d'une progression graduelle (Perthes, 1995).

Cette décision ouvre un débat entre l'exécutif et le parti Baath représenté par son « bureau des ouvriers » qui accuse le gouvernement d'appliquer sans nuance les recommandations du FMI. Jamal Barout cite à ce propos une lettre interne adressée par le parti Baath à la présidence, dont il a lui-même eu connaissance, et qui alerte

---

<sup>45</sup> Patrick Seale cite dans son ouvrage un épisode édifiant du point de vue de la consubstantialité entre la personne d'Assad et le pouvoir. Durant la crise de 1984 pendant laquelle Rifaat al-Assad tente de déstabiliser le pouvoir de son frère Hafez, les deux hommes se rencontrent et le Président syrien dit à son rival : « Tu veux faire chuter le régime ? Le régime c'est moi. » (Seale, 1988).

sur le fait que « Cette politique menace le secteur public en tant que mécanique fondamentale de l'Etat baathiste » ( Barout, 2010). Cet épisode montre que le parti Baath est d'ores et déjà en train de voir son rôle de centre de pouvoir se modifier peu à peu.

Un autre épisode illustre également les tensions occasionnées par la relative perte d'influence du parti Baath dans cette période : Izz al-Din Nasser, est le responsable historique du bureau des ouvriers au parti Baath de 1977 à 2003. C'est un homme de pouvoir, craint et écouté, mais en 1985, il entre en conflit avec un comité tout récemment créé par l'exécutif syrien. Ce « Comité de rationalisation des importations et de la consommation » est doté de pouvoirs très importants directement attribués par la présidence et compte parmi ses membres non seulement des hommes issus de l'appareil d'Etat, mais aussi des hommes d'affaires qui accèdent pour la première fois à des cercles politiques où ils peuvent défendre leurs intérêts. C'est un premier mouvement de transfert de monopole du secteur public sur les importations vers une solution mixte privé-public. Ce processus aboutit en 1991 à la loi n°10, ou loi d'investissement qui offre des avantages fiscaux et des facilités aux investisseurs privés et étrangers. C'est également à ce moment qu'un nouveau groupe dit « indépendant » entre au parlement. Il est constitué d'hommes d'affaires qui vont aller jusqu'à occuper 83 sièges sur 250, entamant ainsi l'hégémonie parlementaire du Baath.

Dans les premières années après l'arrivée de Bachar al-Assad, soit entre 2000 et 2005, la bureaucratie baathiste parvient à limiter l'ouverture économique dans l'attente d'une meilleure définition de son rôle dans cette ouverture, et de la manière dont elle pourrait conserver ses intérêts dans ce nouvel écosystème au sein duquel évoluent désormais les hommes d'affaires. La crainte des cadres baathistes est que ces nouvelles influences économiques ne viennent déstabiliser le régime en devenant aussi des pôles de décision politique.

En 2005, Bachar al-Assad lance ce qu'il appelle « l'économie de marché sociale ». On passe alors du monopole d'Etat à une ouverture économique détournée qui recrée le monopole mais l'attribue cette fois à un groupe restreint constitué par l'entourage immédiat du président, on est alors dans une situation de « capitalisme politique » (Maucourant, 2010). En effet, en l'absence de réelles instances de régulation du marché, les nouveaux hommes d'affaires vont avoir, grâce à une forte

connivence avec le pouvoir, les mains libres pour concentrer un maximum de profit (Polanyi, 2009).

Bachar al-Assad va aussi rompre avec les usages précédents pour ce qui est de la nomination des ministres. Au moment du remaniement ministériel de 2003, il ne va plus les choisir parmi les partis représentés au parlement comme évoqué précédemment, mais parmi une nouvelle génération de technocrates qui ne sont encartés dans aucun parti, et qui ont des parcours équivalents au sien : jeunes, ayant vécu et fait des études supérieures à l'étranger. Cette nouvelle équipe veut moderniser l'Etat et a peu de considération pour ses aînés en politique. On peut citer le gouvernement de Muhammad al-Atari avec Issam al-Zaim, ministre de l'Industrie, il a également été ministre au plan. Il était auparavant chercheur au CNRS. Nebras al-Fadel a été appelé par Bachar al-Assad pour mener la réforme de l'Etat, il a fait ses études en France à l'ENA tout comme Durayd Durgham qui a pour sa part été nommé directeur de la Banque Centrale. On peut encore citer Maher Suleyman qui a été nommé à la tête de l'école polytechnique après son doctorat d'informatique à Montpellier.

S'ouvre alors une période tensions qui se font jour à la fois sous la forme d'un conflit de générations mais aussi et surtout de pouvoir. Depuis les années 1980, les entrepreneurs syriens souhaitaient l'ouverture de banques privées mais Hafez al-Assad, qui avait d'ailleurs consulté le parti Baath à ce sujet, n'avait pas accédé à cette demande par crainte d'une certaine perte de contrôle. Dans une démarche diamétralement opposée, Bachar al-Assad ouvre en 2008 une bourse syrienne en pleine crise financière, sans s'enquérir du point de vue du parti, et dans le but principal de satisfaire les intérêts de son cercle le plus proche. Le parti Baath, en perte d'influence, a quant à lui des divergences idéologiques sur les orientations néolibérales qui sont prises dans cette période. Mais le désaccord est aussi lié à des enjeux de pouvoir car le parti perd à la fois une part de son autorité, mais aussi ses outils de distribution de privilèges, car ceux-ci étaient largement liés au fonctionnement d'un secteur public démesuré, mais qui demeurait malgré tout pourvoyeur d'une forme d'ascension sociale et d'un système redistributif minimal. Elisabeth Longuenesse montre d'ailleurs dans son ouvrage « Professions et société au Proche-Orient. Déclin des élites, crise des classes moyennes » que l'ascenseur

social syrien qui avait malgré tout fonctionné, n'était plus en mesure d'offrir des perspectives à la jeunesse syrienne à cette période (Longuenesse, 2008).

Au moment où la Syrie effectue son entrée dans la mondialisation, la marginalisation du parti Baath se poursuit. Le système néo patrimonial qui se met en place est en effet hostile aux fondamentaux idéologiques du parti comme à son rôle historique au sein du régime syrien, car le Baath est perçu comme un obstacle à la marche vers une économie néolibérale.

A la veille de la crise syrienne de 2011, le parti Baath est donc affaibli et a perdu l'essentiel de son influence. Il ne possède plus les relais qui faisaient de lui un outil précieux pour la présidence syrienne de prise d'informations au niveau national comme au niveau local. C'est tout particulièrement le cas dans les zones périurbaines dont les acteurs politiques se trouvent marginalisés comme dans la ville de Deraa où les premiers mouvements de contestation ne vont pas tarder à émerger.

### ***c. De la légitimité politique au monopole idéologique***

Plusieurs éléments socio-économiques et politiques observables sur la trajectoire syrienne expliquent la façon dont l'Etat s'est construit comme une institution monopolistique, toute entière au service de la consolidation et de la pérennisation d'un monopole de la violence, mais aussi d'une position de monopole économique, soutenues par la conservation du monopole idéologique. Ces monopoles ne vont cependant pas pouvoir être conservés sur le long terme et le régime syrien va voir ses prérogatives se fragiliser peu à peu. Sa réaction sera faite de repositionnements successifs dans une logique d'immédiateté et de négociation de la rente géopolitique.

### ***Une économie dirigée***

Hanna Batatu montre dans son ouvrage sur la paysannerie syrienne (Batatu, 1999) qu'une part importante des militants baathistes des premières heures sont issus du monde paysan car le parti est favorable à une prise en compte des classes les plus défavorisées et à l'établissement d'une réforme agraire de grande ampleur. Dans le



sillage du parti Baath, le monde paysan devient plus visible et les membres des sections locales accèdent peu à peu aux cercles de pouvoirs sous l'impulsion du coup d'état de 1963.

Dans le même temps, des nationalisations visent la grande bourgeoisie traditionnelle industrielle et commerçante des importants centres urbains comme Damas ou Alep. Enfin, une planification et une centralisation très fortes du secteur public sont mises en place selon le modèle soviétique ce qui conduit à une hypertrophie de la bureaucratie d'état.

Tous les éléments permettant une mainmise de l'état sur l'ensemble des secteurs économiques syriens sont alors réunis.

Une période d'importante croissance démographique s'ouvre alors entre 1960 et 1970, de l'ordre de 46% en une dizaine d'années (Batatu, 1999: 308), favorisée par des politiques publiques socialistes dans les domaines des infrastructures, de la santé et de l'éducation entre autres. La croissance économique se situe alors aux environs de 10%<sup>46</sup>. Cette période permet à beaucoup de syriens de sortir de la pauvreté mais déclenche aussi une plus forte attractivité pour la vie en ville et un mouvement d'exode rural. Le pouvoir s'appuie donc sur une coalition de militaires, de paysans, d'ouvriers et d'une classe moyenne comme les enseignants ou les fonctionnaires, dont la loyauté est acquise par la redistribution qui améliore le niveau de vie de tous.

Le parti Baath au pouvoir développe l'idée de « *ṭawābit waṭaniyya* » ou « piliers de la patrie », ces piliers sont l'unité, la liberté et le socialisme mais aussi le panarabisme comme « message éternel ». Ces slogans sont véhiculés par une littérature panarabe et une omniprésence de ces slogans dans le quotidien des Syriens dès l'école élémentaire. La société syrienne est globalement très politisée en faveur de la cause arabe puis de la cause palestinienne. Certains s'engagent comme la figure de Izz al-Din Al-Qassam dans la révolution palestinienne de 1936 ou encore Akram al-Hourani en 1948. Le pouvoir baathiste se saisit de cette base comme d'une opportunité idéologique et se pose en défenseur des causes palestinienne et anti-impérialiste en utilisant une rhétorique du complot contre ses adversaires sur la scène politique régionale, internationale mais aussi comme argumentation pour

---

<sup>46</sup> La Syrie profite alors de la rente géopolitique et de l'aide des pays du Golfe après la guerre de 1973 qui cause une forte augmentation des prix du pétrole.

museler une éventuelle opposition intérieure. Ce discours rencontre un fort écho dans la société syrienne et est utilisé comme outil de renforcement de la légitimité de l'état dans le cadre de la « baathisation de la société » (Kabalan, 2021). Il s'observe également dans le soutien à Nasser lors de la nationalisation du canal de Suez ou encore dans les prises de positions syriennes en faveur de l'indépendance de l'Algérie.

Cette « baathisation » se traduit également dans la toponymie qui est mise au service exclusif de l'idéologie baathiste avec un nombre extrêmement important de rues renommées « baath », « révolution », ou encore « 8 mars » pour faire référence au coup d'état de 1963. Cette politique se poursuit après l'arrivée d'Assad avec les noms « Assad » ou encore « Tichrine », c'est-à-dire octobre 1970, date de son accession au pouvoir. Les stades, les équipements publics, les établissements scolaires, les ouvrages d'arts mais aussi les journaux sont tous renommés pour entrer en conformité avec cette entreprise de saturation idéologique de l'espace public. Ces slogans et emblèmes figurent aussi sur les timbres postaux, les frontons des lieux publics, sont repris tous les matins dans les cours d'école.

Des fonctionnaires de « guidance morale » sont mis en place dans toutes les grandes institutions comme l'armée, l'école, les organisations populaires et sont chargés de vérifier que les propos, les enseignements et les actions de chacun sont en conformité avec l'idéologie et l'orientation du parti. Ils ont un fort impact avec un pouvoir de nuisance et de dénonciation très importants. L'armée est d'ailleurs qualifiée par le régime d'« armée idéologique », « ġayš 'aqā'idī », c'est-à-dire comme une armée portée par l'idéologie baathiste et qui participe à sa diffusion.

Le déploiement des politiques publiques sur l'ensemble des territoires sous formes d'écoles, de dispensaires, et d'organisations populaires en tous genres est donc à la fois un maillage apportant des services à la population mais aussi un puissant instrument de diffusion idéologique évoluant peu à peu vers un vecteur de contrôles à tous les niveaux de la vie sociale et de la vie quotidienne.

### ***Un Etat sécuritaire par excellence***

L'Etat syrien sous Hafez al-Assad se caractérise par une multiplicité d'appareils de sécurité à la fois complémentaires et concurrents. On peut citer l'Armée et ses différentes divisions, la Sécurité Nationale ou Sécurité Générale, la Sécurité Militaire,

les Renseignements Aériens, la Division chargée des Palestiniens, la Police, la Police Militaire, des Référénts locaux de sécurité<sup>47</sup>. Kabalan mentionne qu'en Syrie avant 2011 il y a environ une personne qui travaille dans un organe de sécurité pour 135 Syriens de plus de 15 ans (Kabalan, 2021).

Cette propension sécuritaire se renforce et se rigidifie encore dans les années 1980, pour aboutir à ce que Hinnebusch appelle « une présidence monarchique » (Hinnebusch, 1990) pour décrire l'accentuation de la concentration des pouvoirs entre les mains de la présidence.

L'Etat syrien est en situation de monopole dans tous les domaines de l'action publique au milieu des années 1980. Mais ces monopoles vont progressivement s'effriter pour aboutir à une situation beaucoup plus précaire et susceptible de se fragmenter à la fin des années 2000.

Le discours idéologique qui légitime le régime subit le choc de l'effondrement de l'Union Soviétique et de la fin de la guerre froide, qui entraînent une perte de crédibilité du socialisme comme cadre idéologique. Dans ses mémoires, le ministre des affaires étrangères syrien de l'époque Farouk Al-Sharaa décrit cette période comme un moment d'intense fébrilité et d'inquiétude au plus haut niveau du pouvoir (Al-Sharaa, 2015), précédé d'une phase d'incrédulité qui donne lieu à plusieurs voyages de Hafez al-Assad en Russie qui veut percevoir le climat et anticiper une éventuelle adaptation du régime syrien.

Au moment de la guerre du Golfe de 1991, la Syrie sera aux côtés de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis mais ce choix d'opportunité n'est pas sans poser de difficultés au régime car le discours de rejet de l'Occident s'en trouve affaibli.

La même année, la conférence de Madrid initie un processus de paix israélo-arabe et a pour conséquence de faire reculer la place du discours sur la cause palestinienne qui avait représenté un ciment social et politique très puissant au sein de la population syrienne.

Mais le principal défi qui se pose au régime syrien à cette période en termes d'éléments de discours idéologique est celui de l'islam politique qui remporte des

---

<sup>47</sup> Les Référénts locaux de sécurité, « Mudīr nāḥya » et « Mudīr mantiqa », peuvent être rapprochés dans leurs prérogatives d'un préfet et d'un préfet de Région.

victoires en Iran et en Afghanistan et qui vient remplir l'espace laissé vacant par l'échec consommé du panarabisme.

Pour faire face à cette crise du discours, Hafez al-Assad ne dispose d'aucune ressource mobilisable car il a muselé les intellectuels du parti Baath<sup>48</sup>, et plus personne n'est en capacité de penser ni de produire de nouveau discours de légitimation.

De plus, le régime syrien accumule à cette époque un retard considérable dans le domaine des moyens de communication et des nouveaux médias qui ne sera pas rattrapé avant un quart de siècle. L'arrivée des paraboles va faire perdre à l'Etat son monopole sur les chaînes de télévision, et va également affaiblir ses moyens de conserver la population sous un contrôle étroit.

### ***Perte de monopole économique***

Mais la fragilisation du régime se traduit également au niveau économique car le caractère hypertrophique de la fonction publique syrienne occasionne des coûts très lourds, de même que le fait d'assurer les services publics de base pour une population qui croît rapidement jusqu'à l'amorce de changement démographique dans les années 1990. Dans le même temps, le régime syrien est frappé par des sanctions occidentales suite à l'affaire Hindawi<sup>49</sup> et perd également une importante aide financière qui lui avait été attribuée au sommet de Bagdad faisant suite aux accords de Camp David. En effet, il est sanctionné par les pays arabes en raison de son soutien à l'Iran dans le conflit Iran-Irak. L'Iran tente de contribuer à remplacer cette aide mais ne peut contrebalancer totalement la perte. Les sanctions économiques adoptées en novembre 1986 par la CEE et les Etats-Unis limitent l'accès de la Syrie aux devises étrangères et conduisent à l'effondrement de la livre

---

<sup>48</sup> Un nombre important d'intellectuels et de penseurs baathistes sont en exil, détenus ou encore ont été assassinés. Michel Aflak est en exil en Irak, Brahim Makhous est en exil en Algérie et Salaheddine Bitar est tué à Paris en juillet 1980.

<sup>49</sup> La Syrie est impliquée durant toutes les années 1980 dans le terrorisme international mais l'affaire Hindawi va avoir un impact très fort. Abou Nidal avait en effet des bureaux à Damas. Il présente Nizar Nawwaf al-Mansur al-Hindawi aux services syriens. C'est un agent jordanien qui a des liens forts avec la Grande-Bretagne. En avril 1986, il se prépare à embarquer sur un vol Heathrow-Tel Aviv avec une valise où se trouvent des explosifs avec sa compagne irlandaise. Sa compagne prend l'avion mais Hindawi ne monte pas et va se réfugier à l'ambassade de Syrie. Il se livre finalement à la police britannique avec toutes les preuves de ses relations avec la Syrie ce qui conduit à des sanctions économiques sévères à l'égard de la Syrie.

syrienne face au dollar. L'Etat syrien ne parvient plus à acheter les matières premières ni le matériel nécessaire pour entretenir et moderniser les moyens de production. Les services publics ne peuvent plus être fournis dans les mêmes conditions et leur qualité se dégrade, la fonction publique subit des retards de plusieurs mois dans les paiements des salaires. En 1990, les embauches dans la fonction publique sont réduites de manière significative et la part des dépenses publiques dans le PIB se rétracte de 50 à 25%.

Dans ce même contexte de la guerre Iran-Irak, Hafez al-Assad décide de la fermeture du pipeline venant d'Irak et qui traverse la Syrie mais les conséquences économiques pour la Syrie sont très néfastes.

L'état syrien souffre alors des symptômes observés dans les économies dirigées qui se manifestent par une faiblesse de productivité du secteur public, la corruption et le clientélisme. Les loyautés s'achètent en effet avec les promesses de services, de logements, de voitures, d'essence et de loisirs mais cela pèse sur le budget de l'état. Les grandes entreprises d'état sont en majorité déficitaires car elles ne suivent aucun objectif d'efficacité ou de rentabilité mais sont instrumentalisées au service d'une logique politique. Comme l'écrit Lahouari Addi au sujet de l'Algérie, « Le déficit des entreprises d'Etat n'est pas un accident de la comptabilité, il est l'expression de l'incapacité de l'Etat rentier à obtenir un taux de rendement satisfaisant permettant de couvrir la dépense, c'est le prix politique à payer » (Addi, 1994: 79) et c'est précisément ce qui se passe pour la Syrie à compter des années 1980. Une autre caractéristique des économies dirigées va également contribuer à affaiblir l'économie syrienne, c'est la politique de subvention des produits de première nécessité tels que le riz, le sucre, le lait ou encore le carburant qui va donner lieu à une économie parallèle de marché noir en raison de la différence entre les prix subventionnés et les prix sur les marchés limitrophes. Cette économie parallèle va cependant profiter aux agents du pouvoir et aux divers intermédiaires, dans un contexte où l'état ferme les yeux sur la contrebande. Un dispositif législatif destiné à encourager les investissements étrangers va d'ailleurs être mis en échec par cet environnement peu transparent et peu sûr.

La situation va amener le régime à conduire des réformes économiques entre la fin des années 1980 et le début des années 1990 comme le « projet d'autosuffisance »<sup>50</sup> ou la loi n°10 qui fait une place plus importante au secteur privé. Mais ces réformes économiques ne s'accompagnent pas de réformes politiques ou structurelles.

A la fin des années 1990 la situation se stabilise cependant, toujours grâce au fait que le régime fait fructifier sa rente géopolitique pour en retirer des bénéfices permettant de parer aux urgences les plus criantes, mais sans anticiper sur des enjeux plus profonds ou plus structurels. La position de la Syrie auprès de la coalition pendant l'intervention occidentale en Irak en 1991 va en effet lui permettre d'obtenir de l'Arabie Saoudite et du Koweït de très importants travaux de rénovation et de mise à niveau des infrastructures syriennes, comme par exemple l'établissement d'un vrai réseau de téléphonie fixe<sup>51</sup> qui n'était que très parcellaire jusque-là. La Fondation Koweïtie pour le Développement va entreprendre pour 4 milliards de dollars de travaux en Syrie et lui fournir par exemple des Boeing pour la compagnie nationale syrienne. La Syrie va également profiter à cette période du programme « Pétrole contre nourriture » qui s'applique en Irak pour obtenir du pétrole irakien et exporter en échange des produits agricoles et quelques produits manufacturés.

En 2000, lorsque Bachar al-Assad succède à son père, les monopoles idéologique, sécuritaire et économique qui servaient de piliers au régime sont donc tous érodés. Bachar al-Assad va accentuer ce phénomène en prenant des options néolibérales, qui vont mettre définitivement fin aux derniers résidus d'économie planifiée mais aussi affaiblir un discours idéologique déjà obsolète et en perte de légitimité<sup>52</sup>. Il va également marginaliser une partie de l'appareil sécuritaire et des relais qui permettaient malgré tout une forme de contact entre la population et les cercles du pouvoir, ce qui va contribuer à susciter une amertume au sein même de l'appareil d'état.

---

<sup>50</sup> Le projet d'autosuffisance conduira par exemple à renvoyer les experts venus des républiques soviétiques pour conseiller et appuyer les grandes entreprises d'état syriennes car le régime ne parvient plus à en assumer la charge.

<sup>51</sup> Avant cette période de démocratisation du téléphone, le fait de posséder une ligne à domicile était un privilège qui n'était accordé qu'avec parcimonie dans un contexte de récompenses clientélistes. Toute personne bénéficiant d'un téléphone fixe accédait alors à une place sociale enviée et s'attirait les bonnes grâces de tout son voisinage désireux de ménager des relations positives avec une personne qui pourrait à l'occasion leur proposer d'utiliser son téléphone.

<sup>52</sup> Cette perte de légitimité a été entérinée par les accords d'Oslo. Dans l'opinion syrienne, la thématique de la guerre avec Israël est devenue moins mobilisatrice et moins présente.

Peu à peu, Bachar al-Assad se départit de tous ses moyens d'action et va se retrouver dans une situation d'« Etat factice » sans possibilité d'imprimer des politiques ou d'infléchir des trajectoires.

## **B. L'ère des grandes mutations économiques**

Alors que la gouvernance économique dans les années 1970 relevait d'un certain pluralisme économique, les années 1980, et plus encore l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad vont signer des changements de cap très importants. Avant les années 1980, on peut en effet observer que l'État conserve le contrôle sur la production d'énergie, le commerce, l'investissement, le crédit, l'industrie et la prestation de services mais laisse malgré tout une place au secteur privé dans certains secteurs. C'est le cas du secteur agricole qui est relativement dynamique car il a bénéficié de réformes foncières progressistes, de subventions et d'investissements. Il en est de même de la fabrication à petite échelle et de la production artisanale, du tourisme, et de la construction.

Mais la fin de la décennie 1980 et le début des années 1990 sont marqués par la guerre Iran-Irak qui conduit les monarchies du Golfe à cesser leurs aides, la chute de l'Union Soviétique qui fait perdre à la Syrie un soutien financier de poids, le soulèvement des Frères Musulmans entre 1979 et 1982, l'embargo occidental. A la même période, une vague de sécheresse qui va causer une détérioration de la productivité agricole. Dans ce contexte fortement contrarié pour l'économie syrienne, on va également assister à une aggravation des déficits (SCPR, 2020a).

Dès 1986, un retrait progressif du rôle de l'Etat va s'amorcer avec le décret n°35 qui autorise les partenariats public-privé. En 1991, la loi n°10 de l'« Infitāh » (ouverture) va confirmer et accentuer un mouvement déjà amorcé d'ouverture des marchés au secteur privé. A partir de 1985, la Syrie amorce également une sortie de l'économie dirigée en cessant d'émettre des plans quinquennaux.

Ce contexte contrarié à l'échelle régionale et internationale va se décliner un peu différemment dans les années 1990-2000 comme le montre le tableau ci-dessous mais il n'est pas plus favorable à la Syrie :

Figure n° 9 : Tableau synthétique des politiques régionales et internationales dans les années 1990-2000 et leurs conséquences sur le Proche-Orient

Acteurs	Politiques / actions	Conséquences
Etats-Unis, Union Européenne, Banque Mondiale, FMI	Politiques néolibérales	Inégalités, fragilité régionale
Etats-Unis, Union Européenne, Russie	Commerce des armes à l'échelle internationale	Attise la militarisation et les rivalités régionales
Les Etats-Unis et leurs alliés	Invasion de l'Irak, lourdes sanctions contre l'Iran, guerre globale contre le terrorisme	Fragilisation des structures étatiques, pénuries, radicalisations, polarisation du climat régional, banalisation des violences armées
Arabie Saoudite, Iran, Turquie	Instrumentalisation des discours identitaires, utilisation des discours identitaires comme des outils de politique étrangère	Montée des intolérances
Pays du Proche-Orient	Politiques néolibérales, « crony capitalism »	Montée de la corruption, renforcement des alliances entre monde de l'argent et pouvoirs politiques, prédatons, inégalités
Israël	Extension des colonies, occupations	Militarisation, regain de violence, dégradation de la situation des Palestiniens

*D'après International / Regional Policies in 1990s and 2000s : Indirect / Emergent Outcomes, (SCPR, 2020: 15)*

La conjoncture des années 1990-2000, si elle voit le retour en grâce de la Syrie auprès des monarchies de la péninsule arabique suite à sa participation à la première guerre du Golfe avec de la coalition internationale en 1991, va cependant être complexifiée par d'autres paramètres comme présenté dans le tableau ci-dessus. Cette période voit en effet l'émergence d'une « nouvelle guerre froide » Arabie Saoudite – Iran qui va déterminer de manière importante les politiques de ces deux pays. D'autre part, la seconde guerre du Golfe de 2003 va contribuer à faire monter les radicalisations et à fortement militariser le climat de la région.



### ***a. Nouvelles options économiques et financières***

Si les « printemps arabes » ont joué le rôle de détonateur en Syrie, et les interférences et enjeux régionaux et internationaux sont devenus nombreux dans le dossier syrien. Mais il demeure cependant important d'examiner également les éventuelles causes endogènes du conflit. Les facteurs socio-économiques apparaissent donc comme un des points à étudier pour tenter de saisir le contexte dans lequel le conflit a pris racine. Cela implique également d'étudier les importants changements économiques successifs que la Syrie a connus et s'étalant sur une longue période allant du tournant des années 1970-1980 jusqu'à 2010.

Bachar al-Assad a conduit des réformes économiques dès son arrivée au pouvoir en 2001 en s'inspirant des modèles chinois et tunisien, alliant ouverture économique et conservation des structures politiques. L'interprétation faite par ce régime autoritaire des recommandations du FMI a abouti à une forme déviante du libéralisme économique. Ce prétendu libéralisme a finalement conduit, à travers l'appropriation de l'économie par quelques-uns, à ce que Jérôme Maucourant nomme le « capitalisme politique » (Maucourant, 2010).

Afin d'établir un lien entre les événements actuels et ces dernières décennies, nous sommes brièvement revenus sur la « fabrication » de la décision économique ainsi que l'articulation des différents pôles du pouvoir sous la présidence de Hafez al-Assad. Nous nous sommes ensuite concentrés sur la période 2000-2007 au cours de laquelle Bachar al-Assad a développé ce qu'il a nommé « la réforme dans la continuité ». Au cours de la période 2007-2011, la politique libérale initiée dès l'accession au pouvoir de Bachar al-Assad s'intensifie. Ces politiques conduisent à une dégradation des relations entre le pouvoir et la société syrienne.

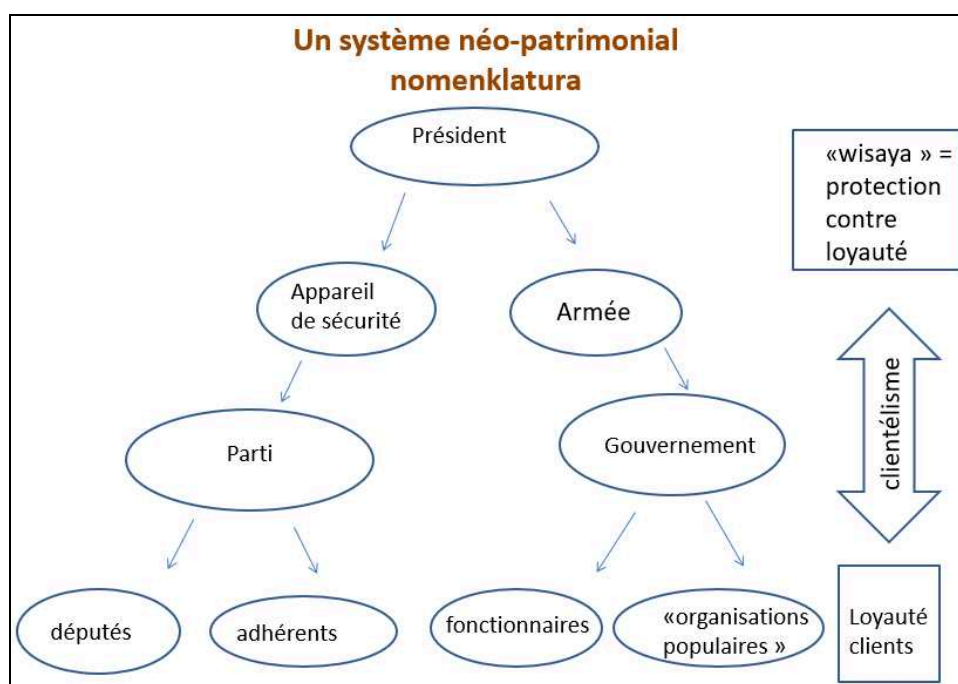
Si l'on se penche brièvement sur quelques points clés de la période Hafez al-Assad, les réformes appelées « *infitāh* », intervenues à partir de 1986, elles ont été dictées, selon Volker Perthes (Perthes, 1995), par les circonstances. Elles se distinguaient par leur caractère graduel et leur très faible impact sur le fonctionnement structurel

de l'appareil d'État. De plus, la Syrie n'a jamais permis à des organisations internationales, de type FMI par exemple, d'intervenir dans sa politique économique.

Durant cette période, la prise de décision économique implique de nombreux acteurs : le Président, les ministres, les comités gouvernementaux, les comités mixtes, le parti Baath ainsi que certains corps intermédiaires. La loi d'investissement n°10 de 1991 en est un parfait exemple. Un second exemple illustre cette chaîne décisionnelle. Le ministre de l'Économie propose en 1987 l'ouverture d'un marché boursier en collaboration avec un comité mixte comprenant, pour la première fois, des représentants de la Chambre de commerce de Damas. Malgré l'accord du ministre de l'Économie, le projet est retardé et l'ouverture de banques privées est ajournée car l'État refuse ce qui constitue, aux yeux du Président, une perte de contrôle. Cette bourse est finalement ouverte contre toute attente par Bachar al-Assad en 2008, en pleine crise des subprimes.

Pour s'assurer le plein contrôle du pouvoir, Hafez al-Assad a bâti un régime patrimonial (Weber, 1995) de prédation et de clientélisme. Il construit un pouvoir centralisé mais qui repose sur divers pôles décisionnaires. Ces pôles doivent trouver leur espace et leurs limites pour conserver leur parcelle de pouvoir au sein d'un jeu d'équilibres subtils incarnés et contrôlés par Hafez al-Assad lui-même.

Figure n°10 : Schéma des relations de pouvoir, d'allégeances et de loyautés dans le système mis en place par Hafez al-Assad.



Le système schématisé ci-dessus fait apparaître comment la « wiṣāya » consiste à apporter sa protection à une personne en échange de sa loyauté en toute circonstance, tout en distribuant privilèges et passe-droits pour que chaque personne concernée trouve un intérêt à conserver sa position, et à apporter son soutien à la personne qui le protège de sa « wiṣāya ».

Son rôle est de faire circuler le pouvoir par le jeu des nominations en empêchant les différents acteurs de prendre trop de place et de liberté. La colonne vertébrale de ce pouvoir est une combinaison de cooptation et d'imbrication des loyautés. Ce système est aussi basé sur la rente et l'autonomisation de l'État par rapport à la société.

La crise du régime de 1984 illustre le rôle prédominant du Président. Dans un contexte de luttes de pouvoir entre Rifaat al-Assad et d'autres cadres de l'armée, Hafez al-Assad a prouvé sa capacité à retirer le pouvoir à des personnes puissantes comme Naji al-Ali, chef d'état-major de l'armée de l'air, ou Muhammad al-Khaouli, chef des Renseignements généraux. À la fin des années 1980 et après cette période de luttes, il s'est également séparé de ses deux frères Rifaat et Jamil al-Assad. En 1993, il prend également la décision d'autoriser l'importation de tabac mettant fin à un revenu complémentaire pour les officiers stationnés au Liban qui avaient pour habitude de revendre illégalement des cigarettes étrangères lors de leurs permissions en Syrie. Il réaffirme à cette occasion son autorité en mettant fin à un trafic qui n'était plus assez discret et qui faisait perdre d'importantes sommes d'argent à l'État.

En 2000, un changement constitutionnel permet à Bachar al-Assad d'accéder au pouvoir. Il hérite du système laissé par son père et caractérisé par la corruption et le chômage. La période 2000-2011 peut être divisée en deux phases. La première, qui s'étend de 2000 à 2007, voit l'application des grandes lignes de la doctrine politique et économique annoncées par Bachar al-Assad lui-même lors de son discours d'investiture. Conceptualisant une « réforme dans la continuité », il part du principe qu'on ne peut pas appliquer « la démocratie des autres » et affirme que la société syrienne n'est pas assez mûre pour que le peuple s'implique dans la participation politique.

Le régime persiste dans l'orientation vers un accroissement du commerce, sans mettre en place le volet lié au développement humain. Dès 2005, des propositions

réformatrices et sociales formulées dans le projet « Syrie 2025 » par un collège d'experts sont rejetées par le congrès du parti Baath.

Dans le contexte du printemps de Damas, la « vieille garde » conservatrice se manifeste en discréditant le processus qui s'amorce. Le Vice-président Abdelhalim Khaddam déclare début 2001 « Nous ne permettrons pas aux intellectuels syriens de transformer la Syrie en Algérie ou en Yougoslavie ». Adnan Omran, Ministre de l'information déclare pour sa part : « Les personnes qui appellent à la société civile font partie d'une nouvelle colonisation »<sup>53</sup>.

Les événements du 11/09/2001 vont contribuer à refermer définitivement la séquence du printemps de Damas. Les Etats-Unis déclarent leur guerre contre le terrorisme et mettent la Syrie sur la liste des pays de l'axe du mal. Les cercles du pouvoir syrien se saisissent de cette opportunité pour revenir sur une large part des projets d'ouverture annoncés.

### ***b. Achèvement de la remise en question de l'économie socialiste***

À la suite de Charbel Nahas (Nahas, 2015), il semble important de réfléchir à l'économie de guerre qui s'est structurée en Syrie, non comme un élément annexe, un corollaire ou une conséquence fâcheuse, mais comme un paradigme d'analyse à part entière, tant les enjeux financiers et économiques constituent bien, comme le dit l'expression, « le nerf de la guerre ». L'économie de guerre s'appuie en effet sur des structures et des réseaux préexistants. Il convient donc d'étudier la prise de décision économique en Syrie dans les années qui ont précédé la crise.

Dans son discours d'investiture du 17/07/2000 devant le Parlement syrien, Bachar al-Assad donne d'ores et déjà les orientations qu'il mettra en place par la suite. Le contenu de ce discours représente donc une source d'informations et d'analyse qui est à prendre en compte.

Durant ce discours, le nouveau Président syrien tout juste investi évoque des réformes économiques et politiques pour moderniser l'Etat et pour aller vers une

---

<sup>53</sup> Omran critique les appels à une société civile, journal al-Hayat, 2001

démocratisation. Il prévoit dans ce discours la promulgation de « lois et décrets pour une stratégie économique globale ». Il souhaite que ces lois concourent à une ouverture économique et attirent les investissements locaux et étrangers. Il est également question de mettre en œuvre un développement équilibré dans toutes les régions administratives syriennes qu'elles soient urbaines ou rurales. Il prévoit de soutenir l'économie syrienne notamment l'industrie pour augmenter les exportations. Il évoque une redistribution égalitaire des richesses produites, des créations d'emploi et une amélioration du pouvoir d'achat. Il introduit même l'idée d'une instance indépendante de contrôle des finances publiques. Malgré des déclarations qui laissent entrevoir des évolutions socio-économiques, Bachar al-Assad déclare dans ce même discours qu'il y a une « spécificité syrienne » du point de vue des priorités et déclare « le pain d'abord ». Se profile alors un fonctionnement qui s'apparenterait au modèle chinois. Sur cette « spécificité syrienne », il affirme aussi lors de ce discours qu'« Il ne convient pas de nous appliquer à nous-mêmes la démocratie des autres. Les démocraties occidentales par exemple sont le produit d'une longue histoire [...]. Nous devons avoir notre propre expérience démocratique issue de notre histoire et de notre culture et qui trouve sa source dans les besoins de nos sociétés et dans notre réalité. Il en résultera alors une construction solide capable de résister aux remous quelle que soit leur intensité »<sup>54</sup>.

Jamal Barout ( Barout, 2012) décrit une polarisation de la vie politique et économique autour de deux courants, l'un réformateur et l'autre libéral dès l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad.

Ce système se fonde à la fois sur le savant jeu de pouvoirs mis en place par Hafez al-Assad et sur le parti pris libéral déviant vers le « capitalisme des copains » (Donati, 2009) pour lequel Bachar al-Assad a opté. Il est décidé à concentrer le développement économique sur le secteur tertiaire et les investissements étrangers

Un rapport rédigé par Tayssir Sleiman al-Raddaoui (al-Raddaoui, 2010), alors président du Comité de planification d'État sur le bilan de la période 2000-2007, alerte Bachar al-Assad sur l'état de l'économie syrienne. Ce rapport met directement en cause les orientations du prédécesseur de Raddaoui, Dardari, surnommé le

---

<sup>54</sup> Lorsque George W. Bush va placer, à la suite du 11/09/2001, la Syrie dans la liste des pays de « l'axe du mal », Assad s'en saisira pour revenir sur les projets de démocratisation car il pense que ce processus affaiblira la Syrie dans un moment où elle est agressée.

« cheval de Troie de la libéralisation », mais le régime persiste dans l'orientation vers une progression des échanges, sans mettre en place le volet lié au développement humain.

C'est d'ailleurs lors de ce congrès du parti que la formule « économie sociale de marché » apparaît alors que l'attente est forte et que des voix s'élèvent en interne pour procéder à l'inventaire et changer le nom du parti.

Selon l'économiste et entrepreneur syrien Samir Sayfan<sup>55</sup> (Sayfan, 2021) qui appartenait aux cercles du pouvoir à cette période, Bachar al-Assad a décidé d'employer la formule « économie sociale de marché » sans avoir en amont travaillé sur un programme réalisable. Dans l'alternative entre « thérapie de choc » et transformation graduelle pour aller d'une économie socialiste vers une économie de marché, le pouvoir syrien opte pour une formule singulière : une partie des entreprises publiques est privatisée de manière extrêmement brutale tandis que les autres sont délaissées jusqu'à leur disparition pure et simple face à la concurrence du secteur privé. Selon Andreff, « le passage d'une économie socialiste à une économie de marché » tel qu'il a pu être observé en Pologne, ou en Hongrie suite à l'effondrement de l'Union Soviétique comporte une série d'étapes successives (Andreff, 1993):

- libéralisation des prix
- réforme de la fiscalité
- introduction d'une protection sociale minimale en cas de chômage
- établissement d'un marché financier
- vote d'un arsenal législatif destiné à garantir le libre accès au marché
- démonopolisation de l'Etat

---

<sup>55</sup> Samir Sayfan et d'autres économistes syriens ont constitué un think tank, ġam'iyya al-'ulūm al-iqtisādiyya al-sūriyya, l'Association syrienne pour les sciences économiques. Ce groupe se rassemble à l'occasion d'un rendez-vous mensuel nommé « forum du mercredi » auquel j'ai eu l'occasion de participer. Le groupe est constitué de personnalités, de hauts-fonctionnaires, de ministres, d'experts et traite un thème en profondeur. Il émet des préconisations pour la Syrie. Ce cercle d'économistes a pour habitude de produire des écrits caractérisés par une certaine lucidité et un franc-parler qui lui a permis de lancer des alertes avant la dégradation de la situation et pendant mais leurs recommandations n'ont jamais été prises en compte. On peut citer étude émanant de ce cercle dont l'auteur est Sinan Ali Dib. L'étude s'intitule « Les conséquences sociales de la politique économique de 2005 à 2010 », Sinan Ali Dib y écrit que « Il y a une ligne économique et de pensée pour appliquer coûte que coûte des idées néolibérales pour servir des intérêts particuliers ou des intérêts étrangers. ».

-intégration dans l'économie mondiale

Ces étapes définissent un « calendrier » de « séquences » qui va de la transition, à la mutation pour finalement conduire à la rupture avec l'économie socialiste (Andreff, 1993). Andreff parle aussi d'une transition nécessaire entre un « homo sovieticus » et un « homo economicus » et pose la question des modalités possibles de cette transition (Andreff, 2013). Il s'agit en réalité d'un véritable changement de références, de mode de pensée sur le travail, et plus largement, d'une profonde mutation culturelle. Au début des années 2000, un programme est élaboré dans l'Ecole de la Haute Administration<sup>56</sup> syrienne pour former une nouvelle génération de fonctionnaires à des outils de management et de gestion liés au virage néolibéral. Cette formation ne sera pourtant pas proposée uniquement aux personnels qui en ont réellement besoin mais sera utilisée comme une faveur accordée dans le cadre de la circulation clientéliste des biens et des avantages. Les nouvelles dispositions qui sont proposées au niveau gouvernemental pour permettre la transformation de l'économie, faute de préparation suffisante de la société et du monde économique, et de respect des étapes du changement, vont se heurter aux habitudes et aux représentations issues de l'économie dirigée et ne pourront que très partiellement être mises en œuvre, quasi-uniquement dans le secteur bancaire. Dans les banques publiques, les agents terminent le travail à 14h30 comme c'est le cas de tous les agents publics syriens. La question du service client et de l'ajustement des horaires pour s'adapter au secteur privé avec une plage horaire dans l'après-midi aura beaucoup de mal à se mettre en place et se limitera aux banques.

La succession des étapes définies par Andreff n'a donc pas été prise en compte par Bachar al-Assad qui a procédé sans préparation et sans prendre en compte les réalités économiques et sociales syriennes.

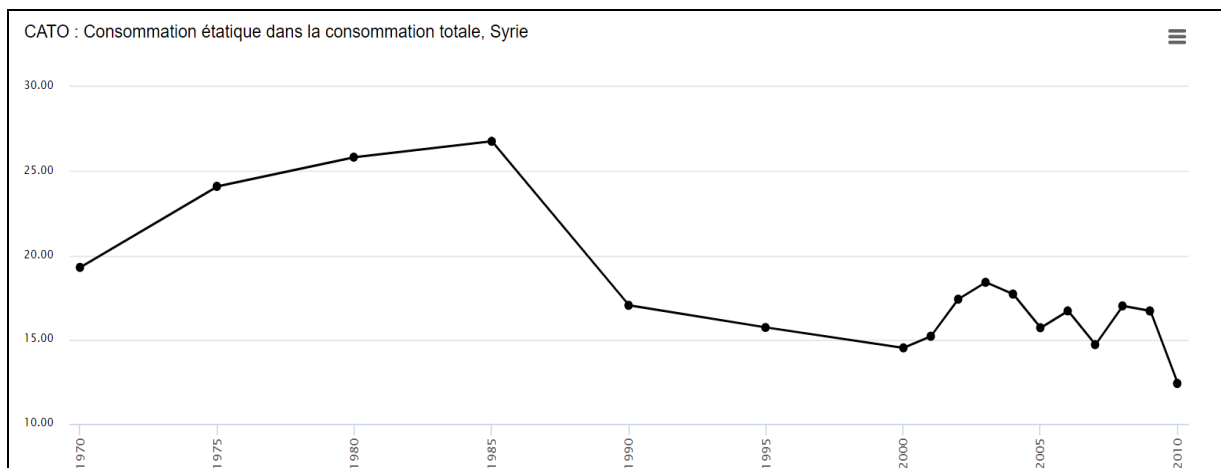
Dans le même temps, L'Etat se retire peu à peu de ses missions et plus particulièrement celles qui concernent la sphère sociale. Ce retrait de l'Etat peut s'observer à travers l'indice CATO. Cet indice construit par le Cato Institute de Washington propose un pourcentage de la consommation des administrations publiques sur la consommation totale. Une valeur proche de zéro signifie que les

---

<sup>56</sup> Cette grande école est le résultat d'un partenariat initié par Jacques Chirac dans une période où il souhaitait accompagner la modernisation de l'Etat. Il a donc proposé de participer à la formation des nouvelles élites syriennes en créant une ENA à la syrienne.

dépenses de l'État sont faibles. Un pourcentage proche de 100 signifie que l'État assume l'ensemble des dépenses de la société. Cet indicateur parmi d'autres permet d'évaluer le niveau d'intervention de l'État dans l'économie.

Figure N°11 : Consommation étatique dans la consommation totale en Syrie de 1970 à 2010



Source : <https://perspective.usherbrooke.ca/> Ecole de politique appliquée, Université de Sherbrooke, Canada

Ce graphique permet en effet de voir clairement les changements de politique qui interviennent dans un premier temps sous Hafez al-Assad au milieu des années 1980. Le contexte syrien des années 1980 est en effet celui de l'embargo puis de l'effondrement du bloc de l'Est qui va faire perdre au régime un soutien économique extrêmement important. Comme le décrit Myriam Catusse, cela va fragiliser encore l'économie syrienne :

« La période de récession et la mise en place de politiques de libéralisation de l'économie a offert de nouvelles perspectives à la réflexion, où l'économie du développement semble laisser la place à celle de la libéralisation. La faillite ou du moins le déséquilibre des finances des États arabes, qui abordent les années 1980 avec la crise de la « dette » comme de nombreux autres pays dits « en développement », renverse non seulement le système de questions mais également les croyances qui les assoient en même temps que de nouvelles boîtes à outils sont employées par l'action publique. L'idéologie développementaliste se réactive, mais le marché y joue désormais le rôle qui incombait auparavant à l'État. L'effondrement de



l'empire soviétique et la guerre du Golfe de 1991 accélèrent et exacerbent le processus, renforçant la dépendance des économies arabes, plus ou moins rentières, au marché international. » (Catusse, 2006 : 12)

Quelques ajustements peuvent s'observer à partir de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad mais, s'ils correspondent à des investissements dans quelques grands projets et une modernisation de l'appareil d'Etat, n'ont pas eu d'impact sur le quotidien des classes moyennes et modestes. De manière globale, la trajectoire est celle d'un désengagement qui s'est accentué de manière tangible à partir de 2007.

Le tableau ci-dessous propose l'analyse de Mehrdad Vahabi pour penser les différences entre modèle capitaliste et modèle socialiste de type soviétique, non pas à travers la recherche des points d'équilibre de chacun de ces deux systèmes, mais au contraire en faisant émerger les déséquilibres structurels qu'ils produisent.

Figure n° 12 : Tableau des caractéristiques comparées des économies de marché et de type socialiste soviétique selon la typologie de Mehrdad Vahabi.

Caractéristiques	Modèle	Capitalisme de marché (Etats-Unis)	Socialisme soviétique
1	Etat / idéologie	Pouvoir politique partisan de la propriété privée et du marché	Pouvoir indivis du parti communiste
2	Propriété	Prédominance de la propriété privée	Prédominance de la propriété d'Etat et quasi-étatique
3	Mode de coordination	Par le marché	Bureaucratique
4	Comportement économique typique	Contrainte budgétaire dure et sensibilité forte à la variation du prix	Contrainte budgétaire lâche et sensibilité faible à la variation du prix
5	Faits économiques typiques	Surproduction chronique, marché des acteurs, chômage chronique	Pénurie chronique, marché de vendeurs, pénurie de main d'œuvre

Source : M. Vahabi, séminaire du 11/03/2021, Université Jean Monnet  
<https://jerome-maucourant.com/2022/11/29/iran-mehrdad-vahabi-2021/>

Ce tableau met en évidence les différences fondamentales et l'ampleur des changements nécessaires pour passer d'une économie dirigée à une économie de marché, et dont le régime syrien n'a pas pris la mesure.

En 2007, le pouvoir de Bachar est renforcé par sa réélection et par le changement des équipes qui l'entourent. S'étant débarrassé de la « vieille garde », il appelle à l'émergence de « nouveaux hommes d'affaires ». On assiste alors à la création de holdings comme *Cham Holding*, créée par Rami Makhoul, cousin germain du Président, et *Souria Holding*, présidée par Haytham Joud issu d'une famille proche de longue date de la présidence. Est également déclenchée une vague de privatisations. La société Cham Holding est dominante dans un grand nombre de secteurs économiques. Dans la communication, elle possède la chaîne de télévision *al-Dunya*, ainsi que le quotidien *Al-Watan*. Cette holding regroupe également les zones commerciales détaxées, la société *Ramak* (bâtiment) et la société *Corniche* (tourisme). Rami Makhoul est aussi détenteur du monopole de la vente de cigarettes par l'intermédiaire de la société *Ghouta*. Sa holding comptait l'un des deux opérateurs de téléphonie mobile syriens (*Syriatel*) et a dépossédé l'homme d'affaires égyptien Najib Cyrus, propriétaire du second opérateur, via des manœuvres frauduleuses impliquant l'État. Suite à cette affaire, le député Riad Seif a soulevé le préjudice subi par les comptes publics syriens à cause des irrégularités de ces opérations. Il a été arrêté et condamné à une peine de prison. Un conflit a également opposé les sociétés de Rami Makhoul au concessionnaire exclusif des voitures Mercedes en Syrie lorsqu'il a tenté de faire main basse sur cette exclusivité. La famille Sanqar, visée par cette tentative d'appropriation, a transféré son entreprise au Liban et a par la suite financé les deux premières conférences de l'opposition syrienne à Istanbul au cours desquelles a été créé le Conseil National (16 juillet 2011). La concentration du pouvoir économique entre les mains de *Cham Holding* est telle que les bureaux de sa filiale *Syriatel* seront les premiers attaqués en tant que symbole des dysfonctionnements du pouvoir dès le début des événements en 2011. Une union stratégique a été mise en place entre les holdings et les investisseurs étrangers (Syriens de la diaspora et investisseurs du Golfe entre autres). Elle se concrétise même à plusieurs reprises par des mariages conclus entre familles d'hommes d'affaires. À titre d'exemple, l'homme d'affaires syrien Muhammad Hamsho n'est autre que le beau-frère de Maher al-Assad.

### ***c. Impacts des mutations économiques à l'échelle du quotidien***

Cette politique de libéralisation économique peut s'apparenter à une forme de néo-patrimonialisme. L'expérience de l'*infitāh*, ou ouverture économique, dans le monde arabe a montré que l'affaiblissement du secteur public et les privatisations ont ouvert la voie à plus de corruption. Les opérations de privatisation elles-mêmes sont en effet devenues un moyen de construire de nouveaux réseaux de clientélisme. Dans le cas syrien, les dépenses d'investissement s'élèvent à 180 milliards sur 460 dans le budget de 2005 tandis qu'en 2009 elles sont de 212 milliards sur 680. On peut donc observer une tendance à la réduction des dépenses de l'Etat. En effet, la dégradation des indicateurs de développement humain observable en Syrie est non seulement le produit de l'économie de rente, mais résulte également de la politique économique mise en œuvre par le régime. Non contentes de leur suprématie économique, les forces financières qui portent l'économie de rente vont être à l'origine de la diffusion d'une « culture de la rente » qui propose à la jeunesse syrienne le modèle de l'argent facile et des fortunes bâties en quelques jours grâce à des procédés frauduleux. Cette classe de nouveaux hommes d'affaires poussés par l'accumulation accélérée de leurs richesses exige bientôt une représentation politique correspondant à sa position économique dominante.

Ce système « autoritaire néolibéral » affecte donc à la fois l'économie et la société. On constate un affaiblissement de l'État via la réduction du nombre de fonctionnaires et d'agents publics, ouvrant le champ à la création d'universités et d'hôpitaux privés. L'État met un terme au recrutement de fonctionnaires et la part d'agents de l'État dans la population active diminue de 38 à 17%. Le secteur privé devient le premier employeur syrien sur la période 2007-2011 avec des écarts de salaire : les employés non-qualifiés gagnent environ 7000 livres syriennes par mois, les employés qualifiés entre 30 000 et 50 000 LS tandis que les postes à responsabilités peuvent donner lieu à des rémunérations allant jusqu'à 200 000 LS. De tels écarts n'avaient jamais existé précédemment en Syrie. Selon les études du Bureau Central de la Statistique en Syrie, les besoins d'une famille composée de 5 personnes s'élèvent à 25 000 LS mensuelles en 2009 alors que le salaire moyen d'un agent de l'Etat était autour de 7000 LS. Ces mêmes besoins s'élevaient en 2015 à 125 000 LS alors que

l'ensemble de la situation était considérablement dégradée par rapport aux indicateurs de 2009. La part de la dépense concernant la recherche scientifique (0,18% du PIB) est extrêmement modeste en moyenne annuelle par rapport aux pays de la région. La part des dépenses publiques dans le secteur de la santé entre 2005 et 2007 est inférieure à 2% du PIB, ce qui constitue un des pourcentages les plus faibles au monde. En 2009, les dépenses dans le secteur de la santé atteignaient environ 71 milliards de livres syriennes, dont 32 pour le secteur public et 39 pour le secteur privé. Dans le même temps, le taux de personnes vivant avec moins de 80 LS (2 \$) par jour dépassait les 30%. La nouvelle structure économique se traduit dans les faits par une hausse du coût de la vie, une diminution de la création d'emplois dans les secteurs productifs, en particulier l'agriculture. La recrudescence de travailleurs du secteur informel fait augmenter le nombre de personnes sans aucune protection sociale. Quant aux agriculteurs et aux travailleurs modestes qui bénéficiaient de caisses de solidarités dans le cadre de coopératives ou de dispensaires gratuits par exemple, ils voient également diminuer le rôle de ces organisations qui modéraient l'impact des difficultés du quotidien.

L'idéologie première « socialiste » de l'époque de la fondation du parti Baath est abandonnée et les corps intermédiaires se retrouvent affaiblis. En conséquence, le lien entre le régime et la population se délite de plus en plus.

Le 7 avril 2008, Bachar al-Assad établit le décret n°8, contre l'avis du parti Baath, mettant fin aux subventions sur les produits de première nécessité, en particulier sur les produits pétroliers. Les justifications données par le régime étaient de deux ordres : limiter une contrebande de mazout vers le Liban qui occasionnait un manque à gagner pour l'économie syrienne et une recommandation émise par le FMI demandant de limiter les subventions pour maîtriser les dépenses de l'Etat.

Le litre de mazout (utilisé pour le chauffage domestique et le fonctionnement des pompes à eau en milieu rural) passe alors de 6 à 25 livres syriennes le litre. Cet épisode représente un exemple de gestion hasardeuse qui a engendré un sentiment d'injustice sociale. D'autre part, la succession d'ordres et de contre-ordres venus du plus haut niveau de l'Etat dans cette affaire a donné le sentiment que tout était géré dans un climat d'improvisation. Le 26 avril 2008, face aux mécontentements multiples, un système de coupons donnait droit à un certain nombre de litres de

mazout subventionnés est mis en place mais la logistique de cette opération rend sa mise en œuvre chaotique. Cela occasionne un circuit parallèle de marché noir de revente de mazout et de coupons, encourage la corruption et crée des files d'attentes interminables dans les points de distribution. Le prix du litre est finalement ramené à 20 livres syriennes.

L'arrêt des subventions coïncide avec une période de sécheresse qui poussait à ce moment les agriculteurs syriens à utiliser le carburant pour faire fonctionner des pompes à eau leur permettant de faire face à la situation climatique particulière. De très nombreuses familles abandonnent alors le travail de la terre qui n'est plus rentable notamment dans l'est de la Syrie. Cela conduit environ 1 million de personnes sur les chemins de l'exode rural. Ces familles vont alors se masser autour des grandes agglomérations en venant augmenter la population des quartiers informels.

D'importantes surfaces agricoles sont alors laissées à l'abandon impactant ainsi de manière significative la production syrienne de blé et de coton qui sont les deux productions que le pays exportait. Entre 2007 et 2008 la production syrienne de coton passe de 7,4 millions de tonnes à 2,2 millions de tonnes ce qui oblige la Syrie à importer, alors qu'on l'appelait le grenier à blé du Proche-Orient, 6 millions de têtes de bétail ont également été perdues dans la même année (Bureau Central de la statistique syrien, 2009). Les familles qui avaient malgré tout fait le choix de persister dans l'agriculture se sont également vues retirer cette même année les subventions sur les semences et les engrais. Cela a à nouveau alimenté les logiques de marché noir et de corruption. Prenant finalement conscience de la nécessité de secourir les familles les plus en difficulté, l'Etat syrien a sélectionné 30 000 familles dans les zones agricoles touchées et leur a accordé une aide alimentaire alors que ces familles vivaient en autosuffisance quelques mois auparavant.

Le décret n°49 du 10 septembre 2008 sur les zones frontalières stipule quant à lui que toute transaction ou modification liée à un terrain en zone frontalière nécessitera une autorisation préalable des autorités. Suite à ce décret, des habitants de Qamishli et al-Hassaké organisent une pétition qui recueillera plusieurs dizaines de milliers de signatures demandant le retrait de ce décret. Les terrains frontaliers sont alors abandonnés par leurs propriétaires comme à Idlib, Deraa et al-Hassaké, à la suite des effets combinés de la sécheresse et des contraintes liées au décret n°49. Ces

zones sont alors préemptées par l'État pour la construction de grands centres commerciaux comme *Cham City* à Kfar Soussé et *Queen Center* à Damas. Il est important de souligner ici que le retrait du décret n°49 figurait au premier rang des doléances reçues par l'officier Hicham Ikhtiyar qui avait été désigné pour dialoguer avec la population de Deraa aux premières heures des événements de 2011.

Dans la continuité des mesures de libéralisation de l'économie prises par le régime, un accord de libre-échange est signé avec la Turquie en 2006. Il entraîne la fermeture d'entreprises syriennes et une montée du chômage dans des secteurs tels que le textile ou les produits manufacturés. Les villes de Sabqa et Zamalka, spécialisées dans la fabrication de mobilier au sein de PME familiales, sont frappées de plein fouet par la concurrence turque et voient 5000 familles perdre leurs emplois. L'ameublement d'une chambre<sup>57</sup> fabriqué en Syrie coûtait alors 150 000 LS contre 70 000 LS pour une fabrication turque.

Ces mutations économiques, comme nous l'avons vu, viennent impacter le quotidien des Syriens, mais elles questionnent aussi la place de l'Etat et la façon dont peuvent subsister ou se réorganiser les solidarités dans un contexte néolibéral. Myriam Catusse décrit ces interrogations globales comme relevant de la « « question sociale » au sens le plus fort du terme » car elle englobe incertitudes économiques et interrogations sur les modalités de persistance de solidarités collectives :

« Durant les ajustements structurels des années 1980-1990, des demandes sociales s'étaient déjà fait entendre qui avaient été rapidement étouffées par la répression et par quelques concessions ad hoc. En qualifiant ces révoltes souvent urbaines (Le Saout, Rollinde, dir. 1999), d'« émeutes du pain » – comme s'il s'agissait de poussées de violence fiévreuses en réaction quasi mécanique aux hausses des prix et aux politiques de baisse des subventions publiques –, on a nié leur dimension politique et la crise de leadership qu'elles traduisaient. Par la suite, la problématique de l'injustice sociale aggravée par les politiques des gouvernements arabes a été rangée dans les questions résiduelles par rapport aux performances économiques. Pourtant, ici ou là, de façon explicite ou plus feutrée, les indices d'une inquiétude

---

<sup>57</sup> L'ensemble lit+ armoire constitue le premier achat qui inaugure la constitution du nécessaire de départ d'un nouveau foyer suite à un mariage, c'est donc un achat très important tant au niveau social, pratique, financier que symbolique.

partagée émergeant dans les sociétés de la région sont apparus progressivement. Ces prémices d'une « question sociale » au sens le plus fort du terme – à savoir l'expression de préoccupations communes au sujet de la cohésion d'une société et des dispositifs de solidarité qui en font le ciment – ont pris forme au croisement de deux registres de mécontentements : contre les politiques de développement qui ont accompagné la formation des États modernes de la région avec leurs promesses de welfare, notamment les réformes récentes lancées au nom de la libéralisation économique ; contre les formes de gouvernance peu protectrices qui entretiennent l'insécurité sociale et provoquent l'aggravation des inégalités. » (Catusse, 2013 : 19)

C'est dans ce contexte d'incertitudes multiples que se développe, partout autour des grandes agglomérations syriennes, le phénomène des quartiers informels. Dans ces quartiers, se manifestent avec une grande acuité la question du retrait de l'Etat mais également les stratégies que les habitants mettent en œuvre, sous forme de résistance à bas bruit, pour garantir les conditions minimales de leur vie et préserver malgré tout des liens sociaux de nature à porter des mécanismes de solidarités permettant de faire face aux nécessités du quotidien.

#### ***d. Le phénomène des quartiers informels***

Dans ce contexte de fortes mutations économiques, un phénomène majeur, celui du développement des quartiers informels, va se pérenniser et s'accroître très fortement à compter des années 1980, mais de manière encore plus prononcée entre 2000 et 2010. Il s'agit d'une donnée très importante à prendre en compte pour comprendre le contexte syrien. Il est très difficile d'avancer un chiffre sur la proportion de l'habitat informel avant 2011, en raison de la nature-même de ces quartiers (pas de cadastre, pas de quadrillage suffisant des services publics élémentaires, peu de données administratives disponibles). Il faut sans doute également prendre en compte le fait que l'Etat tente de minimiser ce phénomène car il en est en grande partie responsable en raison de la mauvaise gestion de la question immobilière et de la question du logement. La plupart des études et rapports

d'organisations internationales diverses ayant traité ce problème indiquent cependant des chiffres qui se situent entre 20 et 40% de l'ensemble des logements avant 2011<sup>58</sup>. En 2010, 40% des habitants de Damas soit 1,3 millions sur 3 millions habiteraient des quartiers informels (Taha, 2017: 21).

Les difficultés économiques du secteur de l'agriculture, et en particulier les sécheresses importantes qui se sont succédé entre 2007 et 2010 ont accru le mouvement d'exode rural et ont largement contribué au développement de ces zones d'habitat informel, où les politiques publiques ne se déploient pas ou très peu. On peut ainsi citer les mesures de planning familial prises dans les années 1980 mais qui n'ont pas atteint ces quartiers où la natalité est restée très forte.

Mais en amont de cette période de fort exode rural, ces quartiers avaient déjà commencé à se développer dès les années 1960-1970 sous l'impulsion de la politique de substitution aux importations qui avait installé des industries aux portes des villes. La position de l'Etat a donc été ambivalente avec malgré tout certains services qui ont été mis en place a posteriori dans ces zones comme des routes goudronnées, des écoles, des dispensaires et des raccords aux réseaux d'assainissement ou d'électricité a minima.

Mais les prix de l'immobilier en milieu urbain, et les très nombreuses difficultés administratives liées à la demande d'un permis de construire, qui sont assorties de la nécessité de verser des dessous de table à chaque guichet et chaque fonctionnaire, ont également conduit de très nombreuses familles à aller grossir les quartiers informels. Les normes de construction y sont peu surveillées ce qui permet de bâtir des logements avec des matériaux peu coûteux.

Cette solution maintient cependant les personnes dans une situation de fragilité, non seulement parce qu'elles vivent dans un quartier surpeuplé, pauvre, peu desservi, mais également parce qu'il n'y a ni titre de propriété, ni par conséquent de capacité à se projeter ou à transmettre des biens immobiliers.

Différentes manières de procéder cependant peuvent permettre aux habitants d'obtenir un document officiel, mais elles ne font que mettre en lumière les contradictions et le caractère précaire d'une telle situation :

---

58



- Les personnes peuvent porter plainte devant un juge en faisant mine de recourir à la justice pour un litige alors les deux parties se sont préalablement mises d'accord. Le juge est alors obligé de mandater un expert qui va faire des constatations sur place. La description du logement mentionnée sur le constat permet alors aux personnes d'entrer en possession d'un document officiel mentionnant leur maison.
- Une autre pratique consiste à porter plainte (sans réel motif) pour un prétendu litige sur une vente immobilière, le juge est conscient de la manœuvre et sait que les deux parties sont d'accord. Il fixe une audience factice à laquelle chacun sait que personne ne se présentera, l'affaire reste en cours et a un caractère suspensif, cela entérine donc en quelque sorte la vente mentionnée sur les documents.
- Enfin certaines personnes s'adressent à un notaire pour faire établir un acte de vente ou de location. Mais une fois le document obtenu, il reste très fragile car il n'a aucun lien avec le cadastre officiel.

Dans les quartiers informels, le taux d'occupation des logements est supérieur à celui des autres zones d'habitation : 2,5 personnes par pièce contre 1,5 personne en moyenne sur l'ensemble de la Syrie. D'autre part 60% de ces logements ne dépasse pas la surface de 50m<sup>2</sup> (Bureau central de la statistique, 2009). Cette suroccupation impacte bien sûr la qualité de vie des habitants au quotidien mais elle pèse aussi sur l'ensemble d'une agglomération urbaine puisque faute de réseau d'assainissement, d'eau potable et d'électricité suffisants, ces quartiers détournent les réseaux officiels, ce qui a pour résultat de les saturer et de placer toute la population en situation de pénurie ou de fourniture insuffisante. La promiscuité a également une incidence sur les rapports sociaux, les relations de voisinage, ainsi que sur la sécurité du quotidien. En revanche, dès qu'un quartier informel ou un pâté de maison est menacé par des destructions programmées et des expropriations, la solidarité est très forte entre les habitants.

Le sociologue Asef Bayat qui étudie les mouvements sociaux au Proche-Orient a été conduit par là-même à s'intéresser à l'espace public, aux quartiers, et y observe l'existence de « réseaux passifs » (Bayat, 2013) qui se constituent dans la rue, dans les mosquées, via les réseaux sociaux, dans les cafés ou encore entre voisins. Il parle d'un « non-mouvement politique » qui unit les personnes qui se sentent

menacées dans leur existence quotidienne, mais qui ne génère pas de mobilisations collectives en raison du caractère répressif des régimes politiques. Les stratégies des habitants des quartiers informels consistent à assurer les nécessités vitales de leur quotidien en gagnant du terrain, au sens propre comme au sens figuré, sur le domaine de l'Etat. Ces actions indirectes se traduisent pas le détournement des réseaux d'électricité, le fait pour les petits fonctionnaires d'utiliser leur temps de travail officiel pour mener d'autres activités professionnelles parallèles, d'ouvrir des centres privés pour donner des cours particuliers, ou encore d'occuper petit à petit l'espace public par des constructions informelles ou par des activités économiques de vente à la sauvette par exemple. Cette emprise physique et économique qui se situe à l'extérieur du cadre légal est décrite par Asef Bayat comme un « quiet encroachment » ou empiètement silencieux (Bayat, 2013 :69) qui peut parfois aboutir à une régularisation a posteriori malgré un climat généralisé de méfiance des habitants vis-à-vis de tout service de l'Etat ou institution. Les mises en relations sont assurées par des intermédiaires informels ou « *simsār* »<sup>59</sup> et la régulation des conflits se fait en interne au quartier, à travers des modes de fonctionnement qui rééditent les modalités héritées de la vie en milieu rural. L'objectif des habitants est en effet d'éviter à tout prix de solliciter la police, le système judiciaire ou les banques par exemple<sup>60</sup>.

Depuis la crise, l'Etat a mené différentes actions visant ces quartiers ce qui tend à prouver qu'il les voit comme des foyers de mobilisation potentielle. La loi n°10 de 2018 définit des délais extrêmement courts pour fournir des titres de propriété sous peine de détruire les habitations. Les personnes concernées étant dans l'incapacité de fournir ces documents ou pour beaucoup d'entre elles en exil, certains de ces quartiers après avoir été les cibles privilégiées des bombardements ont été purement et simplement rasés pour faire place à de grands projets immobiliers.

---

<sup>59</sup> Sur le rôle du *simsār*, voire la note de bas de page n°177.

<sup>60</sup> Le monde artistique s'est avéré plus sensible et plus lucide que nombre d'observateurs sur ces réalités et a alerté à travers la production culturelle sur la question sociale et notamment celle des quartiers informels. Ils ont écrit ou filmé la réalité et les maux de ces quartiers et plus largement des sociétés arabes : promiscuité, violence, corruption, repli identitaire. C'est le cas de plusieurs réalisateurs et écrivains comme Atef Hetata dans son film « *al-Abwāb al-muġlaqa* », « Les portes fermées », de Ala Assouani dans son ouvrage « *'imārat ya'qūbyān* », « L'immeuble Yaqoubian » (qui a été ensuite mis à l'écran), ou encore les séries syriennes « *saḥābat ṣayf* », « Nuage d'été », écrite par Iman al-Saïd et réalisée par Marwan Barakat, et « *al-wilāda min al-ḥāṣira* », « La naissance par le flanc », écrite par Samer Radwan et réalisée par Racha Charbatji.

## **C. Une rupture de contrat social**

Cette période de transition économique échoue cependant à accompagner les évolutions sociales et économiques qui touchent la population. Les nouvelles technologies, la démocratisation des téléphones mobiles et de l'accès à Internet contribuent à créer de nouvelles attentes au sein des classes moyennes et favorisées en termes de développement. Le régime rompt dans cette période des liens avec la population en affaiblissant le rôle du parti et des organisations populaires, mais sans proposer d'autres relais, ce qui contribue à l'isoler.

### ***a. Les « organisations populaires »***

Comme évoqué précédemment dans ce travail, le régime syrien comprenait un maillage d'organisations populaires créées par le décret n°23 du 01/12/1970 pour quadriller au plus près la société syrienne en proposant à chaque catégorie de population une organisation qui revêt les atours d'un syndicat ou d'un ordre professionnel, mais qui était conçue pour neutraliser toute velléité d'organisation spontanée émergeant directement de la société. Ces organisations prenaient en charge les personnes à tous les âges de la vie et dans toutes leurs activités. Elles étaient régies par la volonté de contrôle mais permettaient également de renforcer des loyautés acquises via la distribution de privilèges clientélistes. Elles permettaient aussi de marginaliser de manière radicale toute personne souhaitant rester à l'écart de ces organisations. Elles véhiculaient une idéologie liée à la fois au baathisme mais surtout à la pérennité du système Assad et comportaient en leur sein des organes de surveillance, et pour certaines des branches paramilitaires. Ces organisations créaient et diffusaient de nombreux contenus sur les orientations du parti, des argumentaires sur l'actualité, et la glorification de la personne du Président.

*L'Organisation de l'avant-garde baathiste* était un mouvement qui se rapprochait du scoutisme et qui proposait des activités aux enfants. Son objectif était l'enrôlement

de la jeunesse. Sa charte précisait que son but était de dispenser une « éducation socialiste et nationale des enfants issue du Baath pour la réalisation des buts de la révolution et du changement social » (al-Aied, 2008).

*L'Union de la jeunesse révolutionnaire* ou « futūwwa », « jeunesse », était la déclinaison de la précédente mais réservée aux jeunes de 13 à 35 ans. Cette organisation s'inspirait des jeunesses fascistes de l'Italie et de l'Allemagne des années 1930. Elle proposait des entraînements militaires obligatoires pour les filles comme pour les garçons assurés par des officiers de l'armée syrienne. Des stages d'été accentuaient cette militarisation précoce et servait de vivier de recrutement pour l'armée elle-même. Les plus engagés dans ces exercices militaires se voyaient offrir un accès sans conditions aux filières les plus sélectives de l'Université. Ce n'était pas seulement une organisation de jeunesses sur les temps de loisirs, car ses principes se déclinaient également au sein même des établissements scolaires sous la forme d'une matière à valider, avec des heures dédiées, dispensant des programmes d'édification d'une jeunesse baathiste loyale et affiliée au parti.

*La Confédération générale des unions ouvrières* a été créée par la loi n°84 en 1968, sa charte stipule que son rôle est d'atteindre « l'union, la liberté et le socialisme » (al-Aied, 2008). Cette organisation était chargée de prendre le pouls de la société en termes de pouvoir d'achat, de revendications salariales et de les relayer auprès des services de l'Etat. Adhérer à cette organisation facilitait l'accès à l'emploi.

Malgré son intitulé, cette organisation restreignait plutôt qu'elle ne facilitait la constitution d'une conscience de classe ouvrière, en particulier si l'on tient compte du fait que l'Etat est le premier employeur y compris dans le secteur industriel.

*L'Union générale des paysans* organise des coopératives de production ainsi que coopératives d'achat qui permettaient aux agriculteurs de commercialiser leurs produits à des tarifs pouvant être garantis par l'Etat, d'accéder aux semences et aux produits phytosanitaires. Adhérer à cette organisation permettait aussi d'obtenir des crédits. Les bases d'une distribution clientéliste étaient donc implantées de manière solide à travers cette union générale.

*L'Union générale des femmes* quant à elle proposait des formations professionnelles, des activités diverses et servait de vitrine égalitaire. Les élections internes à cette organisation à partir de listes validées par le régime permettaient de s'assurer que les représentantes portent un discours de gratitude vis-à-vis des droits accordés.

*L'Union des écrivains arabes* était un organe de contrôle du contenu des publications, cet organisme assurait la censure et n'hésitait pas à exclure certains écrivains qui étaient alors obligés de s'exiler pour continuer à écrire<sup>61</sup>. A titre d'exemple ce fut le cas de Hani al-Raheb ou d'Adonis. L'Union a aussi une forme d'autorité sur tout ce qui s'écrit en Syrie y compris dans la presse.

Concernant les médecins et les avocats, leur syndicat fait également partie de ces organisations populaires structurées par l'Etat. Ces deux professions étaient d'ailleurs particulièrement contrôlées puisque le fait de ne pas adhérer au syndicat et de ne pas s'acquitter de la cotisation correspondante conduisait tout simplement à les faire radier de leur ordre professionnel et donc à leur interdire d'exercer.

Il en est de même pour les ingénieurs qui devaient eux-aussi adhérer au syndicat unique pour avoir la possibilité de travailler.

A la toute fin des années 1970, l'Union des avocats va tenter de s'affranchir de cette tutelle et publier un document demandant l'abrogation de l'article 8 de la constitution, l'établissement d'un Etat de droit respectant les droits fondamentaux entre autres. L'auteur de ce premier texte est Haytham al-Maleh. Il est très vite rejoint par d'autres professions comme les médecins, les ingénieurs et connaît un écho au-delà des frontières syriennes.

Le contexte de cette époque est celui du soulèvement violent des Frères Musulmans, des lois d'exception sont alors mises en place et permettent au régime d'arrêter les signataires de ce texte et leurs soutiens à la faveur des vagues d'arrestations qui touchaient dans cette période l'ensemble de la société syrienne. Le cadre des Unions syndicales des avocats et des médecins est également modifié. A compter de cette date, les derniers syndicats jouissant d'une relative marge de manœuvre en

---

<sup>61</sup> Un des dirigeants historique de cette Union était d'ailleurs surnommé par le l'ensemble du monde littéraire le « Sergent Ali » pour signifier son rôle de contrôle et de transmission des informations vers les plus hauts niveaux de l'Etat.

raison de leur autonomie financière, c'est-à-dire les syndicats d'artisans et d'indépendants, se verront eux-aussi placés sous contrôle renforcé en devant par exemple accepter la présence d'un agent des renseignements dans leurs réunions.

Ce mouvement de mainmise sur les organisations populaires amorcé à la toute fin des années 1970 va aller en s'accroissant jusque dans les années 2000 et va avoir pour conséquence un affaiblissement de ces organisations et de leur rôle. Va s'en suivre une perte de contact entre le régime et la population car ces organisations populaires servaient également, tout en étant des organes de contrôle, de courroie de transmission entre les adhérents et le pouvoir.

### ***b. De nouvelles relations avec le clergé***

Comme évoqué précédemment, les organes qui servaient de relai entre l'Etat et la population s'affaiblissent considérablement entre les années 1980 à 2000. D'une part, le virage sécuritaire opéré par Hafez al-Assad suite au soulèvement des Frères musulmans va cantonner les organisations populaires à leur rôle de contrôle et effriter leur rôle social. D'autre part, Bachar al-Assad va entretenir des liens moins forts avec le parti Baath et lui accorder une place moins importante dans la vie sociale et politique syrienne. Mais le nouveau président va également inaugurer de nouvelles relations avec la sphère religieuse en renforçant la mise en scène de ses attaches avec les hauts responsables musulmans sunnites, même s'il faut réaffirmer ici que les liens entre pouvoir et clergé sunnite préexistaient et étaient déjà fortement ancrés sous Hafez al-Assad. Dans un discours retransmis à la télévision syrienne à l'occasion du Ramadan 2011, Bachar al-Assad insiste sur la construction de 7000 mosquées sous la période baathiste. Mais la réalité qui sous-tend cette alliance entre Etat et clergé est aussi celle du désengagement de l'Etat de la question sociale pour la déléguer aux organisations religieuses et aux associations de bienfaisance. Bachar al-Assad renoue ainsi avec Alep et ses classes moyennes commerçantes plutôt conservatrices à travers, entre autres, l'émergence du nouveau type d'acteurs que sont les religieux qui sont à la fois des personnalités du clergé local, très proches des cercles du pouvoir et des services de sécurité, et fortement impliqués dans le monde économique. Ces « ulemas-hommes d'affaires », dont Souhaib al-Chami est

un archétype, feront partie, à compter de 2011, des plus fervents soutiens du régime et contribueront à l'entrée tardive de la ville d'Alep dans la contestation.

« Tandis que ceux qui restaient fidèles à Assad perdaient leur crédibilité face à l'ampleur des crimes commis par les forces loyalistes, le silence de nombreux autres n'était pas beaucoup mieux perçu par les protestataires. Quant à ceux qui ont pris le parti de l'opposition, ils ont dû souvent quitter le pays et, dans tous les cas, n'ont exercé qu'une influence marginale sur le mouvement de contestation. Celui-ci s'est en effet principalement enraciné dans les campagnes, dans les villes secondaires et dans les banlieues pauvres, autrement dit en dehors du terreau social traditionnel de l'élite religieuse, c'est-à-dire les classes moyennes urbaines conservatrices, réticentes à entrer dans la contestation. Or les espaces sociaux et géographiques périphériques possèdent leurs propres cadres religieux, préexistants au soulèvement ou issus de ce dernier. Opposant aux grands oulémas des métropoles leur légitimité révolutionnaire, ces outsiders se sont bien souvent saisis du référent salafiste longtemps exclu de la scène religieuse syrienne. » (Pierret, 2013: 106)

La stratégie qui consistait à se rallier une importante part de l'opinion publique en multipliant les signes en direction du clergé musulman sunnite a donc échoué à assurer au régime la loyauté indéfectible des fidèles. Les territoires les plus marqués par les difficultés économiques, la marginalisation et la rupture de contrat social sont rapidement entrés dans le mouvement de contestation en dépit des liens entre le clergé officiel et le régime.

En conclusion, Bachar al-Assad suit et maintient tout au long de la décennie 2000 une politique de concentration et de retranchement du pouvoir dans un cercle restreint d'hommes d'affaires liés au régime par la nécessité de conserver les privilèges qu'ils ont acquis. Malgré des gestes d'ouverture au moment du « printemps de Damas », période qui sera très rapidement refermée, la population n'est pas conviée à participer au sort de son propre pays, que ce soit dans le champ politique, dans le champ social ou dans le champ économique.

### **III. SOULEVEMENTS, OPPOSITIONS ET ENTREE DANS LA GUERRE**

De la mi-décembre 2010 au mois de mars 2011, la Syrie ne semble pas, vue de l'extérieur, vibrer au diapason des « printemps arabes ». Jusqu'au mois de février 2011, aucun événement particulier n'est à retenir dans la vie politique et sociale syrienne. C'est en février que les tous premiers rassemblements vont avoir lieu mais le début du mouvement de contestation ne connaît pas de point de départ temporel unique et homogène, qui ferait date pour l'ensemble du territoire syrien, ni pour l'ensemble des Syriens. Le mouvement se décline déjà, dès son amorce, en fonction des villes, des muhafazat, et des événements qui s'y déroulent.

Le tout début de ce mouvement est ainsi difficile à saisir, mais il nous a semblé pertinent de tenter de l'approcher à partir de témoignages recueillis et croisés avec les actualités de l'époque. Il en est de même pour le glissement vers la militarisation et l'entrée dans la guerre qui va connaître des temporalités complexes et diversifiées selon les territoires.

Il sera également question des oppositions, partant de leur situation avant 2011 et durant toute la période critique, qu'elles soient politiques, armées, ou locales avec l'expérience des conseils locaux.

Il s'agira ensuite d'examiner comment l'économie de guerre est dans un premier temps le fruit d'un contexte de violence, mais aussi de regarder la manière dont elle en devient en quelque sorte un acteur qui contribue largement à perpétuer le climat de violence.

#### **A. Amorce du mouvement de contestation**

##### ***a. Premières manifestations***

Tilly et Tarrow proposent dans leur ouvrage *Politique(s) du conflit* (Tilly & Tarrow, 2015) une schématisation des moments clés d'un mouvement de contestation ou



d'une crise sociale. Cette modélisation a émergé de leurs recherches basées sur l'observation d'événements nombreux et se déroulant dans des contextes culturels, politiques, sociaux et géographiques très divers. Les formes de la mobilisation, ses points de bascule, ses évolutions répondent selon eux à des schèmes, qu'ils nomment processus, et qui permettent de lire les événements, dans leur contexte, mais aussi selon des récurrences qui se manifestent d'une situation à l'autre. Nous souhaitons donc nous saisir ici des outils que Tilly et Tarrow proposent pour contribuer à une lecture de la crise syrienne comme un événement observable, analysable, y compris dans ses développements violents, et s'éloigner ainsi de commentaires qui en ont fait une crise proprement syrienne, ou proche-orientale avec tous les risques épistémologiques qu'une telle approche comporte. Nier le contexte n'est pas notre intention, bien au contraire, mais il s'agit de dépasser les syntaxes essentialisantes qui laissent entendre qu'au Proche-Orient le conflit est l'horizon le plus fréquent, ou encore que les appartenances ethniques et religieuses tiennent lieu de conscience politique ou seraient le ressort unique des mobilisations dans cette région. Comme l'a écrit Hannah Arendt, « La crise se manifeste différemment dans chaque pays mais ce qui est sûr c'est qu'une crise ne devient catastrophique que si nous y répondons par des idées toutes faites, c'est à dire par des préjugés. » (Arendt, 1972)

Il s'agit d'éviter les écueils de stéréotypes ethniques et culturels coloniaux ou orientalisants qui se renouvelleraient à travers le regard porté sur ces événements. Il s'agit également de questionner la manière dont ces regards essentialisants, qui étaient du côté de l'observation au début de la crise syrienne, en sont devenus de véritables acteurs. Cette question prend toute son acuité lorsque les groupes sociaux et les individus qui les composent sont vus comme des masses homogènes, empêchant alors de saisir la complexité des processus et donc de les comprendre. Lahouari Addi écrit également que

« la meilleure contribution à un conflit est [...] d'en expliquer les enjeux idéologiques et politiques, ses origines historiques et ses perspectives d'évolution, en suggérant parfois des comparaisons avec les expériences d'autres peuples, en évoquant constamment les limites éthiques auxquelles est attachée l'opinion, et en rappelant sans cesse les fondements de la modernité à laquelle elle aspire. Une connaissance mutuelle des motivations des acteurs est susceptible d'aider la raison à se frayer un

chemin dans le labyrinthe d'incompréhensions jonché de corps [...]. Car si le conflit politique est au cœur du lien social, la violence n'est pas une fatalité. » (Addi, 1994).

Aborder la crise comme un objet de sociologie politique et la regarder comme telle à l'aide d'outils issus de cette discipline constitue donc un enjeu de construction de la connaissance sur ces événements tout autant qu'une exigence scientifique.

Malgré ce qui a été communément admis depuis 2011, les toutes premières mobilisations qui ont eu lieu en Syrie dans le sillage des printemps arabes sont antérieures aux événements de Deraa et nécessitent ici un travail d'archéologie du mouvement tenant compte de la très grande diversité locale des événements.

La toute première manifestation a lieu à Damas le 22/02/2011<sup>62</sup> devant l'ambassade de Libye en Syrie en soutien au mouvement de contestation libyen. Elle réunit un nombre très réduit de personnes (estimation) appartenant plutôt à des milieux intellectuels et privilégiés. Elle ne suscite que peu de réactions de la part du régime. On peut dire qu'on est dans une phase de test pour les quelques militants de longue date ou récemment mobilisés par les échos des printemps arabes, cette impression de « tâter le terrain » des éventuelles réactions du régime est partagée par d'autres témoignages en ligne. Une seconde mobilisation intervient le 15/03/2011 devant le ministère de l'Intérieur. Elle se déroule sous forme de sit-in et rassemble des militants historiques des droits de l'Homme, et des épouses de détenus politiques.

Sur les réseaux sociaux, des acteurs du mouvement de contestation se sont regroupés<sup>63</sup> pour s'exprimer dans le but de laisser une trace des événements tels qu'ils les ont vécus ou perçus. Lors de ces visioconférences, ces acteurs témoignent et interagissent avec les autres participants, bien conscients que leurs propos pourront également servir aux chercheurs. En effet, ils sont pour la plupart en exil et s'intéressent à ce qui se dit ou s'écrit sur les événements en Syrie mais ressentent un effet de décalage avec leur réalité et la chronologie telle qu'ils l'ont vécue. Parmi eux, Amjad Farekh, faisait partie d'un groupe d'amis damascènes qui se réunissait régulièrement avant 2011 pour des moments conviviaux. Les membres de ce groupe avaient des situations professionnelles confortables, plusieurs d'entre eux exerçaient des professions libérales. A. Farekh était dentiste et possédait une franchise de

---

<sup>62</sup> Muhammad Omran, militant, Entretien R-TEE 1

<sup>63</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3 et Témoins anonymes, militants entretien R-TEE 4

matériel de dentisterie, il se décrit comme faisant partie d'une classe moyenne supérieure, connectée, qui est née dans les années 80 et qui a construit sa conscience politique après le décès de Hafez al-Assad.

Le témoignage de A. Farekh sur les débuts de la mobilisation de son groupe relate un intérêt pour l'actualité en Tunisie, mais sans commune mesure avec le fort élan identificatoire suscité par le mouvement égyptien. La société et le régime égyptiens sont vus comme proches parents de la Syrie, A. Farekh affirme qu'il y a une « proximité entre les régimes » et il explique que pour cette raison, son groupe d'amis et son entourage ressent « un climat de tension qui n'attendait qu'une allumette ». A ce stade, les prises de paroles officielles sont hésitantes et contradictoires. Le Ministre de l'intérieur Bassam Abd al-Majid, lors d'un déplacement suite à un incident sur la voie publique, déclare qu'il « faut laisser les Syriens manifester ». Pour A. Farekh, lui et son groupe d'amis ressentent principalement le besoin d'être représentés politiquement et un manque de perspectives.

Une troisième manifestation a alors lieu à Damas le 18/03/2011, en même temps que l'amorce des événements de Deraa, et prend place cette fois au souk al-Hamidiyé, c'est-à-dire à proximité d'une artère commerçante centrale qui mobilise dans les esprits tout le poids symbolique du souk en termes de pouvoir économique et de pouvoir d'action. Cette manifestation relayée sur les réseaux sociaux de participants comme d'observateurs plus passifs réunit principalement des jeunes, issus de milieux socioculturels très divers. Il est également évident pour un œil averti que les jeunes sont issus de diverses communautés confessionnelles et que cet élément n'est à aucun moment mentionné dans les slogans ni dans les commentaires a posteriori.

Les témoignages s'accordent tous<sup>64</sup> sur le fait que les nouveaux militants mobilisés ressentent à la fois la nécessité et l'opportunité de « faire quelque chose », plusieurs témoins mentionnent que « c'est le moment » mais ils se disent conscients dès cette étape que « le prix à payer sera cher ». Sur les réseaux sociaux et dans les cercles relationnels qui se sentent concernés, c'est-à-dire à ce stade des jeunes issus de milieux socioculturels divers, des militants plus aguerris, et des personnes plutôt issues de milieux privilégiés et intellectuels, se diffuse peu à peu l'idée qu'il faut « reproduire une place Taħrir » et organiser un sit-in pacifique et massif dans des

---

<sup>64</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

lieux publics très fréquentés. Mais le répertoire des moyens d'action est très pauvre, les tous nouveaux militants manquent de culture politique. Les différents cercles relationnels où les actions se préparent sont extrêmement fragmentés et ne se connaissent pas entre eux. Les ruptures de transmission entre générations militantes sont criantes et le mouvement n'est ni structuré ni cohérent. Le régime a une longueur d'avance et décide très rapidement d'empêcher une nouvelle place Tahrir. Des chars sont positionnés dès le mois de mars dans tous les endroits clés de Damas où une telle mobilisation aurait été possible. Plusieurs tentatives d'occuper la place des Omeyyades sont menées. Cette place est le lieu historique de tous les coups d'états, les locaux de la télévision publique s'y trouvent, et elle dessert tous les axes majeurs de la capitale syrienne. Les tentatives sont mises en échec car le régime a déjà positionné ses chars.

De petits groupes d'amis ou de collègues, à l'image du groupe de A. Farekh se rencontrent sur une page Internet intitulée « la page de la révolution syrienne contre Bachar al-Assad »<sup>65</sup> où se dessine le projet d'aller à la mosquée des Omeyyades. De l'avis convergent des divers témoignages, le choix du lieu est vu comme un point de rencontre plutôt comme un édifice religieux. De nombreux témoignages signalent qu'au début, un nombre non négligeable de personnes se rendent sur les lieux « pour voir »<sup>66</sup> plutôt que par adhésion totale. A. Farekh et ses amis décident de s'y rendre. Les témoignages oraux et filmés font état d'une présence très importante sur les lieux des services de renseignements.

Le grand mufti de la république syrienne, Bouṭi fait son prêche habituel du vendredi. Il affiche alors un soutien sans faille au régime en ces termes :« Si un enfant se perd et retrouve son père ensuite, que fait-il ? Il s'accroche à lui. Bachar est notre père et nous nous accrochons à lui »<sup>67</sup>. En amont de cette mobilisation, il n'y a pas de revendications claires et collectives, encore moins de slogans préparés ou concertés. Un homme crie à ce moment-là « Dieu, la Syrie et la liberté et c'est tout ! »<sup>68</sup>. Les services de renseignements présents sur place en nombre répondent « Dieu, la Syrie, Bachar et c'est tout ! ». Le Mufti Bouṭi quitte la mosquée par une petite porte, pour les manifestants c'est une forme de victoire symbolique en raison du prêche et

---

<sup>65</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

<sup>66</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

<sup>67</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

<sup>68</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

de la nature des relations entre cette personnalité et le régime. De nombreux militants présents décrivent cet épisode comme un moment fondateur de leur engagement. Il y a tout de suite une vague d'arrestations violentes. Pour les manifestants, c'est une première expérience de la violence physique et du système policier et carcéral syrien.

A. Farekh est arrêté et constate durant son séjour en prison que des différences de traitement flagrantes sont appliquées en fonction des origines sociales des détenus. Les militants de milieux plus modestes et issus de milieux ruraux sont moins bien traités que les manifestants damascènes qui bénéficient de réseaux et qui sont mieux inclus dans la société. Il rapporte cet échange avec un haut-gradé de l'administration pénitentiaire qui cherche à comprendre ces manifestants : Ce dernier lui demande : « Tu gagnes 5000 livres syriennes par jour et tu manifestes ? » A. Farekh lui répond « Et toi tu gagnes 5000 Livres Syriennes par mois et tu ne manifestes pas ? » Le haut-gradé pense que « seuls les pauvres ont des raisons de manifester et que la Syrie est donc visée par un complot », il somme donc A. Farekh d'avouer « pour qui [il] travaille à l'étranger »<sup>69</sup>.

Mais la prison est aussi l'occasion de rencontres entre les militants de fraîche date (pour certains une seule manifestation à leur actif) et des détenus politiques qui sont emprisonnés depuis plusieurs années. Les générations et les cultures militantes se croisent et échangent non seulement à propos des idées, mais aussi à propos des enjeux et des moyens de l'action. Cet épisode décrit par A. Farekh se retrouve dans de très nombreux témoignages répartis sur une période de plusieurs années et sur tout le territoire syrien une fois que le mouvement se sera étendu à toutes les provinces : quelque chose de la rupture de transmission militante liée au caractère extrêmement verrouillé de la répression se restaure à ce moment et permet des échanges entre tous types de Syriens, issus de groupes sociaux très divers, et parfois incarcérés pour des opinions politiques contraires les unes aux autres (laïcs, islamistes, communistes ou simples partisans d'une réforme de la société syrienne). De nombreux militants ont le sentiment dès cette première incarcération à la mi-mars 2011 que « la Révolution est finie. »<sup>70</sup>. Ils partagent leurs doutes, leurs regrets et sont dans la perspective de tourner la page et de retourner à leurs activités quotidiennes dès leur libération.

---

<sup>69</sup> Amjad Farekh, militant, entretien R-TEE 2

<sup>70</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

A cette période, M.S. est interrogé sur sa perception des événements. C'est un cadre de la haute fonction publique, proche des cercles du pouvoir. Il entend parler des manifestations et les condamne. Pour lui les militants sont « antipatriotes »<sup>71</sup>, ils veulent déstabiliser la Syrie qui a déjà fort à faire pour poursuivre son évolution ». Il désigne les manifestants en utilisant des termes renvoyant à ce qu'il perçoit de leur origine sociale « bons à rien, population arriérée »<sup>72</sup>.

Dans le même temps, et à la lumière des échecs de ces toutes premières mobilisations qui ont tenté d'être centrales, une autre stratégie s'élabore sur les réseaux sociaux : créer des événements de dimension plus modeste dans des lieux multiples et plus éloignés des centres du pouvoir. Les personnes qui étaient venues de leurs quartiers périphériques pour manifester au centre-ville de Damas préfèrent se replier dans ces quartiers qu'ils connaissent dans détail, où ils ont des appuis, des réseaux, et se sentent plus en sécurité. Dans ces quartiers, ils n'auront, d'autre part, pas de mal à trouver de nouveaux militants car les conditions de vie y sont de nature à aiguïser les revendications sociales. Ce phénomène d'éclatement des mobilisations a pu donner a posteriori l'impression à certains observateurs que les mobilisations premières étaient issues des périphéries urbaines. Cette stratégie divise dès le début et à chaque étape les militants qui commencent à communiquer entre eux : slogans, revendications, moyens d'action, tout est sujet à débats. De très nombreux témoignages parlent d'improvisation constante dans les premières semaines, de la part des militants, comme de la part du régime.

Ezzat Baghdadi<sup>73</sup> s'engage lui aussi dans les premières manifestations en mars-avril 2011 à Damas. Il prend rapidement une place parmi ceux qui vont organiser de manière informelle les manifestations via les réseaux sociaux. A ce titre, il est inclus dans le groupe qui organise la manifestation du 22/04/2011, il est prévu qu'elle parte de Harasta et al-Qaboun qui sont des banlieues de première couronne de Damas, pour aller vers le centre de la capitale. Dans la discussion sur l'itinéraire, des militants de Jobar<sup>74</sup> (une autre ville de première couronne) sont venus demander que la manifestation passe par chez eux pour mobiliser leur ville. Ces militants particulièrement actifs regrettent que, malgré leur propre sentiment de déclassement

---

<sup>71</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 4

<sup>72</sup> Témoins anonymes, militants entretien R-TEE 4

<sup>73</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3 et Témoins anonymes, militants, R-TEE 4

<sup>74</sup> Témoins anonymes, militants, entretien R-TEE 6

socio-économique, une majorité des habitants de leur ville reste majoritairement opposée au mouvement et lui préfère un statu quo parce que leur condition leur permet encore d'envisager quelques perspectives dans la situation telle qu'elle est<sup>75</sup>. Cette manifestation devait rejoindre d'autres cortèges pour converger vers la Place des Abbassides. Les manifestants, dont Ezzat Baghdadi, arrivent donc devant un pont qu'ils doivent franchir, ġisir al-ħimasiyya, à l'autre bout duquel les attendent des forces de sécurité lourdement équipées. La confusion gagne donc le cortège face à l'alternative : rebrousser chemin ou avancer quel qu'en soit le prix. E. Baghdadi témoigne du fait que lui-même et chacune des personnes autour de lui hésitent entre ces deux options, ce qui rend la situation chaotique à l'intérieur du cortège<sup>76</sup>. Une pression de la masse se fait cependant sentir et une forme de « honte » est ressentie à l'idée de reculer. Des snipers tirent alors sur la foule de manière indistincte et des curieux venus voir la manifestation plutôt qu'y participer sont tués en même temps que des militants. A ce moment, selon E. Baghdadi, quelqu'un prend l'initiative d'avancer sur le pont et tout le cortège fait de même. Un policier s'avance alors vers les manifestants et dit à E. Baghdadi : « Vous devriez arrêter, si ça continue on ne sera plus que 5 millions de personnes dans ce pays ! »<sup>77</sup>.

Ce témoignage d'événements vécus dans l'intimité de la manifestation en recoupe beaucoup d'autres équivalents recueillis par divers médias suite à d'autres cortèges dans d'autres localités syriennes dans cette même période de fin mars à fin avril 2011.

Les funérailles des personnes tuées ce 22/04/2011<sup>78</sup> sont prévues le lendemain et constituent un tournant selon le témoin E. Baghdadi<sup>79</sup>. En effet, les familles qui veulent organiser les funérailles sont mises sous pression par le régime pour organiser les cérémonies dans la plus stricte intimité et ne pas provoquer de nouveaux rassemblements mais très peu de familles cèdent à ces pressions. L'organisation des funérailles génèrent aussi de forts mouvements de solidarité qui

---

<sup>75</sup> Ce témoignage est emblématique d'une situation qui sera rapportée dans de très nombreuses localités syriennes : il y a dès le début du mouvement une division sur un même territoire entre des personnes qui pensent n'avoir « plus rien à perdre » et veulent participer ou accentuer le mouvement, tandis que d'autres préfèrent un maintien de la situation existante.

<sup>76</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3

<sup>77</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3

<sup>78</sup> Lors de cette journée du 22/04/2011 qui sera aussi appelée « le grand vendredi », on dénombre environ 160 morts civils en Syrie.

<sup>79</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3

étonnent E. Baghdadi<sup>80</sup> car ils permettent de faire émerger des soutiens inattendus au mouvement : par exemple il est en contact avec un imprimeur qui refuse d'être rémunéré pour l'impression des avis de décès en soutien au mouvement<sup>81</sup>. Selon E. Baghdadi, autour de Damas comme dans d'autres obsèques en Syrie, « les funérailles se transforment en noces »<sup>82</sup>, c'est-à-dire en rassemblements qui prennent la forme de véritables célébrations. On assiste alors à un « changement d'échelle » (Tilly & Tarrow, 2015). Le nombre de participants aux obsèques est très important partout en Syrie et ces cérémonies deviennent des tribunes. De grandes figures de l'opposition syrienne<sup>83</sup> se déplacent et prennent la parole y compris dans des lieux où leurs idées n'ont que peu d'échos habituellement. C'est aussi dans beaucoup de zones l'arrivée des femmes dans les rassemblements.

Un phénomène très important se développe alors dans plusieurs localités. Des notables locaux se positionnent comme interlocuteurs du régime qui envoie des émissaires pour tenter d'appeler à un retour au calme. A titre d'exemple, et selon le témoignage d'E. Baghdadi, dans la localité d'al-Qaboun, un officier des services de sécurité, Muhammad Rahmoun, vient tenter de mettre fin au mouvement et parle avec Abou Abdo, un notable local. De manière informelle et sans que les personnes concernées n'en mesurent les conséquences, ces discussions seront le premier pas vers un retour à un fonctionnement traditionnel, avec une réactivation de l'échelle de la communauté de quartier ou de la communauté villageoise.

Nous nous sommes donc penchés de manière plus précise sur certaines zones qui, ayant particulièrement souffert des politiques économiques mises en œuvre, se sont tournées vers la lutte armée dès les premiers soubresauts de l'année 2011.

Cette politique d'ouverture économique limitée et préemptée a coexisté avec un maintien des aspects policiers et sécuritaires des institutions syriennes. On a alors observé un creusement des écarts entre les classes moyennes et les défavorisées d'une part, et entre les catégories riches et les classes moyennes d'autre part. Un

---

<sup>80</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3

<sup>81</sup> En Syrie, les avis de décès sont imprimés sous forme d'affichettes qui sont collées dans le quartier de résidence du/de la défunt.e.

<sup>82</sup> Ezzat Baghdadi, militant, entretien R-TEE 3

<sup>83</sup> Aref Dalila, figure de l'opposition, entretien R-TEE 7, Aref Dalila se déplace lors de funérailles le 23/04/2011 avec d'autres membres de l'opposition et s'exprime en public à cette occasion.



autre fossé s'est également creusé entre les centres urbains et les périphéries. Tous ces changements ont modifié la nature des rapports entre le pouvoir et la société syrienne.

### ***b. Quelques points de comparaison avec d'autres mouvements***

Prendre des points de comparaison nous est apparu comme utile à la compréhension du mouvement syrien de 2011 en regard d'autres, qui comportent des points communs avec lui.

Dans un premier temps, les différences entre 2011 et les événements de 1979 seront interrogées. Le soulèvement des Frères Musulmans syriens est en effet très souvent associé à l'année 1982 car c'est certainement l'année de son paroxysme tout en étant celle de sa fin, après la répression qui a été particulièrement brutale à Hama. Ce mouvement s'est cependant étalé sur plusieurs années avec des épisodes violents de différentes natures et dans différentes régions, sous la forme d'attentats, assassinats ciblés, répression du régime, soulèvement<sup>84</sup>.

Un bref point comparatif sera également établi entre les contextes égyptien et syrien de 2010-2011, prenant appui sur le fait que ces deux pays ont une part d'histoire commune, certaines caractéristiques sociales et politiques communes, et qu'ils ont connu le départ d'un mouvement de contestation dans la même période.

---

<sup>84</sup> La chronologie du soulèvement des Frères Musulmans qui a connu son paroxysme en 1982 est fréquemment réduite à cette seule année. Les événements se sont cependant étalés de 1976 à 1986 ce qui explique son impact profond sur la vie politique sociale et économique du pays.

Figure n° 13 : Présentation synthétique comparative des mouvements de contestation de 1979 et 2011

	Mouvement de contestation de 1979	Mouvement de contestation de 2011
Sociologie du mouvement	<p>Mouvement majoritairement issu des quartiers intra-muros des centres urbains :</p> <p><i>-Alep : Al-Kellassé, Bab Hadid</i></p> <p><i>-Lattaquié: Slaibé</i></p> <p><i>-Hama: al-Kilaniyé</i></p>	<p>Mouvement majoritairement issu des périphéries des grands centres urbains / quartiers informels / lieux de marginalisation :</p> <p><i>-Daraya et Douma en banlieue de Damas</i></p> <p><i>-Bab Amr en banlieue de Homs</i></p> <p><i>-Al-Raml al-Chimali et Skantouri en banlieue de Lattaquié</i></p>
Situation économique du pays au moment du déclenchement du mouvement	<p>Situation économique stable, rôle fort de l'Etat, déploiement de services publics sur l'ensemble du territoire, subventions des produits de première nécessité.</p> <p>Les nationalisations impactent le monde industriel et les commerçants.</p> <p>Le monde agricole bénéficie des fruits de la réforme agraire.</p>	<p>Situation de crise économique liée aux options néo-libérales, recul du rôle de l'Etat. L'ensemble des territoires sont impactés, à l'image de l'aire de propagation du mouvement.</p>
La structuration de l'opposition	<p>Mouvement mené principalement par les Frères Musulmans avec une structuration préexistante, des opérations programmées et anticipées.</p> <p>L'objectif est la prise du pouvoir.</p>	<p>Mouvement qui émerge dans le sillage des printemps arabes.</p> <p>Fragmentation des mouvements d'opposition, multiplicité des formes et des modalités, multiplicité des options politiques des acteurs et de leurs objectifs.</p>
Soutiens extérieurs	<p>Le régime : il est soutenu par la Russie et par les capitales occidentales</p> <p>Les Frères Musulmans : ils sont soutenus par L'Irak et la Jordanie</p>	<p>Le régime : il est soutenu par la Russie et l'Iran</p> <p>Le mouvement : il est soutenu par les capitales occidentales, la Turquie et le Qatar</p>

Dans ces deux situations de contestation forte du régime syrien, la comparaison apporte un éclairage sur les ressorts socio-économiques dans les deux situations.

La contestation menée par les Frères Musulmans de la seconde moitié des années 1970 au milieu des années 1980 s'inscrit dans un contexte économique où les bourgeois et commerçants aisés, présents dans les grands centres urbains, sont impactés par les nationalisations. Si les Frères Musulmans mobilisent pour des raisons évidentes au sein de la communauté sunnite, les soutiens au régime sont en revanche transversaux à l'ensemble des communautés religieuses présentes en Syrie. Les sunnites des milieux ruraux qui ont bénéficié de la réforme agraire sont quant à eux favorables au régime et ne se reconnaissent pas dans le mouvement des Frères Musulmans tel qu'il s'exprime à cette période.

A l'inverse, en 2011, les classes populaires rurales et péri-urbaines soutiennent le mouvement de contestation, et y participent, tandis que la grande bourgeoisie sunnite soutient cette fois le régime. Cette inversion est révélatrice des fondements socio-économiques de ces deux crises, et remettent très fortement en cause les analyses confessionnelles.

Dans les années 1980, les grandes idéologies jouent encore un rôle dans la société syrienne : nationalisme arabe, idéologies de gauche, marxisme contribuent encore à structurer et animer les prises de position. A l'inverse, en 2011, la faillite des grandes idéologies laisse le champ libre aux radicalités dans un contexte où la guerre en Irak a permis l'émergence et le développement des idées salafistes et de l'Islam politique. Cette tendance à la radicalité est renforcée par le fait que le mouvement de 2011 prend de l'ampleur dans les zones informelles et périurbaines, phénomène également observé en Tunisie ou en Egypte où le salafisme s'exprime de manière plus forte dans les zones les plus défavorisées.

Les Frères Musulmans quant à eux n'ont pas réussi à se saisir des événements de 2011 pour faire réussir leur projet, malgré leur présence dans les diverses instances de l'opposition. Ils ont été dépassés par ces radicalités issues des classes populaires qui ne se sont pas plus reconnues dans leur mouvement qu'elles ne l'avaient fait dans les années 1980.

Figure n°14 : Tableau synthétique comparative des contextes égyptiens et syriens en 2010-2011

	Contexte égyptien	Contexte syrien
La question de l'identité	Identité relativement homogène, avec des références fortes dans le temps et l'espace partagés par l'ensemble de la population.	Identités complexes et diverses liées à l'histoire, diversité linguistique, ethnique et religieuse.
L'Etat	Un état ancien, très centralisé.	Un état jeune, issu des accords Sykes-Picot.
Institutions	Institutions stables, consolidées, régies par une constitution.	Institutions fragiles, coups d'états nombreux depuis l'indépendance, changements constitutionnels multiples.
Opposition	Une opposition forte, structurée, présence de corps intermédiaires (associations, syndicats).	Opposition faible, fragmentée, pas de multipartisme.
Intervention étrangère	Dans l'objectif d'obtenir un changement de régime tout en conservant l'intégrité de l'Egypte.	Dans l'objectif de faire pression sur le régime mais sans le changer (craintes liées aux expériences irakienne et libyenne).
Transmission héréditaire du pouvoir	La volonté de Moubarak de franchir cette limite en préparant son fils à lui succéder est un des éléments déclencheur du mouvement.	La transmission a déjà eu lieu en 2000.
Le rôle de l'armée	L'armée soutient le mouvement.	L'armée soutient le régime.

## B. Les oppositions

### *a. L'opposition politique*

Parmi les mouvements d'opposition qui se sont exprimés à partir du déclenchement des événements de 2011, certains ont une longue histoire politique et militante et ne prennent pas naissance ex-nihilo au moment des printemps arabes. Il est donc important de regarder comment chacun de ces mouvements s'est positionné, comment ils ont interagi entre eux, en fonction de l'évolution de la situation, mais

aussi leurs relations difficiles avec une opposition plus jeune et moins structurée qui s'est affirmée dans le nouveau contexte de crise.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Hafez al-Assad, il existe une opposition qui se décline en différents courants idéologiques et mouvements. Les principaux sont le parti communiste, l'opposition kurde, les Frères Musulmans, les indépendants (de tendance démocrate), auxquels s'ajoute une fraction du parti Baath qui s'est désolidarisée du courant Assad dans le sillage du conflit entre Hafez al-Assad et Salah Jdid. Il faut ajouter à ces mouvements l'Union Nationale Démocratique.

Le Parti Communiste Syrien a connu une scission en 1972. Un premier courant a accepté d'intégrer le Front National Progressiste qui est une alliance parlementaire avec le parti Baath. Son dirigeant, Khaled Bakdash, a estimé que le Baath portait des idées progressistes et anti-impérialistes justifiant ce ralliement. Un autre courant conduit par Riad al-Turk a estimé pour sa part être en présence d'une dérive autoritaire. Comme la majorité du bureau politique du Parti Communiste avait voté contre le ralliement, ce nouveau mouvement s'est alors appelé le Parti Communiste Syrien – Bureau Politique.

Mais de nouvelles scissions fracturent chacun de ces deux partis communistes. En 2003, Qadri Jamil s'éloigne de Bakdash pour appeler à un retour de l'unité communiste, il veut prendre ses distances avec le Front National Progressiste. Après 2011, il crée le Parti de la Volonté Populaire et prône le dialogue entre l'opposition et le régime pour réformer le système. Il a été partie prenante des négociations organisées par la Russie.

L'Union Nationale Démocratique a été fondée en 1979 et regroupe divers partis de gauche, nassériens, socialistes, pour rechercher une troisième voie entre le régime et la proposition islamiste des Frères Musulmans.

Les partis d'opposition kurdes étaient en ordre dispersé jusqu'à 2009 où ils se rassemblent en une large Coalition pour gagner en crédibilité et en efficacité. Deux partis kurdes sont cependant restés à l'extérieur de ce rassemblement, dont le PYD, Parti de l'Union Démocratique, proche du PKK<sup>85</sup> turc, dirigé par Saleh Muslim. Ce

---

<sup>85</sup> Le PKK est le Parti des Travailleurs Kurdes. Créé en 1978, c'est une organisation politique armée. Ce parti est considéré comme terroriste par la Turquie, ainsi que par les États-Unis et l'Union européenne entre autres. Le PKK est actif principalement en Turquie, en Syrie, en Iran et en Irak. Il a inspiré la création de plusieurs autres organisations dans les autres parties du Kurdistan, comme le

parti a servi à restructurer le mouvement kurde syrien après l'arrestation d'Abdullah Öcalan<sup>86</sup>.

Le parti des Frères Musulmans est très affaibli au moment au début des années 2010 car une loi condamne à mort toute personne convaincue d'appartenance à ce mouvement. Les Frères Musulmans sont donc tous en exil, principalement à Istanbul où ils jouissent d'un certain soutien de la part de la Turquie d'Erdogan. Au moment de la déclaration de Damas, ils tentent de se joindre à cette Coalition puis se ravisent pour s'allier avec Khaddam, ancien vice-président syrien en exil à Paris à cette période. Ils fondent avec lui le Front du Salut qui ne durera qu'un an. Au moment où démarrent les premiers mouvements de contestation en Syrie, ils ont cessé leur activité politique depuis la Turquie parce qu'Erdogan leur avait fait miroiter un retour en Syrie possible par son entremise.

D'autre part, la « Déclaration de Damas » désigne, par métonymie, les signataires de la dite déclaration et est devenu de facto le nom d'un cadre politique pour l'opposition. Dans le contexte de l'année 2005 et suite à des déconvenues successives vis-à-vis de la Présidence de Bachar al-Assad qui ne cessait d'ajourner le calendrier des réformes et de l'ouverture, un collectif d'opposants se réunit pour constituer ce cadre politique commun. Des personnalités indépendantes, mais aussi les Frères Musulmans et la fraction du parti communiste qui est dirigée par Riad al-Turk vont donc s'allier autour d'un contenu commun : rupture avec le régime de parti

---

Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie. Son fondateur et dirigeant, Abdullah Öcalan, est détenu sur l'île-prison d'Imralı en Turquie depuis 1999.

<sup>86</sup> Abdullah Öcalan est né le 4 avril 1949 dans la région de Halfeti en Turquie. Il est le fondateur et le leader du Parti des travailleurs du Kurdistan. Ce parti est fondé sur la base d'un programme revendiquant un Kurdistan unifié, indépendant et socialiste. Son organisation lance une lutte armée prolongée en 1984, avant qu'il ne propose plusieurs trêves au cours de la décennie suivante. Au cours des années 1990, il reconfigure ses revendications pour s'orienter vers la recherche d'une solution politique, pacifique et démocratique à la question kurde. Öcalan est arrêté le 15 février 1999 et emprisonné en Turquie, où il est condamné à la peine de mort pour terrorisme. La sentence n'est cependant pas mise à exécution, le pays abolissant la peine capitale en 2002. Sa peine est alors commuée en prison en vie. Il est détenu sur l'île d'Imralı. Au cours de ses premières années de prison, où il développe une relation épistolaire avec le penseur libertaire Murray Bookchin, il élabore l'idée d'un confédéralisme démocratique, théorisant une société fédéraliste et communaliste en dehors des structures étatiques, où démocratie directe, écologie et féminisme sont liés. Ses idées connaissent un début de mise en œuvre dans les cantons du Rojava, région kurde autonome de Syrie.

unique, multipartisme, lutte contre la corruption, établissement d'un état de droit et d'une société civile, et respect des droits fondamentaux individuels.

Les prémices du mouvement de contestation qui débutent en janvier 2011 vont avoir pour effet de mettre en éveil toutes les oppositions préexistantes, en exil comme à l'intérieur du territoire syrien, tout en créant les conditions de l'émergence d'une opposition nouvelle en Syrie, portée par la dynamique des printemps arabes et amplifiée par la succession des événements locaux qui se développent dans les différentes régions et villes syriennes.

Ces deux types d'opposition n'ont pas la même culture politique, pas les mêmes références, ni les mêmes répertoires d'action.

Figure n°15 : Tableau synthétique des caractéristiques des deux types d'opposition, opposition traditionnelle et nouveaux militants.

Opposition traditionnelle	Nouveaux militants
Le peuple est représenté par des partis et des dirigeants	Le peuple se représente lui-même, recherche d'une horizontalité
Ferveur militante	Convivialité
Exclusivité	Loyautés multiples
Romantiques	Pragmatiques
Discipline de parti	Démarches participatives
Importance du « za'im » / chef	Absence de leaders

L'opposition traditionnelle est fondée sur la culture de parti, de manière transversale des mouvements de gauche aux mouvements islamistes. Tous ces opposants traditionnels se reconnaissent dans des structures hiérarchisées, avec une idéologie qui fonde le parti.

Ceux que l'on pourrait appeler « nouveaux militants » intègrent des mouvements d'opposition par des voies très diverses en termes de situations locales et d'itinéraires individuels. La participation à un groupe d'entraide de quartier peut être le premier vecteur d'engagement sans que cela suppose une discipline partisane ou idéologique.

Comme tente de le faire apparaître le tableau synthétique n°19, ces nouveaux militants ne se reconnaissent pas dans des appareils et pensent que le peuple n'a pas besoin de représentants. Les premières organisations (groupes d'entraide, organisation de manifestations, puis comités de coordination) se veulent horizontales et participatives. La question des relations interpersonnelles, de la convivialité, des liens et des amitiés qui se créent à l'occasion de ces actions très diverses jouent aussi un rôle important dans la mobilisation sous toutes ses formes. L'hétérogénéité de ces « nouveaux militants » se décline en termes de politisation antérieure au mouvement ou non, de terrains d'apprentissage des activités militantes, d'origines sociales, à l'inverse des « opposants traditionnels » qui se reconnaissent dans des structures partisans ancrées en Syrie depuis plusieurs décennies, avec des dirigeants bien identifiés, et une ferveur militante qui se nourrit d'une longue histoire de lutte contre le régime, de clandestinité, et de persécutions. De même, tandis que les « nouveaux militants » recherchent des solutions pragmatiques, non seulement aux questions politiques posées par la situation, mais aussi aux problèmes pratiques du quotidien, les « opposants traditionnels » portent une vision souvent déconnectée de la réalité, que l'on pourrait qualifier de romantique, sur le développement du mouvement et les issues possibles pour la Syrie.

Ces deux oppositions vont connaître des itinéraires différents et leurs différences vont jouer un rôle de manière très précoce quant à la chronologie des événements, dès le printemps 2011.

Les enjeux, les jeux d'alliance, la conflictualité, les divergences de vue sur la situation syrienne et les moyens d'en sortir dessinent une réalité très complexe des réseaux d'opposition qui doit être retracée étape par étape.

Entre la fin du printemps et le début de l'été 2011, une nouvelle revendication se fait jour au sein du mouvement sur le terrain en Syrie. Les manifestants réclament une



forme d'organisation politique du mouvement pour refléter leurs actions et leurs idées dans l'unité.

Réunissant principalement des « opposants traditionnels », une première rencontre a lieu dans le but de structurer un mouvement d'opposition de l'intérieur qui soit en mesure de devenir un interlocuteur à l'échelle internationale. Cette conférence s'organise dans un contexte où il est très dangereux pour les opposants de s'afficher comme tels. Le régime laisse cependant cette conférence se tenir mais les tensions sont nombreuses. Une seconde tentative se déroule au grand hôtel Semiramis à Damas, elle ne donnera pas lieu à un accord final, mais permettra des avancées significatives. Ces premières réunions sont aussi l'occasion pour les acteurs de se positionner et d'afficher leur volonté de s'engager. Le coordinateur général de ce projet est Hassan Abd al-Azim<sup>87</sup>, il est le porte-parole de l'Union Nationale Démocratique. Ces premières initiatives réunissent un front large de gauche, incluant des partis kurdes, notamment le PYD, et allant jusqu'à des personnalités se retrouvant dans une tendance que l'on pourrait qualifier d'islam démocratique représenté par Jawdat Saïd<sup>88</sup>. En revanche, il n'y a pas de Frères Musulmans. Des personnalités phares de l'opposition traditionnelle sont également présentes comme Michel Kilo<sup>89</sup>, Aref Dalila<sup>90</sup>, Abd al-Aziz al-Khayyer<sup>91</sup>.

---

<sup>87</sup> Hassan Abd al-Azim est un leader de la gauche syrienne. Il est né en 1932 à Halboun Diplômé en droit à l'Université de Damas. Il rejoint en 1964 le Parti Unioniste Socialiste Arabe constitué de plusieurs mouvements nasséristes et dirigé par Jamal al-Atassi. Il a pris la tête de ce parti en 2000 après la mort d'Atassi. Il occupe aujourd'hui le poste de Coordinateur Général du Comité de Coordination.

<sup>88</sup> Jawdat Saïd est né en 1931 dans la région du Golan. C'est un penseur de l'Islam moderne et a été surnommé « le Gandhi arabe » parce qu'il a été un défenseur constant de la non-violence depuis les années 1960. Il a continué les appels à la non-violence dans le contexte de la crise syrienne et à rejoint le CNCD. Il est décédé en exil à Istanbul en 2022.

<sup>89</sup> Michel Kilo est né le 7 janvier 1940 à Lattaquié, c'est un intellectuel de gauche, écrivain et dissident syrien historique. Il a été membre du Parti Communiste Syrien et actif dans le mouvement « Réveil de la société civile ». Il est à l'origine de la Déclaration de Damas. Il a été emprisonné à plusieurs reprises par Hafez al-Assad puis Bachar al-Assad. Il est mort en exil à Paris le 19 avril 2021.

<sup>90</sup> Aref Dalila est né en 1942 à Lattaquié. C'est un économiste et ancien doyen de la faculté d'économie de l'Université de Damas. A l'initiative du Printemps de Damas, il est arrêté en 2002 et condamné à dix ans d'emprisonnement suite à une conférence dans le cadre d'un forum de discussion. Lors de cette conférence il pointe la corruption au plus niveau de l'Etat. Il est libéré en 2008. Il est un des co-fondateurs du CNCD.

<sup>91</sup> Abd al-Aziz al-Khayyer est né en 1951 à Qirdaha. Il est diplômé de la faculté de médecine de Damas. Il rejoint l'Union des Travailleurs Communistes dont il devient un des cadres dans les années 1980. Il a vécu dans la clandestinité pendant 10 ans mais a finalement été arrêté. C'est une figure de l'opposition syrienne estimé par tous les courants d'opposition entre autres car il a soigné ses co-détenus pendant toute sa période d'incarcération. Libéré en 2005, il crée le mouvement « TYM » ou

Un porte-parole de ce front large est désigné pour représenter ce mouvement en diaspora, il s'agit de Burhan Ghalioun qui par la suite prendra de toutes autres options.

Les grands courants représentés sont donc la gauche marxiste, les Kurdes, le panarabisme et des libéraux. Ce mouvement est rejoint très rapidement par des conseils de « nouveaux militants », plutôt jeunes, qui prennent part à la contestation sur le terrain (comme par exemple le mouvement « Ma'an », « ensemble », qui s'est constitué à l'occasion des premières mobilisations).

Ils aboutissent finalement le 30 juin 2011 à Halboun, dans la banlieue de Damas, à la création des Comités de Coordination - Forces de Changement National Démocratique (CNCD) ou Comité de Coordination Nationale avec un programme qui sera connu plus tard comme « al-la'āt al-ṭalaṭ », « les trois non » : refus de l'intervention étrangère, refus de la violence et de la militarisation du conflit, refus du communautarisme et nécessité de maintenir la paix civile (Comités de Coordination, 2011).

Dans le même temps, à Istanbul, des réunions s'organisent avec l'accord tacite des autorités turques à l'initiative des Frères Musulmans qui sont en exil en Turquie de longue date. Le but des Frères Musulmans est de créer une large Coalition et de se présenter à l'international comme représentants légitimes de l'opposition syrienne.

On va les appeler le groupe d'Istanbul. L'enjeu pour eux est de ne pas se présenter sous la bannière unique des Frères Musulmans mais plutôt d'élargir leur proposition en s'associant à des personnalités ou des mouvements qui pourraient apporter une caution de nature à donner une image ouverte et pluraliste. Ils souhaitent être perçus comme représentatifs de la révolution.

Du 4 au 8 septembre 2011, le groupe d'Istanbul et le CNCD sont réunis à Doha à l'invitation de Azmi Bichara<sup>92</sup> qui dirige au Qatar le Centre Arabe de Recherche et

---

Mouvement de gauche marxiste. Il est un des co-fondateurs du CNCD. Il est partisan des « 3 non » et il prononçait la célèbre déclaration à propos de la révolution : « Si elle se militarise, elle s'islamise et si elle s'islamise, elle se confessionnalise. ».

<sup>92</sup> Azmi Bichara est né à Nazareth en 1956, c'est un intellectuel, écrivain et homme politique palestinien et arabe israélien. Docteur en philosophie, il a été membre de la Knesset en tant que

d'Etudes Politiques. L'objectif affiché est d'organiser des discussions et éventuellement d'aboutir à un rapprochement des points de vue des oppositions<sup>93</sup>. Une déclaration d'accord est signée à l'issue de ce sommet avec comme axe principaux le soutien à la révolution et la nécessité de la chute du régime, mais aussi la formation d'une grande Coalition nationale ouverte à toutes les forces d'opposition.

Le groupe d'Istanbul identifie cependant que les attentes à l'échelle internationale sont plutôt tournées vers un scénario proche de ce qui s'est passé en Libye quelques mois plus tôt, et par conséquent vers la préparation d'un Conseil National prêt à assurer la transition. L'idée d'une grande Coalition qui a émergé au Qatar ne leur paraît pas être un outil pertinent pour avancer dans cette direction, le groupe d'Istanbul revient alors sur sa signature de Doha. Ils annoncent être toujours favorables à une union avec les Comités de Coordination, mais à condition qu'on leur garantisse des quotas qui leur assurent la majorité en sièges au sein de cette instance.

Le 2 octobre 2011, une nouvelle réunion se tient en Turquie à l'invitation du groupe d'Istanbul qui veut accélérer sur la création d'un Conseil National de Transition. Le CNCD sont présents mais les tractations se passent en marge de l'assemblée plénière, dans des temps informels, et aboutissent à la création du Conseil National Syrien. Burhan Ghalioun, issu des Comités de Coordination, est nommé à sa tête, sans en avertir sa délégation, opération plus tard décrite par le groupe d'Istanbul lui-même comme une nomination de « vitrine »<sup>94</sup>. Le programme de ce Conseil National est directement inspiré du texte final de Doha. Cet épisode va raviver les dissensions déjà présentes au sein du Parti Communiste Syrien. Leur débat interne se renouvelle à l'image des divisions déjà à l'œuvre depuis les années 1970. Le Parti Communiste

---

député représentant les Arabes israéliens. Il vit actuellement au Qatar et dirige actuellement le Centre arabe pour la recherche et les études politiques qu'il a fondé en 2010 et préside le conseil d'administration de l'Institut de Doha pour les études supérieures. La chaîne al-Jazeera lui consacre de nombreuses émissions qui lui offrent une tribune dans laquelle il s'exprime durant toute la période des printemps arabes. A ce titre, il est considéré comme un acteur à part entière à travers ses déplacements, du consulting, ses liens avec le pouvoir qatari, et les financements accordés par le centre de recherche qu'il dirige. Le Centre arabe pour la recherche et les études politiques publie plusieurs revues et des centaines d'ouvrages. Il concentre un très grand nombre de chercheurs arabes dans tous les champs des sciences humaines ce qui le place en situation de quasi-monopole.

<sup>93</sup> Aref Dalila, figure de l'opposition, entretien R-TEE 28

<sup>94</sup> Burhan Ghalioun, figure de l'opposition et ancien président du Conseil National, entretien R-TEE 12

Syrien – Bureau Politique de Riad al-Turk, qui a changé de nom pour devenir le Parti du Peuple, prône le dialogue avec les mouvements islamistes dans le contexte de la crise syrienne, tandis qu'un nouveau courant en son sein fait sécession : le Parti Communiste Syrien – Union des Travailleurs qui veut rester fidèle à sa recherche d'une voie ni inféodée au régime, ni islamiste. Cette confrontation idéologique va les positionner chacun dans des organes différents de l'opposition : Riad al-Turk et ses partisans vont participer au Conseil National constitué autour du groupe d'Istanbul. De son côté l'Union Nationale Démocratique se positionne du côté des Comités de Coordination de l'intérieur.

La séparation avec le CNCD est donc consommée à Istanbul, en particulier sur le sujet central des « trois non » puisque le tout nouveau Conseil National Syrien appelle une intervention étrangère de ses vœux sur le modèle des opérations en Libye, prône la militarisation de l'action révolutionnaire, et réfute tout dialogue de transition avec le régime alors que le CNCD y étaient favorables avec certaines personnalités du régime, non-impliquées directement dans la répression, dans le souci d'assurer une continuité du fonctionnement de l'Etat et pour s'appuyer sur les dissensions internes au régime<sup>95</sup>.

En effet, le 10 juillet 2011, le régime syrien est encore hésitant vis-à-vis de la contestation. Une réunion est même proposée à l'opposition sous la direction du Vice-Président Farouk al-Sharaa. Sont présents les partis dits satellites du Front National Progressiste<sup>96</sup> et quelques personnalités mais les mouvements d'opposition déclinent l'invitation<sup>97</sup>. Rapidement après cet épisode, le courant le plus favorable à la répression au sein même du régime remporte les débats qui ont lieu dans les tous premiers cercles du pouvoir, ce qui se traduit entre autres par des nominations ciblées à des postes-clés et des évictions<sup>98</sup> de personnages de premier plan dans l'organigramme au plus haut niveau de l'Etat.

---

<sup>95</sup> Aref Dalila, figure de l'opposition, entretien R-TEE 28

<sup>96</sup> Union parlementaire des partis alliés au Baath.

<sup>97</sup> La majorité des mouvements d'opposition est absente parce que leurs quelques demandes préalables pour instaurer une confiance propice aux discussions n'ont pas été entendues.

<sup>98</sup> Ali Habib, ministre de la défense, était officier pendant les événements de Hama en 1982, il met en garde contre un scénario répressif et est démis de ses fonctions le 8/8/2011, quant à Farouk al-Chare', il est finalement assigné à résidence.

Le 23 août 2011, le Conseil National Syrien<sup>99</sup> est officiellement créé. De nombreux partis et courants participant aux différents sommets et réunions finissent par se scinder en deux car certains souhaitent participer au Conseil National Syrien malgré la forte empreinte des Frères Musulmans sur cette instance, tandis que d'autres optent pour l'organisation des Comités de Coordination.

Figure n°16 : Composition des deux organes d'opposition à compter du second semestre 2011.

<b>Le Conseil National Syrien</b>	<b>Le CNCD</b>
Créé le 23/08/2011	Créés le 30/06/2011
Basé à Istanbul	Basé à Damas
Répartition en sièges : 6 sièges Les comités locaux de coordination 5 sièges Frères musulmans 5 sièges Déclaration Damas dont le Parti du Peuple 5 sièges bloc Kurde 4 sièges pour les indépendants 1 siège bloc Assyrien	Pas répartition en sièges, fonctionnement de type plateforme :  15 partis politiques dont le Bloc National (panarabisme de gauche), les marxistes, les Kurdes de la tendance PYD, des personnalités indépendantes, les Comités Locaux de Coordination.

Ce Conseil Nationale Syrien (CNS) va cependant connaître de nombreuses difficultés dès sa création. Tout d'abord, les décisions vont s'avérer difficiles à acter car chaque composante du CNS doit les valider avec son bureau politique interne. Il en résulte une perte de temps et d'efficacité. Certaines décisions prises par le CNS sont rejetées par le bureau politique d'un des mouvements qui le compose, et restent donc lettre morte. C'est par exemple le cas du pacte du Caire qui visait un rapprochement avec le CNCD. Au printemps 2012, la Ligue Arabe propose en effet un cadre de conciliation pour les deux mouvements afin de laisser une chance au conflit de se résoudre « entre les murs de la maison arabe ». C'est sous cette impulsion qu'une négociation a lieu et qu'un rapprochement des points de vue permet la signature du pacte du Caire le 3 juillet 2012. Le même jour, Burhan

<sup>99</sup> Dès l'étape du choix du nom du Conseil National Syrien, des voix s'élèvent pour dénoncer un « copier-coller » qui assimile cette organisation au Conseil National de Transition Libyen.

Ghalioun dénonce sa propre signature et fait mine d'avoir cru signer un brouillon. Il se dit victime d'annonces officielles qui auraient été formulées sans son accord. En réalité, il a été rappelé par le bureau politique des Frères Musulmans et du CNS qui lui demandent de se dédire<sup>100</sup>.

D'autres difficultés sont signalées à la fois par des acteurs qui participent au CNS et par des personnes extérieures le manque de transparence sur les sources de financement du CNS est rapidement dénoncé, ainsi que le phénomène, parfois appelé « opposition 5 étoiles », qui décrit des opposants passant beaucoup de temps dans les grands hôtels internationaux. En Syrie, les réactions sont très positives sur le terrain à l'annonce de la création de ce CNS parmi les différents militants et mouvements de contestation. Les Frères Musulmans animent d'ailleurs une page Facebook qui leur sert à organiser et gérer à distance les manifestations et les slogans<sup>101</sup>. Cette page est relayée par le site de la chaîne qatarie al-Jazeera, sous les apparences d'un contenu issu des manifestants eux-mêmes. Ce soutien de la rue syrienne au CNS ne va pas durer. Il va échouer à conserver ce soutien populaire faute d'apporter des solutions concrètes, alors que la situation se dégrade et devient de plus en plus violente sur le terrain.

Au sein-même du CNS, différents problèmes surgissent et s'accroissent, comme par exemple des divergences générationnelles entre des opposants traditionnels et de jeunes militants qui n'acceptent pas les logiques de partis. De nouveaux membres sont appelés à rejoindre le CNS sur des critères qui ne font pas l'unanimité, comme des pratiques de quotas confessionnels ou des cooptations liées à des légitimités virtuelles, acquises via les réseaux sociaux.

---

<sup>100</sup> Burhan Ghalioun, figure de l'opposition et ancien président du Conseil National, entretien R-TEE  
12

<sup>101</sup> Les manifestations liées au mouvement de contestation se déroulent le vendredi et un nom est attribué à chaque vendredi (Hamza Mustafa, 2012) pour mobiliser et envoyer un message politique: vendredi de la révolte, vendredi de la colère, etc... Cette page Facebook va rapidement prendre la main sur le choix de ces dénominations et leur donner un accent connoté comme « le vendredi de la proclamation du jihad » le 27/01/2012 alors que d'autres acteurs avaient proposé pour ce même jour « le vendredi de l'Etat démilitarisé ». On peut citer également « le vendredi de Oqla » du nom d'un membre des Frères Musulmans des années 1980 auteur d'un attentat meurtrier contre une caserne. C'est Fida al-Sayyed qui est à l'origine de cette page Facebook nommée « la page de la Révolution syrienne contre Bachar al-Assad ». Ce jeune homme qui vivait alors en Suède est le fils d'un membre des Frères Musulmans exilé après les événements des années 1980. Cette page est repérée sur les réseaux sociaux par la chaîne al-Jazeera qui lui donne une forme de monopole sur son antenne et des moyens pour couvrir les manifestations et déployer son impact de manière large.

Le rôle central des Frères Musulmans et des autres groupes de tendance islamiste au sein du CNS devient de plus en plus visible et se manifeste par exemple par une caisse et une comptabilité exclusive, alimentée par des moyens financiers qui leur sont destinés en propre et accordés par la Turquie et le Qatar.

Tout cela contribue à fissurer de plus en plus le soutien des mouvements syriens de l'intérieur. Le fait que le CNS soit basé à Istanbul, porté par le mouvement des Frères Musulmans qui vivent depuis trois décennies hors de Syrie, et qui ne sont pas à l'origine du mouvement de contestation en cours, fragilise encore plus sa légitimité<sup>102</sup>. Au sein du CNS, les Frères Musulmans s'arrogent le droit de prendre des décisions sans consulter l'ensemble du conseil. C'est le cas par exemple de la création et du financement d'un groupe armé, Ḍurū' al-ṭawra.

Le CNS ne parvient donc pas à représenter une alternative crédible au régime syrien car il ne possédait pas de compétences dans tous les domaines de gouvernance, il a été très vite occupé par ses dissensions internes, et ne portait pas de projet fédérateur.

On peut citer le sommet du 17/12/2011 en Tunisie qui a été organisé pour permettre au CNS de renouveler son président. Les statuts du CNS stipulaient qu'un président ne pouvait pas faire plus de deux mandats successifs de trois mois, mais certains membres ont voulu remettre en cause cette disposition et ont obtenu par la force un troisième mandat pour Burhan Ghalioun<sup>103</sup>. Les conflits et les jeux de pouvoirs sont alors exposés au grand jour, y compris devant des observateurs externes venus du monde arabe.

Un autre épisode va avoir un impact négatif sur l'image du CNS en Syrie. Le militant démocrate Abd al-Aziz Al-Khayyer conduit à l'été 2012 une délégation des Comités de Coordination Nationale au Caire pour une rencontre prévue avec le secrétaire général de la Ligue Arabe. Mais cette délégation est attendue par des partisans du CNS que l'on a persuadés de s'attaquer à ce groupe qui serait complaisant à l'égard du régime et pas suffisamment radical. La délégation est alors agressée physiquement et particulièrement Abd al-Aziz Al-Khayyer ce qui aura un écho en

---

<sup>102</sup> A titre de comparaison, on peut évoquer les Frères Musulmans égyptiens qui sont inclus dans la société égyptienne, qui ont des députés au Parlement, une organisation solide avant le début du mouvement en janvier 2011.

<sup>103</sup> Burhan Ghalioun, figure de l'opposition et ancien président du Conseil National, entretien R-TEE

Syrie, obligeant le CNS à condamner dans un second temps cet usage de la violence.

Les écarts se creusent donc entre les deux grands organes d'opposition que sont le CNS et les Comités de Coordination.

Un sommet pour l'opposition syrienne a également été organisé par la Suède sous l'égide du Centre Olof Palme à Stockholm du 8 au 10 octobre 2011<sup>104</sup>. L'objectif est de tenter de rapprocher les points de vue. Gilbert Achcar<sup>105</sup> s'exprime sur la question d'une éventuelle intervention étrangère et affirme l'impossibilité de faire tomber le régime syrien autrement que par la force. Etaient présents entre autres Aziz Azmeh<sup>106</sup>, Burhan Ghalioun, Hussein Awdat<sup>107</sup>, Haytham Manna<sup>108</sup>, Michel Kilo, Hazem Nahar<sup>109</sup>.

De nombreuses tentatives de créer une alternative voient le jour comme Le Forum Démocratique de Samir Aïta en février 2012. Il est composé de de personnalités indépendantes et de jeunes militants.

Les conférences et sommets s'enchaînent de 2011 à 2013. Un autre rassemblement est organisé par Haytham Manna le 29 janvier 2013 sous l'égide de l'Institut Scandinave pour les Droits de l'Homme et s'intitule « Pour une Syrie démocratique et un Etat sécularisé »<sup>110</sup>. Les travaux sont introduits par le poète et intellectuel Adonis. Sont présents également Hassan Abd al-Azim, Aref Dalila entre autres. Saleh Muslim, le responsable du PYD, est également convié et intervient pendant cette conférence. Fateh Jamous<sup>111</sup> intervient également en visioconférence depuis la Syrie et prône le changement dans la non-violence en alertant sur le danger islamiste. Rim

---

<sup>104</sup> J'étais présent à ce sommet.

<sup>105</sup> Gilbert Achcar est un chercheur franco-libanais et écrivain. Depuis 2007, il est professeur à la School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

<sup>106</sup> Aziz Azmeh est un intellectuel et chercheur syrien. Il a un doctorat en sciences islamiques obtenu à Oxford.

<sup>107</sup> Hussein Awdat est un écrivain et journaliste syrien, originaire de Deraa, opposant et membre du CNCD.

<sup>108</sup> Haytham Manna est un militant historique des droits humains en Syrie.

<sup>109</sup> Hazem Nahar est un médecin, chercheur en sciences politiques, écrivain et traducteur syrien. C'est un opposant historique. Il est aujourd'hui en exil au Qatar et à la tête d'un think tank nommé « République ».

<sup>110</sup> Nous étions présent à ce sommet.

<sup>111</sup> Fateh Jamous est un opposant et membre du Parti Communiste Syrien. En 2011, il est un des premiers intellectuels de gauche à alerter sur les dangers de l'islamisme politique. Il représente un courant de l'opposition à la tête du mouvement « Changement pacifique ». Il n'a jamais quitté la Syrie.



Turkmani<sup>112</sup> est également présente et plaide pour la prise en compte de la nécessité d'un développement économique de long terme.

Des divisions nombreuses rendent la situation de l'opposition de plus en plus illisible. Durant l'année 2012, les Etats-Unis modifient leur analyse de l'évolution des printemps arabes et deviennent plus actifs dans le dossier syrien dans le sens de modérer l'impact des mouvements islamistes. Dans le même temps, l'administration Obama souhaite limiter les prétentions du Qatar qui est vu comme trop présent. C'est dans ce contexte qu'émerge l'idée d'une grande Coalition élargie à la place du CNS. C'est l'Arabie Saoudite qui va porter ce projet et accueillir le sommet fondateur dans sa capitale Riyad. Dans cette instance, 40% des sièges sont réservés au CNS tandis que d'autres personnalités<sup>113</sup> rejoignent aussi cette Coalition issue de toutes les tendances de l'opposition. C'est Muaz al-Khatib qui prend la présidence de cette nouvelle instance. Il démissionne très rapidement et est remplacé par Ahmad Jarba, proche de l'Arabie Saoudite. Le rôle des Frères Musulmans Continue d'être très prégnant, à travers sa branche « al-Ṭalī'a » qui représente un courant favorable à la lutte armée. Cette branche fonde sa légitimité sur les événements des années 1980 et s'arroge l'exclusivité du statut de victime de la répression menée à cette période. Les membres de ce groupe qui participent à la Coalition en orchestrent la vie politique en créant de multiples « groupes satellites » destinés à manipuler les débats en leur faveur et à élargir leurs cercles d'influence via un clientélisme actif. Burhan Ghalioun parle de « lobbying » (Ghalioun, 2019: 113) avec des liens entre groupuscules qui se présentent comme frondeurs tout en jouant le jeu de la pérennité de la mainmise islamiste sur la Coalition.

Les Frères Musulmans de la Coalition vont aussi soutenir politiquement et revendiquer les actions de groupes armés responsables en Syrie d'exactions dénoncées comme telles par Human Rights Watch et Amnesty International.

En parallèle de la création de cette Coalition, les autres instances de l'opposition comme le CNS et le CNCD continuent à exister.

---

<sup>112</sup> Rim Turkmani a fait des études de sciences physiques et de sciences politiques en Grande-Bretagne. Elle est directrice d'un programme de recherches à Londres sur la Syrie. Elle est cofondatrice d'un mouvement pour la société civile syrienne.

<sup>113</sup> Parmi les personnalités connues de l'opposition qui rejoignent la Coalition on peut citer Michel Kilo et Riad Seif.

Un des objectifs de cette Coalition est d'aboutir à la création d'un gouvernement de transition pour gérer les régions qui sont sorties du contrôle du régime<sup>114</sup>.

A la tête de cette ébauche de gouvernement de transition est placé Ghassan Hitto, largement inconnu des réseaux d'opposition, un qui vit aux Etats-Unis depuis des décennies. Au sein de cette Coalition on retrouve aussi 'Imad al-Din al-Rachid qui était le doyen de la faculté de théologie de Damas.

Dès l'émergence des premiers organes d'opposition en 2011, une ligne de fracture s'est creusée dans la dualité entre le CNCND agissant à l'intérieur de la Syrie et le CNS en exil. Cette division va affecter toute la suite des événements. En effet, les positions deviennent de plus en plus inconciliables entre une opposition de l'intérieur, de gauche, laïque, défavorable à une intervention occidentale et majoritairement pacifique (Comités de Coordination Nationale) et un organe qui représente l'opposition en exil (CNS), plutôt à droite malgré le soutien d'une fraction communiste, sous influence islamiste, qui œuvre en faveur d'une intervention extérieure et qui encourage la lutte armée. Ces deux lignes s'opposent également sur les modalités d'une transition éventuelle : pour l'opposition de l'intérieur, il était inutile de réclamer la chute du régime, cette opposition a porté l'analyse selon laquelle des négociations avec certains éléments du régime auraient permis de préserver la population tout en conduisant à moyen terme à un changement en profondeur qui aurait sans doute provoqué la chute de Assad. Le Conseil National, quant à lui, a demandé rapidement le départ définitif et sans condition du Président.

---

<sup>114</sup> La prégnance des mouvements islamistes au sein de la Coalition va cependant aboutir au soutien à l'instauration de tribunaux religieux en lieu et place de la justice civile dans les régions sorties du contrôle du régime.

Figure n°17 : Tableau synthétique sur les divergences entre CNS et Comités de Coordination

	Conseil National Syrien ⇒ dominé par une pensée issue de l'Islam politique	Comités de Coordination Nationale ⇒ reste dans une dynamique d'opposition laïque
Diagnostic sur la nature du régime	analysent le régime comme communautariste	analysent le régime comme autoritaire
Diagnostic sur la nature du mouvement	se sentent détenteurs de la révolution syrienne	sont conscients qu'une partie de l'opposition et des militants ne partagent pas les mêmes objectifs (ex. Etat démocratique)
Répertoire d'action	parient sur une intervention étrangère, favorables à la militarisation, dans une logique du « tout ou rien »	affirment l'importance du mouvement civil et pacifique, défavorables à une intervention étrangère, lucidité sur les rapports de force
Outil de structuration de l'opposition	souhaitent un gouvernement de transition et une structure hiérarchisée	souhaitent garder une structuration plus horizontale et un fonctionnement en plateforme

La militarisation et la fragmentation des factions armées a, par la suite, pris le dessus sur le terrain, accentuant le manque de coordination entre l'opposition et les forces opérationnelles en présence. De plus, treize groupes armés, dont Jabhat al-nasra, ont refusé de reconnaître la Coalition et la considèrent comme une émanation de l'Occident et « un organe de complot contre-révolutionnaire ». Devant les difficultés et la fragmentation des oppositions, une réunion est organisée à Riyad en 2015 pour intégrer des représentants des groupes armés à la Coalition. Cette réunion aboutit à la création du Haut-Commissariat aux Négociations.

Burhan Ghalioun a publié un ouvrage (Ghalioun, 2019) dans lequel il donne sa vision de son action au sein du CNS et tente de faire un bilan cette période vue de l'intérieur des instances. Quelques points de son analyse demeurent intéressants malgré les contradictions qui apparaissent au regard de son parcours au sein des divers organes d'opposition. Il indique que le CNS est devenu avec le temps un bras de l'Armée libre en lieu et place de la situation inverse parce que les revendications du CNS se sont réduites à demander des armes pour l'Armée libre, à conforter ses bataillons, et à lui conférer une légitimité. Il explique cela par la question du financement : en effet, selon lui, les financements ne sont pas versés à l'instance politique pour qu'elle les répercute vers les groupes armés mais au contraire l'Armée libre a ses propres modes de financement qui lui arrive directement (par exemple par le biais de al-Ar'our<sup>115</sup>). Burhan Ghalioun déplore également qu'à partir d'un certain stade « Toute personne qui ne réclame pas la chute du régime et de tout ce qui lui est lié n'est plus considérée comme révolutionnaire » (Ghalioun, 2019:154) et ce malgré ce qu'il présente comme ses actions pour l'empêcher. Burhan Ghalioun conclut en disant que « Le CNS n'a réalisé aucun de ses objectifs : il n'a pas convaincu la communauté internationale de faire chuter Bachar al-Assad, il n'a pas empêché la Russie et l'Iran de s'impliquer, il n'a pas fourni les armes nécessaires, et il n'a pas obtenu les sièges du régime ni aux Nations Unies ni à la Ligue Arabe. Enfin il a échoué dans la gestion des réfugiés » (Ghalioun, 2019:161). Il relate cependant, dans une posture extérieure aux événements, des écueils et des échecs qui avaient pourtant été anticipés et formulés par d'autres acteurs, comme le CNCD.

Sous l'impulsion des Nations Unies, des négociations entre opposition et régime sont organisées à Genève en janvier 2016. Ces discussions se poursuivent en 2017 sous le nom de conférence de Genève 2. Simultanément à la conférence de Genève 2, d'autres négociations s'ouvrent à Astana, capitale du Kazakhstan, organisées par la Russie, avec la volonté manifeste de neutraliser les tentatives portées par les Nations Unies.

---

<sup>115</sup> Adnan al-Ar'our est un prêcheur médiatique syrien qui vit en Arabie Saoudite et qui est à la tête chaîne al-Safa (la pureté). Il a organisé de puissantes levées de fonds au profit des groupes armés et a été un des principaux et premiers relais de la vision communautariste du conflit.

La création, le financement et la pérennisation des instances de la révolution syrienne (Le groupe d'Istanbul, le CNS, la Coalition, puis le Comité Constituant) pose cependant de très nombreuses questions. Cela a conduit un système de rentes issues des pétrodollars qui n'a pas été sans conséquences. Les opposants et leurs activités sont financés par les pays du Golfe entre autres, et cette relation entre les organes d'opposition et leurs sources de financement va peu à peu évoluer vers une forme de consubstantialité, tant en termes de modalités d'action, que d'objectifs. Les instances d'opposition vont alors connaître un glissement du statut d'outil politique du changement en Syrie vers celui d'activités qui constituent une fin en soi plutôt qu'un moyen. S'instaure alors un régime de rentes que les financeurs comme les bénéficiaires ont tout intérêt à voir perdurer. Les projets de communication autour des instances de l'opposition vont progressivement occuper une large part des actions menées, au détriment des actions à proprement parler politiques. Pour les opposants qui participent à ces diverses instances, la révolution devient un projet, une activité professionnelle à part entière. Cet état de fait crée un environnement très particulier qui implique des pratiques d'autolégitimation, et des mécanismes économiques qui brouillent in fine toute distinction entre les objectifs des financeurs et ceux des personnes financées. On assiste alors à une forme « d'institutionnalisation » de la révolution dont la critique est de moins en moins aisée, et qui considère le sort des populations comme une variable secondaire. Pour Thaer Dib<sup>116</sup> l'opposition de gauche a été piégée, parfois malgré elle et parfois de son plein gré, sans doute à certains égards par naïveté, en pensant qu'on peut recevoir des financements tout en restant libre vis-à-vis de son bailleur de fonds, ce qui s'est avéré erroné dans ce cas précis. Pour d'autres acteurs de cette opposition de gauche, la question de la participation aux instances constituées d'opposition a fait l'objet de débats très intenses car le fait de se retirer pour préserver son intégrité revient à laisser le champ libre aux oppositions réactionnaires et contre-révolutionnaires<sup>117</sup>. Pour Rateb Chaabo, le paradoxe de l'opposition réside dans le fait qu'il a été contraint de constituer une opposition tout aussi monolithique que le régime qu'elle prétendait affronter pour pouvoir lui faire face, ce qui a eu pour effet d'écraser le pluralisme des débats en interne à cette opposition. C'est dans ce contexte que la « cause » de la révolution acquiert une forme de sacralité qui impose

---

<sup>116</sup> Thaer Dib, figure de l'opposition, entretien R-TEE 13

<sup>117</sup> Rateb Chaabo, figure de l'opposition, entretien R-TEE 14

le silence et va rapidement rendre suspecte toute entreprise d'évaluation critique de ces instances. Pour Thaer Dib, le choix de l'opposition d'appeler de ses vœux et de soutenir l'action armée sans se préoccuper des aspirations des bases militantes révèle un des traits saillants de ces organes d'opposition : une culture politique qu'il qualifie de réactionnaire et contre-révolutionnaire<sup>118</sup>.

Mais ce contexte très particulier va avoir une autre conséquence, c'est l'émergence de stratégies de « soft power » au profit d'Istanbul, du Qatar, ou de l'Arabie Saoudite à travers des actions de lobbying et la mise en place d'une production pseudo-scientifique inféodée aux intérêts et à la légitimation de ce « business » de l'opposition et de ses soutiens. Des équipes et des nouveaux centres de recherche<sup>119</sup> vont proposer un régime d'incitations, avec des moyens financiers conséquents, l'obtention facilitée de titres de séjour et de visas, et des évolutions de carrière rapides pour constituer un vivier de personnes immédiatement disponibles pour répondre aux demandes des médias. Dans ces nouveaux centres de recherche, on trouve des universitaires qui réalisent un travail de qualité, mais qui vont apporter leur caution, tandis que d'autres recrues avancent des parcours basés sur un story telling élaboré avec soin pour légitimer a posteriori leur qualité de chercheurs ou d'opposants historiques. On assiste donc à l'émergence de « professionnels de la révolution » qui répondent aux demandes croissantes à compter de 2011 d'experts, de témoins, d'intervenants en tous genres. Mais ces nouveaux centres adoptent également une politique agressive de défense de leur ligne idéologique, et saturent les espaces médiatiques et numériques dans une entreprise d'autolégitimation qui ne souffre aucune remise en question.

L'ensemble des organes d'opposition syrienne ont en réalité reproduit la culture et certains modes de fonctionnement du régime lui-même, dans une forme de fonctionnement en miroir. Ils n'ont pas réussi à faire un travail d'autocritique, ils ont échoué à faire œuvre de pédagogie pour diffuser les pratiques et les concepts démocratiques au sein de la société syrienne, ils ont fonctionné selon la logique du rejet de l'autre, enfin, ils ont échoué à s'appliquer à eux-mêmes le fonctionnement démocratique qu'ils appelaient de leurs vœux pour la Syrie.

---

<sup>118</sup> Thaer Dib, figure de l'opposition, entretien R-TEE 13

<sup>119</sup> Centre Arabe de Recherches et d'Etudes Politiques à Doha, Centre La République à Doha, Centre Harmoon à Istanbul, CAREP à Paris.

La décision n°2254 du Conseil de Sécurité en décembre 2015 prévoit un processus de transition pour la Syrie avec la création d'un comité constituant. Ce comité voit le jour le 23 septembre 2019 et est composé de membres du Haut-Commissariat aux Négociations et de représentants du régime. Toute une partie de l'opposition n'est cependant pas représentée notamment le PYD et le HTS (Comité de Libération du Levant) anciennement Jabhat al-nasra. Ce comité constituant est cependant en situation de blocage car les oppositions souhaitent écrire une nouvelle constitution pour la Syrie tandis que le régime ne consent qu'à des modifications de la constitution de 2012.

### ***b. Les conseils locaux, une tentative d'alternative au régime***

En 2013, soit deux ans après le début du mouvement et de ses développements conflictuels, la société syrienne pourrait être figée, principalement occupée par les questions liées aux contingences matérielles quotidiennes, mais c'est une réalité un peu différente qui émerge à travers les différents canaux d'expression<sup>120</sup> utilisés par les populations.

En effet, on peut parler d'une forme de dynamique qui n'avait pas été observée depuis l'accession au pouvoir de Hafez al-Assad. Les Syriens se posent des questions sur leur identité, leur façon passée, présente et future de vivre ensemble et de collaborer pour la Syrie, sur ce qui pourrait constituer une possibilité de « faire Syrie » ensemble.

C'est à travers les nouveaux modes de vie en milieu urbain imposés par les circonstances que l'on peut observer ce qu'on pourrait appeler l'émergence d'une société civile à travers des initiatives disséminées sur l'ensemble du territoire et qui agissent concrètement pour tenter de rendre des services aux populations.

Ces nouveaux modes de vie urbains sont à observer dans le détail ville par ville. L'unification de l'espace syrien sous le régime Assad était en effet tangible au quotidien à travers un certain nombre de services publics assurés par l'Etat et

---

<sup>120</sup> Dans cette période, l'activité sur Internet et les réseaux sociaux est particulièrement dense et riche à travers la création de pages, de journaux en ligne, l'alimentation des réseaux par des individus et des groupes très divers : militants, associations, ou particuliers, qui témoignent, relaient leurs actions, parlent de leur quotidien. Chaque conseil local communique sur son quotidien, les actions menées, les difficultés rencontrées, les délibérations et les décisions prises.

fonctionnant plus ou moins bien, mais assurant un maillage de l'ensemble du territoire national. En 2013, les violences ont impacté ces services, qui ont pour la plupart cessé de fonctionner, soit pour des raisons techniques directement liées au conflit, soit dans le cadre de campagnes punitives menée par le régime dans le but de priver certaines populations de ces services.

Il en résulte une fragmentation du territoire syrien car chaque municipalité, petite ou moyenne, selon sa situation géographique, politique, logistique et humanitaire est alors confrontée d'une manière différente, et à des degrés divers, à la nécessité d'organiser une autogestion des affaires publiques. Cela a pour conséquence d'amorcer la fragmentation de l'espace syrien du point de vue territorial et politique, fragmentation qui n'a fait que s'accroître depuis.

A l'origine de la création des conseils locaux, se trouve la nécessité pour les habitants confrontés au retrait de l'Etat comme en témoigne Hassan Abbas : « La société civile a vu apparaître de nombreuses initiatives et de très nombreuses structures et organisations qui ont été une réaction naturelle lorsque l'Etat s'est retiré de ses missions »<sup>121</sup>. En effet lorsque ce retrait est devenu de plus en plus tangible et a impacté de plus en plus domaines de l'action publique, la nécessité d'organiser le quotidien s'est fait jour afin d'éviter une situation trop prolongée d'absence totale de régulation, mais on assiste au bout d'une ou deux années de fonctionnement à la superposition de nouvelles façons d'administrer les villes et d'une forme de réactivation de réseaux de solidarité traditionnels tant du point de vue des membres des conseils locaux que dans les modalités de leur fonctionnement.

Ce sont tout d'abord des associations d'entraide et de solidarité qui se sont fixé pour mission de gérer les produits de première nécessité afin de tempérer les effets des nombreuses pénuries résultant de l'embargo international ou de restrictions mises en place par le régime. D'autres associations se sont créées pour venir en aide aux familles des personnes disparues, décédées ou incarcérées. Un mouvement de solidarité a également été lancé pour soutenir les déplacés internes. Certains de ces mouvements spontanés, centrés sur l'aide humanitaire, se sont par la suite transformés en véritables projets de développement dans une dynamique de

---

<sup>121</sup> Hassan Abbas, enseignant et figure du militantisme, entretien R-TEE 26



libération des initiatives. Le mouvement Basma<sup>122</sup> qui intervenait depuis 2009 dans le camp majoritairement palestinien du Yarmouk<sup>123</sup> à mis en place des actions nouvelles en 2012. Cette association a réorganisé le camp, apporté de l'aide humanitaire et remis en état les terres arables pour permettre la mise en place de projets agricoles (Darwich, 2015). Le conseil local du Yarmouk créé en mars 2012 a agi dans la continuité de ces actions. Les comités de coordination qui se sont constitués pour organiser le mouvement de contestation et ont, dans de nombreuses localités, débouché sur la fondation d'un conseil local.

Les conseils locaux ont été constitués à compter du début de l'année 2012 soit par des élections locales (55%) soit par consentement partagé sur le nom de personnes jugées compétentes (44%) (Omran Center for Strategic Studies, 2015d). On rencontre des difficultés pour connaître le déroulement et les conditions exactes d'organisation de ces élections lorsqu'elles ont eu lieu, la transparence du processus n'ayant pas toujours été très garantie. Il n'en demeure pas moins que ces élections ont été organisées dans des conditions de vie et de sécurité très précaires. D'autres conseils ont été formés *a posteriori* afin de légitimer une équipe informelle qui travaillait sur le terrain depuis plusieurs semaines ou mois et qui avait fait ses preuves auprès de la population.

On peut distinguer trois types d'acteurs locaux ayant, au départ, constitué ces conseils :

-des activistes des premières heures du soulèvement, plutôt jeunes, ayant fait partie des comités de coordination et bénéficiant de ce fait d'une légitimité a priori en raison de leur engagement précoce (environ 14% des membres des conseils locaux de la région d'Idlib) (Omran Center for Strategic Studies, 2015b).

-des notables de la société syrienne d'avant-guerre (environ un tiers des membres des conseils locaux de la région d'Idlib) qui « se sont considérés comme incontournables et qui continuent à bénéficier du clientélisme préexistant auquel ils

---

<sup>122</sup> Basma est une organisation non gouvernementale créée en 2009 pour agir en faveur des Palestiniens en Syrie.

<sup>123</sup> Le camp de Yarmouk regroupe des familles défavorisées dans la banlieue sud de Damas. On l'appelle la capitale de la diaspora palestinienne. Il comptait environ 153000 habitants en 2010.

ont pris part »<sup>124</sup>. En effet, certains leaders sociaux ou religieux dont le rôle avait été amoindri par les évolutions récentes<sup>125</sup> de la société syrienne ont retrouvé une forme d'influence, voire une véritable raison d'être, en lien avec le repli des populations vers les solidarités et les réseaux d'entraide traditionnels. Parmi ces personnes, on trouve des membres de grandes familles telles que les Chaitat, ou les Baggarat <sup>126</sup> à Deir ez-Zor. Les cheikhs et les imams aussi ont retrouvé un rôle qui pour certains dépasse largement celui qu'ils avaient occupé auparavant (par exemple l'imam de la Mosquée al-Omari de Deraa, Ahmad al-Sayasneh ou Anas Ayrout de Banyas).

-des personnes, enfin, issues du monde politique ou de la fonction publique (des hauts-fonctionnaires aux simples agents, environ 12% des membres des conseils locaux de la région d'Idlib) et qui ont fait défection. Certains ont quitté leur poste sur la base de convictions politiques, d'autres ont recyclé leurs compétences dans une tentative d'adaptation aux nouvelles données qui s'imposaient à eux après le passage de l'autorité de l'Etat à celle du conseil local. On trouve ainsi des techniciens du secteur de l'électricité et de la distribution d'eau, des employés, des professeurs, etc...

Ces conseils locaux sont alors devenus des laboratoires du collectif pour des Syriens privés de toute possibilité de se constituer en société civile durant plus de quatre décennies. Cela instaure des espaces d'expression collective et des lieux de débat.

La plupart des conseils locaux se dotent d'un bureau chargé de la communication ou de pages Internet à minima, d'un bureau des statistiques et de recensement des victimes, et d'une trésorerie. Enfin des bureaux ou comités se chargent des services publics comme l'éducation, la santé, la police et la justice.

Dans la ville de Yabroud<sup>127</sup>, des bureaux ont été créés pour prendre en charge l'aide aux personnes vulnérables, la santé, l'éducation et la sécurité. Le fonctionnement des écoles a donc pu être maintenu et des leçons d'éducation civique ont été

---

<sup>124</sup> Ayham Agha, acteur et militant de la vie locale, entretien R-TEE 8

<sup>125</sup> Les évolutions de la société syriennes intervenues dans les années 2000, dont la transition démographique et l'apparition d'une forme de société de consommation ont contribué à diminuer l'influence des « notables » traditionnels.

<sup>126</sup> Les Chaitat et les Baggarat sont deux grandes tribus syriennes semi-sédentarisées présentes sur l'ensemble du territoire syrien. Elles ont appliqué leurs règles internes de gestion du groupe aux localités « libérées » où elles étaient présentes de manière importante, notamment dans la province de Deir ez-Zor.

<sup>127</sup> Yabroud est une petite ville située à environ 80 km au nord de Damas.

intégrées aux programmes. Le fonctionnement des hôpitaux s'est appuyé en partie sur des médecins travaillant volontairement, une tournée de ramassage des ordures ménagères a été organisée, enfin un embryon de système judiciaire à l'échelle municipale a été mis en place.

A Manbej<sup>128</sup>, un véritable système de protection sociale a été initié. Intitulé « Votre santé nous intéresse » et lancé sous l'impulsion d'un ingénieur de la ville Hassane al-Sayyed. Des médecins volontaires soignent les patients les plus démunis tandis que des pharmaciens volontaires reçoivent les ordonnances et fournissent les médicaments à prix réduit.

Quant à Daraya<sup>129</sup>, c'est un système pilote de collaboration entre l'Armée libre et les instances civiles d'autogestion municipale qui est expérimenté, ayant abouti entre autres à la création d'une police municipale travaillant sous la bannière de la révolution sans aucune mention confessionnelle. Des règles éthiques y ont été fixées pour le traitement réservé aux éventuels prisonniers de l'armée régulière.

Dans la ville de Salamiyeh<sup>130</sup>, des comités d'initiative citoyenne ont réussi à préserver le caractère pacifique du mouvement et la coexistence entre toutes les communautés de la ville. Un accent particulier a été mis sur le dialogue entre les communautés malgré les tentatives répétées de la part du régime pour diviser les habitants de cette ville.

La ville de Kafranbel<sup>131</sup> a même connu un certain écho international car cette petite ville a accompagné le mouvement de contestation depuis ses débuts par ses banderoles. Les messages inscrits portent un contenu toujours politiquement pertinent, d'inspiration laïque et démocratique, souvent humoristique. Le sens critique et la liberté de pensée des slogans qui visent le régime, l'opposition, les groupes armés autant que les instances internationales ont permis à Kafranbel de gagner le surnom de « conscience de la révolution ». En novembre 2012, les habitants écrivent : « we are ready to found our democratic and civilized state, don't let your indifference push us to the unknown ». Les habitants de cette ville vont ainsi

---

<sup>128</sup> La ville de Manbej comprend environ 400 000 habitants et se situe au nord de la Syrie dans le gouvernorat d'Alep.

<sup>129</sup> La ville de Daraya comprend environ 200 000 habitants et se situe en banlieue de Damas.

<sup>130</sup> La ville de Salamiyeh comprend environ 70 000 habitants et se situe dans le gouvernorat de Hama.

<sup>131</sup> La ville de Kafranbel comprend environ 16 000 habitants et se situe dans le gouvernorat d'Idlib.

offrir l'image d'une certaine maturité politique et d'une cohésion sans faille pendant des mois malgré la violence des représailles<sup>132</sup> subies.

D'autres expériences du même type ont connu moins de succès. Le manque d'expérience civique et politique des membres du conseil, le retour de notables déjà installés dans le paysage local avant la révolution à la tête des conseils n'ont pas permis de créer de véritables espaces de vie citoyenne. Dans d'autres villes, c'est la prééminence des groupes armés sur le conseil civil qui a mis en échec une autogestion municipale sereine et viable. Ces fractions armées ont privilégié leur propre agenda, parfois inspiré par des intérêts extérieurs à la Syrie, à la prise en compte de l'intérêt général local.

La position pilote des petites et moyennes villes syriennes dans cette dynamique citoyenne peut être lue comme consécutive à un certain sentiment d'abandon par l'Etat qui est devenu de plus en plus sensible pour les habitants à partir de l'« infitāh »<sup>133</sup>. L'accélération de la libéralisation économique voulue par Bachar al-Assad a provoqué une répartition inégale et une polarisation des richesses essentiellement concentrée sur les agglomérations importantes. Dans le même temps, les contraintes sécuritaires et policières demeuraient, quant à elles, bien présentes dans l'ensemble des villes syriennes quelle que soit leur taille.

C'est précisément la spécificité de traitement appliqué à ces petites et moyennes agglomérations qui contribue à expliquer leur position dans le mouvement.

Cette citoyenneté syrienne en construction à travers des initiatives collectives, et pour leur expression la plus aboutie, des conseils locaux, rencontre bien entendu de nombreux obstacles. Un des plus importants réside certainement dans la stratégie de contre-feux communautaristes orchestrée par le régime. Cette tentative de manipulation va se trouver, de plus, soutenue et relayée par nombre de commentaires et d'analyses y compris dans les médias arabes et occidentaux, rendant encore plus difficile la tâche de ceux qui tentent de construire des expériences collectives non-confessionnelles.

---

<sup>132</sup> La ville de Kafranbel a subi de nombreux bombardements les plus violents ont eu lieu le 10 août et le 17 octobre 2012.

<sup>133</sup> Cette période d'ouverture économique avait été initiée par une loi de 1991 sur les investissements étrangers sous Hafez al-Assad. Bachar al-Assad a accentué cette politique en développant le secteur privé, en ouvrant la voie au libre échange et aux privatisations.

On retrouve ici à nouveau le risque d'une analyse communautaire qui véhicule une image des Syriens qui seraient des individus aux appartenances dénuées de toute complexité. Leur identité et leurs comportements, en particulier en temps de conflit, ne comporterait qu'une seule dimension qui constituerait leur essence profonde. Les annonces de confrontations identitaires, et l'insistance permanente sur les divisions communautaires qui sont malgré tout bien présentes contribuent à entretenir un climat qui fragilise les initiatives d'inspiration laïque.

***Une population syrienne prête à la recherche de solutions pour vivre ensemble : photographie instantanée à travers une étude statistique***

Une étude statistique<sup>134</sup> a été réalisée dans le but de recueillir l'opinion de Syriens parmi les populations les plus éprouvées dans leur quotidien. Ces Syriens, principalement des déplacés et des réfugiés, ont, malgré les difficultés qu'ils traversent, accepté de parler de l'avenir de la Syrie avec les sondeurs. Cette étude a été menée dans le but de mieux comprendre comment les Syriens dont les conditions de vie ont été fortement impactées voient le déroulement des événements en 2012-2013 et quelles sont leurs aspirations politiques.

Cette étude, même si les conditions de sa réalisation conduisent à l'examiner avec une certaine prudence, permet néanmoins d'accéder à des personnes qui n'ont eu que très peu d'occasions de s'exprimer librement depuis de longs mois. Elle fait apparaître toute la complexité de la société syrienne et de la crise qu'elle traverse. Cette société fait en effet face à des questions qui se posent à elle de manière brutale, mais elle se redécouvre diverse après des décennies de nivellement idéologique.

A la question « Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à participer au mouvement révolutionnaire ? » 67,9% des personnes déplacées en Syrie et réfugiées en Jordanie ont répondu « pour mon pays », pour les personnes réfugiées au Liban et en Turquie, seules 40% des personnes ont fait cette même réponse. La

---

<sup>134</sup> Cette étude a été menée à l'initiative du Centre d'études sur les Droits Civiques de Damas sous la direction de Nasser al-Ghazali. Elle a été réalisée en deux parties, en septembre-octobre 2012 et janvier 2013 par une équipe de 27 personnes, principalement des chercheurs et des étudiants du Centre d'études sur les Droits Civiques de Damas. L'enquête a été conduite sur l'ensemble du territoire syrien (majoritairement déplacées) ainsi qu'auprès de réfugiés syriens en Jordanie, au Liban et en Turquie. 1600 personnes ont été interrogées.

proposition « pour des raisons religieuses » a été choisie par seulement 11,2% des personnes installées en Syrie et en Jordanie, mais par 37,05% des personnes réfugiées au Liban et en Turquie. Pour l'ensemble des réfugiés et déplacés, la réponse « dans un but de vengeance » a recueilli entre 10 et 19% des choix.

A la question « Etes-vous partisan de votre communauté confessionnelle ou de votre pays ? », 79% des personnes (Syrie, Liban, Jordanie) ont répondu « De mon pays ». Pour les réfugiés syriens en Turquie, 40,9% des personnes interrogées font cette même réponse.

Il est nécessaire de s'arrêter ici sur les différences que l'on constate entre les zones dans lesquelles les Syriens ont été interrogés. On le constate, le critère communautaire est beaucoup plus présent chez les Syriens réfugiés en Turquie. Plusieurs hypothèses pourraient expliquer cette tendance plus affirmée. Il faut évoquer les structures d'accueil des réfugiés mises en place par la Turquie qui diffèrent de celles des autres pays et dont les financements ne sont pas neutres, en provenance principalement d'Arabie Saoudite. Ces financeurs ont donc droit de cité dans l'organisation des camps de réfugiés en Turquie ainsi que dans les messages diffusés aux réfugiés. Dans cette période, l'Etat turc encourage les allers-retours entre la Syrie et les zones des camps de réfugiés, ce qui fait de ces camps des arrière-postes pour les groupes armés et les fractions extrémistes de l'opposition qui enrôlent et entraînent les hommes en s'appuyant sur un discours jihadiste. Le critère de la date d'arrivée des populations est également à prendre en compte, en effet, le mouvement est né au sud de la Syrie début 2011 et les premiers réfugiés se sont dirigés vers la Jordanie à une période où le mouvement était encore dans sa phase première, qui comportait une volonté pacifique. Les réfugiés d'Alep et d'Idlib se sont quant à eux dirigés vers la Turquie après avoir subi de manière beaucoup plus prononcée et beaucoup plus prolongée les aspects militaires du conflit.

A la question « Seriez-vous favorable au choix d'un futur président qui ne tiendrait aucun compte de son appartenance confessionnelle ? », 72,5% des personnes interrogées répondent oui, cette réponse positive est majoritaire y compris chez les réfugiés de Turquie.

A la question « Etes-vous favorable à un futur système basé sur la charia ? » 76,6 % des personnes ont répondu non, cette réponse négative est majoritaire y compris chez les réfugiés de Turquie.

Cette étude vient confirmer que les Syriens des villes petites et moyennes (ils représentent la grande majorité des personnes interrogées dans le cadre de cette étude) aspirent à une citoyenneté nouvelle. La majorité d'entre eux font passer les critères communautaires au second plan par rapport à leur préoccupation d'un Etat qui fonctionne et qui garantisse la des droits à tous. On aurait pu attendre de ces petites villes en périphérie des agglomérations importantes, traditionnellement conservatrices, qu'une option communautaire voire islamiste soit prise. Ces populations semblent aspirer au contraire à un nouveau mode de gouvernement

La société syrienne est largement plus politisée en 2013 qu'elle ne l'était avant 2011. De nombreux tabous sont tombés tels que la légitimité de l'expression des spécificités et des revendications kurdes, la reconnaissance de toutes les composantes de la société syrienne qu'elles soient minoritaires ou non. On a assisté à l'émergence de pratiques de compromis tant dans la constitution des alliances entre les instances locales, que dans l'organisation des zones autogérées. L'opposition politique (Coalition Nationale, Conseil National Syrien) a cependant échoué à refléter et incarner ces réalités à la fois très localisées et très dynamiques. Dans cette période, Thierry Boissière écrit :

« La question des formes d'entraide, de coopération et d'organisation telles qu'elles sont mises en place, avec plus ou moins d'efficacité et beaucoup de difficultés, dans les zones « libérées » des troupes du régime ou de la présence des djihadistes de l'Etat Islamique (Daech), permet de s'interroger sur la capacité de résilience d'une société que le conflit a, en quelque sorte, révélée à elle-même au moment où il menace de l'anéantir. » (Boissière, 2015).

Très rapidement, même si des groupes armés comme Jabhat al-nusra<sup>135</sup> ou Aḥrār al-šām, ne représentent qu'une petite fraction des combattants, ils représentent déjà

---

<sup>135</sup> Jabhat al-nasra est un groupe armé constitué en partie d'anciens membres du groupe salafiste Fath al-Islam créée pour aller combattre en Irak avec le soutien du régime syrien. En 2006, au moment du retrait de l'armée syrienne du Liban, Bachar al-Assad fait arrêter les cadres de ce mouvement sous la pression des Etats-Unis. En relâchant ces personnes (en particulier leur dirigeant Muhammad Hachem al-Absi) en 2011, il leur permet de se réorganiser sous le nom de Jabhat al-nasra. Les Etats-Unis inscrivent ce groupe sur la liste des organisations terroristes en décembre 2012 ce qui lui donne

des mouvements très structurés alors que les expériences civiques qui se vivent dans les zones autogérées ne se concrétisent pas encore par un mouvement unifié ou une fédération dirigés vers l'action à l'échelon national. D'autre part, les expériences vécues par les Syriens sous la forme de débats, de compromis, de décisions collectives, de recherche de l'intérêt général à l'échelle d'un quartier ou d'une petite ville ne sont pas ou très peu relayées par les médias ce qui contribue à laisser penser qu'il n'y aurait en présence à cette période que le régime d'un côté, des factions armées de l'autre et des populations civiles démunies et en posture de victimes passives.

### ***Les conseils locaux syriens face à la militarisation du conflit***

La phase pacifique du mouvement de contestation apparu en Syrie début 2011 s'est refermée dès les premiers mois et a laissé la place à l'été 2011 aux mécanismes de militarisation, tandis que la population syrienne perdait ce qu'elle venait de gagner : des espaces de pensée et de libre construction de pistes pour l'avenir. Aux abords des manifestations, les premiers services d'ordre armés sont apparus dès le second semestre 2011 ce qui a modifié immédiatement les relations entre militants en instaurant des enjeux de rapports de force.

De nombreuses régions, estimées à 60% du territoire syrien, ne font plus partie de la zone contrôlée par le régime depuis 2012. Ces zones « libérées » se trouvent aux environs d'Idlib, d'Alep, elles se constituent aussi d'une partie d'Alep, de la banlieue de Damas dont la Ghouta, de certains quartiers de Damas (Barzé, al-Qaboun, Jobar), d'une partie de la ville Deir-ez-Zor et ses environs, de Raqqa, et enfin de certaines poches autour de Hama. Dans les zones qui sont sous le contrôle de l'Etat Islamique on observe une disparition des conseils locaux et une diminution très forte des initiatives citoyennes en raison des risques que cela représente pour les participants. Dans les zones contrôlées par le régime, on observe une forte domination des « muḥabarāt », ou services de renseignement, et des appareils de sécurité et milices parallèles comme les « chabbiha »<sup>136</sup> qui jouissent d'une forte

---

une audience plus large et lui permet de gagner en importance. Il est alors rejoint par des membres de mouvements jihadistes internationaux.

<sup>136</sup> Cf. note de bas de page n°40.



autonomie. Dans les zones kurdes, il y a une forme de cogestion entre le régime et une administration autonome sous la houlette du parti kurde, le PYD<sup>137</sup>.

Le régime s'est, quant à lui, replié vers ce qu'il a appelé la « Syrie utile » laissant les populations face aux pénuries et à des difficultés quotidiennes multiples. En effet, si une forme de pression est maintenue sur certains de ces territoires via les actions militaires et les bombardements, des villes jugées moins stratégiques sont pour leur part délaissées.

Les villes que l'on appelle « libérées » l'ont donc été soit par des factions armées, soit par une forme de désintérêt stratégique ayant conduit à un retrait de l'Etat. C'est ce phénomène qui a conduit à la création de conseils locaux dans environ six cent municipalités syriennes (Omran Center for Strategic Studies, 2015c). Ces conseils locaux tentent de travailler dans une grande diversité de contextes et une imbrication très complexe entre leurs propres processus d'évolution, la militarisation du conflit et la stratégie du régime.

Si l'action des conseils locaux est menée dans un contexte contrarié depuis leur création, la situation va se dégrader encore entre 2013 et 2015. Les conseils locaux font face à des défis quotidiens avec une militarisation croissante du conflit, une multiplication des acteurs et des zones d'influence, une diversité des situations locales ainsi qu'une fragmentation toujours plus prononcée du territoire syrien.

### ***Violences et pressions exercées sur les conseils locaux***

Les conseils locaux tentent de faire face à de multiples défis en lien avec les questions humanitaires, financières, de sécurité, de gestion et de ressources humaines.

L'intensification de la militarisation du conflit entre 2012 et 2017, et les violences qui s'exercent de toutes parts sur les villes ceux qui tentent de les administrer rendent la tâche des conseils locaux de plus en plus difficile. Nombreuses sont les pressions militaires, économiques et alimentaires subies par ces villes qui sont ciblées, en fonction de leur situation géographique ou stratégique, tour à tour par le régime ou par des groupes armés islamistes.

---

<sup>137</sup> Parti de l'Union Démocratique.

L'exemple de Daraya<sup>138</sup> est éloquent à cet égard. Abou Ahmad, responsable d'un bureau d'aide émanant du conseil local de Daraya, rapporte que l'un des 18 comités qu'il chapeaute a distribué pendant trois ans, un repas quotidien à tous les habitants de la ville encerclée par le régime jusqu'à ce que l'absence totale d'approvisionnement n'interrompe cette activité à compter de la fin 2015. Un projet agricole a également été mené pour amortir les effets du siège en assurant une forme d'autosuffisance alimentaire aux habitants. Ce responsable indique également que six membres du bureau qu'il gère ont été tués dont l'ancien directeur, Ahmad Chehadé. De même, trente-trois personnes de Daraya ont été arrêtées pendant leurs activités humanitaires ou associatives<sup>139</sup>. Le militant de la société civile fait le constat suivant en 2015 : « Ce qui est nouveau depuis 2011, c'est une société civile qui est apparue pendant le mouvement, elle s'est développée très vite et elle a reculé très vite mais elle s'est trouvée très rapidement en difficulté à cause des arrestations, de la violence, de l'exil, et en plus les forces qui se sont imposées ne veulent pas de cette société civile. Elles ne sont pas très différentes du régime »<sup>140</sup>.

### ***Quels financements pour l'action de ces conseils locaux ?***

Les sources de financement des activités des conseils locaux sont à la fois très diverses et marquées par le pragmatisme et l'adaptation quotidienne des conseils à la situation et à ses évolutions. La très grande majorité des conseils connaissent cependant une situation déficitaire en raison du manque conjugué de ressources propres aux villes et de l'insuffisance des aides extérieures. Certains conseils locaux ont instauré un prélèvement de taxes sur la population mais ils ont été confrontés au manque de personnel qualifié en la matière, et à un déficit de confiance et de légitimité qui a conduit à des refus de payer ainsi qu'à la précarité des populations, souvent sans emploi, qui n'étaient pas en mesure de s'acquitter des montants demandés. Un lien a pu être observé entre le nombre de personnes acceptant de s'acquitter des taxes et leur perception des services rendus en retour. Selon la situation économique de chaque ville et de ses habitants et en fonction de l'image

---

<sup>138</sup> Daraya est une ville proche de Damas qui comptait environ 200 000 habitants en 2011. Vidée de sa population par le siège et les bombardements, elle ne compterait aujourd'hui plus qu'un millier de familles.

<sup>139</sup> Site Internet [www.enabbaladi.org](http://www.enabbaladi.org).

<sup>140</sup> Hassan Abbas, enseignant et figure du militantisme, décédé en mars 202, entretien R-TEE 26

plus ou moins positive du conseil lui-même, le succès de ces campagnes de prélèvement de taxes à été plus ou moins grand. A Bennech, le taux de recouvrement observé pour financer un accès à l'eau potable n'a été que de 25% tandis qu'il a été de 66% à l'zaz, sur un projet équivalent, en raison d'une meilleure structuration des liens entre le conseil et ses administrés (Omran Center for Strategic Studies, 2015a).

Hassan Abbas signale également une autre difficulté qui a pu être observée sur le terrain : « il y a une vigilance à avoir quant à l'approche : il ne faut pas tomber dans une « ONGéisation ». Ce concept signifie qu'il y a une dérive possible si l'organisation devient un but en soi « ... » Elle n'est plus un moyen de mettre en œuvre des actions efficaces « ... » Participer à des actions dans la sphère publique n'est pas un but en soi, ça ne doit pas devenir une profession. Ça devient une sorte de « marché » ou certains vont considérer les subventions comme un revenu. L'ONGéisation vide l'action civique de son sens et la transforme en projet commercial. « ... » Et l'autre danger est celui de la subordination financière et politique. C'est normal de rechercher des financements mais il y a deux démarches différentes : chercher des financements pour une action précise ou remplir les critères d'un cahier des charges pour obtenir le financement. Elle exécute le projet de son financeur et ne met plus en œuvre son propre projet « ... » La question est de savoir si on est financé pour travailler ou si on travaille pour être financé. »<sup>141</sup>. Hassan Abbas, militant pour l'instauration d'une société civile et acteur du tissu associatif syrien, fait ici le constat que la question des financements est particulièrement sensible dans un contexte où les tensions économiques et les besoins matériels élémentaires sont criants. Une forme de porosité entre les financements dédiés aux actions et les besoins des individus qui par ailleurs ne peuvent plus poursuivre leur activité professionnelle antérieures peut alors se créer. Concernant l'apport d'aides extérieures, les conseils locaux qui sont en lien avec des ONG perçoivent dans l'immense majorité des cas des fonds significativement inférieurs aux besoins identifiés. Selon l'étude menée par OCHA, environ 38% des projets élaborés entre les conseils et les ONG seraient financés (*Financial tracking service global Humanitarian Aid Flows*, 2015). A titre d'exemple, l'organisation non

---

<sup>141</sup> Hassan Abbas, enseignant et figure du militantisme, entretien R-TEE 26

gouvernementale Ihsan<sup>142</sup> finançait des projets agricoles, des projets en lien avec l'accès à l'eau, des actions humanitaires et coopérait avec les conseils locaux. Elle a lancé un appel au financement pour un projet agricole sur 4000 hectares mais elle n'a pas trouvé d'interlocuteur valable sur le terrain car les conseils locaux candidats à cet appel à projet se sont avérés peu formés à la conduite de projets et aux standards administratifs exigés par les ONG internationales. Ils ne sont pas parvenus à fournir les garanties nécessaires en termes de transparence, de gouvernance et de cadres juridiques clairs. En réponse à ces difficultés liées à la confiance des bailleurs de fonds, l'organisme « Al-mubādara al-sūriya li-l-chafafiya » (Initiative syrienne pour la transparence<sup>143</sup>) a été créée en 2015. Cette initiative a regroupé des conseils locaux qui ont souhaité se doter d'outils de recensement et de visibilité de leur action pour une meilleure communication avec leurs administrés d'une part, et avec les bailleurs de fonds d'autre part.

### ***Fragmentation du territoire, exemples de l'éducation et des tribunaux***

Une autre difficulté à laquelle ont été confrontés les conseils locaux réside dans le morcellement du territoire et par là-même des initiatives qui tentent d'en organiser la survie. L'exemple du secteur de l'éducation est de ce point de vue le plus parlant.

En effet, les écoles et les équipes éducatives se sont souvent mobilisées pour poursuivre leurs missions y compris dans des conditions difficiles où les enseignants n'étaient pas toujours rémunérés, et les bâtiments pas toujours approvisionnés en eau et en chauffage. Une mobilisation des familles et des parents d'élèves a permis dans certains cas de pallier une partie des difficultés logistiques. Dans d'autres régions où les locaux ont été bombardés, la continuité de la scolarité a été prise en charge par les familles et par des enseignants bénévoles au domicile des enfants. Des programmes ont également été mis en place pour encourager les familles à scolariser leurs enfants alors que nombre d'entre elles les gardaient à la maison par crainte des dangers encourus sur les trajets domicile-école<sup>144</sup>. Dans ces écoles qui tentent de rester ouvertes envers et contre tout, les enseignants s'appuient

---

<sup>142</sup> [www.ihsanrd.org](http://www.ihsanrd.org) Cet organisme coordonne les actions de partenaires tels que le Ministère des Affaires Etrangères canadien, le Conseil Norvégien aux Réfugiés, l'Etat du Qatar, l'UNICEF, Worldvision, Šām la-l-Igāṭa, le Syrian Business Forum.

<sup>143</sup> [www.transparen-sy.com](http://www.transparen-sy.com)

<sup>144</sup> Témoin anonyme, directrice d'un établissement scolaire, entretien R-TEE 9

principalement sur les programmes scolaires officiels car ils ont conservé les manuels d'avant la crise. Jamal Abd el-Ghani, représentant de l'UNRWA a, quant à lui, reçu la mission de soutenir les tentatives de maintien de la scolarité dans les camps palestiniens de Syrie en apportant entre autres de nouvelles trames de programmes scolaires élaborés par les Nations Unies (Darwich, 2015a). Enfin, le gouvernement de transition syrien à Gaziantep a édité de nouveaux manuels scolaires en faisant disparaître toute référence au parti Baas, tandis que l'Etat Islamique a établi de son côté ses propres programmes scolaires. Ces exemples montrent que, comme dans de nombreux domaines, et malgré la mobilisation des conseils locaux pour proposer des services publics de qualité, la fragmentation du territoire aboutit à une fragmentation de l'institution scolaire : les enfants syriens suivent des programmes différents ce qui pose de nombreuses questions sur le devenir d'une éventuelle citoyenneté syrienne.

Les conseils locaux ont été également confrontés, dès le retrait du régime des zones concernées, à la question de la justice et du maintien de l'ordre : ils ont dû incarcérer des personnes, trancher des litiges, empêcher des pillages, etc... Comme en témoignait en 2013 Abou Saleh<sup>145</sup>, juge dans un comité de justice locale de la banlieue de Damas : « Quand on a formé le comité de justice, on s'est appuyé sur les experts diplômés en droit, on s'est appuyés sur la constitution et les lois syriennes. Ensuite on a fait appel à des religieux et après les pressions de la Katiba Seif al-Islam, connue pour être d'obédience radicale, on a dissout notre première instance et on a basculé vers un tribunal islamique ». A l'image de ce témoignage, la reprise en main des organes de justice par des groupes armés de tendance islamiste ou des religieux a été observée dans un très grand nombre de « villes libérées ». Une grande diversité de situations peut être observée sur le terrain et des conflits ont parfois eu lieu entre tribunaux (Baczko et al., 2020) . Ceux qui sont créés par des magistrats entrent en concurrence avec des tribunaux créés par des religieux. Ces tribunaux religieux s'adjoignent cependant des milices pour faire appliquer leurs décisions ce qui va contribuer peu à peu à faire disparaître les tribunaux d'inspiration civile.

---

<sup>145</sup> Abou Saleh est un ancien juge qui a exercé dans un comité de justice locale à Zamalka dans la région de Ghouta en banlieue de Damas. Il témoignait sur ses réseaux sociaux tout au long de cette période.

### ***c. Vers un repli progressif des expériences de conseils locaux***

L'action des conseils locaux a été empêchée, voire dénaturée, par des acteurs militarisés qui ont réussi à capter les ressources et ont imposé leur pouvoir aux structures locales en leur retirant leur capacité de décision, sans tenir compte de la vie citoyenne et autogérée qui avait émergé. Par exemple Abderrazzaq Tlass<sup>146</sup> a joué un rôle dans la création de l'Armée Libre (Katība al-farūq). Il a monopolisé par la force les ressources qui venaient de l'étranger vers Homs. Les conseils locaux de Homs se sont alors retrouvés sans capacité d'agir<sup>147</sup>. Cet épisode illustre une des modalités selon lesquelles les groupes armés ont pu, dans certaines villes, neutraliser l'action des conseils locaux.

La chronologie des événements dans la ville de Zamalka illustre ce passage de la contestation pacifique à une prédominance de la mainmise des groupes armés sur les villes libérées. Zamalka est une ville de la banlieue de Damas à l'Est de la Ghouta. En 2011 elle comptait environ 150 000 habitants. Les premières manifestations pacifiques sont intervenues en mars 2011. Le mouvement est resté non-violent et sans références religieuses jusqu'à la fin du premier semestre 2012. En juin 2012, une série d'attentats perpétrés par le régime occasionne la mort d'une centaine de personnes. Des jeunes de Zamalka décident alors de prendre les armes, la ville est libérée et des organes d'autogestion se constituent. Plusieurs groupes armés islamistes issus de la ville de Douma entrent à Zamalka pour participer à la lutte contre le régime : la Katiba Seif al-Islam (environ 300 membres) se joint au mouvement Liwa' al-islām dirigé par Zahran Allouch. Fin 2012, la ville était passée sous le contrôle total de ce leader islamiste et de ses hommes. Des jeunes issus de Zamalka prennent alors leurs distances avec ces milices de tendance trop extrémiste et créent leur propre groupe armé : Šuhadā' al-šām. Ce groupe est dirigé par Abou Thaer Al-Shaykh, un membre d'une grande famille de Zamalka. Faute de moyens financiers et de capacité à fédérer les grandes familles de Zamalka, cette tentative a échoué. Finalement, les organes du conseil local ont été investis par les hommes de

---

<sup>146</sup> A. Tlass était à la tête de la Katība al-farūq qui est entrée dans le quartier Baba 'Amro à Homs et en a pris le contrôle.

<sup>147</sup> Témoin anonyme, membre du comité de coordination de Homs, entretien R-TEE 10

Allouch et sont devenus des outils de prolongement de son action armée. Les hommes de Seif al-Islam ont également pris possession des mosquées et ont évincé le prédicateur Saïd Darwich connu pour sa modération. Cet exemple est représentatif du mouvement d'appropriation des conseils locaux par les membres des groupes armés en présence (Darwich, 2015).

### ***Des situations à lire en fonction de leur ancrage local : l'zaz, Yarmouk et Bennech***

Les conseils locaux se sont constitués sur la base de schémas organisationnels à la fois comparables dans leur mode de fonctionnement, et divers de par leur ancrage local et la spécificité des situations auxquelles ils ont dû faire face :

La ville de l'zaz<sup>148</sup>, en raison de sa situation géographique particulière à proximité de la route vers la frontière turque, a bénéficié entre 2012 et 2015 d'un flux continu d'aide humanitaire car la ville est en effet accessible aux ONG basées en Turquie. Ces ressources étaient gérées par un conseil local qui travaillait avec l'ensemble des acteurs militaires et économiques stationnés dans cette ville. Une personnalité locale, Arfan Dardanji est parvenu à coordonner tous ces acteurs (conseil local, représentants kurdes, régime et groupes armés djihadistes) afin de maintenir des conditions de vie satisfaisantes pour l'ensemble de la population durant plus de 3 ans. Une activité agricole autour du blé a été maintenue et s'est avérée rentable. Le régime, quant à lui, a continué à collaborer avec la municipalité de cette ville libérée puisqu'il a rémunéré les enseignants tout en acceptant de manière tacite les libertés prises avec les programmes scolaires<sup>149</sup>.

Le camp du Yarmouk, de par son histoire et de par son importance symbolique, avait déjà connu une amorce de société civile et de vie politique plurielle avant les événements de 2011. En effet les différents courants politiques palestiniens possédaient des antennes dans ce camp<sup>150</sup>. Dans les débuts du soulèvement, les habitants du camp ont débattu de la position à adopter mais leur quotidien continuait à être pris en charge par les ONG et les représentants politiques palestiniens déjà

---

<sup>148</sup> Cette ville d'environ 30 000 habitants se trouve au nord d'Alep à quelques kilomètres de la frontière turque.

<sup>149</sup> Ammar Kalaoui, militant, entretien, R-TEE 11

<sup>150</sup> Le Fatah, le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP), et divers partis de gauche étaient présents dans ce camp.

présents qui n'ont fait que poursuivre leurs missions. Ces acteurs n'ont cependant pas eu le temps de se constituer durablement en conseil local car ils ont été au centre des nombreux enjeux de pouvoir. Des groupes militaires ont pénétré le camp et y ont installé un climat de terreur. L'opposition syrienne en exil a tenté de mettre la main sur la chaîne décisionnelle interne au camp en dépêchant un émissaire qui devait coordonner l'ensemble des actions<sup>151</sup>. Enfin, en raison des affrontements dont il a été le théâtre et surtout du siège très dur imposé par le régime, ce camp a fini par se vider de sa population.

Dans la ville de Bennech<sup>152</sup>, la situation est toute autre. Cette ville n'a pas été jugée suffisamment stratégique pour que l'armée syrienne investisse des moyens humains et militaires pour la maintenir sous son joug. Abandonnée à son sort dès avril 2011, elle s'est dotée de comités : comité politique, comité financier et comité de coordination. Cependant, sa situation à l'écart des enjeux stratégiques forts, et sa sociologie très marquée par un certain conservatisme a fait de Bennech le point de rencontre de plusieurs factions armées qui en ont fait leur quartier général : Jabhat al-nasra, Ahrār al-šām et Şuqūr al-šām. Les comités ont alors accepté l'autorité des acteurs militaires en présence.

Les conseils locaux, ont été confrontés à un très grand nombre de défis : acquérir une légitimité aux yeux des populations et des bailleurs de fonds, faire fonctionner des services publics dans un contexte de pénurie et de déficits, faire face aux urgences sanitaires et alimentaires. Ils ont évolué, disparu ou ont été absorbés par les factions armées sous les effets conjugués de la militarisation du conflit et des stratégies locales et nationales des groupes armés. La violence du régime et des diverses factions armées, les destructions systématiques et programmées des infrastructures des villes « libérées », les arrestations des militants, ont exercé une pression constante sur les conseils locaux. Certains ont perduré en s'adaptant aux circonstances et en intégrant parfois d'autres instances de gouvernance locale liées aux groupes armés, comme c'est le cas à Idlib dans le « gouvernement de salut » tenu par Jabhat al-nasra. D'autres continuent à exister mais ont dû accepter de payer un tribut régulier aux groupes armés qui tiennent leur région en échange d'une très

---

<sup>151</sup> Cet émissaire, Muhammad Farhoud, a été envoyé au Yarmouk le 05/03/2012 par la Coalition Nationale Syrienne.

<sup>152</sup> Bennech est une ville d'environ 35 000 habitants située au nord d'Idlib.



relative sécurité. Dans tous les cas, le quotidien de ces conseils locaux est beaucoup plus lié à la gestion de l'urgence qu'à l'élaboration d'un projet civique ou politique ou d'une vision pour la Syrie comme ce fut le cas en 2012.

Dans ce contexte, Daraya<sup>153</sup>, ville assiégée et bombardée, demeure parmi les seules expériences d'autogestion citoyenne qui ait connu une certaine longévité. Le conseil local a été formé le 17/10/2012. Il a tenté, au moins jusqu'à 2015 de maintenir des élections tous les six mois pour la désignation de ses membres. L'ensemble des aspects civils et militaires du quotidien étaient assurés par ce conseil (urgence humanitaire, éducation, santé, sécurité). La raison pour laquelle ce conseil a connu une telle longévité est certainement liée au fait que la décision militaire est restée entre les mains de l'administration civile et n'a pas pris le pas, comme ailleurs, sur le rôle du conseil local. Celui-ci a revendiqué un esprit d'unité et de coordination entre les civils et les militaires et c'est ce qui, selon ses membres, a constitué le point fort de la démarche à Daraya. Il a existé une vraie transparence dans l'annonce des actions à mener puis dans leur application, ce qui a contribué à maintenir un lien de confiance avec les ONG et les bailleurs de fonds. Ce conseil a participé jusqu'au bout à la gestion de l'urgence alimentaire extrême en raison de la durée du siège de la ville et de la destruction de 90% de ses infrastructures.

Face à de telles difficultés d'autres villes, à l'instar de Zabadani et d'autres petites localités autour de Deraa, ont fait le choix d'une trêve avec le régime.

Les conseils locaux avaient pourtant appelé de leurs vœux et lancé une initiative pour la création d'un conseil qui coordonne au niveau national les expériences locales mais ce projet n'a pas abouti en raison de l'augmentation des déficits financiers. L'opposition en exil qui a constitué le Conseil National n'a pas pris en considération l'émergence de ces conseils locaux et a opposé une forme d'indifférence aux tentatives de création de cette coalition qui pouvait aussi être perçue comme concurrente. La mutualisation des compétences n'a donc pas été possible. Elle a également été rendue difficile en raison de la militarisation qui a déstabilisé, comme nous l'avons vu, les conseils locaux eux-mêmes mais aussi le pays, rendant les communications et les déplacements très incertains. Le Conseil

---

<sup>153</sup> Page Facebook du Conseil local de Daraya : [www.facebook.com/daraya.council/?fref=nf](http://www.facebook.com/daraya.council/?fref=nf), [www.enabbaladi.org](http://www.enabbaladi.org)

National a formulé l'analyse selon laquelle il fallait récupérer le pouvoir central qui allait tomber très vite, il ne s'est pas penché sur les expériences locales et ne s'est pas adapté aux réalités vécues par les Syriens de l'intérieur. Cet écart n'a cessé de se creuser entre le terrain et l'opposition en diaspora. Un nombre très réduit d'acteurs issus du terrain ou de militants des premières heures en Syrie a d'ailleurs été sollicité pour intégrer les organes de l'opposition en exil.

Il est donc très difficile de réaliser un bilan univoque de ces expériences car elles ont été de durée et de nature très diverses, elles ont connu des adaptations très différentes aux réalités de leur région et n'ont pas connu les mêmes évolutions sur le temps long. Ces expériences au caractère fortement ancré localement, bien qu'elles partagent souvent une chronologie commune, trouvent leur limite dans l'absence de projet à l'échelle de la Syrie.

Les conseils locaux avaient tout d'abord été créés sans référence aux appartenances ethniques et confessionnelles. Mais la durée du conflit et le glissement vers des modes d'action d'inspiration islamiste a largement remis en cause ces premières orientations.

Certains considèrent que l'expérience des conseils locaux a constitué une amorce de société civile mais ce concept, comme l'écrit Wajih Kasrawani, s'entend dans un contexte qui résulte d'une temporalité et d'une historicité longues au cours desquelles la société civile et les structures qui la composent se sont construites. L'expérience des conseils locaux représente peut-être une étape intermédiaire entre la société traditionnelle et l'amorce d'une société civile à venir (Kasrawani, 1995).

Les Syriens qui sont encore aujourd'hui en mesure d'agir se sont tournés vers les associations, les initiatives ponctuelles de proximité ou les solidarités du quotidien que l'on observe dans toutes les situations extrêmes. Un site Internet, « Ḥikāya ma ṇakat »<sup>154</sup>, « L'histoire qui n'a pas été racontée », tenu par des militants de terrain, se donne pour mission de recenser l'ensemble de ces initiatives, qu'elles soient d'une certaine ampleur ou plus modestes. Le site a suivi l'actualité des conseils locaux mais il met aussi en ligne des brèves ou des reportages sur les initiatives militantes, en faveur des droits des femmes, des enfants, les opérations de reconstruction, ou encore les activités culturelles. Il liste également les actions

---

<sup>154</sup> [www.syriauntold.com](http://www.syriauntold.com)

humanitaires, en lien avec l'accès aux soins, et les programmes de soutien psychologique aux habitants. Un des articles du mois de mai 2016 raconte comment, dans les villes assiégées, on a collecté les livres qui étaient dans les logements abandonnés pour créer de petites bibliothèques de quartier gratuites. Ces initiatives peuvent être considérées comme dérisoires au regard des enjeux géostratégiques qui se concentrent sur la Syrie mais elles complètent les connaissances qui sont construites autour d'une vision de la situation générale en offrant une fenêtre sur le quotidien des populations qui nuance les perceptions centrées uniquement sur les enjeux humanitaires.

### **Le parcours de Omar Aziz**

Omar Aziz vivait aux Etats-Unis en 2011 et a décidé de rejoindre la Syrie, son pays natal, pour participer au mouvement pacifique de contestation contre le régime.

Né en 1949 à Damas, il a suivi des études d'économie à Grenoble où il a également participé aux événements de mai 1968.

Dès son arrivée en Syrie, il s'implique dans les initiatives citoyennes, mais écrit aussi une ébauche de théorisation du mouvement qu'il observe, et de l'action des conseils locaux. Il fait partie du groupe fondateur du conseil local de Barzeh, dans l'agglomération de Damas.

Il s'investit en particulier dans l'organisation de l'aide aux familles déplacées, les distributions alimentaires, mais aussi dans la collecte de témoignages sur les exactions du régime. Il est très actif dans la création de liens entre conseils locaux et participe à l'amorce d'une coordination entre eux pour mutualiser les moyens et les expériences.

Il réfutait l'utilisation du mot « peuple », instrumentalisé de tous côtés, et a également beaucoup travaillé pour rendre les instances locales transparentes et participatives.

Arrêté le 20 novembre 2012, les autorités syriennes ont annoncé son décès en détention le 17 février 2013.

#### ***d. La militarisation du conflit et les groupes armés***

Dès l'année 2011, un glissement du mouvement de contestation vers une militarisation du conflit s'amorce et ne fera par la suite que se renforcer. Tandis que ce glissement s'opère de manière irrémédiable, le débat s'installe cependant sur ce point entre différentes tendances de l'opposition. Gilbert Achcar écrit ainsi :

« La révolution populaire à de très faibles chances de faire tomber par le pacifisme un régime patrimonial, doté d'une garde prétorienne, avec des loyautés multiples, régionales, locales et confessionnelles. Pour faire chuter ce type de régime il faut une confrontation armée ou un conflit généralisé (une guerre civile). Il n'est pas possible de réformer l'Etat ni de l'extirper des mains de la famille régnante par des moyens pacifiques. Détruire le noyau dur nécessite un effondrement complet au moyen des armes. »<sup>155</sup> (Achcar, 2013: 180).

D'autres personnalités de l'opposition tentent pour leur part de promouvoir encore des solutions politiques comme Thaer Dib ou Fateh Jamous. Si un des facteurs principaux de la militarisation du conflit est certainement à rechercher dans la violence de la répression, l'analyse des événements qui a été portée par une part de l'opposition a donc également joué un rôle. Une fois le conflit armé installé, il est donc nécessaire de regarder de près les acteurs et leurs motivations, la nature de ce conflit armé, et la manière dont il se déploie, ainsi que les dynamiques qui expliquent que ce conflit perdure dans le temps.

Face au régime, la constitution très rapide et foisonnante de groupes armés est donc un élément essentiel de la dynamique de ce conflit. Dès 2011, une très grande diversité de groupes armés émerge, avec environ 1200 entités à l'apogée du phénomène. Cette diversité très importante de groupes et de groupuscules s'auto-alimente et contribue à la prolongation du conflit comme le souligne Fotini Christia. En effet, elle indique que si un groupe n'est pas assez important pour gagner la guerre tout seul, cela va conduire à des scissions permanentes et à des

---

<sup>155</sup> Gilbert Achcar est présent à la grande conférence de l'opposition de Stockholm en 2012 et il intervient à la tribune pour exprimer ce point de vue.

recompositions (Christia, 2012). La structuration exacte de la répartition territoriale et idéologique des différents groupes armés est donc difficile à saisir, tant cette réalité se caractérise par l'apparition de groupes, les changements, des disparitions et des fusions. Concernant un même groupe, les modifications de structure interne, les renversements d'alliances et les fluctuations géographiques de sa zone d'influence sont fréquents.

Les tableaux synthétiques ci-dessous permettent donc d'identifier les principaux groupes ainsi que la manière dont ils fusionnent ou se recomposent à moyen ou long terme. Le premier tableau concerne la période de 2011 à 2015, période au cours de laquelle l'embrassement de la situation provoque un foisonnement de nouveaux groupes sur un temps très court. Le second tableau synthétique présente la situation à partir de 2015, période où l'intervention russe et l'intervention de la coalition internationale occasionnent une polarisation des enjeux et des recompositions des différents groupes. A une période où ces mouvements contrôlaient jusqu'à 60% du territoire syrien, et avec de nombreux appuis et financements, ils n'ont cependant pas pu faire tomber le régime.

Figure n°18 : Tableau synthétique des groupes armés sur la période 2011-2015

	Nom du groupe	Date	Constitution du	Zone	Financements et	Niveau de
Tendance non-islamiste	ğayš al-waṭanī al-sūrī / Armée Nationale Syrienne	2012	Militaires ayant fait défection à l'initiative du Maréchal Muhammad Hussain al-Hajj Ali Qui souhaitait unifier toutes les factions armées	A partir de la Turquie N'a pas pu recueillir suffisamment d'adhésions sur le terrain en Syrie		
	Al-qīāda al-muštarka li-l-mağālis al-'askariyya al-ṭawriyya / Le commandement collégial pour les conseils militaires révolutionnaires	2012	Militaires ayant fait défection et civils	Plusieurs régions insurgées	Financements régionaux et individuels	Soutenu par le Conseil National Syrien et les Frères Musulmans
	Mağlis al-qīāda al-'askariyya al-'ulia / Haut conseil militaire	déc. 2012	Regroupement de forces armées issues de chacun des 5 fronts syriens Ce regroupement élit Salim Idris à sa tête.	Depuis Antalya en Turquie	Turquie Qatar  Salim Idris est considéré comme un interlocuteur par les Occidentaux	La constitution de ce groupe coïncide avec la création de la Coalition de l'opposition syrienne.
	Ḥazm / Fermeté	2014	A l'initiative de Salim Idris en réponse aux demandes occidentales. Ce groupe est composé de reliquats de l'Armée libre	Homs, Alep, Deraa	USA, France, UK, Arabie Saoudite, Jordanie qui gèrent et financent le MOC <sup>156</sup> , Military Operations Center	

<sup>156</sup> En contrepartie du soutien du MOC, les groupes doivent signer une charte appelée code de Genève qui stipule un engagement à respecter les droits humains, à ne pas commettre d'exactions, de violences sexuelles, à ne pas discriminer les minorités. Sur le terrain cela a pu avoir un impact mais aucun moyen de contrôle du respect de cette charte n'a été mis en œuvre. L'Armée libre et sa déclinaison Hazm sont devenus une forme de label auquel divers mouvements pouvaient adhérer par auto-proclamation ce qui a rendu encore plus hasardeux toute possibilité de vérification concernant l'application du code de Genève.

Tendance islamiste	Liwa' al-Tawhīd / Brigade Unité	2012	Le groupe est issu des zones rurales autour d'Alep	La ville d'Alep dont ils ont occupé plus de 50%	Auto-financement*	-
	ġabhat al-našra / Le front de la victoire puis est devenu HTS Hai'a taħrīr al-šām / Comité de libération du Levant	2012	A l'initiative de Muhammad al-Julani combattants syriens et d'autres nationalités (tchéchènes, arabes...) issus du jihadisme international. A prêté allégeance à al-Qaida contre Daech	Toutes les régions insurgées avant repli stratégique sur Idlib et le nord	Financement de la sphère jihadiste internationale puis sur le long terme auto-financement par les check-points, investissements et institutions** qui prélèvent des taxes	Figurent sur la liste des mouvements terroristes car leur dirigeant a prêté publiquement allégeance à al-Qaida
	Al-ġabha al-islāmiya / Le Front islamique	déc. 2012	Perçu comme une réponse à la création du Haut conseil militaire de Salim Idris Regroupe Aħrār al-šām / Libérés du Levant, Liwa' al-ħaqq / Brigade du droit, Harakāt al-faġr / le Mouvement de l'aube	Toutes les régions insurgées	Financement de la sphère jihadiste internationale	Tentent de se positionner comme une alternative aux organes d'opposition existants
	Taġammū' anšār al-islām / Regroupement des partisans de l'Islam	Août 2012	Regroupement de Katā'ib al-šaħāba / Légion des compagnons (du prophète), Aħfaḍ al-rasul / Les petits enfants du prophète, Liwa' al-islām / Brigade de l'islam de Zahran Allouch entre autres	Damas et sa zone péri-urbaine	Arabie Saoudite, auto-financement*	-
	ġabhat taħrīr sūria / Le Front de libération de la Syrie	2012	Regroupement de šuqur al-šām / Faucons du Levant de Ahmad 'Issa al-Cheikh, Katā'ib Faruq / Les brigades Farouq	Deir ez-Zor, Hama, Idlib	Auto-financement*	-
	DAECH / Etat Islamique	2012	Emanation de la branche irakienne d'al-Qaida, dirigée par al-Baghdadi, combattants syriens et internationaux	Basés à Raqqa et ont occupé une zone importante avant de reculer	Ressources pétrolières Financement de la sphère jihadiste internationale Al-Qaida Auto-financement	-

Figure n°19 : Tableau synthétique des groupes armés à partir de 2015

Nom du groupe	Date de création	Constitution du groupe	Zone d'influence	Financements et soutiens	Niveau de représentation dans les organes de l'opposition	
<b>A partir de 2015 – polarisation et recomposition Début de l'intervention russe et de la coalition internationale</b>						
Base régionale	Ġabha al-šāmiya / Le Front du Levant	2021	Regroupe Ġabha al-šāmiya / Le front du Levant, Jaych al-islam / L'armée de l'islam, al-Majd / La gloire	Nord d'Alep, Jarablus, l'zaz, 'Afrin, al-Bab	Turquie	-
Base tribale	Ḥarakāt al-taḥrīr wa-l-bina / Mouvement de libération et de construction	2022	dont Aḥrār al-šarqiyya / Hommes libres de l'est Alliance entre plusieurs tribus	Est de la Syrie	Turquie Auto-financement*	Ont un représentant dans la Coalition
Base ethnique / identitaire	Sultan Murad		Turcomans	Jabal al-turkman autour de Lattaquié	Turquie	Ont un représentant au sein de Ġayš al-waṭanī / Armée nationale
	PYD / Parti de l'union démocratique kurde	2016	Un mouvement kurde auquel ont aussi adhéré des Arabes dont des Chrétiens se reconnaissant comme assyriens	Est de l'Euphrate	USA, la coalition internationale	Figurent sur la liste des mouvements terroristes du point de vue de la Turquie
Tendance islamiste	Le Front de la victoire puis est devenu HTS Hai'a taḥrīr al-šām / Comité de libération du Levant	2012	Ils ont regroupé tous les mouvements qui ont perdu du terrain sur leur propre zone Un des principaux groupes qui ont perduré	Idlib et sa zone péri-urbaine	Financement de la sphère jihadiste internationale puis sur le long terme auto-financement par les check-points, des investissements et des institutions** qui prélèvent des taxes	Figurent sur la liste des mouvements terroristes

\* Modalités d'auto-financement des groupes armés : tenue de check-points, enlèvement crapuleux, contrebande, mainmise sur des ressources naturelles et exploitations de celles-ci (principalement produits pétroliers), vol de matériels, d'armes, et plus largement toutes les activités liées à l'économie de guerre, ainsi que la mise en place de gouvernances locales permettant de lever des impôts

\*\* Mise en place de « gouvernements de salut » qui peuvent recevoir des aides internationales.



Ces tableaux synthétiques tentent donc de montrer quelques différences d'orientation et options idéologiques, les modes de financement, ainsi que les liens avec des acteurs extérieurs à la Syrie. En premier lieu, leurs relations avec l'opposition politique sont ambivalentes car ils sont en concurrence, mais ont également besoin de collaborer les uns avec les autres : du point de vue des groupes armés, la question d'une certaine reconnaissance au niveau international peut passer par ces organes institués de l'opposition.

Ces tableaux tentent également de faire apparaître que les zones de recrutement de ces groupes armés sont très majoritairement les zones péri-urbaines et rurales marginalisées, avec un accès restreint ou dégradé à l'éducation. Dans ces zones, comme l'écrit l'anthropologue Olivier de Sardan au sujet des élections locales au Niger, le processus à l'œuvre n'est pas celui de mouvements de groupes, dont les appartenances communautaires réelles ou supposées seraient l'unique ressort mobilisateur et s'opposant aux options individuelles dont les sociétés occidentales auraient l'apanage. Il s'inscrit en faux contre la description de

« solidarités communautaires où l'individu n'existerait pas. Il n'existe que trop! Ces conflits d'ego sont même au cœur du rejet de l'élite politique [...]: cette élite ne pense qu'à elle-même, n'est intéressée que par le pouvoir et ne songe qu'à s'enrichir... L'assimilation populaire de la « politique » à un espace de division, de coups bas et de manœuvres fratricides, loin d'être un signe de non-citoyenneté, peut paradoxalement apparaître comme une revendication citoyenne, fondée sur le rêve (ou le mythe) d'un univers politique pacifié et consacré au bien public. ». (Olivier de Sardan, 2016:34)<sup>157</sup>.

Dans un contexte tel que celui décrit par Olivier de Sardan, mobiliser autour de l'islam n'est pas seulement faire appel à un sentiment communautaire qui renonce à une justice sociale obtenue par la revendication de droits humains, mais c'est au contraire prendre appui sur les aspirations d'une large part des habitants des zones marginalisées. Dans ces micro-sociétés à l'échelle d'un bourg périphérique de première couronne ou d'un quartier informel, le sentiment d'abandon et de ne pouvoir

---

<sup>157</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan décrit ici une situation observée au Niger mais sa pertinence quant à la situation observée en fait une référence qui permet de penser la situation en Syrie.

en aucun cas avoir recours à l'Etat et à des solidarités institutionnelles fait naître l'espoir d'une plus grande justice sociale et d'une intégrité dans la gestion des affaires du quotidien. Regarder le contexte dans lequel se sont formés ces groupes armés apparaît donc comme un point central de compréhension de leur constitution.

Dans les faits et de manière concrète, cette arrivée des groupes armés sur la scène du conflit se cristallise selon deux dimensions différentes et complémentaires : l'émergence d'un chef et sa capacité à mobiliser et à recruter des membres sur le terrain.

Concernant la mobilisation des populations et le recrutement de personnes prêtes à intégrer une milice, une des données les plus transversales et que l'on retrouve dans l'ensemble des groupes armés, est celle de l'origine géographique. Les bassins de recrutement sont en effet les villages semi-ruraux situés à proximité des grandes villes et les zones périurbaines constituées de quartiers informels. Dans ces zones, un certain conservatisme domine, mais aussi un sentiment de marginalisation économique avec un impact fort des sécheresses de 2007 à 2009 (Rapport ICFS, 2013). Les habitants de ces zones ne bénéficient plus de l'action publique de l'Etat qui est dans un mouvement de retrait continu de son rôle depuis les années 1990, mais ne bénéficient pas non plus de la croissance florissante des centres urbains. Ils vivent à proximité dans grandes villes prospères où ils passent mais ne séjournent pas. Ils sont soit dans la seconde couronne urbaine et sont agriculteurs, soit dans la première couronne où les activités principales sont liées à de petits ateliers artisanaux de fabrication ou de réparation et où le travail des enfants est une réalité quotidienne. La révolte s'est enracinée au sein de ces groupes sociaux qui ont, pour une partie d'entre eux, été touchés par l'exode rural. Ils vivent alors dans un environnement dont ils ne possèdent pas les codes, loin des réseaux de soutien sur lesquels ils s'appuyaient en milieu rural<sup>158</sup> ou semi-rural, mais sans bénéficier non plus des réseaux qui se déploient entre urbains vivant dans les villes intra-muros. Cet entre-deux, vécu comme une violence sociale<sup>159</sup>, met les personnes face à de multiples difficultés et vient rompre les transmissions entre générations : « J'avais ma famille à la campagne, là j'avais personne, mes enfants ils voulaient faire comme ceux de la ville mais moi j'étais pas d'accord : nous on est ni là, ni là. La ville c'est

---

<sup>158</sup> Témoin anonyme, proche d'une victime d'enlèvement, entretien R-TEE 17

<sup>159</sup> Témoin anonyme, proche d'une victime d'enlèvement, entretien R-TEE 17

pas pour nous et la campagne on n'y habite plus non plus. »<sup>160</sup>. Dans un contexte de forte diminution des filets de sécurité assurés traditionnellement par l'Etat (santé, éducation, subventionnement des produits de première nécessité), les habitants des quartiers informels ne bénéficient pas non plus des actions sociales portées par les mosquées dans les villes.

Les habitants de ces zones périurbaines identifient malgré tout l'islam comme une ressource identitaire, un soutien spirituel, un vecteur de lien social, mais aussi comme une ressource morale qui peut garantir aux plus faibles d'être pris en compte. Une personne qui a intégré un groupe armé témoigne :

« Les gens qui sont venus me parler, ils parlaient de l'islam et moi j'ai pensé que dans l'islam, on fait attention aux petits, aux pauvres, comme nous. En plus je pensais à ce moment-là que si on ne frappait pas avec des armes, rien n'allait bouger dans ce pays. »<sup>161</sup>

En septembre 2011, Bachar al-Assad prononce une amnistie quasi-générale, faisant mine de répondre ainsi aux exigences de respect des droits humains. Des militants du début de la contestation sont effectivement libérés, mais aussi beaucoup de détenus de droit commun, et également des personnages notoires de la sphère islamiste et jihadiste, dont certains avaient fait leurs armes en Irak avec l'assentiment du régime qui voyaient en eux un outil de déstabilisation des forces américaines. Cette amnistie va donc avoir pour effet d'introduire dans l'équation du mouvement de contestation des éléments ayant un passé combattant, des liens avec le jihadisme international, tout en légitimant le discours du régime sur sa lutte contre le terrorisme. Hamit Bozarslan écrit ainsi à ce sujet :

« Mentionnons enfin l'exemple du régime d'al-Assad, qui opta délibérément pour la destruction de la Syrie, au point de libérer les prisonniers membres d'al-Qaïda en novembre 2011 afin de djihadiser la contestation et mieux assurer sa pérennité en se présentant comme le défenseur de la « laïcité », sans jamais en assumer les conséquences éthiques, sociales, politiques et économiques. » (Bozarslan, 2006 :419)

---

<sup>160</sup> Témoin anonyme, ancien habitant d'un quartier informel, entretien R-TEE 18

<sup>161</sup> Témoin anonyme, ancien membre d'un groupe armé, entretien R-TEE 18

Ces jihadistes de différentes tendances qui ont combattu en Afghanistan et en Irak libérés subitement à l'automne 2011 viennent des zones marginalisées et y retournent pour fonder des groupes armés et jouer un rôle dans les événements en cours.

Leur ascension va également être facilitée par la déception qui se fait jour dès la fin de l'année 2011 parmi les populations : aucune solution politique rapide ne se profile, les conditions de vie du quotidien se dégradent, et une forme de désespoir grandit vis-à-vis de la communauté internationale qui ne semble pas vouloir s'impliquer de la même manière qu'en Egypte ou en Lybie. Les défections dans l'armée régulière qui avaient suscité l'espoir n'aboutissent pas non plus à une force suffisamment structurée et la répression du régime se renforce tout au long de l'année 2011. Un foisonnement de groupes armés va donc voir le jour à partir de 2011 et de manière plus intense encore tout au long de l'année 2012.

Quelques éléments de parcours des détenus qui ont bénéficié de cette amnistie éclairent la manière dont ces remises en liberté ont pu influencer sur le cours des événements en 2011 tout en montrant comment les itinéraires de ces jihadistes résultent d'une histoire qui est la fois la leur et celle de la Syrie.

En 2014, dans un documentaire produit et diffusé par la chaîne al-Jazeera, plusieurs dirigeants du groupe Aḥrār al-šām témoignent, et en particulier Hassan Abboud, leur fondateur. Il explique qu'il appartenait à un groupe d'étudiants en théologie à l'université de Damas qui étaient majoritairement issus de Hama et avaient vécu la répression sanglante de 1982 dans leur enfance. La résidence universitaire devient un club politique où débattent toutes les tendances et courants islamistes, avec comme référence centrale les ouvrages de Sayyid Qotb. Après une vague d'arrestations dans les milieux islamistes, Hassan Abboud est incarcéré en 2008 et relate comment ces débats entre courants se réitèrent et s'accroissent en prison. Une mutinerie dans la prison de Saydnaya en 2008 aboutira à la mort de 65 personnes et selon lui, elle contribuera à enraciner les différences entre courants jihadistes. Après sa libération dans le cadre de l'amnistie de 2011<sup>162</sup>, il déclare « La révolution ne réussira pas si elle est pacifique, le peuple nous a rejoints, il a admis la nécessité du jihad. » (Documentaire " Aḥrār al-šām ", 2014). Abou Masaab al-Souri fera partie

---

<sup>162</sup> Mahmoud Tayba et Hachem al-Shaykh figurent aussi parmi les figures jihadistes libérées dans le cadre de l'amnistie de 2011.

également des personnes libérées en 2011. Il est membre du mouvement Ṭalī'a al-muqātila depuis les années 1980 et a combattu en Afghanistan où il a rencontré Abdallah 'Azzam<sup>163</sup>. Abou Khaled al-Souri a participé au soulèvement des Frères Musulmans dans les années 1980 puis a rejoint l'Afghanistan, il a également participé à des combats en Algérie. Il a été l'émissaire de Ayman al-Zawahiri qui l'a nommé comme médiateur dans le conflit opposant Daech à Jabhat al-nasra<sup>164</sup>.

Les parcours de ces leaders de milices sont également un élément très important de lecture du phénomène de l'entrée des groupes armés dans les grandes villes. Le groupe Liwa' al-tawhīd recrute ses membres parmi les habitants des zones périurbaines de Manbej, Hreitan, l'zaz, Mare', 'Anjara, qui sont des villages autour d'Alep. Ce groupe va remporter ses premiers combats le 20 juillet 2012 et occuper Neirab et la route de Bab al-Hawa qui va vers la Turquie. Il va ensuite aller jusqu'au centre-ville d'Alep, dans le quartier de Jdeidé, avec un discours sur la nécessité de forcer la ville, restée très peu active dans le mouvement de contestation jusque-là, à se révolter. On peut également y voir une volonté d'entrer en vainqueurs dans cet espace urbain qui ne leur a pas fait de place et qui les a toujours considérés comme des intrus. La prise des villes revêt également pour ces groupes une valeur symbolique mais elle leur permet aussi de mettre la main sur les services et ressources en tous genres qu'offre une métropole importante.

Le dirigeant de ce groupe, Abd al-Qader Saleh (dit Hajji Mare' du nom de son village d'origine), dit « Notre but est un travail collectif pour faire chuter le régime, protéger les civils et la prise en charge et l'accueil des militaires qui font défection » mais il affirme également « Nous voulons une Syrie qui soit un état islamique modéré qui respecte les droits des minorités nous voulons que la charia soit la source du droit » (Saleh, 2013). On perçoit dans ce discours toute la tension entre les sources de financement et les idéologies mobilisatrices que ce chef de groupe armé doit ménager ensemble. Cela s'observe également sur leur drapeau qui était celui de la

---

<sup>163</sup> Abdallah 'Azzam est palestinien. Il est le théoricien du concept d'« ennemi proche et ennemi lointain » qui est à l'origine des attentats sur le sol américain. Il est un des grands inspirateurs de Oussama Ben Laden et d'al-Qaida.

<sup>164</sup> Abou Yazan al-Chami est un autre de ces étudiants en théologie. Il déclare dans ce documentaire : « Je m'excuse auprès de notre peuple, on vous a entraînés dans des combats don quichottiens. »

révolution syrienne<sup>165</sup> et qui peu à peu arbore des éléments religieux liées aux exigences des financeurs du Golfe. C'est Ahmad Ramadan, membre des Frères Musulmans et personnalité clé du CNS qui a servi d'intermédiaire entre ce groupe et ses bailleurs de fonds. Saleh tente donc dans ses prises de parole publiques de conserver un équilibre dans le paradoxe de sa collaboration avec le CNS, ce qui implique quelques règles minimales de respect de la personne humaine, et ses alliances sur le terrain. Il ne peut que rester en bons termes avec Jabhat al-nasra et avec ses financeurs. Interrogé sur Jabhat al-nasra qui a engrangé de nombreuses percées victorieuses dans la ville d'Alep, il dit « ce sont nos frères » et « Jabhat al-nasra sont accueillis à Alep comme des héros » (Saleh, 2013). Abd al-Qader Saleh est mort le 18 novembre 2013. Le groupe a ensuite disparu car il a été mis en difficulté par la mort de son leader, ainsi que par les dommages subis dans la lutte contre Daech.

Aḥrār al-šām a connu un parcours équivalent à partir de l'ouest d'Idlib, fondé par Hassan Abboud. Il est mort dans une explosion<sup>166</sup> qui a visé tous les chefs de ce mouvement à Idlib et qui a fait 45 morts. C'est Hachem Abou Jaber qui prend la suite, originaire de Maskaneh à l'est d'Alep, il a combattu contre en Irak, il a ensuite été emprisonné en 2005 lors d'une vague d'arrestations destinées à montrer la bonne volonté de la Syrie dans la lutte contre le terrorisme. Ce parcours a permis à Hassan Abboud, comme à Hachem Abou Jaber, de se constituer de solides réseaux dans la sphère al-Qaida. Ils réactivent ces réseaux au moment où démarre la contestation en Syrie et bénéficient de financements liés à ces réseaux.

---

<sup>165</sup>Le drapeau syrien a été remplacé dans le cadre du mouvement de soulèvement par celui qui a servi d'étendard à la lutte pour l'indépendance de la Syrie dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, tandis que le drapeau officiel, conservé par le régime est considéré comme symbole du baathisme par les tenants du changement de drapeau.

<sup>166</sup> Cette explosion, ses commanditaires, ses modalités reste à non élucidé. Il n'est pas possible à ce jour de savoir si le régime est impliqué ou s'il s'agit d'un épisode lié à la concurrence entre groupes armés.

### *Les groupes armés sur al-Jazeera*

Le parcours des dirigeants et fondateurs des principaux groupes armés a été retracé par la chaîne al-Jazeera lors de grands entretiens qui se sont étalés de 2013 à 2014. C'est Tayssir 'Alouani, journaliste controversé de la chaîne, un temps incarcéré en Espagne pour suspicion de liens avec al-Qaida, dans son émission « Liqā' al-yūm », « La rencontre du jour ». Le réseau de ce journaliste lui a permis d'aller et venir en Syrie y compris dans la zone très peu accessible d'Idlib et ainsi d'interviewer :

- Hassan Abboud, chef de Aḥrār al- Aḥrār al-šām le 9/06/2013
- Ahmad Issa, chef de Ṣuqūr al-šām le 12/06/2013
- Abd al-Qader Saleh, chef de Liwa' al-ṭawḥīd le 15/06/2013
- Zahran Allouche, chef de Liwa' al-islām le 19/06/2013
- Muhammad al-Joulani, chef de Ğabhat al-naṣra le 19/12/2013
- Tawfiq Chihab ad-Din, chef de Nūr ad-dīn zankī le 14/03/2014

Lors de ces entretiens qui offrent une tribune sans aucune contradiction aux principaux chefs des groupes armés, le lexique utilisé est très spécifique et correspond à la rhétorique salafiste jihadiste : toute personne ou groupe ne correspondant pas à leur cadre de pensée est qualifiée de « mécréant », « impie », « renégat ». Le Hezbollah est qualifié de « parti de Satan », les Alaouites sont désignés par le terme péjoratif de « Nusayris ». Ces émissions parmi d'autres contribuent à la confessionnalisation du conflit et donnent un très large écho à ces personnages puisqu'elles sont retransmises sur la chaîne de télévision mais aussi sur la chaîne Youtube d'al-Jazeera où elles sont toujours consultables.

Le parcours de ces leaders et fondateurs de groupes armés comporte également un élément de trajectoire commune qui est applicable à une majorité des groupes, en lien avec leurs origines sociales et géographiques, ainsi qu'avec les contraintes économiques qui s'imposent pendant la période d'activité de leur milice.

On peut ainsi décrire plusieurs phases dont chacune redéfinit la relation entre le groupe armé et la population. Comme on l'a vu dans le parcours de ces hommes, beaucoup de groupes armés se sont d'abord créés dans de petites localités,

quartiers ou petites villes, et regroupaient des jeunes hommes issus de ces mêmes zones. Le degré d'adhésion de la population est donc fort puisqu'il s'agit des enfants du quartier. Mais la guerre va peu à peu conduire à des déplacements des différents groupes sur le territoire syrien, les groupes armés ne sont donc plus dans leur région d'origine et le lien avec la population ne peut plus être de même nature qu'au moment de leur émergence. La pression du régime, mais aussi la nécessité de faire fonctionner et perdurer le groupe enclenche les mécanismes d'une économie de guerre où les prédateurs et les trafics ne peuvent se fonder que sur la violence dirigée vers l'extérieur du groupe mais aussi en interne au groupe. Comme le détaillent François Jean et Jean-Christophe Rufin, on assiste alors à « une discipline de fer [à l'intérieur du groupe, ainsi qu'à] une extrême dureté avec la population civile » tandis que « à la terreur répressive exercée par le gouvernement, [le groupe armé] répond par une contre-terreur supérieure. » (Rufin & Jean, 1997: 56). Cet état de fait accentue également une tendance à la radicalité que Rufin et Jean se refusent à analyser comme uniquement basée sur des éléments idéologiques. Le lien avec la population se transforme alors, passant peu à peu d'un joug accepté de gré ou de force avec une possibilité pour la population, en particulier en milieu rural de poursuivre ses activités quotidiennes pour aboutir finalement à une climat de terreur qui est la seule issue pour le groupe armé : il s'agit de « compenser par une violence extrême le risque d'être abandonné et trahi par la population » (Rufin & Jean, 1997: 57).

La question économique est donc un élément central du déroulement des événements. Pour Adnan Tlass, membre de l'Armée Libre, ses officiers étaient dans une situation de tension car ils voyaient circuler les fonds dédiés aux groupes armés islamistes alors qu'ils ne bénéficiaient pas des mêmes moyens. Il déclare que « si on n'a pas la discipline militaire, on devient des bandes mafieuses. »<sup>167</sup>

La question qui est soulevée à travers ce témoignage est celle des différentes dynamiques de déploiement de la guerre. Sally Sharif explique que deux grands types de guerre civile peuvent en effet être définis : la guérilla et la guerre de position. Mais ces deux manières de voir se déployer un conflit armé sur un terrain de guerre donné s'observent de manière imbriquée et simultanée dans le cas de la

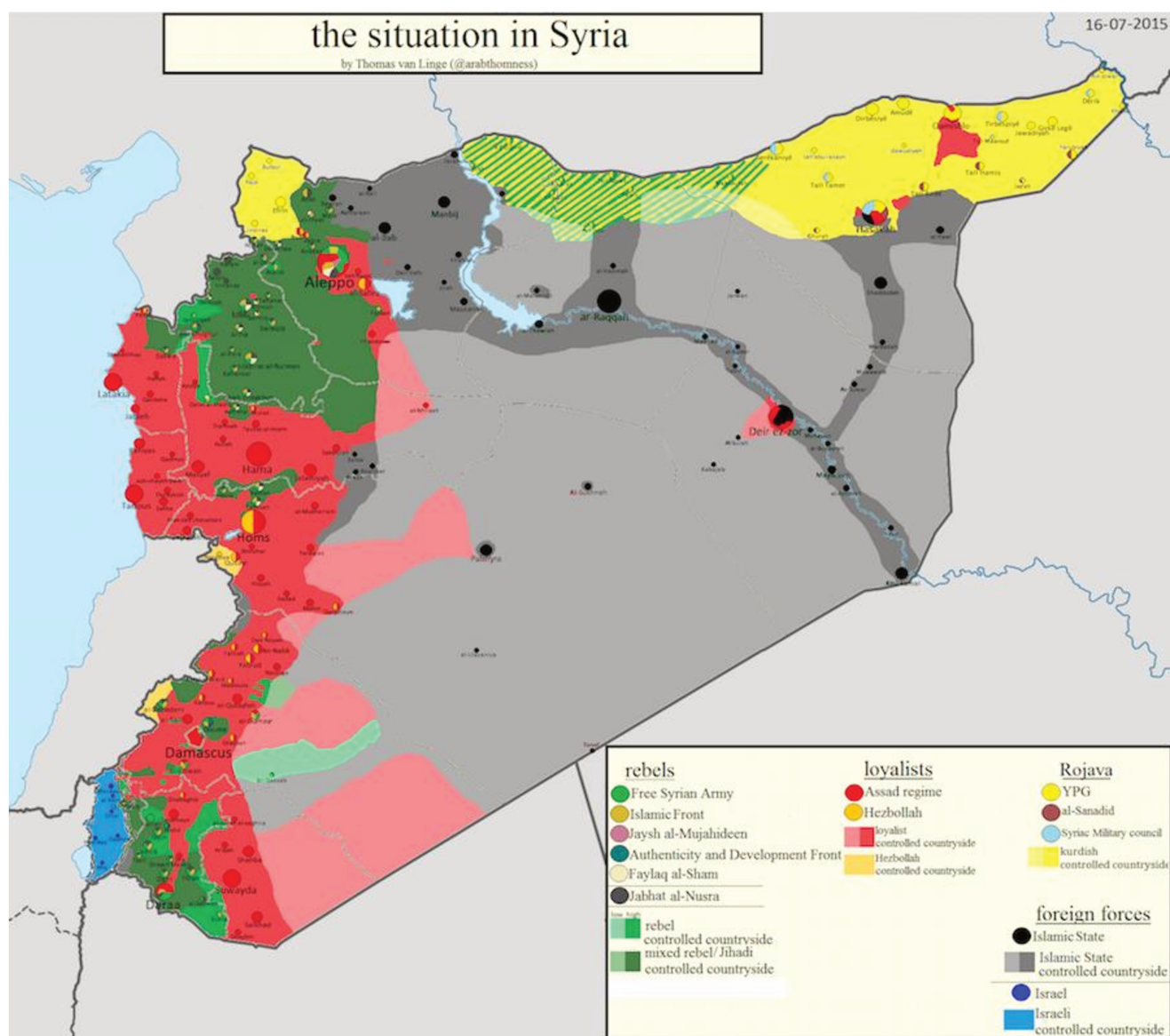
---

<sup>167</sup> Adnan Tlass, ancien officier dans l'armée régulière puis membre de l'Armée libre, entretien R-TEE  
22



Syrie (Sharif, 2021: 8). Sur le terrain on observe que la « culture de guerre » de l'Armée libre issue principalement des rangs de l'armée régulière, est celle d'une guerre « traditionnelle » avec des positions et des lignes de fronts claires. Les autres groupes armés sont pour leur part dans une logique de guérilla, avec des opérations ponctuelles, et de diverses natures incluant des attentats, kidnappings, voitures piégées. La carte suivante en montre un exemple à travers un point de situation en juillet 2015.

Figure n°20 : Carte synthétique de la répartition des groupes armés sur le territoire syrien en 2015



Source : , <https://www.storybench.org/crowdsourcing-maps-isis-middle-east-conflicts/> ; <https://syria.liveuamap.com/><sup>168</sup>

Cette carte met en lumière toute la complexité de la répartition territoriale et des zones d'influence des différents groupes armés, dans le contexte de leurs conflits extrêmement divers et localisés avec les forces du régime. On y observe par

<sup>168</sup> Le site Internet [syria.liveuamap.com](https://syria.liveuamap.com) est une ressource qui permet d'accéder à une cartographie évolutive en direct et dont les données sont recueillies en croisant les informations disponibles issues du terrain, des observateurs internationaux et scientifiques, et en intégrant les informations de type batailles, changements de lignes de front, attentats, etc. Des données sont également disponibles sur le site GTD, Global Terrorism Database.

exemple que le régime maintient jusqu'à cette date une petite zone d'influence à Deir ez-Zor, en plein cœur de la zone contrôlée alors par l'Etat Islamique, ce qui nécessite le déploiement de moyens très coûteux comme un pont aérien régulier entre autres. Il en est de même à Hassaké, Qamishli ou Deraa où les forces du régime conservent des secteurs au milieu des centres villes. A Deraa, le régime conserve encore un quartier situé en surplomb de la ville. Cette carte représente la situation au mois de juillet 2015 plutôt sous forme de mosaïque et de points de contacts à la fois très nombreux, et se situant sur des zones très réduites, avec de manière simultanée des lignes de fronts plus étendues. Elle met donc en lumière ce phénomène de double dynamique du conflit armé qui est une caractéristique forte de ce dernier.

Le phénomène de guérilla quant à lui provoque, selon François Jean et Jean-Christophe Rufin, une recrudescence de la violence et de la radicalité à mettre en lien avec le type d'économie de guerre qu'elle implique, qui a également des effets sur le lien entre le groupe armé et les populations qui sont sous son contrôle comme nous l'avons vu. Dans le contexte de ce qu'ils nomment « économie de guerre fermée » (Rufin & Jean, 1997: 21), une zone qui n'a pas de contacts avec l'extérieur sinon par des moyens tels que des tunnels ou des souterrains, va voire l'organigramme du groupe armé et les populations développer une forme d'adhésion au leadership du groupe. Celui-ci se trouve en effet consolidé par la situation qui renforce sa hiérarchie et rend les individus dépendants des dirigeants du groupe armé<sup>169</sup>.

Les auteurs distinguent cette situation de celle d'une « économie de guerre ouverte » (Rufin & Jean, 1997: 24) dans laquelle la zone sous influence a des contacts avec d'autres zones qui permettent des échanges. Dans le cas de la Syrie, chacune de ces deux situations co-existent et ont pu être observées de manière consécutive dans une même zone. La situation d'économie de guerre ouverte favorise l'apparition d'outils économiques de guerre locale à travers la prédation, la criminalisation, et la mainmise sur les ressources économiques locales. Ainsi, un même groupe engrange des financements de diverses natures et d'un groupe armé à l'autre, les ressources divergent également. La « ġanima » ou butin de guerre se constitue d'armes, de munitions ou d'autres matériels pris dans les bâtiments publics laissés à l'abandon devant l'avancée des groupes armés. Les groupes Katā'ib Abū 'amara (Andan, en

---

<sup>169</sup> C'est le cas de Zahran Allouche dans la Ghouta.

périphérie d'Alep) et Aḥrār sūria (Nord d'Alep) se sont pour leur part lancé dans le trafic de leurs propres armes. D'autres groupes se sont financés via les kidnappings. Des enlèvements de responsables des milices pro-régimes, ou d'officiers de l'armée régulière on fait partie de ces pratiques. Parmi les personnes kidnappées, on peut citer Muhammad Ramadan qui était responsable des Chabihha dans le Nord d'Alep et financeur principal des milices de comités populaires de défense pro-régime. Il était également le frère de Ahmad Ramadan, cité plus haut, figure clé des Frères Musulmans au sein du CNS, intermédiaire très influent pour permettre aux groupes armés d'obtenir des financements de la part des monarchies du Golfe. Certains groupes armés vont quant à eux créer une structure commune, le « Front islamiste », dans le but d'offrir une vitrine humanitaire pour recevoir les fonds en provenance de fondations comme Qatar Charity ou encore Al-hai'a al-ša'biya al-kuwaitiya, Comité Populaire Koweïtien. Ces financements permettent aux groupes qui les reçoivent d'assurer a minima le quotidien, et donc de se présenter aux populations comme une solution voire une alternative à l'Etat. Le groupe Jabhat al-nasra a mis la main sur les silos de blé de la réserve nationale stratégique et sur le pétrole de Deir ez-Zor avant que Daech ne les reprenne. Cela leur a permis d'augmenter les salaires de leurs troupes et de monter plus de check points pour compenser le déficit de soutiens internationaux en raison de leur classement sur la liste des groupes terroristes.

Le MOC a également contribué à financer le groupe Ḥazm, le groupe « Istaqim kama umirt » ou « Suis le droit chemin comme il te l'a été ordonné » et le groupe Nūr ad-dīn al-Zankī. Ces groupes ont bénéficié des caisses de financements officiellement gérées par le CNS, mais qui étaient en réalité sous l'administration exclusive des Frères Musulmans<sup>170</sup>. Cette caisse comportait deux branches, l'une destinée à l'action humanitaire auprès des populations civiles, et l'autre destinée à la branche armée des Frères Musulmans du CNS, Ḍurū' al-ṭawra, ou Boucliers de la révolution, créée en présence de Riyadh al-Assaad, chef de l'Armée libre.

La recherche de financements aiguise donc les concurrences et les rivalités entre groupes armés, et amplifie la violence du contexte général, à l'image d'un épisode qui a été fortement relayé dans les médias. Il s'agit d'un enregistrement clandestin d'une réunion entre Zahran Allouche, chef de Liwa' al-islām, et des chefs d'autres groupes comme Faylaq al-raḥman (Régiment de la clémence) et Liwa' faḡr al-umma

---

<sup>170</sup> Burhan Ghalioun, figure de l'opposition et ancien président du Conseil National, entretien R-TEE  
12

(Aube de l'Umma). Ces derniers accusent Allouche de détourner une aide de 12 millions d'euros en provenance d'Arabie Saoudite alors que les populations civiles de la Ghouta, encerclée par le régime, souffrent de très nombreuses pénuries. 'Allouche affirme alors que ces fonds lui sont dédiés personnellement et n'ont pas vocation à être envoyés vers les habitants de la Ghouta. Zahran Allouche a également bénéficié des droits de passage des tunnels qui passaient de la Ghouta encerclée vers l'extérieur de la zone assiégée. Cette réalité donnait également lieu, dans le contexte des rivalités entre groupes, à des dénonciations. Le régime était en effet aiguillé vers les tunnels des groupes concurrents pour les détruire et permettre au groupe à l'origine de la dénonciation de s'arroger une part plus importante de l'activité de contrebande, au détriment des populations dont ces tunnels étaient les seuls moyens d'accéder à l'approvisionnement. Cet exemple montre comment l'économie de guerre fermée donne lieu à des types spécifiques de rivalités entre groupes, tout en consolidant le pouvoir des groupes armés.

L'économie de guerre fondée sur les différents types de prédation et de criminalisation cités précédemment a également pour conséquence d'accentuer le morcellement des différents mouvements (Rufin & Jean, 1997a). Lorsque les activités diverses sont assurées par les membres de base du groupe armé, les ressources vont du bas vers le haut de l'organisation et c'est le commandement du groupe armé qui dépend alors de ses soldats. Cela favorise une autonomisation des sous-groupes qui aboutit à des rivalités et à des scissions en cascade sous la forme de petites « PME de guerre » :

« Lorsqu'un mouvement a perdu ses soutiens internationaux et son économie de sanctuaire, ordonnée et perfusée de l'extérieur, lorsqu'il entre dans le cycle de la prédation ou de la criminalisation, lorsqu'il lui faut se procurer lui-même, dans le champ clos instable des zones de combat, sa nourriture et les richesses qu'il pourra exploiter, lorsqu'il doit se garder de ses ennemis comme de la cupidité de ses propres troupes et de l'ambition de ses chefs, du plus subalterne jusqu'au sommet, alors la radicalisation se comprend et paraît même nécessaire. » (Rufin & Jean, 1997: 55-56).

On voit donc ici que la diversité des moyens de financements et leur instabilité ne sont pas des données périphériques à la crise et au conflit mais sont au contraire au

cœur du moteur des hostilités et du déroulement des combats, ainsi que des conséquences pour les populations civiles.

Cette diversité des financeurs et des moyens de financement a de plus accentué les divergences entre groupes, car les bailleurs de fonds extérieurs avaient chacun leur propre agenda, et menaient leurs propres politiques. Les groupes ayant prêté allégeance à ces financeurs se sont donc retrouvés sous pression, au lieu de poursuivre leur agenda révolutionnaire. A ce titre il est intéressant de regarder le parcours de Ahmad al-Aoudeh. Il a fondé un groupe qui s'appelle Šabāb al-sunna, ou Les jeunes de la Sunna, sur le front du Sud. Soutenu un temps par le MOC, il se retrouve ensuite en difficulté car cette structure se retire du jeu syrien. Il négocie alors directement avec les Russes en 2018 qui l'intègrent dans le « Faylaq al-ḥāmis » ou Cinquième brigade. Il est affecté au front du sud qu'il connaît parfaitement pour limiter la progression des Iraniens qui se rapprochent trop de la frontière israélienne.

Ces groupes armés, malgré leurs divergences, avaient tout de même un but affiché en commun, celui de faire chuter le régime. Une différence de taille est cependant à souligner entre groupes islamistes et non-islamistes. En effet, ces derniers ancrèrent leur action dans le cadre d'enjeux *syriens*, en vue de faire chuter le régime *syrien*, tandis que les groupes islamistes se situent dans une perspective panislamique à l'échelle de la « oumma »<sup>171</sup>. Mais par-delà ces différences de vue, et malgré l'objectif commun de faire chuter le régime, l'absence de vision et de programme cohérent sur les moyens d'y parvenir est une des raisons de leur échec (Kabalan, 2013). On peut en effet constater que même dans la configuration où ils avaient des visées idéologiques communes, les groupes armés qui étaient de même tendance au départ n'ont pas su unir leurs forces au bénéfice de leurs objectifs partagés.

S'agissant des groupes de tendance non-islamiste, ils ont en commun d'avoir tous été lancés à l'initiative de militaires qui ont fait défection. Cela leur a fourni un répertoire « prêt à l'emploi » de structuration interne, directement hérité de la discipline et du respect des grades militaires. Mais cela a également représenté un point de division car des conflits sont apparus entre ceux qui étaient les plus hauts-gradés et ceux qui avaient fait défection le plus tôt et se considéraient donc comme

---

<sup>171</sup> Les groupes islamistes se sont prononcés en commun pour affirmer leur refus de la Coalition de l'opposition parce que cette dernière n'affirme pas la nécessité d'un Etat islamique basé sur la charia.

plus légitimes. Les dirigeants de ces groupes étaient majoritairement basés en Turquie ce qui leur a été reproché car ils se sont tenus éloignés du terrain. Les civils ayant rejoint des groupes armés ont aussi eu le sentiment que ces derniers leur « volaient » leur révolution, d'autant plus lorsque ces dirigeants étaient issus de l'intérieur de l'appareil d'Etat. De surcroit, ces groupes qui se tenaient dans un premier temps à distance relative des revendications islamistes ne disposaient pas de relais de mobilisation tels que les mosquées, les prédicateurs, ou encore les financements destinés aux actions sociales et humanitaires islamiques. Pour le Général Ahmad Rahhal qui fait partie des officiers qui ont fait défection en 2011 pour rejoindre l'Armée Libre, l'opposition a, en 2012, démantelé le lien entre le mouvement politique et les actions militaires sur le terrain en acceptant que le MOC gère les opérations militaires. Pour lui, un conseil militaire en lien avec le ministre de la Défense du gouvernement de transition à Gaziantep aurait dû coordonner l'ensemble. En réalité, les groupes armés ne reconnaissaient aucune légitimité aux organes d'opposition politique ni n'entendaient recevoir des ordres d'aucune entité externe. Un de ces groupes arrête et détient même le ministre de la Défense du gouvernement de transition, Jawad Abou Hatab. Pour Ahmad Rahhal, on s'est privé du potentiel et des compétences des militaires qui ont fait défection en les empêchant de revenir sur le terrain en Syrie<sup>172</sup>. Ce qui s'est produit concernant les reliquats des combattants de l'Armée Libre, c'est que la question de l'efficacité de l'action, et les réalités des attributions des financements ont finalement conduit à une jonction entre elle et les groupes armés d'inspiration islamiste et jihadiste. On a alors assisté à un changement de récit et à une modification des discours sur les éléments idéologiques qui faisaient clivage en 2011-2012.

Pour Daoud Sleiman, militant d'Idlib, engagé dans l'Armée Libre et membre du conseil militaire, les bataillons qui ont libéré des villes ont manqué de lucidité. Il déclare en 2019:

« On s'est perçus comme plus important que ce qu'on représentait, on n'aurait pas dû se charger de la gestion des villes libres. Quand 60% du pays était libéré, il fallait de très gros moyens. Les citoyens nous ont considéré comme un Etat alternatif et ne

---

<sup>172</sup> Ahmad Rahhal, ancien général de l'armée régulière et membre de l'Armée libre, entretien R-TEE  
20

nous ont pas excusés. L'erreur était un certain narcissisme, on s'est considérés comme des Etats, des armées. » (Sleiman, 2019)

Yasser al-Hajji, membre d'un groupe armé qui a contribué à entrer dans Alep, témoigne lui aussi du manque d'anticipation et de réflexion en amont de la libération des villes :

« Il n'y avait aucune organisation ou institution qui prenait remplaçait le régime à Alep. On n'a pas sanctionné les dérapages et on a été accusés de terrorisme. On a commencé à ressembler au régime avec des pillages et des exactions. Il n'y avait pas d'intellectuels dans la révolution, ils se sont éloignés de la rue, il n'y avait que quelques ouvriers. » (al-Hajji, 2019)

La question de l'articulation entre la question militaire et la gestion des populations est donc posée par ce témoin car elles ne correspondent ni aux mêmes enjeux, ni aux mêmes compétences et cette question n'avait pas été suffisamment anticipée par les acteurs concernés.

Les milices loyalistes liées au régime ont pour partie suivi des trajectoires équivalentes à celles des autres groupes armés en termes de concurrence et de fragmentation. Le régime s'est appuyé dès le début de la contestation sur ses « Chabbiha » ainsi que sur de petits comités de défense locale. Mais peu à peu le régime était en passe de perdre le monopole de la violence, y compris en raison de ses propres partisans. Il est donc devenu nécessaire pour lui de remettre de l'ordre et ces groupes ont tous été rassemblés dans l'Armée populaire en vue d'intégrer par la suite l'armée régulière. D'autres milices sont également intervenues aux côtés des forces loyalistes : certaines issues du Hezbollah, la milice iranienne Abū-l-'Abbas, ou encore des Gardiens de la révolution iranienne.

Ce phénomène rappelle l'expérience irakienne du « Ḥašd al-ša'bī » ou « Mobilisation populaire », constituée principalement de groupes armés chiites venus appuyer l'armée régulière contre Daech. Quand la « Mobilisation populaire » a été intégrée à l'armée nationale irakienne, cela a eu un impact car ses anciens membres avaient un passif en commun, un fonctionnement propre, un lien idéologique fort avec l'Iran et



cela a créé un phénomène d'armée dans l'armée<sup>173</sup>. Cette réalité pose la question de l'intégration de groupes constitués qui ont une histoire commune et des faits d'armes en commun au sein d'une armée régulière, au risque de faire rentrer des paramètres et des influences extranationaux au cœur même d'une institution stratégique. En Syrie, cela a eu pour conséquence d'accentuer la place des intérêts iraniens et donc une certaine conflictualité chiites-sunnites, mais cela a également provoqué des attaques d'Israël qui cible les intérêts iraniens là où ils se trouvent, donc, dans ce cas de figure, sur le territoire syrien. Après plus de douze ans de violence la configuration et la structure de l'armée syrienne se trouvent donc fortement modifiées. En effet, tandis qu'une partie de l'armée reste liée au pouvoir étatique, certaines unités, la brigade n°25 et le régiment n°16, ont été formées et équipées par la Russie avec à leur tête Souhail al-Hassan devenu de fait très influent. D'autres milices sont pour leur part affiliées à l'Iran, à l'image de la structure du Hezbollah.

Les tribus du Nord-Est de la Syrie ont également, pour certains de leurs membres, alimenté ces milices pro-régime. Il faut cependant se garder de toute simplification parce que la réalité de ces tribus semi-sédentarisées ou sédentarisées n'est pas homogène. Ces tribus ont en effet connu de nombreux changements sociaux tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle (Velud, 1991). Trois conseils des tribus, ne se reconnaissant pas les uns les autres, ont été créés dans le cadre du conflit syrien : un conseil de tendance anti-régime, un conseil pro-régime et un conseil se positionnant en soutien aux kurdes. Mais à l'échelle des individus, il existe une forte porosité et des passages d'un conseil à un autre<sup>174</sup>.

La question de l'appartenance aux tribus ne doit pas être perçue comme un facteur ethnique essentiel qui condamnerait leurs membres à des conflits identitaires, mais plutôt comme une réalité qui ne réduit pas les individus à cette seule donnée. Les tribus interagissent avec leur contexte social et économique, elles sont traversées par des dissensions en leur sein, elles sont pleinement ancrées dans la complexité des territoires sur lesquelles elles se trouvent (al-Shammam, 2022). Au printemps

---

<sup>173</sup> Un phénomène équivalent a pu être observé au Soudan avec la création, dans le contexte du conflit du Darfour, des « soutiens rapides » qui se sont ensuite retournés contre le régime.

<sup>174</sup> Bien que très présents dans les comités populaires de défense liés au régime, les membres des tribus ont été également très nombreux dans les premières manifestations. On peut citer Nawaf al-Bachir de la tribu Baggara qui a été député de 1990 à 1994, mais a ensuite été membre de la Déclaration de Damas puis a pris la tête de certaines manifestations à Deir ez-Zor.

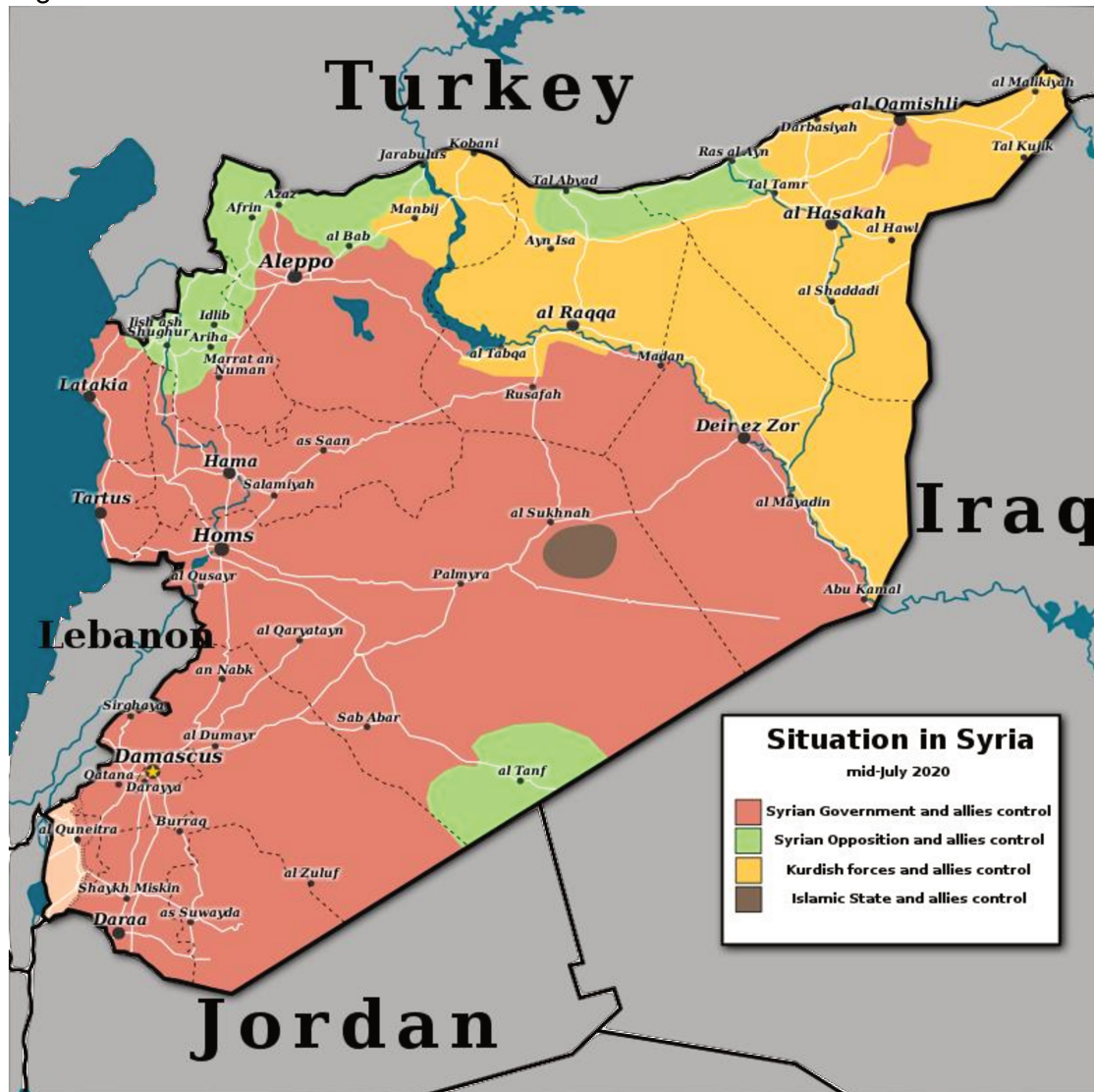
2023, un paysan de Raqqa a été tué dans le cadre d'un conflit de voisinage qui a été trop rapidement interprété comme un meurtre inter-tribal. Cet événement comporte cependant des soubassements historiques et économiques indéniables (al-Shammam, 2023) qui ne sont compréhensibles qu'en s'intéressant de près au contexte local. Le paysan tué appartenait certes à la tribu Udwan tandis que son meurtrier appartenait à la tribu Waldé, mais cette dernière, malgré les divisions qui peuvent avoir lieu en son sein, a parlé d'une seule voix pour soutenir la personne inculpée. En effet, pour les Waldé, il n'aurait agi que par une « réaction naturelle en voyant le voisin cultiver une terre qui n'est pas à lui ». Pour les Waldé, qui étaient de grands propriétaires terriens féodaux avant la réforme agraire des années 1960, le parti Baath n'étant plus au pouvoir dans la région, la réforme agraire devenait caduque et ce sont les titres de propriété du cadastre établi à la période ottomane, le Tabo, qui faisaient foi. Cet épisode permet donc de comprendre comment certains acteurs ayant bénéficié des réformes baathistes ont pu se positionner en soutien au régime, mais également de remettre en question le caractère identitaire, ou ici, tribal, des conflits qui ont été réactivés par la crise et qui sont à lire dans toute leur complexité historique et sociale.

Entre 2011 et 2015, on assiste donc à une profusion de groupes armés qui se créent, fusionnent, se scindent, changent de nom ou de zone géographique, mais en 2015 l'émergence et l'ascension de Daech écrase cette diversité et recompose la situation sous la forme d'une polarisation très forte où les protagonistes ne laissent que peu de champs aux autres mouvements ou groupes. Ce phénomène appelle à une relative prudence quant aux lectures linéaires de la crise et de ses développements car cette période, à l'image d'autres phases observées depuis 2011, n'a été ni prévisible ni prévue. Hamit Bozarslan propose ainsi d'y voir une caractéristique de la violence qui, au fur et à mesure qu'elle se déploie, rend de plus en plus difficile le fait d'envisager l'horizon d'une régulation possible.

« Cette surenchère dans la brutalité, qui donne un sens nouveau à la violence et devient un principe qui en interdit toute régulation et toute désescalade, explique aussi de nombreux conflits contemporains, comme celui de la Syrie des années 2010 : l'ampleur de la violence et de la cruauté est telle que le conflit se métamorphose constamment tous les dix ou douze mois, interdisant sa lecture à

partir des seules dynamiques de continuité ou d'évolution des visées « stratégiques » des protagonistes [...] » (Bozarlan, 2006 : 349)

Figure n°21 : Carte de la situation en 2020



Source : <https://www.storybench.org/crowdsourcing-maps-isis-middle-east-conflicts/> ; <https://syria.liveuamap.com/>

Mise en regard de la carte précédente n°18, cette carte montre l'évolution progressive vers une situation plus stabilisée telle qu'elle se présentait en 2020. Des pôles d'influences sont à la tête de zones constituées d'une seul tenant et contrastent, par leur continuité territoriale, avec la réalité extrêmement morcelée qui était celle de la Syrie entre 2011 et 2015. Demeurent sur le terrain les forces du régime et leurs soutiens, trois poches principales encore tenues par des groupes armés, contrôlés par la Turquie qui a réuni sous la bannière de Ğayš al-waṭanī al-

sūrī, Armée Nationale Syrienne, tous les reliquats de l'Armée libre et des autres groupes de tendance islamiste, et enfin la zone kurde autogérée.

En 2021, Rateb Chaabo s'adresse, dans le cadre d'un forum de discussion, à d'anciens leaders de l'Armée Libre : « Vous dites que la révolution était spontanée et que la militarisation était spontanée elle-aussi. Si c'est le cas, elles ont donc forcément une caractéristique chaotique et complexe, il était donc évident que l'enjeu de la structuration était largement perdu d'avance. Face aux financements et à la puissance mobilisatrice des groupes islamistes, en regard des faibles moyens des forces laïques, la déstabilisation militaire du régime ne pouvait être qu'islamiste. C'est pourquoi l'option de la militarisation a été un choix d'échec dès la première seconde où elle a été prise.»<sup>175</sup> Dès le début de la militarisation du conflit, tous les ingrédients de nature à prolonger la situation conflictuelle armée étaient présents et n'ont fait que se renforcer au fur et à mesure des fragmentations territoriales multiples. Selon Fotini Christia, la multiplicité des acteurs est un facteur important dans la durée du conflit, mais si la guerre ne trouve pas d'issue, c'est aussi parce que l'éventualité d'une trêve met en péril les circuits économiques qui se sont installés. D'autre part, en l'absence de toute perspective d'après-guerre pour les combattants, l'engrenage de la militarisation ne peut que s'auto-entretenir (Christia, 2012).

---

<sup>175</sup> Rateb Chaabo, figure de l'opposition, entretien R-TEE 21

### **C. Une économie de la violence**

Plusieurs définitions tentent d'appréhender le phénomène de guerre civile sans toutefois parvenir à en dessiner les contours exacts, tant ce type d'événements s'avère mouvant, en régénération constante de lui-même, et insaisissable en raison de sa capacité à brouiller les catégories préétablies. Il s'agit ici plus précisément de regarder comment la crise, puis la guerre civile impliquent, l'entrée de la société toute entière dans une logique d'économie de guerre dont l'impact peut s'avérer aussi prégnant que celui des combats. En effet, ces dynamiques économiques ont la faculté de poursuivre la logique du conflit, même en l'absence d'affrontements armés. Si Weber associe l'exercice de la violence légitime à la souveraineté de l'Etat, la guerre civile découlerait mécaniquement de la perte du « monopole » (Weber, 1922; 1995) de cette violence. Baczko et Dorronsonro proposent pour leur part le concept d'économie de la violence qui se distancie de la vision wébérienne dans le sens où il donne une plus grande part à la complexité des interactions et à la diversité des acteurs en présence :

« Les définitions les plus fréquentes de la guerre civile reposent, explicitement ou non, sur une conception wébérienne de l'Etat comme détenteur du monopole de la violence légitime sur un territoire. La guerre civile serait donc la perte de ce monopole à la suite d'une contestation violente, débouchant sur une situation de souveraineté divisée. Cette définition – sans nier son intérêt heuristique – repose sur une conception de l'Etat qui peut dissimuler la complexité des objets ainsi subsumés. Nous proposons d'introduire une conceptualisation alternative à partir du concept d'économie de la violence, défini par l'organisation relativement stable des interactions (compétition, coopération, délégation) entre acteurs pouvant user de la violence ou de sa menace. Ces acteurs sont de nature différente (individus, clans, organisations criminelles, institutions étatiques, milices) et se rencontrent autour d'enjeux sociaux, économiques, politiques. L'économie de la violence telle que nous l'entendons ne suppose pas une rationalité économique des acteurs et, par ailleurs, rien n'assure que cet ordre social soit fonctionnel ou légitime. Cette définition s'écarte de l'approche wébérienne sur trois points : la légitimité, le monopole et le rôle de l'international. » (Baczko & Dorronsoro, 2017:317)

Cette complexité et la pluralité des interactions qui constituent l'économie de guerre est également décrite par Jonathan Goodhand comme pouvant s'analyser selon trois catégories : l'économie de combat, l'économie parallèle, et les économies d'adaptation :

- L'économie de combat correspond à l'accaparement ou la mobilisation de ressources économiques dans le but de faire perdurer le conflit, pour augmenter les capacités de belligérance d'un camp ou pour atteindre celles d'un camp adverse.
- L'économie parallèle désigne l'ensemble des activités économiques qui ont lieu en dehors des cadres réglementaires, mais ne sont pas synonymes du concept d'économie informelle, dans le sens où, à la différence d'une économie informelle en temps de paix, l'économie parallèle selon Goodhand se développe dans un espace créé et maintenu par le conflit lui-même.
- Les économies d'adaptation décrivent les pratiques et stratégies des populations qui développent des moyens à leur portée pour faire face à la situation et survivre. (Pugh et al., 2004).

Retracer toute la complexité des dynamiques d'économie de guerre nécessite en effet de se pencher sur l'ensemble des acteurs qui y participent ou y contribuent de manière active ou plus conjoncturelle. Ainsi l'économie de guerre résulte tout autant qu'elle alimente une extrême fragmentation des marchés et des activités. Elle se développe dans un contexte marqué par la violence, mais aussi par les sanctions économiques qui lui laissent le champ libre dans un grand nombre de secteurs. L'économie de la violence voit également émerger de nouveaux acteurs et de nouveaux réseaux sans pour autant être totalement étrangère aux réseaux et aux structures économiques préexistants.

Pour Charbel Nahas, la guerre civile entraîne mécaniquement l'émergence d'une économie de la violence :

«(...) la guerre civile se fonde sur le rétrécissement spatial et institutionnel . Elle se traduit d'emblée par une démobilisation massive des ressources : dislocation de

l'encadrement, rupture des circuits internes d'échange, pertes d'activité, chômage, établissement de circuits financiers et d'appareils fiscaux alternatifs par les milices, déplacements de population, pillages des biens privés et des ressources publiques » (Nahas, 2015).

Cette redirection des circuits économiques vers une économie hors des réseaux classiques libère un très important contingent de travailleurs qui sont de fait rendus disponibles pour être recrutés au profit de l'économie de guerre. La guerre civile contribue également à une fragmentation des espaces mais aussi des activités et des réseaux.

#### **a. Fragmentation de l'économie**

Le contexte conflictuel a eu, dès l'année 2011, des effets très importants sur l'économie syrienne, mais au fur et à mesure que la situation a évolué vers un état de guerre, les enjeux de sécurité individuelle, de manque de transports, de salaires impayés, d'enrôlement dans l'armée régulière ou dans d'autres groupes armés et de difficultés d'approvisionnement en tous genres ont provoqué une fragmentation des marchés et des activités économiques. Cette complexité peut être décrite à partir de la grande diversité des acteurs qui sont en jeu dans son émergence et son développement.

Figure n°22 : Tableau synthétique des acteurs, politiques / actions et effets de l'économie de guerre en Syrie

Acteurs	Politiques / Actions	Conséquences de l'économie de guerre
Etats-Unis, Arabie Saoudite, Qatar, Turquie, Russie, Iran, Hezbollah	Arment et financent les oppositions, pour certains d'entre eux, favorisent l'entrée de combattants étrangers	La Syrie devient un terrain de guerre régional, violations de la souveraineté territoriale syrienne, déplacés, morts, destructions de l'habitat et des infrastructures, pertes sociales et économiques massives, accroissement de la dépendance de la Syrie vis-à-vis d'autres pays et de l'aide internationale
Régime syrien	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Compte sur les alliances internationales pour mener la guerre</li> <li>-Actions militaires</li> <li>-Hausse très importante des dépenses militaires, incitations à intégrer l'armée, campagnes d'enrôlements forcés</li> <li>-Déplacements de populations forcés</li> <li>-Réduction des investissements, baisse des engagements / dépenses par l'inflation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Accroissement de la dette et de la dépendance, violations de souveraineté et hypothèque de la souveraineté sur le long terme</li> <li>-Destruction du capital humain et social, destruction de l'habitat et des infrastructures</li> <li>-déclin de la production nationale, pertes de compétences pour l'économie nationale</li> <li>-Accroissement de la pauvreté</li> <li>-Développement du crony capitalism</li> </ul>



	-Recours aux seigneurs de guerre et trafiquants pour poursuivre la guerre et prendre en charge l'économie	-Impunité des seigneurs de guerre et trafiquants, récompense des personnes identifiées comme loyale au régime
Etats-Unis et Union Européenne	Sanctions économiques	Accroissement des pénuries, paralysie du secteur bancaire, développement des trafics en tous genres et du phénomène des seigneurs de guerre, accroissement des départs de réfugiés vers l'extérieur de la Syrie, politiques de gestion des réfugiés (accords UE-Turquie)
Etats-Unis, Coalition internationale	Interventions armées sur le terrain, tentatives de « regime change » de manière indirecte, combats contre Daech	Destructions d'habitats et d'infrastructures, fragmentation et partition de facto
Russie, Iran, Turquie	Interventions armées sur le terrain	Destructions d'habitats et d'infrastructures, attaques visant les populations civiles, violations de souveraineté
Diaspora syrienne	Augmentation du soutien économique	Les fonds envoyés permettent aux familles concernées de faire face aux difficultés économiques
Groupes armés	Ont accepté des fonds et des armes de la part des puissances régionales, instrumentalisation d'idéologies extrémistes, pratiques extrémistes, exactions, ont pris le dessus sur les conseils locaux	Destruction des institutions, priorisation des combats contre le régime et les autres groupes armés au détriment de la gestion des populations, affaiblissement des systèmes d'éducation et de santé, accroissement des inégalités et parmi elles des inégalités de genre

Mouvements de société civile	Organisation de réseaux d'aide d'humanitaire, initiatives de réconciliation	Mise en place de stratégies de survie face à la situation économique et soutien aux plus vulnérables
Réseaux criminels	Trafics d'êtres humains, production et trafic de stupéfiants	Atteintes à la sécurité des personnes
Secteur privé	Fuite des capitaux, conquêtes de monopoles économiques, consolidation du crony capitalism	Perte d'emplois et de compétences, émergence d'une nouvelle élite économique

*D'après Conflict Economies in Syria: Roots, Dynamics, and Pathways for Change tableaux n° 4 et 5, (SCPR, 2020: 18-19)*

Comme le fait apparaître ce tableau, les acteurs impliqués dans l'économie de guerre sont tout autant locaux, nationaux, qu'internationaux, ils correspondent à des Etats comme à des entités non-étatiques, et ils agissent à des niveaux très divers allant de la vie quotidienne des populations aux conséquences économiques de long terme pour la Syrie.

Cette fragmentation touche, de plus, l'ensemble des secteurs économiques avec des transports qui ne peuvent plus assurer les liaisons entre agglomérations ou entre régions, entraînant ainsi le développement d'activités informelles de transport dans des conditions de sécurité très sommaires. D'autres pans entiers du secteur tertiaire s'arrêtent totalement de fonctionner comme celui du tourisme qui représentait une part importante de l'activité économique syrienne (environ 20). Le secteur industriel a dans un premier temps, fonctionné a minima, puis s'est effondré sous le coup des difficultés d'approvisionnement et des pénuries. Le secteur pétrolier quant à lui est resté un enjeu au cœur des affrontements. Ses infrastructures sont passées de mains en mains tout au long du conflit puis ont été en grande partie détruites par la coalition une fois qu'elles étaient passées sous le contrôle de Daech. Enfin le secteur agricole s'est rétracté vers l'autosuffisance familiale et se trouve durablement compromis par l'abandon des terres, la pollution des sols et les difficultés d'approvisionnement en eau et en électricité et en produits phytosanitaires.

Mais l'impact des multiples fragmentations (économique, territoriale, politique) ne se limite pas à des données économiques, car ses conséquences sont beaucoup plus profondes. En effet, ce phénomène renforce la vulnérabilité des populations, en les

mettant à la merci de nouveaux circuits de prédation qui entretiennent la violence. Hamit Bozarlsan écrit ainsi que :

« [...] la fragmentation territoriale [...] peut aller de pair avec l'émergence d'un ordre milicien s'inscrivant dans un *continuum* sociologique avec l'Etat et le singeant dans un cadre limité et avec des ressources amoindries. Il en va de même des liens que la violence entretient avec l'économie. La destruction généralisée des richesses par la violence peut engendrer une nouvelle économie permettant de créer de nouveaux circuits de taxation, d'accumulation primitive par la prédation, de redistribution qui, inmanquablement, tissent de nouveaux liens d'obligation et renforcent la mobilisation militaire. » (Bozarlsan, 2006 : 274)

Les liens entre fragmentation de l'économie, économie de la violence, et pérennisation du conflit par les entreprises de captation des ressources sont en effet indéniables et tendent à montrer qu'une fois le climat de guerre civile établi, sa grammaire se déploie avec une forme d'autonomie qui contraint très fortement les acteurs ou au contraire, leur ouvrant des opportunités d'accumulation de ressources et de pouvoir, construit des carrières et fait émerger de nouvelles élites. Ces nouvelles figures de pouvoir ont d'autres types de parcours sans pour autant mettre en œuvre des pratiques qui diffèrent totalement de celles des élites qui les ont précédées.

### ***b. Impact des sanctions internationales***

Le rôle des sanctions doit être également regardé de près car il n'est pas sans impact sur la mise en place et l'ancrage de l'économie de guerre sur un territoire donné. Les sanctions privent l'Etat de ressources importantes et réduisent d'autant son budget, ce qui a pour conséquence de limiter fortement la mise en œuvre des politiques publiques. Cette réalité est encore accentuée par le fait que l'Etat se trouve privé de devises dans ses échanges commerciaux internationaux. Dans ce contexte, on voit alors apparaître des acteurs<sup>176</sup> qui développent des compétences pour

---

<sup>176</sup> Ces acteurs ont appris à contourner les sanctions américaines en Irak.

contourner les sanctions et qui comptent l'Etat lui-même parmi leurs clients. Les réseaux préexistants de clientélisme et de corruption qui prospéraient en Syrie avant 2011 s'en trouvent renforcés et se déploient en étendant leurs périmètres d'action. Le secteur du transport de marchandises et du transport de pétrole sont les plus touchés par ces phénomènes. L'Etat lui-même s'implique alors dans des alliances liées au trafic de drogue à l'échelle régionale comme à l'échelle internationale. La Syrie serait ainsi devenue en très peu de temps le premier narco-Etat du Proche-Orient à la tête de la production et de l'exportation d'amphétamines entre autres. Mais cette logistique nécessite aussi l'implication de banques et de bureaux de change qui organisent la circulation des devises à partir du Liban.

L'émergence progressive d'une économie de guerre à partir de 2012, renforcée par les sanctions économiques internationales, a donc bénéficié aux nouveaux acteurs économiques ayant développé des compétences spécifiques à ce contexte, mais elle a également eu pour conséquence de réactiver des réseaux relationnels pré-étatiques (relations tribales, communautaires, etc..). Les populations, quant à elles, n'ont d'autre choix que de s'adapter à ces nouvelles données en l'absence de perspectives d'emplois légaux. De nouvelles activités sont donc créées ou renforcées, en particulier dans le transport, la contrebande de médicaments, de drogues, d'alcool, de cigarettes, de devises, mais aussi de produits de consommation courants. Il existait avant 2011 des personnages que l'on appelait «simsār»<sup>177</sup>, ou courtiers, qui se chargeaient de nombreuses missions d'intermédiaires dans les transactions immobilières et commerciales, les affaires judiciaires, le recouvrement de créances, entre autres. Ce phénomène explose dans le contexte de l'économie de guerre et se développe à tous les échelons de la société : ces « courtiers » prennent une place considérable dans toutes les transactions et servent d'intermédiaires entre tous les acteurs du nouvel écosystème, caractérisé par les désorganisations, les sanctions, la violence et le retrait de l'Etat. Au cœur-même de la présidence, une cellule officieuse se charge d'attribuer les contrats, les permis de construire, les laissez-passer, les licences d'import-export en

---

<sup>177</sup> Ce mot arabe revêtait dans la société syrienne une connotation très négative liée à des entremises plus ou moins honnêtes et des profits peu transparents. Le personnage de Sidonie Rougon dans le cycle romanesque de Zola, *Les Rougon-Macquart, Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire*, en particulier la description qui en est faite dans le roman *La Curée*, correspond tout à fait au personnage du « simsār » dans la société syrienne d'avant 2011.

mobilisant ces courtiers comme intermédiaires dans toutes les affaires<sup>178</sup>. Le régime est également très actif dans les activités de blanchiment d'argent, mais procède aussi au « blanchiment des parcours et des carrières » en attribuant des sièges parlementaires, des distinctions honorifiques, ou encore des postes prestigieux à ses partenaires les plus fidèles<sup>179</sup> dans cet environnement d'économie de guerre.

La vague de privatisations qui avait été amorcée par Bachar al-Assad dès les années 2000 ne s'est pas interrompue pendant le conflit et à bien au contraire connu un essor considérable, au point de remettre en question la souveraineté de l'Etat. Ces options néo-libérales ont eu pour conséquence de déréguler très fortement le secteur public, et d'organiser la prééminence du secteur privé, avec une évolution progressive vers une « politique des courtiers » érigée en mode de gouvernance. Cette réalité est présente sur l'ensemble du territoire syrien, dans les zones administrées par le régime comme dans les zones aujourd'hui sorties de son contrôle. A l'échelle régionale, des pays comme le Liban, l'Egypte ou encore les Emirats Arabes Unis offrent des facilités aux nouveaux hommes d'affaires syriens et à leurs capitaux. Mais cette voie empruntée par le régime ne fait en réalité qu'accentuer ses manques à gagner puisque ces nouveaux réseaux ont la main sur des ressources comme le pétrole, les points de passage, ou encore les communications.

Dans cet écosystème très évolutif et en recomposition permanente, les nouveaux réseaux se créent, se réactivent, s'étendent ou disparaissent. Ils s'adaptent sans cesse et entretiennent entre eux des relations informelles qui sont à la fois concurrentielles et partenariales, à travers des liens qui ignorent les appartenances réelles ou supposées de classes sociales ou de communautés. Cela implique également une militarisation, car ce contexte génère des conflits de territoires et des rapports violents. Chaque réseau de courtiers développe aussi ses propres mécanismes redistributifs et de clientélisme afin de maintenir ses intérêts et ses partenariats. Cela a pour conséquence d'installer ces réseaux dans le paysage quotidien à tous les échelons de la société. Ces réseaux se renforcent et augmentent leur influence, acquièrent la capacité à financer des milices, à réinvestir leurs profits

---

<sup>178</sup> A titre d'exemple on peut citer l'attribution du marché des tours Marota City à Damas à la société Damas Holding qui est très proche du régime.

<sup>179</sup> C'est le cas des frères Qaturji dont le parcours sera évoqué plus en détails ci-après.

dans la diversification de leurs activités et à s'auto-administrer en l'absence de toute régulation.

Cette « économie des courtiers », en lien avec les centres du pouvoir, a permis de contourner les sanctions mais ne vise ni le développement d'activités économiques pérennes, ni une contribution au développement des territoires. Comme l'expose Dina Rizk Khoury, la situation échappe aux grilles de lecture présentant la corruption comme un échec des Etats post-indépendances car la réalité dépasse les frontières des Etats-nations à travers les contrebandes transfrontalières et les collaborations avec les multinationales. Dina Rizk Khoury propose de comprendre la corruption à tous les échelons de la société comme une modalité de gouvernance, sans disjonction entre Etat et société, ou encore comme une pratique qui concerne tous les organismes et tous les domaines du quotidien. Ces pratiques lient l'Etat, ses administrations et les populations d'une manière qui enracine la corruption dans le quotidien et lui permet d'irriguer toutes les strates de la société (Khoury, 2023). Olivier de Sardan parle lui aussi d'une corruption qui lie tous ses protagonistes d'une manière bien particulière puisque qu'elle « ne signifie pas qu'un dirigeant politique à les mains libres, au contraire. Il doit mobiliser une clientèle, entretenir des réseaux, financer des ralliements. » Ses soutiens « entendent être récompensés si leur leader acquiert une position importante ». Les acteurs qui connaissent une forme de succès dans ce type de contexte économique sont en effet eux aussi redevables à ceux qui les ont aidés ou financés : « Ce qui est souvent interprété comme des loyautés familiales ou ethniques correspond plutôt à des contraintes systémiques : le devoir de récompenser « ceux qui t'ont fait roi » (Olivier de Sardan, 2016: 34). Cette conjoncture assoit au sein de la société une figure de l'Etat corrompu. A travers cette compréhension, on peut regarder le type de relations qui s'instaurent entre les centres du pouvoir et les populations comme un projet à part entière du régime pour son propre maintien. Pour ce qui est des habitants et de la manière dont leurs vies quotidiennes en sont affectées, ils sont pris dans un paradoxe, car ils souhaiteraient voire intervenir un changement, mais en l'absence d'autres ressources et d'autres cadres d'activité, ils alimentent ce système et contribuent à son fonctionnement en développant des expertises pour évoluer dans ce contexte et pourvoir à leurs besoins élémentaires.

### ***c. Restructuration des réseaux***

Une fois qu'une zone est plongée dans un fonctionnement de guerre civile violente, la porosité des rôles des différents acteurs et la fragmentation des territoires, des ressources et des influences diverses est telle qu'il devient illusoire de penser les événements en termes de catégories préalablement définies et figées. Les acteurs institutionnels participent aux fonctionnements informels, les groupes armés sont en contact permanent avec ce qu'il reste du fonctionnement de l'Etat, et les individus tentent d'assurer leur quotidien en faisant appel à l'ensemble des ressources à leur disposition. Ainsi, pour A. Baczko et G. Dorronsoro, « la distinction entre civil et combattant est une réification des catégories du droit international. En pratique, un homme se bat une partie seulement de la journée, une personne loge un combattant, un juge est au service de l'insurrection : sont-ils civils dans un contexte de guerre civile ? »(Baczko & Dorronsoro, 2017:315). Pour les auteurs, la violence malmène les catégories et les limites qui deviennent, en contexte de guerre, de moins en moins fixes et de moins en moins lisibles pour les acteurs eux-mêmes. Cela provoque une instabilité généralisée et une reconfiguration permanente des acteurs, de leur rôle, de leur zone d'influence, et des activités par lesquelles ils financent leurs actions.

« Ce jeu de contraintes et de ressources conditionne largement les interactions entre les acteurs de lutte pour l'Etat. Toute stabilisation des relations entre groupes armés ne peut être que temporaire, comme la survie d'un acteur à long terme implique le contrôle ou la neutralisation du centre politique, ce qui implique l'élimination ou l'intégration de ses concurrents. Les intérêts économiques des acteurs sont insuffisants pour créer les conditions d'un partage stable du territoire et de ses ressources, ce qui confirme les critiques soulevées contre les théories qui réduisent les guerres civiles à l'exploitation prédatrice par des acteurs violents qui évitent ou du moins minimisent les confrontations. Au contraire, l'anticipation d'une reconstruction à terme de l'Etat entraîne une intensification de la compétition violente autour du contrôle territorial, du contrôle des institutions étatiques et de la reconnaissance internationale. Le développement d'une bureaucratie apparaît comme un élément clé

de cette lutte puisque la capacité à accumuler des ressources influe fortement sur la probabilité de survie d'un groupe armé. » (Baczko & Dorronsoro, 2017: 320)

Les organisations très diverses qui prennent part à l'économie de guerre s'articulent autour de la violence. Dans le contexte syrien, les acteurs de l'économie de guerre sont à la fois des structures économiques préexistantes au conflit et qui recyclent leurs réseaux dans le contexte de guerre, l'Etat lui-même, mais aussi les différents groupes armés issus de la situation de crise.

L'économie de guerre se déploie dans un environnement instable et fortement militarisé. Aucune régulation n'est possible dans un tel contexte où la force prédomine. Les ressources disponibles sont très faibles et leur redistribution sert principalement les réseaux d'intérêts divers.

Les groupes armés en présence qui s'instaurent comme « forces du fait accompli » sont des institutions de formes et de natures différentes et qui occupent des fonctions différentes en fonction des zones concernées. Les forces en présence, y compris les groupes armés, ont investi pour maintenir certains niveaux de service de base. Mais ces investissements restent très inférieurs aux besoins réels des populations de leurs zones d'influences respectives.

Les destructions causées par la guerre impactent très fortement le capital matériel et les infrastructures. Les violences occasionnent aussi une importante perte de capital humain en raison des décès mais aussi du grand nombre de réfugiés et de déplacés. Dans les zones restées protégées par le régime, on constate un fort recul des investissements malgré l'absence de violences. Cela est dû à la fermeture des frontières avec la Turquie et la Jordanie, mais aussi au fait que tous les efforts financiers de l'Etat sont concentrés sur les dépenses militaires selon le rapport « Confronting Fragmentation » du Syrian Center for Policy Research, SCPR, de 2015. Dès 2014, le régime annonce une « rationalisation des subventions » qui correspond en fait à une réduction drastique dont l'objectif est de libérer les prix et de conserver un contrôle partiel sur le déficit budgétaire. Le pain, le mazout (dont les Syriens se servent pour se chauffer) et les hydrocarbures sont particulièrement ciblés par ces baisses de subventions. Le budget de fonctionnement de l'Etat est révélateur de cette situation puisqu'il recule de 23% entre 2014 et 2015, accentuant ainsi la récession de 36% sur cette même période selon ce rapport (SCPR, 2015). Cette politique conduit à l'augmentation des coûts de production et voit s'enchaîner

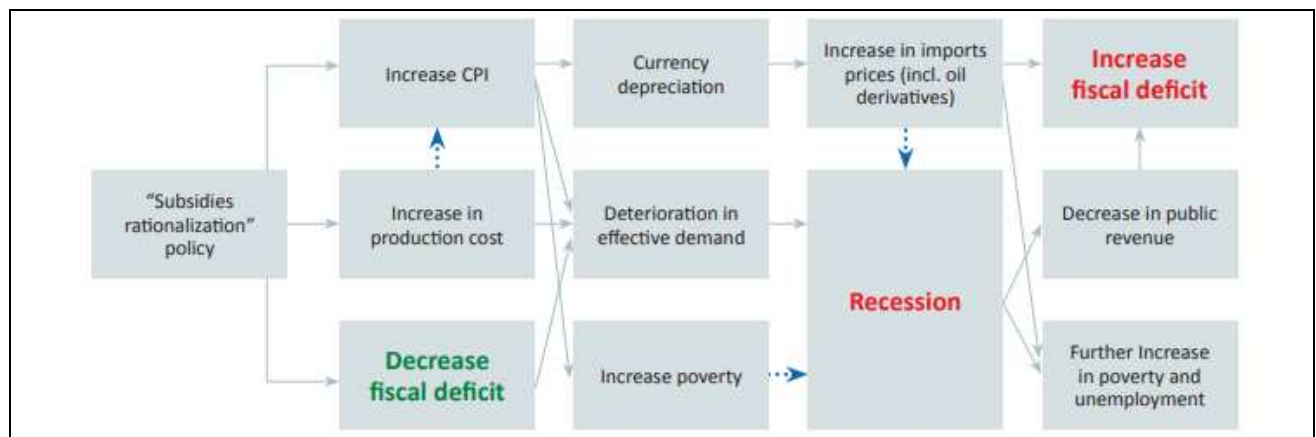


l'augmentation des coûts de l'importation, accrue par l'inflation puis par l'effondrement du cours de la livre syrienne. Cette inflation très importante est encore accentuée par les sanctions internationales qui sont décidées contre le régime syrien. Ce contexte économique fait inévitablement émerger des phénomènes de marché noir.

Ces marchés noirs sont contrôlés et organisés par des personnes très proches du régime, déjà rompues aux réseaux commerciaux avant 2011. Les divers groupes armés sont eux aussi organisateurs de marchés noirs ce qui conduit l'ensemble de ces acteurs à se partager des monopoles locaux de contrôle des produits de première nécessité. Chaque partie survit grâce à des alliances multiples et fluctuantes. Cette complexité voit naître des collaborations économiques paradoxales entre les diverses parties en conflit. Le fabricant de fromages Manfuch est un exemple emblématique de cette circulation des fonds et des services, il est cité dans de nombreux articles et ouvrages (Vignal, 2018). Ce producteur de produits laitiers de la région de Damas a en effet été un intermédiaire entre les zones encerclées par le régime et le régime lui-même en fonction des intérêts et des besoins qui se jouent en parallèle du conflit armé et des oppositions de principes entre les parties. Lors d'une interview télévisée, Bachar al-Assad déclare lui-même, à propos de la reprise de la région de la Ghouta, précédemment sous contrôle de groupes armés d'opposition, que les difficultés économiques sont multiples : il explique qu'il a besoin de moyens financiers pour acheter des munitions et pour remettre en place des services que l'Etat syrien n'assurait plus dans un contexte où les financements apportés par les groupes armés disparaissent alors qu'ils soutenaient de manière indirecte l'économie syrienne et sa monnaie (interview du 01/11/2019).

Dans cette même période du milieu des années 2010, on assiste en conséquence à un fort retour des transactions en cash en raison du développement d'une très importante économie parallèle dans un contexte où les acteurs économiques sont impactés par une absence totale de stabilité et de sécurité.

Figure n°23 : Schéma de l'impact direct et indirect de la politique de "rationalisation des subventions"



*Report Confronting Fragmentation, Syrian Center for Policy Research, 2015, Figure 8, p. 31*

Comme le montre le schéma précédent, confronté à des difficultés budgétaires très importantes, l'Etat syrien tente par tous les moyens de diminuer ses dépenses et d'augmenter ses recettes mais les leviers activés manquent d'efficacité et ne font que renforcer la crise. En effet, des créations et des augmentations de taxes sont décidées : taxes sur la consommation, TVA, taxes douanières, augmentation des taxes foncières, taxes sur les voitures de luxe entre autres. Mais l'appareil d'Etat n'a plus les moyens de collecter correctement ni de contrôler la perception de ces taxes. La corruption prend de l'ampleur dans ce contexte, et les milieux d'affaires les plus proches du régime bénéficient de cette situation à la fois chaotique et incertaine.

Les résultats observables de la politique de « rationalisation des subventions » sont donc la baisse du pouvoir d'achat, une augmentation conséquente de la pauvreté, une importante récession et donc une baisse des recettes de l'Etat. Cela conduit le régime à augmenter à nouveau les taxes, accentuant ainsi l'effet de cercle vicieux qui alimente la crise. L'action publique est financée par le déficit et ne peut qu'entraîner l'effondrement des taux de change et de la livre syrienne. Durant cette période, la Banque Centrale Syrienne est intervenue régulièrement de manière directe ou indirecte sur le marché des devises pour tenter de stabiliser la livre syrienne en puisant dans les réserves et en injectant de l'argent dans l'économie. Mais ces interventions n'ont pas pu empêcher l'effondrement de la livre qui est passée de 50 livres syriennes pour 1\$ à 15 000 livres en 2023 malgré les transferts d'argent issus de la diaspora et les crédits accordés par la Russie et l'Iran.

De plus, la mauvaise gestion, le règne de la rumeur et les revirements successifs au plus haut niveau de l'Etat favorisent les plans des spéculateurs. On peut citer en exemple le décret n°1131 qui stipulait que les banques privées n'avaient plus le droit de procéder à des transactions en devises étrangères, celles-ci devant passer uniquement par la Banque Centrale Syrienne. Moins de deux semaines plus tard, ce décret est finalement annulé. De la même manière, le Ministère de l'Economie et du Commerce interdit en 2012 d'importer des produits taxés à plus de 5%, c'est-à-dire des produits de luxe. Dix jours plus tard cette réglementation est annulée mais a généré une telle spéculation qu'on voit certains produits augmenter de 48%.

Pour preuve du caractère erratique de la prise de décision économique au plus haut sommet de l'Etat syrien tout au long de la crise, il est intéressant de relater le conflit qui a opposé deux hauts fonctionnaires syriens membres du directoire de la banque centrale syrienne, Adib Miyalé et Durayd Durgham. Durgham faisait partie de la génération de jeunes technocrates formés en Occident qui ont émergé dans le sillage de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad, il en était une des figures emblématiques et servait de vitrine moderne et réformatrice au régime avant 2011.

Une fois la Syrie plongée dans la crise politique, économique puis finalement dans la guerre, Durgham et Miyalé défendent des solutions différentes pour lutter contre les effets monétaires de la crise.

Dans le cadre du forum « Les mercredis de l'économie », Durgham se prononce pour une nécessaire autonomie de la banque centrale dans le cadre des « mercredis de l'économie » du 4/05/2018. Il déplore qu'on ne « questionne pas l'Etat sur le déficit et les dettes accumulées, le remboursement est reporté et échelonné sur 10 échéances annuelles à partir de 2015, les générations futures devront payer la guerre. ». Ces prises de position vont conduire à son éviction du directoire et même à son incarcération. Il sera par la suite réhabilité puis remis à son poste.

Pour sa part, Miyalé qui est directeur général de la banque centrale va à l'encontre de l'opinion de Durgham et va choisir de suivre les directives de l'exécutif. Il accepte la liquidation d'une réserve de devises de plusieurs milliards pour les injecter à perte dans l'économie syrienne en crise. De grosses sommes ont été perdues dans le but unique de préserver, selon les différentes sources, l'image de l'Etat en tentant à tout prix d'éviter ou de retarder l'effondrement de la livre.

Dans cet environnement économique de crise, le seul secteur qui marque une croissance rapide c'est le « secteur de violence ». Cela conduit à une restructuration de toute l'économie autour des activités en lien avec la violence : recrutement pour les activités militaires, organisation d'activités criminelles qui s'institutionnalisent de plus en plus, et toutes les activités parallèles induites par la généralisation de la violence : trafic de drogue, vol, pillages, kidnappings, etc <sup>180</sup>. Le nombre de personnes travaillant dans une économie illégale (incluant l'économie parallèle et l'économie criminelle) est en constante augmentation. Les réseaux en lien avec la violence organisée sont présents sur tous les territoires. En créant sans cesse de nouvelles activités et relations d'intérêts à l'intérieur et à l'extérieur du pays, ces réseaux sont devenus plus influents et plus puissants, ce qui leur donne plus de moyens pour attirer de nouvelles recrues grâce à une distribution plus large de leurs bénéfices. Une estimation parle de 17% de la population travaillant en lien avec l'économie de la violence en 2015 (SCPR, 2015). De nouvelles activités sont créées dans le contexte de guerre et en lien avec de nouvelles opportunités et de nouveaux besoins qui émergent. On peut par exemple citer la revente du mobilier des logements abandonnés ou encore le fait de monnayer la sécurisation d'un trajet pour un convoi routier. On peut citer également le trafic payant d'informations permettant de vérifier la situation d'une personne vis-à-vis des services de sécurité : peut-elle demander un passeport ou risque-t-elle d'être arrêtée si elle se présente à la police, lieu d'incarcération d'un proche, possibilité d'obtenir un parloir, etc. Une personne qui sort tout juste de détention politique rapporte que sa famille a dû dépenser 7500 \$ pour obtenir sa libération. Il déplore l'impact sur l'avenir de ses frères et sœurs car ses parents ont été obligés de vendre des biens pour financer ces dépenses. « Il faut compter une première somme pour savoir dans quelle prison est la personne, puis pour qu'elle passe devant la justice, et ensuite pour la faire sortir. Il faut payer aussi pour améliorer le quotidien en prison et surtout pour recevoir des soins en détention. Il y a 3 clés : Il y a des intermédiaires, des « simsār »<sup>181</sup> ou courtiers, qui sont souvent des avocats corrompus, qui ont des liens avec des réseaux, des entremetteurs qui

---

<sup>180</sup> En décembre 2022, le congrès américain a voté un texte stipulant que le régime syrien fait désormais partie des cartels de trafic de stupéfiants.

<sup>181</sup> Voir note de bas de page n°177.

passent des messages, et des petits fonctionnaires du secteur de la sécurité et c'est par ces gens que transitent les messages et l'argent »<sup>182</sup>.

Un autre témoin rapporte que les réseaux qu'il a payés pendant plusieurs semaines ont continué à lui demander de l'argent pour obtenir des informations alors que son fils était déjà décédé<sup>183</sup>.

Les check points deviennent également un enjeu financier très important. Le régime va cependant céder la gestion de certains de ses check points à des forces de sécurité parallèles tandis que les groupes armés d'opposition créent également leurs propres check points. Les profits générés permettent à ces différents groupes de se structurer grâce à des profits très importants. Le point de passage de Muruk entre une zone tenue par le groupe Tahrir al-Cham et une zone tenue par le régime dans le centre du pays générait au milieu des années 2010 des rentrées d'argent estimées à 50 000 \$ par jour. Ces points de passage génèrent tant de profits qu'ils peuvent parfois changer de main par la voie de ventes aux enchères. La multiplication des check points et des droits de passage que les transporteurs et les commerçants doivent payer a pour conséquence de faire augmenter considérablement le prix des marchandises, pouvant par exemple multiplier par 30 le prix d'un kilo de pain. Des systèmes de racket organisé se développent également sous la forme d'une pseudo-protection des personnes ou des marchandises qui empruntent les routes. Les groupes d'intérêt les plus structurés et les plus puissants parviennent pour certains à supprimer les différents intermédiaires pour se mettre en position de monopole dans une zone donnée ou dans la négociation d'un type de produits en particulier. C'est le cas de Georges Hassouani qui a mis la main sur la négociation, le transport et le commerce du pétrole entre Daesh et le régime.

---

<sup>182</sup> Rateb Chaabo, figure de l'opposition, entretien R-TEE 15

<sup>183</sup> Témoin anonyme, militant, entretien R-TEE 16

#### ***d. Emergence de nouveaux acteurs du monde économique***

Figure n°24 : Acteurs économiques et Etat des années 2010 aux années 2020

	Acteurs du capitalisme politique 1980 - 2000	Acteurs du système néo-patrimonial 2000 - 2013	Acteurs de l'économie de guerre 2013 - 2022
Origine sociale	Grandes familles aisées des grandes villes, forte culture économique et commerciale.	Jeune génération favorisée, ce sont les enfants des hauts responsables économiques et politiques, ils font partie de l'écosystème proche du pouvoir.	Origines sociales hétérogènes.
Liens avec l'Etat	Pouvaient être partenaires de l'Etat dans le cadre de sociétés mixtes, activités dans le cadre légal.	Acteurs proches du pouvoir, bénéficiaires des privatisations.	L'Etat peut faire appel à leurs services comme prestataires ou comme prête-nom.
Capital social	Fort capital social	Fort capital social	Faible capital social
Réseaux	Larges réseaux locaux et internationaux	Larges réseaux locaux et internationaux	Réseaux locaux mais faibles réseaux internationaux
Secteurs d'activité	Commerce, industrie, finance, tourisme, agroalimentaire	Nouvelles technologies, télécommunications, immobilier, détenteurs de licences de marques internationales	Hydrocarbures, armes, drogue, contrebande, activités liées à la violence, interface commerciale entre les différentes parties du conflit.
Réaction à la crise à partir de 2011	Ils ont quitté la Syrie et transféré leurs activités.	Ils se sont positionnés en soutien absolu au régime.	Ils ont saisi les opportunités offertes par la crise.
Impact des sanctions économiques internationales	Leur départ a été précipité par la crainte des sanctions.	Ils figurent personnellement sur les listes des personnalités ciblées par les sanctions.	Ils ont exploité les opportunités de contrebande créées par les sanctions.

Le contexte économique syrien a connu, depuis les années 2000, deux grandes phases de reconfiguration. La première est due aux options libérales prises par Bachar al-Assad à son arrivée au pouvoir. La seconde est consécutive aux crises multiples qui se déploient à compter de 2013. A partir du moment où le conflit est ancré, et où la violence s'impose comme force centrifuge dans tous les échanges du quotidien, on voit émerger des « nouveaux riches de guerre » (Haddad, 2022) qui viennent occuper la place laissée vacante par les acteurs économiques qui les ont précédés. Ils se saisissent des opportunités créées par l'économie de guerre.

Les hommes d'affaires proches du pouvoir dans les années 1980 à 2000 sont issus de grandes familles ayant construit leur réussite économique sur une temporalité longue. Ils disposaient en 2011 de réseaux très développés y compris à l'extérieur de la Syrie, ce qui leur a permis de transférer leurs activités par exemple en Egypte.

Leurs partenariats avec l'Etat syrien avaient déjà été en partie remis en cause dès l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad car il avait mis en place une nouvelle génération d'hommes d'affaires, plus jeunes, issus des familles les plus proches des cercles du pouvoir, et qui s'étaient positionnés sur de nouveaux secteurs d'activité. Cette relative marginalisation des hommes d'affaires traditionnels est à analyser comme le pendant économique de la prise de distance de Bachar al-Assad avec les hommes de pouvoir de la génération de son père. Ces nouveaux hommes d'affaires ont bénéficié du large mouvement de privatisations mais restaient très liés au régime auquel ils doivent leur ascension.

A son tour, cette nouvelle génération d'hommes d'affaires va être supplantée par de nouveaux acteurs économiques dont l'émergence est liée à la crise syrienne. Plus libres au départ vis-à-vis de l'Etat, ils ont cependant tiré profit des difficultés multiples du régime pour se positionner en intermédiaires, financeurs ou encore partenaires paramilitaires. Les plus influents d'entre eux ont ensuite été adoubés par le régime sous la forme de sièges parlementaires par exemple, en guise de remerciements pour les services rendus pendant les périodes les plus délicates, et pour blanchir l'ensemble de leurs activités, au risque d'évincer des personnes qui se perçoivent comme plus légitimes car loyales au régime de longue date.

En examinant le nouveau corps législatif élu lors du scrutin parlementaire du 21/07/2020, on peut observer cette restructuration des centres du pouvoir et des réseaux d'influence. Cette dynamique peut être mise au jour en étudiant la trajectoire de quelques-uns des hommes emblématiques de ces reconfigurations successives.

La génération de familles commerçantes qui était déjà présente sous Hafez al-Assad a connu des trajectoires diverses depuis la crise syrienne. Rateb Challah en est un exemple. Issu d'une grande famille, il a fait des études supérieures d'économie à Oxford et de gestion aux USA. Son père était déjà influent dans le monde des affaires, et avait tissé des liens forts à l'international, il connaissait personnellement Jimmy Carter. Rateb Challah, en plus de ses entreprises, était également directeur du Comité de Partenariat Commercial avec l'Union Européenne, et président de la

Chambre de Commerce de Damas. Suite aux reconfigurations du monde économique syrien, Il n'est plus, contrairement à la génération de son père, considéré comme un interlocuteur privilégié.

On peut également évoquer le parcours de 'Othman al-'Aidi. Ingénieur hydraulique de formation, il a complété son cursus en France par des études supérieures en mécanique des fluides à la Sorbonne et à Grenoble. Il possède la grande chaîne d'hôtels de luxe « Cham » et était en situation de quasi-monopole dans ce secteur avant 2011. Il avait investi en France, et était propriétaire du Royal Monceau, l'Elysée Palace à Nice ou encore du Royal Ours Blanc à l'Alpe-d 'Huez parmi d'autres établissements hôteliers, ce qui lui avait valu de recevoir la légion d'honneur de la part du Président François Mitterrand. Uthman al-Aidi a cependant connu une très importante perte d'activité en raison de l'arrêt du tourisme en Syrie mais également en raison de la nouvelle génération d'hommes d'affaires promue par le régime. Contrairement à son père qui avait ménagé la situation monopolistique des établissements al-Aidi, Bachar al-Assad autorise Samer al-Fouz à se poser en concurrent sérieux en se lançant lui aussi dans l'hôtellerie de luxe avec les hôtels Four Seasons. Samer al-Fouz est très proche du régime et lui apporte son soutien plein et entier notamment via la chaîne de télévision al-Dunya dont il est propriétaire. Saeb Nahhas est également représentatif de ces hommes d'affaires de « première génération ». Son arrière-grand-père aurait été à la tête de la toute première usine textile en Syrie et il est lui-même un grand industriel avec plus de 30 entreprises dans des secteurs d'activité très diversifiés comme la finance, l'industrie pharmaceutique ou encore l'organisation de pèlerinages religieux à destination de Damas. Il a toujours entretenu des liens étroits avec L'Iran. Cela lui a permis de se sortir mieux que d'autres de la saisie de tous ses biens par le régime en 2015 grâce à l'intervention de l'Iran.

Ces hommes d'affaires ont donc connu des itinéraires contrastés en fonction de leurs réseaux préexistants mais ils ont tous vu la nature de leurs liens avec le régime se transformer et ne sont plus aujourd'hui dans la position de notables écoutés et protégés dans laquelle leur famille était sous l'ère Hafez al-Assad. Depuis 2011, ils ont choisi l'exil, ils ont été parfois harcelés par le régime, obligés de participer à des partenariats avec lui, ou encore dépossédés de tous leurs biens comme cela a été le cas de Firas Tlass, le fils de Mustapha Tlass, ancien personnage clé du pouvoir sous Hafez al-Assad.



Ce que l'on peut appeler la « seconde génération » d'hommes d'affaires syriens a émergé à la suite de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad et des nouvelles orientations économiques néolibérales qu'il a prises.

A titre d'exemple et pour illustrer les parcours de ces acteurs économiques des années 2000, on peut parler de Haytham Joud, connu entre autres pour la fabrication et le commerce de sodas et de boissons, mais aussi dans le domaine de l'import-export. Les privatisations lui permettent de créer Souria Holding qui regroupait avant 2011, avec la holding de Rami Makhlouf les 100 hommes les plus riches de Syrie. Les valeurs familiales liées aux réussites bâties sur plusieurs générations sont en perte de vitesse, ces hommes d'affaires étant plutôt à la recherche de secteurs permettant des opérations économiques faciles et rapides avec une volonté ostentatoire d'afficher leur succès. Lorsque le régime syrien s'est trouvé en position difficile dans le contexte de la crise, Haytham Joud est parti s'installer au Liban d'où il gère ses affaires en Syrie. Ce manque de soutien et le fait qu'il ne se soit pas déclaré suffisamment favorable au régime a conduit à la saisie de ses biens, comme par exemple la société Abraj Souria en 2020, sous prétexte d'une opération anti-corruption.

Enfin, on ne peut pas évoquer ces hommes d'affaires des années 2000 sans retracer l'itinéraire de Rami Makhlouf, cousin germain de Bachar al-Assad. Dans le contexte de la crise syrienne, il crée une milice, ainsi qu'une organisation qui s'affiche comme une association caritative « Ğama'iyat al-buṣṭān ». Bachar al-Assad l'a cependant assigné à résidence depuis 2019 et a mis la main sur l'ensemble de ses biens et actifs, dont la société Syriatel qui a le monopole de la téléphonie mobile en Syrie. Asma al-Assad a pris la main sur « Ğama'iyat al-buṣṭān » et en a changé le nom. Rami Makhlouf ne communique aujourd'hui avec l'extérieur que via les réseaux sociaux.

En septembre 2019, un épisode va manifester de manière tout à fait explicite la volonté du régime de maintenir une pression constante sur ces hommes d'affaires. Invités à l'hôtel Sheraton de Damas par Hazem Qarfoul, directeur de la Banque Centrale, pour une conférence sur le soutien à la livre syrienne, les hommes d'affaires et entrepreneurs sont finalement sommés de verser des fonds très importants et incités à le faire sous la pression de dossiers constitués sur eux et sur leurs activités pour les menacer.

Habiles à exploiter les opportunités économiques laissées vacantes par la fragmentation géographique, les nouveaux acteurs de l'économie de guerre commencent à émerger en 2013 dans un contexte où la perte de monopole de l'Etat sur l'ensemble des territoires favorise leurs activités.

Les frères Qaturji, au nombre de trois, sont emmenés par le second de la fratrie, Houssam Qaturji, né en 1982 à Raqqa. Ils deviennent des intermédiaires entre le régime et Daesh, puis également entre le régime et les mouvements kurdes pour assurer les négociations et le transport du pétrole et du blé vers les zones encore tenues par le régime. Ils créent alors leur entreprise, la société Qaturji, une société de transport comprenant également un groupe paramilitaire chargé de sécuriser les convois. Cette milice va par la suite intégrer la Défense Nationale<sup>184</sup>. Le soutien appuyé des frères Qaturji à Bachar al-Assad va d'ailleurs leur valoir d'être ajoutés à la liste noire américaine en 2018 et d'être personnellement visés par des sanctions. En 2020, Houssam Qaturji devient député en battant Fares al-Chahabi, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Alep, qui se croyait à l'abri d'un tel camouflet en raison de sa fidélité à Bachar al-Assad depuis son arrivée au pouvoir. Fares al-Chahabi<sup>185</sup> faisait d'ailleurs partie de cette nouvelle génération d'hommes d'affaires et de hauts fonctionnaires parvenus à leurs postes sous l'impulsion de Bachar al-Assad qui souhaitait y installer des personnes proches de lui. Cet épisode montre le mécanisme de l'ascension de ces nouveaux hommes d'affaires syriens, et l'établissement de nouvelles alliances economico-politiques entre eux et le régime à la faveur des nécessités de l'économie de guerre. En guise de remerciement pour les services rendus, Bachar al-Assad, en plus de l'opération de blanchiment et de légitimation apportée par la députation, publiera un décret pour légaliser a posteriori une petite raffinerie développée par la société Qaturji dans laquelle l'Etat prendra 15% de parts.

---

<sup>184</sup> La Défense Nationale (Difa' al-waṭānī) a été créée en 2012 par le régime pour tenter de regrouper sous ce vocable l'ensemble des petits groupes paramilitaires qui se sont formés tout au long de la crise. Cela permet à ces groupes d'obtenir un semblant d'existence légale. Pour le régime c'est une manière d'entretenir l'image d'un appareil d'état qui conserve la maîtrise de la situation.

<sup>185</sup> Fares al-Chahabi qui n'a pas perçu les changements d'alliance et les reconfigurations économiques occasionnés par la crise, va d'ailleurs s'indigner publiquement à la télévision syrienne (F. Al-Chahabi, communication personnelle, 22 juillet 2020) de sa défaite électorale en dénonçant l'achat des voix, le manque de transparence et la corruption dont il avait pourtant bénéficié lui-même lors son arrivée à son poste à la CCI d'Alep avant 2011.

On peut citer également le parcours de Abou Ali Khodr, originaire de la région de Safita. Il n'appartenait absolument pas aux cercles du pouvoir avant 2011. Il émerge à la faveur de la crise en créant une petite milice de sécurité et en s'arrogeant le contrôle de check points dans sa région. Son pouvoir local prend peu à peu de l'ampleur et il parvient à devenir un protégé de Maher al-Assad, frère de Bachar al-Assad (Daher, 2021). Il étend ensuite ses activités à la distribution de tabac, et d'alcool, conquiert le monopole local sur certains produits, et peut ainsi en fixer les prix. Il va également organiser à son profit la vente aux enchères du contrôle des check points. Enfin, Abou Ali Khodr va transformer sa milice en société de sécurité qu'il va mettre au service de la famille Assad particulièrement dans le conflit qui l'opposera à leur cousin germain Rami Makhoul. Il va gagner plusieurs surnoms au fur et à mesure de son ascension comme « amīr al-ma'ābir », « prince des check points » ou encore « abū-l-fuqarā' », « père des pauvres » car il organise des distributions alimentaires.

On peut enfin citer Amer Khiti, né en 1980 dans la région agricole de la Ghouta aux portes de Damas. Il travaillait dans le commerce d'ovins et de légumes. Lors de l'encerclement de la Ghouta par le régime, il a conservé des liens avec les divers points de passage ce qui a lui permis de maintenir des activités commerciales puis d'ouvrir des bureaux pour racheter les biens mobiliers et immobiliers des personnes qui tentaient de fuir la Syrie. Il a également établi des activités de transfert d'argent. Quand le régime a repris le contrôle de la Ghouta, Amer Khiti est lui aussi devenu député ce qui représente une opération de légitimation pour lui et de reprise de contrôle par le régime.

Les élections législatives de 2020 ont donc représenté un moyen pour le régime de s'affirmer et de reprendre un semblant de maîtrise tout en s'assurant de nouveaux appuis. Les anciens réseaux datant de la période de Hafez al-Assad sont donc plus que jamais désactivés (beaucoup se sont exilés) et les réseaux datant de l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad sont marginalisés ou tout du moins perdent leur prédominance dans l'entourage du pouvoir. Plus il prend de la distance avec ses anciens réseaux, plus le régime doit trouver de nouveaux équilibres pour assurer sa pérennité. Offrir des postes et des titres reste donc une ressource importante pour nouer des alliances et s'assurer des allégeances, procédé qui pour sa part ne diffère pas des stratégies déjà employées depuis l'ère Hafez al-Assad.

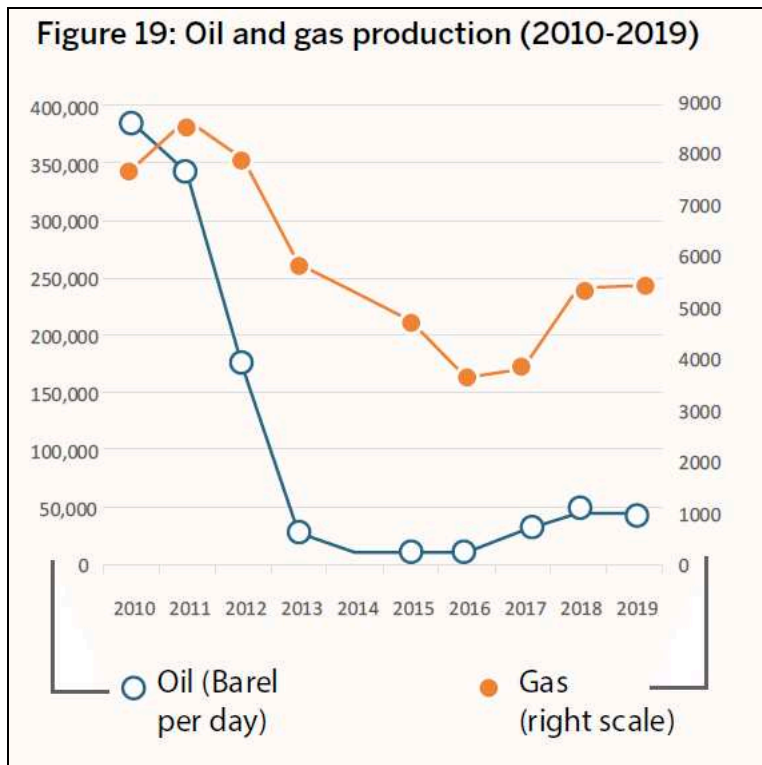
### **e. Impacts de l'économie de la violence sur le long terme**

Peut-être plus encore que les aspects liés au conflit armé, l'impact de l'entrée d'un pays dans une économie de la violence peut se répercuter sur le long terme. Les pertes occasionnées par la dynamique d'économie de guerre sont au premier chef financières et matérielles bien entendu, mais elles occasionnent également des pertes économiques au sens large, démographique, sociales, entrepreneuriales et incluent également une dégradation du patrimoine culturel matériel et immatériel.

Le conflit en Syrie aurait en effet généré des pertes économiques totales estimées à 530 milliards de dollars américains avec une perte de PIB de 79 % (SCPR, 2020b) et a détruit matériellement ou économiquement un très grand nombre d'entreprises. Des entrepreneurs et des employés qualifiés ont quitté en grand nombre la Syrie ce qui conduit à une perte d'énergies, de compétences et de capital humain décisif pour l'avenir du pays. Concernant les petites entreprises un rapport estime que seules 30 % du total des entreprises artisanales qui travaillaient en 2010 étaient encore en activité en 2017 (SCPR, 2020b). Ces petites entreprises portaient pourtant en grande partie le secteur le plus dynamique de l'économie syrienne d'avant 2010, celui du commerce intérieur, qui représentait environ 20 % du PIB en 2010. Ces petites entreprises, appartenaient cependant, pour une forte proportion d'entre elles, au secteur informel et employaient des travailleurs issus de l'exode rural et ayant migré vers les périphéries des grandes villes. Ce sont les habitants de ces zones périphériques qui seront d'ailleurs les premiers à s'impliquer dans le mouvement de contestation en 2011, il en sera largement question plus avant dans ce travail.

Plus largement, dès lors que le conflit armé est installé, les pertes de production se retrouvent dans tous les secteurs d'activité, incluant l'industrie des hydrocarbures qui connaît une baisse de productivité très importante comme le montre le graphique ci-dessous :

Figure n°25 : Production pétrolière et gazière entre 2010 et 2019



Source : *Rapport Justice to transcend conflict, Impact of Syrie conflict, report 2016-2019, SCPR, p. 41*

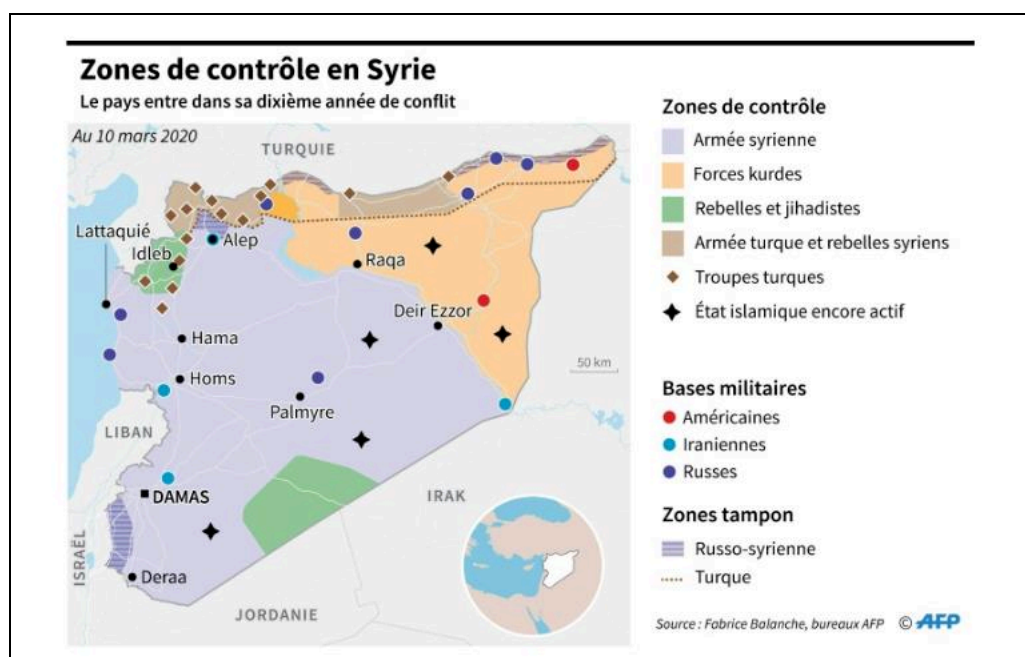
Ces pertes de production touchent ainsi la production industrielle d'Etat, les grandes comme les petites entreprises, les ateliers d'artisanat, tout comme elle impacte également l'agriculture et les activités tertiaires. Les nombreuses personnes qui ont quitté le pays dès les premières années de la crise, ainsi que le très grand nombre de personnes déplacées ont entraîné le surpeuplement de camps ou de certaines agglomérations, mais aussi l'abandon total de certaines villes ou localités.

Mais la fermeture en grand nombre de petites et moyennes entreprises a également engendré une perte de savoir-faire nombreux et précieux en tant qu'éléments historiques et culturels du patrimoine matériel et immatériel de la Syrie<sup>186</sup>.

Cet effondrement des activités laisse également le champ libre à de nouveaux acteurs, ce qui accentue la perte de souveraineté et d'indépendance de la Syrie de manière critique.

<sup>186</sup> On peut citer à ce titre le transfert vers les pays limitrophes des entreprises de fabrication artisanale du savon d'Alep, ancêtre présumé du savon de Marseille, avec leurs employés qualifiés, leurs outils spécifiques et leurs traditions de fabrication.

Figure n°26 : Carte des zones de contrôles et des bases militaires étrangères en Syrie en 2020



Source : Edition en ligne du journal Challenges du 12/03/2020, F. Balanche, AFP

Non seulement le régime n'a plus la main sur l'ensemble du territoire et des bases militaires étrangères se sont développées en Syrie mais un grand nombre de marchés et de contrats ont été attribués par le régime à l'Iran et à la Russie qui ont investi dans l'exploration et l'industrie minières, l'extraction et l'exportation de phosphate, l'exploitation des hydrocarbures et les installations portuaires. En ce qui concerne les régions qui sont sorties du contrôle du régime, elles sont le coup de politiques fiscales peu transparentes et qui diffèrent en fonction des forces qui les administrent. Ces nouvelles autorités de facto (l'administration du Rojava, l'administration de Jabhat al-nasra sur la région d'Idlib entre autres) prélèvent en effet des redevances dont les recettes sont affectées de manière bien plus massive aux dépenses militaires qu'aux services à la population ce qui a pour conséquence de prolonger le conflit.

De son côté, le régime continue lui aussi à concentrer les efforts financiers sur l'armée au détriment des autres lignes budgétaires avec environ 13 % du PIB en 2015 et plus de 17 % alloués à la dépense militaire en 2019 (SCPR, 2020b). Il n'hésite pas à se lancer dans le trafic de drogue. Le régime syrien apparaît en effet sur la liste des narco-Etat et est reconnu comme tel par la communauté

internationale en raison de son implantation sur la durée dans le commerce du captagon<sup>187</sup>. On assiste également à une réaffectation des ressources du secteur public vers l'effort de guerre. Pas plus que dans les zones autonomes précédemment citées, la gestion budgétaire globale n'apparaît donc dirigée vers l'amélioration du sort des populations ou vers le retour à une économie viable et durable :

« Les diminutions relatives et réelles des dépenses publiques de subventions destinées à réduire la charge fiscale du gouvernement ont entraîné une augmentation du coût de la production intérieure et des pressions inflationnistes, et donc une dévaluation de la monnaie. Cette politique a nui à l'économie en diminuant la demande locale et en augmentant les coûts de production et des importations. Au cours de la période 2016-2019, le gouvernement [...] a également augmenté le tarif sur la vente de kilowatts pour produire de l'électricité pour différentes catégories de consommation (industrielle, commerciale, agricole et domestique) (résolution n° 349 en 2016). » (SCPR, 2020b)

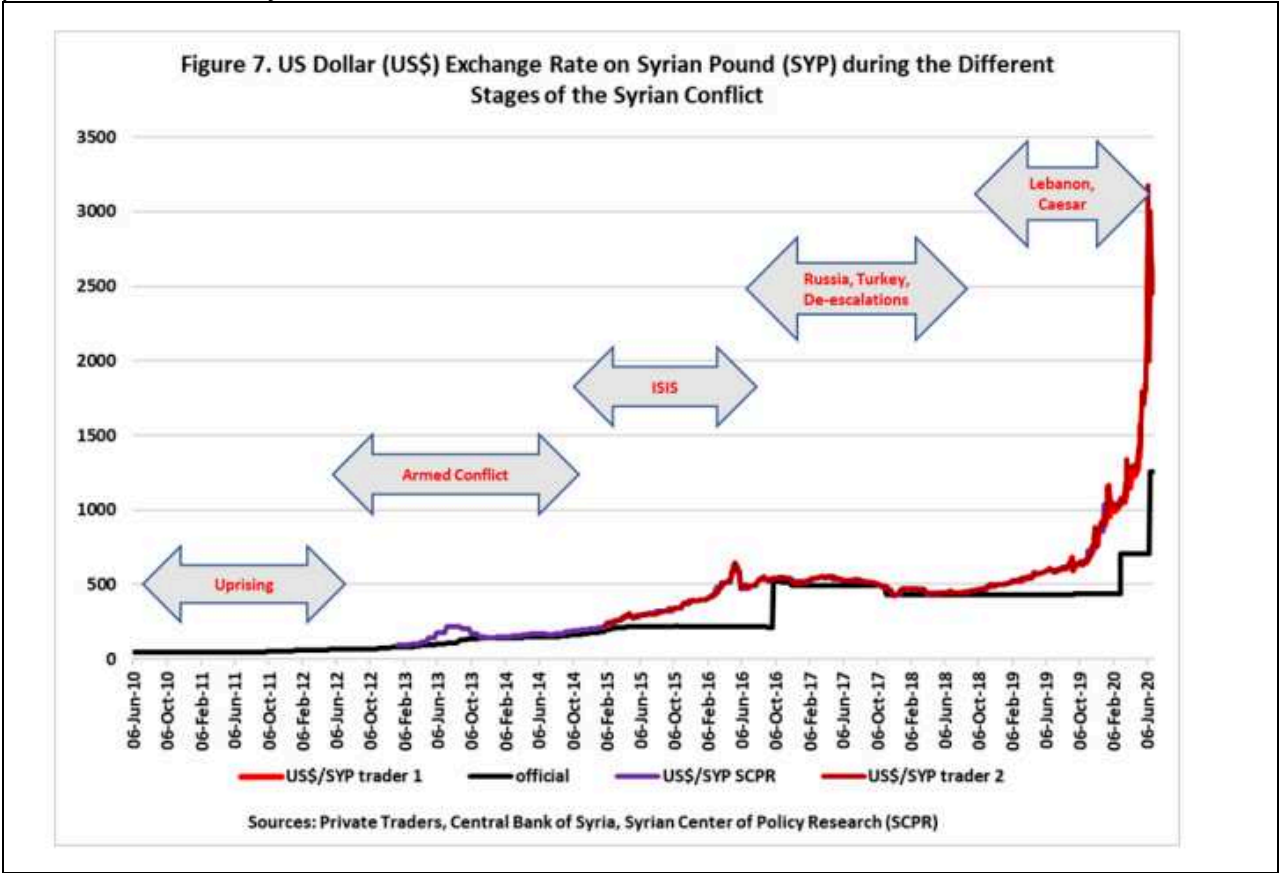
---

<sup>187</sup>. Au sujet du captagon, le podcast de France Culture « Les cartes en mouvements » du 20/05/2023 donne les précisions suivantes : « Le captagon c'est une drogue de synthèse qui a un effet stimulant, car elle est composée entre autres d'amphétamines. [...] on disait que c'était la drogue des combattants de l'État islamique. La production clandestine se concentrait en Europe de l'Est et au sud, dans les Balkans, en Bulgarie, en Turquie. De là, le captagon transitait par la Syrie et la Jordanie pour être distribuée dans les pays de la péninsule arabique, où il y a une forte demande et un fort pouvoir d'achat, très lié à la rente pétrolière. *"Mais avec l'extension européenne vers l'est, les États font le ménage et la filière des Balkans est démantelée dans les années 2000. La production quitte l'Europe pour se rapprocher des pays du golfe et s'implante au Liban dans un premier temps"*, explique Delphine Papin, cartographe au Monde. *"Sa production est principalement contrôlée par le Hezbollah qui est une milice chiite. Le Hezbollah qui a déjà la main sur une autre drogue, le haschich, produit dans la plaine de la Bekaa, son bastion électoral."* Lorsque la guerre éclate en Syrie, en 2011, le trafic de captagon devient l'une des ressources des forces loyalistes de Damas, mais aussi des autres groupes armés. Delphine Papin rappelle : *"On a beaucoup parlé du captagon comme la drogue des djihadistes, la drogue de l'État islamique, mais c'est réducteur : l'EI n'est pas le principal producteur, aux débuts de la guerre et dans le chaos, tous les protagonistes cherchent à prendre leur part du gâteau. Les combattants consomment du captagon pour s'aider à "tenir" sur le front. Et puis, en 2018, c'est le tournant. Si on regarde les cartes, en 2018, le régime syrien reconquiert la grande majorité du territoire syrien. En reprenant le pays, Bachar Al Assad remet la main sur les usines et prend le contrôle de la production et du trafic de captagon. Il faut savoir qu'avant la guerre, la Syrie était le 2e pôle pharmaceutique de la région. Certaines de ces infrastructures vont être détournées. Et c'est la 4e division de l'armée qui supervise des laboratoires et contrôle les routes du trafic, vers le Liban ou la Jordanie, ainsi que le port de Lattaquié. Et cette unité est dirigée [...] par Maher Al-Assad, le frère du président".* » <https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/les-cartes-en-mouvement/le-captagon-juteux-traffic-du-narco-etat-syrien-7934898>

Les politiques d'orientation néolibérale ont été poursuivies par le régime y compris au plus fort de la crise, avec une libéralisation des prix, y compris ceux des produits de première nécessité, ce qui a entraîné une augmentation extrêmement importante du coût de la vie, et a donc réduit la demande. Malgré quelques subventions résiduelles sur le riz et le sucre, la situation est devenue insoutenable pour les populations. Face à l'effondrement presque total de la demande interne, le régime continue malgré tout à consacrer une part de son budget au paiement des salaires de la fonction publique. Face aux protestations qui se font jour, y compris dans des zones traditionnellement favorables au régime, une augmentation de 100 % des salaires a été annoncée en août 2023, mais elle était d'ores et déjà absorbée par les pratiques d'anticipation des prix mises en œuvre par les commerçants.

En effet la livre syrienne connaît une trajectoire de dévaluation constante depuis le début de la crise, comme le montre le graphique ci-dessous :

Figure n°27 : Taux de change de la Livre Syrienne en Dollars pendant les différentes phases du conflit syrien



Source : Private Traders, Central Bank of Syria, SCPR, in Samir Aita, *The Unintended Consequences of U.S. and European Unilateral Measures on Syria's Economy and Its Small and Medium Enterprises*, 2020



La Banque Centrale de Syrie en effet a perdu le contrôle de la masse monétaire et du crédit pendant le conflit, le pays s'étant fragmenté en différentes zones contrôlées par des acteurs différents. L'écroulement s'accroît encore à compter de 2020, date de l'explosion du port de Beyrouth. Dans certaines zones la Livre Syrienne avait toujours cours, mais le Dollar Américain était de plus en plus utilisé ainsi que la Livre Turque. Les règles régissant les frontières commerciales et les transactions financières étaient donc très hétérogènes, volatiles, et fondées sur les intérêts et les priorités des autorités de facto dans les zones en question. Les difficultés de la monnaie syrienne n'ont donc fait que s'accroître pour aboutir au troisième trimestre 2023 à un taux de change de 15 000 Livres Syriennes pour 1 Dollar.

Cependant, face aux difficultés quotidiennes que cela entraîne pour l'ensemble de la population, les interventions publiques des dirigeants syriens révèlent une forme de cynisme mêlé d'impuissance. Le 25/07/2023, dans une émission à la télévision publique syrienne où les citoyens étaient invités à poser des questions à un parlementaire, Muhammad Kheir Akkam, répond à un Syrien qui se plaint de vivre depuis des mois avec moins d'une heure d'électricité par jour qu'il « devrait s'estimer heureux, car si on lui accordait plus d'électricité, il ne pourrait pas la payer. ».

L'ensemble des actions et politiques menées par des acteurs économiques étatiques et non-étatiques constitue un terrain favorable à la poursuite du conflit, avec des systèmes qui octroient des récompenses aux personnes loyales et sanctionnent ceux qui sont identifiés comme des adversaires. Ces politiques ont modifié les structures économiques de la demande avec une richesse publique et privée, et des stocks de capitaux qui ont été détruits ou largement dégradés, ainsi qu'une diminution drastique des emplois dans les secteurs traditionnels et non liés à l'économie de la violence.

Cette détérioration n'est pas seulement un effet mécanique mais résulte aussi de choix qui ont été faits et de politiques qui ont été menées. Le régime syrien ne paraît engagé en aucune façon dans le démantèlement des fondements de l'économie de guerre, ses intérêts semblant le porter vers un maintien de la situation actuelle. Les services de sécurité, les seigneurs de guerre, les nouveaux hommes d'affaires et les

cercles proches du régime, tout autant que les dirigeants des zones sorties du contrôle du régime, ou encore les puissances régionales, profitent de manière disproportionnée des désordres et de l'effondrement de l'économie traditionnelle. Aucune démarche ne semble amorcée pour fournir suffisamment d'énergie, investir dans le capital humain et les infrastructures, ce qui exclut les petites entreprises et les ménages des quelques plans de relance qui ont été annoncés.

De manière plus globale, Baczko et Dorronsoro alertent sur l'impact des coûts matériels et humains dans des contextes où le chaos perdure car il dépasse à leur sens la région concernée :

« Chaque année, les guerres civiles provoquent plusieurs centaines de milliers de morts, beaucoup plus de blessés, et des destructions massives. De plus, les déplacements de population constituent une conséquence automatique de ces conflits qui ont un impact direct sur les équilibres régionaux. Enfin, au coût immédiat de plusieurs trillions d'euros (destructions, réfugiés, aide d'urgence, interventions extérieures), il faut ajouter des coûts indirects – ruptures écologiques destruction de sites historiques, urbanisation anarchique, transformations des structures foncières – qui bornent l'horizon des sociétés pour les décennies à venir, bien au-delà de la fin du conflit lui-même.

Bien que situées dans des zones perçues comme marginales, les guerres civiles engagent, autant que les principes fondateurs de l'ordre international, l'organisation interne de nos sociétés. En effet, les guerres civiles sont, comme les marges sociales, des laboratoires de nouvelles technologies politiques potentiellement généralisables. En ce sens, ces situations – sans être les préfigurations d'un futur commun – annoncent ou accélèrent des tendances globales (surveillance électronique, privatisation des fonctions régaliennes, approche sécuritaire des questions sociales). Enfin par le biais des diasporas, des engagements individuels et des médias, ces guerres participent à la redéfinition et à la radicalisation des clivages identitaires. » (Baczko & Dorronsoro, 2017: 309)

Sortir de l'économie de guerre apparaît donc comme une difficulté, tout autant que comme une urgence, car une de ses caractéristiques principales est d'entretenir le climat conflictuel pour se régénérer et s'auto-alimenter. La nécessité d'une prise en compte politique ne peut donc être ajournée, comme l'analyse M. Vahabi :

« Par destruction, on entend les coûts liés à toutes les formes de destruction pure associés à l'endommagement éventuel de l'objet de litige, ainsi qu'à la destruction physique que peuvent subir les participants aux conflits [...]. [*Le conflit*] devient alors un problème politique. La solution d'un tel problème ne réside pas dans une redistribution de la richesse, mais plutôt dans l'instauration de nouvelles règles de partage. Une approche en termes de pouvoir destructeur insiste sur la destructivité des conflits pour expliquer leurs limites internes, et en déduit la nécessité de changements institutionnels, c'est-à-dire de nouvelles formes de gouvernance et de normes. Cette perspective s'oppose à l'approche libérale qui consiste à considérer le commerce ou l'interdépendance économique comme la voie de sortie des conflits. [...] Cependant, cette limite ne suffit pas à empêcher l'éclatement des conflits tant que de nouvelles règles ne sont pas établies (Caruso [2010]). » (Vahabi 2012 : 141)

Pour Vahabi, qui articule ici le concept de « pouvoir destructeur » et la question de l'économie de la violence, la voie de résolution du conflit ne peut pas passer uniquement par l'élargissement de la redistribution clientéliste mais doit, sous peine de voir ressurgir le conflit sous d'autres formes, s'atteler à la question de la nature de la gouvernance.

A l'heure où nous achevons ce travail, les derniers développements de la situation syrienne conduisent à considérer que seule une solution politique pourrait mettre fin au conflit. Depuis le mois d'août 2023, de nouveaux mouvements de contestation émergent dans les zones considérées comme loyalistes ou favorables au régime de Bachar al-Assad pour protester contre le coût de la vie, mais aussi contre ce qui est présenté comme son incompetence et la faillite de sa gestion. Deux mouvements peuvent ainsi être cités : le « Mouvement du 10 août » en référence à une interview télévisée de Bachar al-Assad le 10/08/2023 qui a été perçue comme particulièrement inepte en regard de la situation quotidienne des Syriens, et le mouvement « Comités « Résiste ! » ». Ces mouvements réclament entre autres l'application pure et simple de la résolution du Conseil de sécurité n°2254 du 18/12/2015 qui stipule la nécessité immédiate pour la Syrie d'entrer en processus de transition.

## **IV. ITINERAIRES DES VILLES SYRIENNES, DE LA CONTESTATION A LA GUERRE**

Regarder le mouvement de contestation qui a émergé en 2011, puis son évolution vers un conflit armé, pose nécessairement la question du caractère national ou plus local des événements et de l'échelle à laquelle ils ont fait sens pour les acteurs : habitants, militants, organes de sécurité ou pouvoir central. La temporalité, la nature et l'intensité des tous premiers événements s'avèrent très diverses d'une région à l'autre ou d'une ville à l'autre. Il nous est donc apparu important d'identifier quelques villes et de retracer leur itinéraire dans la crise pour comprendre en quoi le conflit s'est joué de manière différenciée sur les scènes locales.

### **A. La ville comme échelle de compréhension**

La Mésopotamie est le lieu d'émergence du phénomène urbain au III<sup>ème</sup> millénaire av. J-C, ce qui fait de la Syrie un des berceaux de la ville, avec de grandes villes qui plongent leurs racines dans la Haute-Antiquité, et des traces d'occupation humaine remontant parfois à 8000 av. J-C. Alep, Damas, Homs, Hama sont des ensembles urbains actifs depuis leurs origines (David, 1978:40). Depuis l'Antiquité, puis au Moyen-Age, sous les empires successifs, et jusqu'à l'indépendance, l'histoire de la ville est fortement liée à celle de la Syrie, et réciproquement.

S'il n'est pas certain qu'une telle continuité trouve un écho au sein des sociétés contemporaines, cela n'est cependant pas exclu, et la ville apparaît comme une échelle d'observation pertinente pour comprendre et analyser la Syrie et plus particulièrement la crise qu'elle traverse depuis 2011. En effet, que ce soit du point de vue de la chronologie des événements, de la nature des mobilisations, des réactions du régime ou du développement de la conflictualité, envisager la crise à l'échelle nationale uniquement, empêche d'accéder à des éléments et à des informations qui ne sont observables qu'à l'échelon local. Que l'on regarde les

aspects sociologiques préexistants à l'irruption de la crise, ou que l'on s'attache à observer les déclinaisons politiques, puis conflictuelles de celle-ci, le paradigme de la ville s'avère pertinent dans les deux cas.

La toute jeune nation syrienne, devenue indépendante en 1946, n'a pas encore totalement évacué des esprits, ni de ses découpages administratifs, l'organisation ottomane qui a prévalu du XVI<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> siècle. Divisée en « eyalet » ou « pachalik », eux-mêmes subdivisés en « sandjak » sous l'Empire ottoman, la Syrie conserve un découpage qui met en exergue les grandes villes et leur zone d'influence en donnant leur nom à leur « muhafaza », nom actuel des régions administratives, par exemple « Muhafaza d'Alep ». Le régime syrien lui-même a développé un discours et une action autour du concept de « Syrie utile » qui consiste à investir surtout dans les centres urbains jugés comme économiquement dynamiques, au détriment des zones péri-urbaines, des petites et moyennes villes et zones rurales. Les villes jugées les moins porteuses ont d'ailleurs été plus rapidement délaissées dans le cadre du conflit armé, car cette même logique de « Syrie utile », le régime a choisi de concentrer son effort militaire pour tenter de conserver les centres urbains les plus stratégiques.

La récente émergence de la nation syrienne permet en partie d'expliquer une conscience nationale encore fragile, qui contribue à maintenir un très fort sentiment d'appartenance à une ville ou à un quartier. La municipalité, ou le quartier, perçu comme une petite ville dans la ville, sont vecteurs de puissants liens identificatoires, de création et de maintien de solidarités informelles très actives au quotidien, et donc de forts sentiments d'appartenance pour leurs habitants. L'organisation-même de la ville et les modes de vie qui s'y développent sont propices à ces sociabilités spécifiques qui s'y déploient et qui renforcent l'inscription des individus dans leur quartier / ville périphérique / ville. Ainsi, comme l'écrit Jean-Claude David, le clivage espace public / espace privé qui marque fortement la ville occidentale s'actualise un peu différemment dans l'espace et les modes de vie de la ville arabe : « Il est clair que les limites entre public et privé ne sont pas ici les mêmes qu'en Occident : d'autres clivages presque aussi profonds viennent se superposer à cette division première. En fait, dans ces villes du Moyen Orient, il semble y avoir au moins deux niveaux de public : des espaces publics réservés, produits par des groupes ; des espaces publics communs où l'on prend conscience de l'existence de l'autre. Chacun

correspondant à un niveau différent de sociabilité : celui des femmes, et des hommes, ménagé soit dans l'espace ouvert, soit dans les espaces plus fermés du quartier et du domestique ; celui des communautés à l'intérieur d'espaces communautaires, par exemple dans les quartiers définis comme sanctuaires confessionnels par la présence des lieux de culte et de la hiérarchie religieuse. Enfin les jeunes, les non citadins, les ruraux, les étrangers créent aussi un espace à eux, dans la ville ou sur ses marges. L'existence de vastes espaces publics, au sens occidental du terme, créés par l'urbanisme moderne, n'a pas profondément bouleversé les pratiques anciennes, et les a sans doute renforcées, en permettant le développement de pratiques nouvelles nées de la tradition, dans le respect des règles et principes hérités. La ville, quartiers et centre, fonctionne ainsi, délimitant précisément des territoires plus ou moins réservés à des groupes, ségrégations qui ne sont pas des exclusions puisque tous se définissent par une appartenance à la ville, et finalement se côtoient, se reconnaissent, se font accepter comme différents, dans certains espaces ouverts, non commerciaux, du centre, essentiellement jardins publics et places. Le souk ancien et ses extensions modernes est aussi un lieu de rencontre à un autre niveau, espace généralement masculin, très citadin, réservant des accès limités aux ruraux et aux femmes, mais lieu essentiellement non communautaire où les appartenances confessionnelles s'estompent, où l'islam se fait discret, où les mosquées et parfois les églises se cachent. » (David, 1994: 85). Dans la Syrie des années 1960 à 1990, la mobilité interne provoquée par l'exode rural et par les affectations des personnels de la fonction publique dans les différentes muhafazat n'avait pas, avant 2011, encore érodé très fortement le sentiment d'appartenance à son territoire d'origine, où il était fréquent de retourner de manière régulière pour retrouver le berceau familial, les proches, et les relations amicales.

D'un point de vue politique et en lien avec la situation actuelle, il est important de voir que chaque ville possède ses propres caractéristiques socio-économiques, une zone d'attractivité qui lui est propre, et donc également un processus de formation de sa première couronne qui lui est propre, mais aussi des relations singulières avec le pouvoir central. Ces spécificités constituent une grille de lecture riche et signifiante pour analyser ville par ville la chronologie des événements, le type de mobilisations et les conditions du recours à la violence de la part du régime, comme de la part des habitants ou des groupes armés.

S'il est très classique que les villes soient le lieu privilégié des grandes mobilisations et des manifestations, il faut cependant souligner que, pour ce qui est des agglomérations les plus importantes, l'échelle du quartier ou de la ville de banlieue a également été perçue comme un échelon de mobilisation fédérateur pour les habitants. Dans les tout débuts du mouvement, une émulation à la fois identificatoire et festive a animé les cortèges de manifestants qui brandissaient des banderoles indiquant leur quartier d'habitation pour mettre en lumière leur contribution à la contestation. C'est dans cette dynamique que les premières actions citoyennes ont été lancées, préfigurant ce qui allait devenir les conseils locaux<sup>188</sup>, et elles se sont tout naturellement déployées à l'échelle d'une ville ou d'un quartier d'une grande ville, se basant sur des réseaux relationnels et de solidarités préexistants.

Les conseils locaux qui sont issus d'initiatives citoyennes et militantes, ont aussi émergé en raison du retrait de l'Etat de certaines zones ou au contraire dans un contexte de sièges imposés par le régime. Le fait que les conseils locaux prennent le relai des services publics laissés vacants par l'Etat dans tous les domaines du quotidien n'a fait qu'accentuer le sentiment d'appartenance à un espace perçu comme protecteur. Le régime a d'ailleurs emboîté le pas de manière particulièrement violente à ces processus identificatoires en désignant ouvertement comme cibles des villes perçues comme plus notablement rebelles et en leur infligeant des bombardements ou des sièges de manière indiscriminée, désignant ainsi la ville comme un tout qui constitue un ennemi de l'intérieur. Dans ces villes spécifiquement visées par le régime<sup>189</sup>, et où les seules ressources collectives étaient issues de la mobilisation locale des habitants, on comprend bien comment, à partir d'un contexte favorable au sentiment d'appartenance à une localité avant le conflit, celui-ci a pu supplanter largement le sentiment d'appartenance à une communauté nationale.

Dans un contexte où la ville est une modalité de lecture du territoire pour le régime, dans l'organisation administrative, comme dans le vécu, le quotidien et le discours des habitants, il apparaît comme incontournable de se saisir de cette lecture de l'espace pour analyser et comprendre les événements. Un focus ville par ville est donc proposé ici car cet outil permet d'appréhender la réalité sous la forme de

---

<sup>188</sup> Le phénomène des conseils locaux est abordé en détails dans ce travail, chapitre III, partie B, sous-partie b.

<sup>189</sup> C'était par exemple le cas de Daraya qui a été assiégée de 2011 à 2016.

réalités plurielles, sur les scènes desquelles se sont parfois joué des événements très disjoints d'une ville à l'autre bien que simultanés, annonçant les multiples fragmentations qui sont actuellement caractéristiques de la situation syrienne.

## **B. Les villes syriennes à l'heure des premiers soulèvements**

Si on observe la cartographie des plus importants foyers de rébellion armée contre le régime dès 2011, il apparaît une concordance avec les régions les plus affectées par les politiques économiques mises en œuvre par le régime. À l'appui de cette coïncidence entre les violences économiques et sociales exercées par le régime et l'éclatement de soulèvements armés dans les mêmes espaces géographiques, on peut citer l'exemple de Tell Kalakh. Alors que les populations semi-nomades des alentours de Homs connaissent des crises liées à la sécheresse, un grand nombre de personnes trouvent un moyen de subsistance dans l'organisation de contrebande de mazout avec le Liban. En 2010, le régime décide de mettre fin à ces trafics et procède à 1200 arrestations. Dès les premiers événements en 2011, des habitants de cette région prennent les armes pour aller libérer les membres de leurs familles détenus suite au coup de filet anti-contrebande. Cette zone périphérique de Homs restera un des foyers de conflit dans les années suivantes.

La ville de Homs est l'illustration même de la corrélation entre l'exclusion sociale et économique ressentie par la population, et la violence du conflit armé observée dès 2011. La prise en compte de la situation antérieure aux soulèvements paraît particulièrement pertinente dans cette région pour la compréhension de ce qu'Azmi Bichara (2012) a nommé la « prédisposition » au développement d'une contestation. En effet, Homs ne faisait pas partie des villes qui profitaient des fruits de la croissance comme Damas et Alep. Dans le même temps, un projet démesuré baptisé « le rêve de Homs » avait été planifié pour attirer des capitaux étrangers mais sans que la population locale puisse entrevoir d'autres retombées que celles, négatives, des expropriations nécessitées par ce chantier pharaonique. Le maire de la ville, Iyad Ghazal, est quant à lui un symbole de la connivence entre les hommes



de pouvoir et les milieux d'affaires. C'est d'ailleurs sa personne qui sera visée par les slogans des toutes premières manifestations (« Le peuple veut la chute du maire ! »).

Dès le début des années 2000 émergent en Syrie de nouvelles périphéries constituées majoritairement de quartiers informels dans lesquels vivent des ouvriers peu qualifiés, des immigrants irakiens et des personnes issues d'un exode rural causé par plusieurs épisodes de sécheresse. Marginalisés par le régime et par les politiques de développement économique, fortement touchés par le chômage, ces quartiers périphériques entretiennent au fil du temps des relations de plus en plus tendues avec les centres villes. Ces tensions et ce sentiment d'injustice nés des pratiques de prédation économique ont contribué à alimenter des frustrations qui ont rejailli dans les conflits armés.

Mu'damiyé ou Daraya, en banlieue de Damas, sont ainsi au nombre de ces périphéries dans lesquelles les habitants ont été victimes d'une forte spirale de marginalisation. Lorsqu'une délégation de notables de Daraya est reçue par Bachar al-Assad pour désamorcer les premiers mouvements de contestation en 2011, les revendications exprimées sont uniquement économiques et sociales. Les communes de Mu'damiyé et Daraya avaient en effet à elles deux perdu 15 000 ha de superficie dans le cadre d'expropriations au profit de prises de possession abusives des terrains par l'État. Les habitants de ces deux communes ont par la suite fait partie des rebelles armés les plus nombreux et les plus virulents.

Pourtant, ces villes et ces communes périphériques (notamment Deraa, Deir ez-Zor, la vallée de l'Oronte, Homs) étaient « les réservoirs du parti Baath » pour reprendre l'expression d'Hanna Batatu (1999). Elles lui ont en effet fourni de nombreux membres ainsi que des cadres illustres. La déception de ces habitants et leur entrée dans la lutte est peut-être à la mesure des espoirs qu'ils avaient placés dans le régime.

Le mouvement de contestation ayant finalement laissé place à une situation de guerre civile, c'est aujourd'hui à une configuration d'économie de guerre que nous avons à faire en Syrie. Comme l'écrit Jean-Christophe Rufin (Rufin & Jean, 1997b), quel que soit le terrain du conflit, l'économie de guerre crée une tendance à la

radicalisation des groupes armés et un caractère fragmenté des structures économiques et militaires ou paramilitaires.

Il ne faut cependant pas négliger l’ancrage des acteurs du conflit dans les économies locales. L’armée régulière syrienne comme les groupes armés reproduisent et reprennent à leur compte les systèmes de clientélisme et de prédation préexistants à différentes échelles. Les pillages s’exercent alors sur l’économie syrienne, sur les civils ainsi que sur l’aide humanitaire.

Le régime syrien, l’armée régulière, les groupes armés affiliés au régime ou au contraire qui lui sont opposés, agissent chacun sur les territoires qu’ils contrôlent en organisant une forme d’insécurité qui leur permet de rançonner les populations en échange d’une hypothétique protection.

Mehrdad Vahabi évoque une « coordination destructive » (Vahabi, 2010) au sujet des groupes paramilitaires iraniens comme les Bassij et les Pasdaran en la décrivant comme une forme « d’intégration sociale par chantage, menace, intimidation, agression, violence ou nuisance ». On observe un phénomène équivalent en Syrie dans les zones encore sous le contrôle du régime avec les « *chabbiḥa* » et « *al-ḡayš al-waṭanī* »<sup>190</sup>. L’État donne une certaine autonomie à ces groupes dans le contexte actuel pour gérer les zones dans lesquelles ils sont positionnés. Ces groupes ont alors l’autorisation tacite de se livrer au racket et au pillage puis au marché noir. Pour contourner l’embargo sur la Syrie, le régime s’appuie sur des intermédiaires qui effectuent des transactions à sa place. Ceux qui profitent à la fois des revenus générés par les groupes armés et des opérations commerciales dissimulées par le régime ne sont autres que Rami Makhoul et Ayman Jaber<sup>191</sup>, deux hommes d’affaires liés au régime. Ils ont poursuivi leurs activités et se sont contentés de les adapter au contexte de guerre. On peut citer également Georges Hassouani qui était directeur-adjoint de la raffinerie de Banyas. Il a créé la société *HISCO* pour réactiver les réseaux qu’il entretenait lorsqu’il était haut-fonctionnaire et devenir négociateur dans le commerce d’hydrocarbures. Son nom figure parmi les personnes surveillées par l’Union Européenne pour blanchiment notoire d’argent et pour son implication

---

<sup>190</sup> Les *chabbiḥa* et *al-ḡayš al-waṭanī* sont deux organisations paramilitaires affiliées du régime de Bachar al-Assad. Elles sont chargées de « sécuriser » les quartiers au niveau local.

<sup>191</sup> Ayman Jaber est à la tête d’un grand groupe de métallurgie et partenaire de *Cham Holding*. Il a fait fortune dans des opérations de contrebande destinées à contourner le programme « Pétrole contre nourriture » mis en place en Irak.

dans l'explosion du port de Beyrouth. Il est l'un des négociateurs-clés qui rend possible les échanges de pétrole et d'électricité entre l'État islamique et le régime de Damas.

Dans son rapport intitulé « Syrie : économie de guerre », l'économiste Jihad Yaziji décrit l'économie de guerre qui existe aussi dans les zones contrôlées par les mouvements d'opposition. On observe une recrudescence des kidnappings crapuleux et des trafics divers et variés. À Alep, certaines usines ont été totalement démantelées et vendues en Turquie. Les combattants donnent en effet l'assaut sur les villes ainsi que sur des territoires appartenant à des groupes rivaux pour profiter de leurs positions stratégiques, s'approprier des points de passage et encaisser les taxes douanières, mais également pour bénéficier des ressources et services offerts par les centres urbains. À Raqqa, la Banque centrale a par exemple été attaquée.

On voit donc bien que les réseaux du clientélisme et des allégeances entre le monde politique et le monde des affaires, ainsi que les pratiques d'appropriation arbitraire préexistant à la crise syrienne n'ont pas disparu pour laisser place au chaos. Ces phénomènes se sont adaptés à la nouvelle situation pour perdurer et s'amplifier au profit des mêmes cercles.

Cette continuité des réseaux et des structures s'illustre dans le fonctionnement administratif des zones gérées par l'État islamique qui reproduisent une forme de racket institutionnalisé d'avant 2011. L'État Islamique s'appuie d'ailleurs sur les réseaux de notables locaux. À Palmyre, le fonctionnement de l'administration n'a pas été modifié en profondeur et un membre d'une grande famille de la région, les al-Qasham, a été nommé responsable de la ville. Il était précédemment responsable du Centre culturel de Palmyre. À Raqqa, un organisme nommé Dar al-ḥisba, Direction des comptes, a été créé par l'État Islamique pour contrôler les mœurs des habitants sur la voie publique. Il a finalement évolué vers des attributions plus larges comme la répression des fraudes, reprenant les pratiques de racket et de prédation qui étaient celles de l'administration équivalente sous le régime Assad.

Devant le recul de l'État dans certaines régions, une relative autonomie a été acquise par les groupes qui gèrent ces zones. Ils peuvent être des conseils locaux issus de l'opposition ou des groupes armés divers. On observe alors une néo-économie territorialisée en dehors de tout contrôle. Ces groupes autonomes sont extrêmement pragmatiques et adaptent le fonctionnement économique préexistant en fonction de

leur positionnement géographique. Leur contrôle de ressources telles que l'eau, l'énergie et le blé, ainsi que des check-points risque d'entretenir le conflit. En effet, les groupes qui gèrent ce qui relevait auparavant des attributions de l'État, en tirent aujourd'hui à la fois des bénéfices et une forme de légitimité ainsi qu'un intérêt à ce que l'instabilité perdure.

En 2015, Bachar al-Assad persiste à l'extrême dans la voie néolibérale en signant le décret n°19 qui permet aux conseils locaux de se constituer en holdings avec des fonds privés. Ces conseils peuvent désormais délivrer des permis de construire, louer ou vendre les propriétés. Ce système permet également de céder des parts de ces holdings aux créanciers de l'État syrien comme l'Iran et la Russie car il ne peut rembourser ses dettes.

Les causes du conflit sont sans aucun doute multiples mais le facteur économique constitue un élément non négligeable d'analyse de la situation. Étudier en détails la transition d'une économie de prédation à une économie de guerre reprenant le vocabulaire de la préemption et du clientélisme qui préexistaient à la guerre permet de sortir d'une vision « accidentelle » du conflit pour reprendre un terme utilisé par Charbel Nahas (Nahas, 2015). La guerre civile actuelle trouve donc bien ses racines dans la Syrie d'avant 2011.

### **C. Centres urbains et territoires marginalisés, une géographie de la pauvreté à l'origine de la crise**

Envisager la crise syrienne comme un mouvement national ne permet pas de saisir une réalité extrêmement fragmentée, locale et diversifiée qui caractérise les événements tels qu'ils se sont déroulés. Dans chaque zone de contestation qui est devenue par la suite un terrain de conflit s'est déployé un mouvement singulier qui doit être regardé de près et qui conduit Isam al-Khafaji à parler de « révolutions parallèles » (Al Khafaji, 2016). Dans un territoire syrien contrasté tant du point de vue des espaces et de la manière dont les populations les habitent, que du point de vue des situations socio-économiques et historiques, chaque lieu de soulèvement a connu ses propres temporalités, ses propres trajectoires d'entrée dans le conflit et sa

propre « dialectique » du conflit avec le régime. Comme l'écrit Matthieu Rey, les caractéristiques socio-économiques de chaque région sont en elles-mêmes une grille de lecture de la chronologie des événements qui s'y sont déroulés.

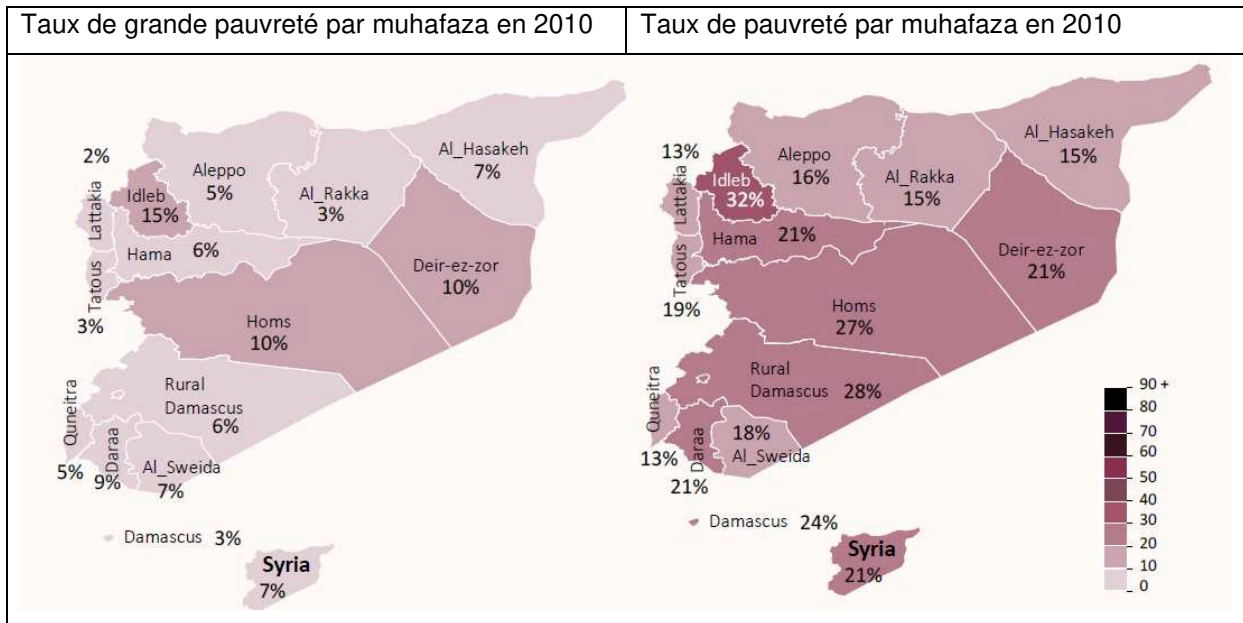
« Deir ez-Zor, Lattaquié ou Deraa font partie des premiers espaces de lutte : les lieux de la construction historique du parti Baas sont devenus les bastions de la nouvelle révolte [...] et tous partagent des caractères économiques particuliers. Une observation fine de chacune de ces configurations locales y révèle l'existence alors d'une critique de l'accaparement des richesses par une élite prédatrice. Les ressources pétrolifères de Deir ez-Zor [...] et l'importance économique du port de Lattaquié (dirigé par un organisme présidé par un des membres du clan Assad) et des terres de Deraa illustrent on ne peut mieux une appropriation locale des ressources érigée en véritable kleptocratie [...]. » (Rey, 2013: 87)

De même, les individus dont le leadership a émergé à la faveur de la militarisation du conflit ont vu leur trajectoire personnelle et politique prendre un tournant dont l'impact n'est pas encore mesurable à ce jour. Celui-ci a d'ailleurs réservé un « traitement » spécifique à chaque territoire au cœur la crise, largement hérité de l'attitude adoptée avant les événements. Dans chaque territoire, c'est bien le contexte socio-économique qui a produit les discours et les idéologies et non l'inverse, c'est pourquoi il importe de regarder chaque situation pour lire la géographie de la crise qui ne manquera pas de laisser des traces durables.

### ***a. Espaces marginalisés***

La pauvreté et les inégalités en Syrie s'accroissent entre 2004 et 2007. Un tiers de la population, soit 6,7 millions de personnes est pauvre et parmi ces personnes, 2,5 millions sont en situation de grande pauvreté. Il apparaît également que la pauvreté est plus élevée en milieu rural, à hauteur de 62 % par rapport au milieu urbain. Concernant les villes, les plus touchées sont Raqqa, Idlib, Deir Ez-Zor, et Hassaké. où vivent près de 40% des pauvres de Syrie (rapport des Nations Unies sur la pauvreté, 2008).

Figure n°28 : Cartes de la pauvreté et de la grande pauvreté en 2010 par muhafaza



Source : *Rapport Syria, Justice to transcend conflict, Impact of Syrian conflict report 2016-2019, 2020, p. 93*

On voit clairement apparaître sur ces cartes les zones rurales les plus défavorisées à la veille du mouvement de protestation : les muhafazat d’Idlib, de Homs et de Deir ez-Zor étant les plus concernées par la grande pauvreté.

Sur le plan national, les inégalités en Syrie se creusent entre 1997 et 2007. Par exemple, en 2003-2004, 20% des plus pauvres sont à l’origine de 7% des dépenses de consommation, alors qu’au même moment les 20% plus riches en sont à 45%. Malgré un taux de croissance entre 4% et 7%, paradoxalement le chômage a augmenté de 24% en 2004 à 39% en 2011(SCPR, 2020).

On voit alors se dessiner à partir des années 2000 différents espaces marginalisés par l’action publique, qui dans une démarche de libéralisation de l’économie, se retire des dernières protections auxquelles l’Etat syrien pourvoyait jusqu’à la fin de la période Hafez al-Assad en direction des catégories de populations les plus modestes. Trois types d’espaces marginalisés émergent dans ce contexte au premier rang desquels les périphéries des grandes agglomérations, mais il faut aussi citer les quartiers pauvres qui se trouvent à l’intérieur des grands centres urbains ainsi que les régions rurales.

## ***b. Les zones périphériques***

Comme l'écrit Mumford, historien du phénomène urbain, au sujet de la Mésopotamie antique, « Sur le site de la ville d'Ur, [au VI<sup>ème</sup> siècle av. J-C] au-delà du pourtour des constructions denses, pu constater l'existence irréfutable des faubourgs : groupements épars s'étendant jusqu'au temple d'Obeïd, à une distance de plus de six kilomètres. » (Mumford, 2011). Le phénomène de l'établissement de banlieues autour des centres villes est en effet inséparable du phénomène urbain depuis l'époque du Proche-Orient antique, tout au long de l'histoire, et jusqu'à la période contemporaine. Comme l'analyse Ibn Khaldun dans le contexte de l'Afrique du Nord du XIV<sup>ème</sup> siècle, l'existence-même de la ville attire et pérennise des constructions périphériques qui entretiennent des relations d'interdépendance avec les centres urbains et interagissent avec eux. Des banlieues ont donc toujours été présentes autour de Damas, Alep, ainsi qu'autour des autres grandes villes syriennes mais ce qui s'observe dans la seconde partie du XX<sup>ème</sup> siècle, et de manière plus rapide et plus prononcée à partir des années 1970, puis 2000, est un changement de nature de ces périphéries. En raison de la paupérisation des classes moyennes urbaines, de périodes de sécheresse dans les zones agricoles, d'épisodes successifs d'exode rural, ces banlieues périphériques composites vont se caractériser par un provisoire qui dure, « une non-ville dans la ville » (David, 2016). Ces espaces vont peu à peu devenir des « 'ašwā'iyāt » ou zones informelles, venant manifester, par leur emprise sur l'espace et les caractéristiques de leurs constructions, la situation sociale et économique de leurs habitants, tout autant que le désengagement de l'Etat.

Comme le décrit Asef Bayat dans son ouvrage « Life as Politics: How Ordinary People Change the Middle East », ces quartiers peuvent être lus à travers le concept de « quiet encroachment » ou empiètement silencieux (Bayat, 2013 :69) car ils surgissent dans les zones informelles où les populations mettent en œuvre toutes les stratégies de subsistance leur permettant d'assurer le quotidien tout en se tenant à distance de l'Etat et des institutions. Pour Bayat, ces quartiers surgissent et se développent sous l'effet des politiques de rigueur budgétaires imposées par le FMI, de l'arrêt des subventions, des privatisations, du chômage, de la marginalisation et de la pauvreté (Bayat, 2013 :78).

Entre 2004 et 2007, Damas a ainsi vu sa population augmenter de 34%, Deir Ez-Zor, de 32% et Deraa de 29% (PNUD). Les événements survenus en Irak à partir de 2003 ont également provoqué une migration de l'Irak vers la Syrie qui est venue augmenter encore la population vivant dans ces quartiers informels.

Sylvia Chiffoleau parle d'« informalités multiformes » à propos de ces quartiers (Chiffoleau, 2012: 20). On y trouve en effet des habitats informels mais construits pour la plupart en dur dans l'espoir que les permis de construire soient régularisés a posteriori devant le fait accompli, ce qui entretient le climat de clientélisme et de corruption entre les pouvoirs publics et la population de ces quartiers. Les habitants de ces quartiers sont donc maintenus en permanence dans une insécurité latente vis-à-vis du droit à conserver leur logement et dans un sentiment constant de précarité<sup>192</sup> au sens premier du terme. Ces quartiers ne sont pas raccordés aux réseaux sanitaires et bénéficient d'une forme de tolérance quant au détournement des raccordements électriques. L'eau est fournie par des citernes qui sont acheminées dans le cadre d'initiatives privées (Chiffoleau, 2012: 25), constituant ainsi une des multiples activités de l'économie grise créées par le caractère informel de la vie de ces quartiers. Pour Hamit Bozarslan, la formation de ces quartiers dans de nombreuses villes du Proche-Orient résulte non seulement d'une situation économique qui impacte l'accessibilité de l'immobilier formel, mais aussi de la recherche de solidarités horizontales qui viennent remplir des fonctions que l'Etat n'assure plus en faveur des populations, ainsi que des fonctions de groupe identificatoire venant pallier l'effondrement ou l'échec des projets mobilisateurs du XX<sup>ème</sup> siècle tels que le panarabisme ou le socialisme :

« Venant après les grandes contestations sociales et politiques dont ces sociétés furent le théâtre dans les années 1950-1970, le conservatisme social des décennies 1980-2000 résultait, avant tout, de l'incertitude ressentie devant les transformations sociales et économiques, l'exode rural massif entraînant la formation des mégalo-poles urbaines, et la précarité économique plus ou moins remédiée par la mobilisation des liens « primaires » ou de proximité, notamment de quartiers, seuls à même de forger une solidarité de survie. » (Bozarslan, 2006 : 67).

---

<sup>192</sup> Précaire : « obtenu par prière; donné par complaisance; mal assuré, passager, qui ne s'exerce que grâce à une autorisation révoquable », [www.cnrtl.fr](http://www.cnrtl.fr)



L'attitude des pouvoirs publics se caractérise par une ambivalence qui n'autorise ni n'interdit le développement de ces quartiers. En effet, leur existence contribue à réguler certaines difficultés tout autant qu'elle en crée. Les services publics à la population y sont donc partiellement rendus : des écoles sont créées mais ne suffisent pas à accueillir l'ensemble des enfants d'âge scolaire dans de bonnes conditions. De nombreux enfants sont d'ailleurs déscolarisés car ils travaillent pour contribuer aux besoins élémentaires de leur famille, alors que dans le même temps le taux de scolarisation des enfants des villes est équivalent à celui des pays d'Europe occidentale avant la crise de 2011. Ces quartiers sont largement laissés à l'écart du système de santé publique et ne bénéficient que du secours de quelques médecins qui n'ont pas les appuis familiaux et les capitaux suffisants pour ouvrir un cabinet en ville.

Ces quartiers sont également caractérisés par une grande densité de population. Les habitants venus des milieux ruraux y importent des pratiques et des modes de vie issus des campagnes (élevage d'animaux, importation de modes de vie villageois). En milieu rural, les paysans ont été fortement impactés par deux grandes sécheresses en 2007 et 2009 ce qui les a poussés à l'exode rural. Ils sont venus grossir les rangs de ceux qui vivent dans les espaces périurbains et qui, tout en conservant les codes et usages de la vie villageoise se retrouvent au contact des villes comme condensé de l'accroissement des inégalités.

Il existe aussi des agriculteurs qui ont toujours exercé leur activité dans les zones périurbaines. Ils cultivent les arbres fruitiers, mais ne partagent pas les difficultés des agriculteurs céréaliers, des éleveurs ou des producteurs de coton (Batatu, 1999). Leur accès à l'eau est facilité par la proximité de la ville dont l'expansion les rattrape jusqu'à faire d'eux des périurbains qui évoluent au quotidien entre les banlieues où ils vivent et les cœurs de ville. La proximité du marché sur lequel ils écoulent leur production et la disponibilité des services leur permet des conditions de vie moins difficiles mais les laissent malgré tout à l'écart de la vie citadine. C'est par exemple le cas de la Ghouta en banlieue de Damas.

Les familles y vivent de très nombreux emplois et métiers non pérennes. Certaines de ces activités sont légales mais se développent dans un cadre informel : épiceries de quartier sans autorisation, petits commerces, tandis que d'autres activités sont illégales et basées par exemple sur la contrebande. Certaines activités sont tournées vers l'économie parallèle interne à ces quartiers (petites réparations, petits ateliers),

d'autres habitants travaillent au cœur de la grande ville le jour (taxis, minibus de transport collectif, vente à la sauvette) puis regagnent le quartier la nuit. Ces deux situations n'induisent d'ailleurs pas les mêmes rapports avec la ville autour de laquelle s'organisent ces quartiers informels et leur économie grise.

En effet, les activités économiques diverses qui s'exercent dans ces quartiers ne sont pas taxées par l'Etat qui adopte une attitude paradoxale vis-à-vis de ces quartiers. Cette économie parallèle a en effet le mérite de fournir des emplois, bien que très précaires et peu rémunérateurs, dans un contexte de chômage très important. Mais le fait que ces quartiers soient « en dehors des radars » de l'Etat pose problème tout en ne générant pas suffisamment de revenus pour que celui-ci consacre des moyens à la récupération des impôts dus. Le caractère précaire et informel de ces quartiers permet et entretient les pratiques de clientélisme et de corruption qui sont plus rentables pour les classes dirigeantes que les profits qui seraient obtenus par une régularisation fiscale.

Le phénomène de ces quartiers se construit et se renforce avec les générations nées dans ces quartiers alors que leurs parents avaient entrepris eux-mêmes l'exode depuis leur village. Les habitants entretiennent une grande défiance à l'égard de tous les services de l'Etat et s'appuient sur leurs propres réseaux pour régler les problèmes du quotidien<sup>193</sup>. Les conflits se règlent en interne et le recours à la police n'intervient qu'en toute dernière extrémité.

Pour Bayat, le retrait de l'Etat « ouvre de nouveaux espaces » (Bayat, 2013 : 129). Dans ces nouveaux espaces, et parallèlement à l'évolution de la société toute entière, émergent de nouvelles attentes et la prise de conscience de droits individuels et collectifs. Cette réalité impose un agenda politique auquel les systèmes autoritaires n'ont pas été en mesure de répondre.

---

<sup>193</sup> A titre d'exemple, on peut citer un quartier de la périphérie d'Alep qui a vu dans le mouvement de 2011 l'opportunité d'échapper encore un peu plus au regard des pouvoirs publics focalisés sur le maintien de l'ordre dans d'autres banlieues informelles. Ils ont profité des traditionnels vendredis de manifestation pour organiser des « vendredis de la pose de la dalle béton » et avancer sur les divers projets de construction en dur difficilement réalisables en période plus calme.

## D. Itinéraire des villes dans le conflit et fragmentation des espaces

Les premiers soulèvements, puis la marche vers une crise aboutissant à un état de guerre s'est en effet déclinée de manière singulière en fonction des localités et c'est la réalité que nous tentons d'approcher ici. La petite ville et ses environs, ou parfois le quartier quand il est question de grandes agglomérations, sont en effet des unités territoriales qui font sens pour leurs habitants, et qui ont été le creuset des mobilisations sous toutes leurs formes. Comme l'écrit Matthieu Rey : « la scène locale, à l'échelle de l'agglomération ou de l'union de villages, est demeurée l'espace de mobilisation. C'est donc en fonction des configurations sociales, spatiales et politiques au sein des villes que l'on peut saisir les dynamiques révolutionnaires. » (Rey, 2013: 86). En effet, l'histoire d'un territoire, les expériences sociales et les difficultés économiques que les habitants partagent ont été le prisme par lequel les printemps arabes, puis les premières mobilisations en Syrie, ont suscité une forme d'attentisme, ou contraire un sentiment d'urgence à se mobiliser, des solidarités de territoire à territoire, avec la petite ville ou le quartier qui « apparaît comme un lieu d'identification et de syncretisme des facteurs mobilisateurs, fondé sur une géographie des migrations rurales sur le temps long. » (Rey, 2013: 89). L'itinéraire de quelques villes sera donc regardé ici de manière plus détaillée.

### Deraa

Figure n°29 : Muhafaza de Deraa



La ville de Deraa se situe à 125 km au sud de Damas, à proximité des frontières jordanienne, libanaise et israélienne, elle constitue donc un point à la fois sensible et stratégique pour le régime. Elle comptait environ 75 000 habitants en 2009 et était le

chef-lieu de la muhafaza éponyme, qui totalisait environ 1 million d'habitants à la même période.

Cette ville était très connectée avec son environnement rural, tant du point de vue social que du point de vue économique, avec 30% de ses habitants vivant de manière directe ou indirecte de l'agriculture. La ville est en effet entourée de terres agricoles très fertiles car elle bénéficie d'eau en quantité suffisante et de sols volcaniques riches. C'était une région importante de production de légumes, de fruits et de céréales. Un nombre important de personnes de cette région travaillaient comme ouvriers dans les pays du Golfe, ce qui met en lumière le fait que l'activité économique locale n'était pas pourvoyeuse d'emplois à la hauteur des besoins.

La configuration territoriale de Deraa est spécifique puisque la ville est traversée par une faible dépression géologique, Wadi al-Zaydi, qui crée de fait deux parties bien distinctes : Deraa al-Mhata et Deraa al-Balad, ou Deraa-gare et Deraa-bourg. Deraa-gare est plus moderne, c'est là que se trouvent l'université et les administrations (Presses de l'IFPO, 2019). Deraa-bourg est plus ancienne, on y trouvait les commerces, et les familles implantées de longue date, avec des réseaux interpersonnels plus forts.

Le parti Baath était bien implanté, Deraa faisait partie des quelques villes qualifiées de « réservoir du Baath », ce qui s'explique en partie par le fait que les agriculteurs y ont bénéficié dans les années 1960 de la réforme agraire, et également par une sensibilité panarabe du fait de la proximité avec la Palestine. Beaucoup de militants, de cadres du parti Baath et d'hommes politiques à l'échelon national sont issus de cette ville. On peut citer par exemple l'ancien vice-Président Farouk al-Sharaa et le haut responsable des services de renseignement Rustom Ghazalé.

Deraa est connue pour avoir été le lieu du déclenchement du mouvement de contestation en Syrie (même s'il y a eu quelques manifestations à Damas avant). En effet, des adolescents qui auraient écrit des graffitis anti-régime ont été arrêtés et emmenés en détention pendant plus d'un mois pour certains. Leurs familles s'adressent alors à Atef Najib, proche de Assad par alliance, et chef de la sécurité locale. Non seulement ces familles ne sont pas entendues mais très rapidement, dans les jours qui suivent, les manifestations qui se déclenchent sont réprimées violemment. Les premiers tirs à balles réelles sur les manifestants ont en effet lieu le 18 mars 2011. Le 19 mars, lors des funérailles des personnes tuées la veille, des milliers de personnes de Deraa mais aussi des petites villes alentour affluent, malgré

les tentatives des forces de sécurité de bloquer les accès. Depuis quelques jours déjà, la mosquée al-Omari est devenue un symbole de l'aide apportée aux manifestants et abrite un hôpital de campagne pour soigner les blessés.

Des émissaires du régime sont dépêchés sur place pour tenter d'apaiser la situation dont l'officier Hicham Ikhtiyar. Il est immédiatement question du décret n°49 sur les terres frontalières qui fait peser de très nombreuses contraintes sur les activités agricoles de Deraa<sup>194</sup>. Au-delà de la question des enfants détenus, les manifestants se saisissent de l'opportunité d'être écoutés par une personnalité haut-placée pour évoquer leurs difficultés. Ikhtiyar dit comprendre la population et se fait l'écho de positions modérées selon lesquelles certaines des revendications à caractère local pourraient être considérées comme légitimes. Il promet une rencontre avec Bachar al-Assad lui-même. Un autre sujet est également évoqué avec les différents émissaires, celui du responsable de la sécurité Atef Najib qui outrepassait régulièrement ses attributions et a fait de la région son fief avec un interventionnisme dans tous les domaines. Dans ces quelques jours, des accords d'apaisement sont passés avec l'imam Siyassneh de la mosquée al-Omari. Quelques heures plus tard, on tire de nouveau sur les habitants, ce qui jette le discrédit sur la parole des émissaires, mais reflète sans doute des hésitations ou des conflits au plus haut niveau de l'Etat sur les mesures à adopter dans la gestion de cette situation. Les tergiversations qui ont caractérisé les actions menées par le régime ont eu un impact important sur le déroulement des événements. A titre d'exemple, on peut signaler que la démission de Atef Najib qui avait été demandée très tôt a finalement été concédée, mais elle est intervenue quand la violence avait déjà pris le dessus sur les négociations.

Le fait d'avoir pu établir un dialogue avec des émissaires et d'être parvenus à un accord qui a finalement été bafoué réactive chez les manifestants, et sans doute de manière plus large au sein de la population de Deraa, le sentiment de perte de contact avec le régime qui avait déjà caractérisé la décennie précédente depuis l'arrivée au pouvoir de Bachar al-Assad.

Le 23 mars, les forces de sécurité donnent l'assaut sur la mosquée al-Omari, qualifiée de repère de terroristes, et tirent sur les personnes<sup>195</sup>. Le 25 mars, une

---

<sup>194</sup> La loi n°49 impose des contraintes administratives aux agriculteurs dont les terres se trouvent en zone frontalière.

<sup>195</sup> Cet épisode a été très documenté en photos et en vidéo par les personnes présentes.

statue de Hafez al-Assad est déboulonnée, des locaux du Baath sont attaqués et des magasins Syriatel sont saccagés. Ils représentent en effet la mainmise de Rami Makhoul<sup>196</sup> sur les télécommunications et plus largement, les pratiques de prédation et de corruption. Un mois plus tard, en avril, c'est une première intervention de l'armée avec le 4<sup>ème</sup> régiment de Maher al-Assad et des actions à l'arme lourde menées contre la ville. Des snipers sont également déployés. C'est une étape qui conduit certains jeunes hommes de Deraa à envisager de s'armer avec leurs moyens personnels pour se défendre. Dès le mois de juin, la situation se profile de manière de plus en plus polarisée. La ville est plus coupée en deux que jamais avec les services de l'Etat et le centre des opérations répressives qui s'implantent à Deraa-al-Mhata, faisant face à Deraa-al-Balad. La rhétorique du régime se transforme aussi avec un discours sur de soi-disant éléments infiltrés qui seraient dans les manifestations pour faire triompher un complot venu de l'extérieur.

L'épisode de l'arrestation des enfants et des adolescents ne suffit pas à lui seul à expliquer le déclenchement des événements même s'il en a été une des premières étincelles, car les revendications des populations, tout comme les lieux qui sont pris pour cibles par les manifestants, font apparaître les conditions pré-révolutionnaires qui étaient en place et qui avaient commencé de longue date à dégrader la situation. Les choix économiques et les sécheresses avaient déjà impacté Deraa depuis plusieurs années. De plus, le rétrécissement des centres du pouvoir entre les mains de quelques-uns avaient fait perdre à cette ville, traditionnellement en lien fort avec le parti Baath, sa place de relai d'opinion : les remontées de terrain ne sont plus considérées par le pouvoir central et la situation de crise du printemps 2011 actualise violemment ce sentiment de perte. Ce phénomène est encore accentué par le fait que les habitants de la ville qui manifestent sont rejoints par ceux des communes périphériques semi-rurales et qui vivent encore plus durement le sentiment de marginalisation. C'est le cas par exemple de la petite ville de Sanamayn<sup>197</sup> qui fournit de nombreux militants au mouvement et connaît par conséquent de très lourdes pertes humaines.

A la fin de l'année 2011, une première fraction de l'Armée Libre se crée sous le nom de « Katiba al-Omari », Brigade al-Omari. Plusieurs autres groupes armés se créent mais il est difficile de les recenser exactement car il se regroupent sous une bannière

---

<sup>196</sup> Sur le parcours de Rami Makhoul voir le chapitre II, partie B, sous-partie b du présent travail.

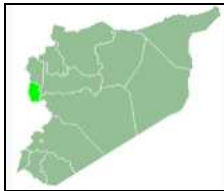
<sup>197</sup> Cette ville comptait environ 25 000 habitants en 2009 et se situe à 55km au Nord de Deraa.

commune appelée « Ğabhat al-ġanūb », Front du Sud (Darwich, 2015b). Cette entité sera soutenue par le MOC<sup>198</sup> donc fortement soumise à l'agenda de ce financeur qui va finalement se désengager<sup>199</sup>.

Aujourd'hui, Deraa-al-Balad est pratiquement totalement détruite, quelques programmes de retour de réfugiés sont cependant en cours avec la collaboration de la Jordanie. La région est en partie auto-gérée suite à des opérations de normalisation des relations avec le régime.

## Banyas

Figure n°30 : Muhafaza de Tartous



Cette ville qui comptait 43 000 habitants en 2009 se situe sur la côte méditerranéenne dans la muhafaza de Tartous. Une centrale électrique thermique et des installations pétrolières importantes se trouvent dans cette ville. La raffinerie emploie plusieurs milliers de personnes et a donc une emprise très importante sur la vie économique et sociale de Banyas. La raffinerie est une entreprise d'Etat, elle confère le statut de fonctionnaires à ses salariés et possède sa propre compagnie de transports en commun, son propre club de sport, propose des activités aux familles, des loisirs pour les enfants.

Ce territoire a connu, avec sans doute plus d'acuité que d'autres, des événements que l'on a attribués aux antagonismes communautaires mais qui, s'ils se sont manifestés à travers des violences entre groupes confessionnels, peuvent être resitués dans un paysage de tensions sociales et économiques anciennes. Dans cette ville plus encore que dans d'autres, la présence des installations pétrolières a façonné les itinéraires individuels de manière différenciée, avec une mise à l'écart des populations locales sunnites, principalement des familles de petits pêcheurs

---

<sup>198</sup> Le MOC est le Military Operations Center, géré et financé par les USA, la France, le Royaume Uni, l'Arabie Saoudite, et la Jordanie.

<sup>199</sup> Voir le parcours de al-Aoudeh p. 219.

ayant eu peu d'accès à la scolarité, au profit de techniciens et d'ingénieurs hautement qualifiés qui se trouvent dans cette région être majoritairement issus de la communauté alaouite. La superposition partielle entre les appartenances communautaires et les trajectoires formatives ne manque donc pas dans ce contexte d'attiser les discours de polarisation communautaire. La question des appartenances communautaires est restée cependant peu active dans les discours jusque dans les années 1990, tandis que les disparités en termes de modes de vie étaient beaucoup plus génératrices de tensions sociales.

Durant le soulèvement des Frères Musulmans, certains habitants de Banyas font la grève en 1982 pour protester contre le massacre de Hama. Le régime organise alors des vagues d'arrestations. Le sheikh Abdessalam Ayrout, une figure locale, qui participe au mouvement, est enlevé et ne reviendra jamais (Presses de l'IFPO, 2019).

Peu à peu, les choix économiques qui sont faits au niveau national dans les années 1990-2000 vont accentuer les disparités économiques et faire reculer le niveau de vie des plus modestes, tout en revoyant à la baisse les ambitions éducatives et en termes d'alphabétisation ce qui limite les opportunités d'ascension sociale dans les milieux les plus défavorisés. Les embauches dans le secteur public se raréfient et limitent encore les opportunités pour les habitants. Malgré tout, ce territoire a conservé longtemps un relai très puissant dans la personnalité du vice-président Abd al-Halim Khaddam qui a occupé ces fonctions de 1984 à 2005. Suite à son conflit avec Bachar al-Assad, Khaddam s'exile en France en 2005 ce qui laisse place à Banyas dont il était originaire un vif sentiment de déclassement et de perte d'une précieuse courroie de transmission. Peu après, à partir de 2007, la situation des pêcheurs va se dégrader de manière très significative en raison des pressions économiques exercées par la Turquie qui exporte du poisson moins cher que le poisson syrien. Dans ce contexte d'accroissement des écarts entre un groupe social qui vit mal du produit de sa pêche, ou de sa petite exploitation agricole, et un groupe social de salariés qui conservent une relative sécurité économique, la réactivation des discours communautaires va retrouver une résonance à la veille des événements de Deraa. En réaction à ces événements, la ville de Banyas est une des premières, le 18 mars 2011, à se mobiliser sous la forme de manifestations de soutien aux familles de Deraa et ces manifestations vont rassembler au début des

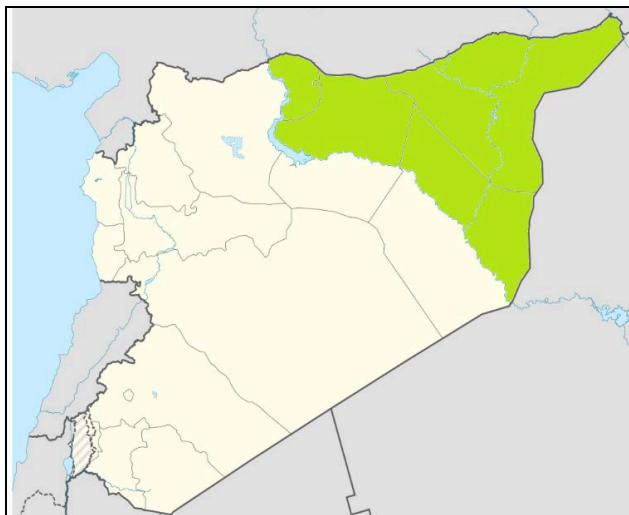


personnes de diverses communautés. Le cortège sort de la mosquée al-Rahman après un sermon du cheikh Anas Ayrout, fils de Abdessalam Ayrout.

Un climat de suspicion et de violence va très vite s'installer et les milices pro-régime vont perpétrer crimes de guerre, avec des scènes de tortures et d'humiliations filmées, accompagnées de slogans de haine confessionnelle contre les populations sunnites de Banyas. En avril, dans cette période où le pouvoir central semble hésiter sur les actions à mener pour contrôler les événements, mais aussi sous la pression des dégâts considérables faits par la diffusion des vidéos de violences à Banyas, Bachar al-Assad va recevoir un groupe de notables de cette ville et leur laisser entendre qu'ils ont été compris et pris en compte. Le 13/04/2011, une grande manifestation de femmes s'organise. Les participantes réclament le retour de leurs fils ou maris en brandissant des fleurs. Mais moins d'un mois plus tard, du 7 au 14 mai, la ville sera encerclée par l'armée pour contrer l'ampleur que prend le mouvement de contestation. Malgré un apparent retour au calme très rapide, les tensions entre groupes qui s'étaient aiguës depuis plusieurs décennies et qui avaient flambé entre mars et mai 2011 vont continuer à sourdre de manière puissante et trouver leur paroxysme dans le massacre des 2 et 3 mai 2013. Dans le contexte de combats entre des groupes armés anti et pro-régime à proximité de Banyas, des miliciens pro-régime vont tuer plus de 400 civils en quelques heures. Interrogé sur ces événements le pouvoir central reconnaîtra uniquement une opération militaire anti-terroriste.

## Les villes de la Jazireh

Figure n°31 : La Jazireh syrienne



Le toponyme « Jazireh » signifie en arabe « île » car c'est la région qui se situe entre les eaux du Tigre et de l'Euphrate. Cette région est le lieu, dès le IV<sup>ème</sup> millénaire av. J-C, des premières expérimentations urbaines de l'histoire de l'humanité, elle voit ensuite se succéder les grands empires et est, durant la période ottomane, une zone de pâturage pour les bédouins qui y circulent. Cette région qui correspond à un grand quart Nord-Est du territoire syrien est également traversée par deux affluents de l'Euphrate, le Balikh et le Khabour.

A partir du XIX<sup>ème</sup> siècle, l'Empire ottoman va peu à peu tenter d'intervenir dans cette zone où les nomades, perçus comme trop affranchis, vont voir s'appliquer diverses réformes, en particulier dans le cadre des Tanzimats, destinées à les orienter vers une sédentarisation. La loi « Tabo » de 1859 sur les propriétés foncières est la première étape de ce processus qui va perdurer tout au long du XX<sup>ème</sup> siècle avec les différentes autorités qui se succéderont à la tête de la Syrie. On attribue alors des terres aux grands sheikhs qui sont à la tête des tribus dans leur zone traditionnelle de transhumance, ce qui a pour effet de créer une nouvelle classe de notables agraires. L'agriculture se spécialise et devient centrée principalement sur le coton et les céréales. Des activités de commerce de bétail se développent également à la faveur de la construction d'infrastructures qui relient la Jazireh aux grandes villes de

la région (Deir ez-Zor, Bagdad, Alep, Damas). L'arrivée de véhicules motorisés transforme les modes de vie des nomades et les techniques d'irrigation évoluent. L'urbanisation se développe et le mouvement de sédentarisation s'accroît.

Sous le mandat français, la loi de 1926 introduit de nouvelles dispositions cadastrales qui sont vécues comme une spoliation des terres par les paysans. La région est en effet devenue un enjeu politique pour les autorités mandataires qui tentent de faire émerger une classe de riches ruraux en contrepoint des grandes villes qui concentrent les mouvements nationalistes (Velud, 1991). Dans la même période, de très importantes circulations migratoires impactent la démographie de la région. Le traité de Sèvres affirme la nécessité d'un Etat arménien et d'un Etat kurde mais c'est finalement le traité de Lausanne qui entre en application en 1921. Selon Jamal Barout, en redéfinissant les frontières, le traité de Lausanne introduit l'Etat-nation dans cette région, mais il redéfinit également les identités, en associant appartenance et citoyenneté. Toujours selon Barout, la multiplicité des appartenances ethniques, religieuses et linguistiques conduit dans ce contexte à des identités complexes et enchevêtrées (J. Barout, 2013). Après l'indépendance, la région subit la politique baathiste de la « ceinture arabe » destinée à limiter l'influence kurde ce qui conduira au phénomène des « bidūn », c'est-à-dire au refus de l'Etat d'attribuer un état civil et des papiers d'identité syriens aux Kurdes. Mais la région, où entre temps des gisements de pétrole et de gaz ont été trouvés, va également devenir un pôle dit de « ressources stratégiques » pour l'Etat qui flèche le coton et le blé comme des produits phares pour l'exportation. Cela va occasionner le regroupement des terres agricoles sous la forme de grandes exploitations, renforcer les réglementations, et favoriser la spéculation.

La Jazireh met en lumière les failles des politiques de développement. En effet, malgré ses richesses agricoles, son eau, et ses ressources en hydrocarbures<sup>200</sup>, elle est devenue à partir des années 1980 une des régions les plus pauvres de Syrie et les moins développées en termes d'infrastructures et de services publics, avec également un important déficit de développement industriel. Cette région qui représentait un pôle d'attractivité, et qu'on surnommait la « Californie syrienne » dans les années 1950-60, devient peu à peu une région qu'il faut quitter. Les pressions diverses qui s'exercent sur les petites et moyennes exploitations agricoles sont

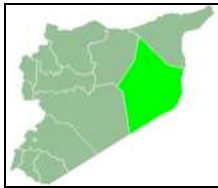
---

<sup>200</sup> Les réserves de pétrole sont estimées à 6 milliards de barils.

encore accentuées par une natalité importante qui conduit à de nombreuses divisions des patrimoines liées aux règles de succession. De plus, la politique hydraulique de la Turquie, avec la création de nombreux barrages, provoque une salinisation des terres et de surcroît, les sécheresses de plus en plus fréquentes provoquent les premiers mouvements de migrations environnementales dès le début des années 2000. En 2006, on observe par exemple que plus de 40 villages autour de Hassakeh se sont vidés en totalité, car leurs habitants ont fui ces difficultés pour aller grossir les quartiers informels aux portes des grandes villes où ils exercent des emplois peu qualifiés (Daoud, 2007). A cette période, il est établi que la ville de Qamishli comporte environ 70% de constructions informelles.

### **Deir ez-Zor**

Figure n°32 : Muhafaza de Deir ez-Zor



Deir ez-Zor est une ville récente créée par le pouvoir mandataire français à partir d'un bourg qui servait de point de rencontre aux bédouins de la steppe. Située à l'Est de la Syrie, la muhafaza de Deir ez-Zor, qui représente 17% du territoire syrien, comptait 1,6 million d'habitants au recensement de 2007. La ville est traversée par l'Euphrate et est considérée à ce titre comme une frontière entre la steppe, sur sa rive gauche, et le début de la Jazireh sur sa rive droite. Cette ville a une proximité avec l'Irak et a d'ailleurs été sous le mandat britannique sur l'Irak jusqu'en 1919 avant de revenir dans le giron du mandat français sur la Syrie en 1920. Les habitants conservent des attaches de l'autre côté de la frontière syro-irakienne, ce qui a parfois suscité des ardeurs partisans pro-Saddam Hussein. Le régime syrien en tient d'ailleurs rigueur à la ville à partir des années 1990 ce qui a pour effet d'accroître le manque d'intérêt qui lui est porté. La ville est parfois victime de clichés péjoratifs

infondés teintés de mépris pour les tribus Chawaya qui vivent dans cette zone, avec des représentations sur le sous-développement de cette partie de la Syrie.

La réalité est bien entendu plus complexe puisque Deir ez-Zor est le centre de l'exploitation des hydrocarbures syriens. Des ouvriers de toute la Syrie et des techniciens étrangers sont donc venus depuis les années 1960 travailler dans ce secteur d'activité. C'est également une ville universitaire, y vivent donc des étudiants, mais aussi des fonctionnaires, qui ont parfois une petite activité agricole complémentaire à l'extérieur de la ville.

Comme le reste de la Jazireh, la ville connaît cependant un décrochage économique important à partir de la fin des années 1990 avec de plus en plus de pauvreté et un recul des services publics.

La caractéristique principale des événements tels qu'ils se sont déroulés à Deir ez-Zor à partir de 2011 est que cette ville est passée en moins de 5 mois par toutes les phases que le reste de la Syrie va traverser en l'espace de 2 à 3 ans. Mais paradoxalement, elle ne bénéficiera que d'une très faible couverture médiatique et scientifique alors que les épisodes s'y succèdent d'une manière très dense. Ayham Agha, un militant de la vie locale à Deir ez-Zor témoigne<sup>201</sup> du fait que de nombreuses vidéos ont été faites au moments des premières actions de contestation, et envoyées à la chaîne al-Jazeera qui ne les a jamais diffusées. Il fait l'hypothèse que le caractère civique et non confessionnel de ces mobilisations contrevenait à la ligne éditoriale de la chaîne à la recherche de vidéos plus radicales. Les premières actions qui sont menées à Deir ez-Zor sont décidées dans le cadre d'un soutien et de l'expression d'une solidarité avec la ville de Deraa. Très tôt, les revendications s'orientent vers la chute du régime, mais des manifestations pro-régime s'organisent aussi avec à leur tête les responsables du syndicat étudiant.

Dans sa gestion de ce mouvement, le régime passe au départ un peu à côté du fait que vit à Deir ez-Zor une classe moyenne éduquée, politisée et informée qui a été sous-estimée en partie en raison des clichés trop répandus sur cette ville. Le quartier de l'aéroport devient l'épicentre du mouvement car il est peuplé majoritairement de fonctionnaires modestes, d'étudiants et d'habitants originaires d'une petite commune, Umm Ahsan qui concentre une tradition de gauche au point qu'on la surnomme « la petite Moscou ». Dans ce quartier récent, les habitants ne sont pas originaires de la

---

<sup>201</sup> Ayham Agha, militant et acteur de la vie locale, entretien R-TEE 8

ville et ils ont reconstitué les réseaux de solidarité dont ils ont été coupés en quittant leurs villages. Ce quartier regroupe un nombre important d'intellectuels et de militants de gauche. Il devient le centre de rencontre des militants dès le printemps 2011 et un refuge où ils reçoivent le soutien de la population.

Lors des premières manifestations, les militants sont dispersés avec des canons à eau et des gaz lacrymogènes. Le 22 avril 2011, les manifestants parviennent même à prendre possession du camion qui porte le canon à eau et s'en servent pour déboulonner une statue équestre de Bassel al-Assad. On voit donc que le régime est dans une forme d'hésitation quant à la doctrine sécuritaire qu'il va déployer, avant de finalement opter, dès le mois de juin à Deir ez-Zor, pour des tirs à balles réelles sur les manifestants. Le vendredi 3 juin 2011, Mouaz al-Raqqad, un adolescent, est tué lors d'une manifestation. Ses funérailles seront un tournant dans l'élargissement du mouvement de contestation et vont être le déclencheur d'une forme de surenchère dans l'intensité de la répression. La question de la défense des manifestants par les armes se pose alors également dans les rangs des militants. Au mois de juillet 2011, l'ensemble des services de l'Etat semble avoir déserté la ville, les militants prennent donc possession de celle-ci. Un conseil local citoyen est également créé à cette période. Fin juillet, le régime semble avoir finalement opté pour un nouvel échelon dans la répression. La ville est pilonnée à l'arme lourde, le quartier de l'aéroport est ciblé en particulier et le régime va y positionner des troupes qui resteront pendant toute la durée du conflit, y compris pendant la période de domination de Daech, au prix d'un pont aérien continu pour assurer les ravitaillements, et d'un confinement complet des militaires qui tiennent cette zone (Darwich, 2015).

Cependant, un régiment de l'Armée libre se crée très vite sous l'impulsion, entre autres, d'un professeur de dessin du nom de Mahmoud al-Ahmad<sup>202</sup>. Comme lui, de nombreuses personnes s'impliquent dans ce groupe armé la nuit et poursuivent d'autres activités professionnelles le jour. A la mi-2012, Jabhat al-nasra prend le contrôle de la ville et poursuit son avancée vers les villages alentours jusqu'en 2013. En juin 2014, ce groupe armé prête allégeance à al-Qaïda ce qui conduit Daech à attaquer et à prendre le contrôle de Deir ez-Zor. A ce moment-là, le mouvement d'exil s'intensifie, à l'image du directeur du musée qui témoigne de sa situation personnelle : « J'ai mis mes enfants à l'abri plus au Nord en zone kurde et je suis

---

<sup>202</sup> Il met des vidéos en ligne à cette période pour afficher son engagement.

revenu mener l'opération de sauvetage du musée. Ensuite je suis parti pour Damas. »<sup>203</sup>. Daech massacre alors plusieurs centaines de membres de la tribu des Chaitat qui avait mis la main sur les installations pétrolières pour en reprendre le contrôle, ce qui va avoir pour effet de terroriser la population et de faire augmenter encore les départs. Malgré cela des initiatives citoyennes perdurent jusqu'en 2014, ainsi que le Conseil local. Même pendant la période Etat Islamique, une organisation secrète « On égorge Deir ez-Zor en silence » va poursuivre ses actions de recensement des victimes et de recueil de données sur la situation vécue par les habitants. En 2015, l'aviation russe fait de très importants dégâts et de nombreuses victimes civiles en bombardant la ville. Deir ez-Zor est en 2023 dans la zone de contrôle du Rojava.

## Raqqa

Figure n°33 : Muhafaza de Raqqa



Cette ville se situe sur la rive gauche de l'Euphrate au Nord-Ouest de Deir ez-Zor. En 2007, il y avait 188 000 habitants dans la ville intramuros. C'est le chef-lieu de la muhafaza qui porte son nom et qui est très étendue en superficie (19 616 km<sup>2</sup>). Après un riche passé antique puis médiéval, la ville peine à retrouver un élan après le passage des Mongols au XIII<sup>ème</sup> siècle et se retrouve ravalée au rang de petite bourgade jusqu'à l'indépendance de la Syrie.

Cette agglomération bénéficie cependant de la création de la ville nouvelle de Tabqa en raison de la construction d'un barrage sous l'ère baathiste. Des ouvriers et des techniciens d'autres régions syriennes viennent y vivre et y travailler. L'Euphrate permet une activité agricole prospère essentiellement basée sur le coton et les

---

<sup>203</sup> Yaarob al-Abdallah, directeur du musée de Deir ez-Zor, entretien R-TEE 23

céréales. Plus tard, les champs de pétrole découverts dans cette région seront d'importants pourvoyeurs d'emplois pour la population de la région.

Malgré cela, cette province ne suscite que peu d'intérêt de la part de l'Etat qui n'investit pas dans cette région. Comme Deir ez-Zor, cette région est perçue comme éloignée de la « Syrie utile » et en connexion avec l'Irak, ce qui fait planer une suspicion d'allégeance pro-Saddam Hussein sur la population<sup>204</sup>. Muhammad Salman qui a été gouverneur de cette muhafaza de 1980 à 1987, avant de devenir ministre, en demeure le seigneur local pendant des décennies et l'administre « comme si c'était son fief personnel, à l'écart du destin du reste du pays »<sup>205</sup>.

La première manifestation de soutien à la ville de Deraa intervient le 25 mars 2011, mais des agents de la sécurité infiltrés dans cette manifestation lancent des slogans pro-régime. La ville reste cependant dans un climat de calme relatif. Les perspectives étant peu diversifiées à Raqqa, une partie non négligeable des jeunes font leurs études dans d'autres grandes villes du pays et se mobilisent dans les mouvements qui démarrent dans les autres gouvernorats. Durant toute l'année 2011 et le début de l'année 2012, Raqqa va donc jouer le rôle de tiers-lieu d'accueil pour les déplacés de Homs et de Deir ez-Zor à l'abri des remous qui touchent la Syrie, malgré des manifestations régulières mais qui se déroulent dans le calme. Le régime va quant à lui conserver une ligne selon laquelle cette ville n'est pas au centre des préoccupations, et éviter également d'attiser le conflit en exerçant des pressions sur les déplacés qui y ont trouvé refuge, au risque d'impulser de nouvelles mobilisations. En novembre 2011, Bachar al-Assad va même se rendre à Raqqa pour mettre en scène l'image de son prétendu contrôle sur l'ensemble du territoire syrien.

Un tournant va cependant être pris le 15 mars 2012, jour anniversaire du début du mouvement. Une manifestation importante se déroule, les forces de sécurité tirent à balles réelles et un adolescent, Ali al-Babinsi est tué. Le lendemain, ses funérailles donnent lieu à une manifestation encore plus importante. Les manifestants sont à nouveau visés par des tirs à balles réelles. Rapidement après, le régime entre dans la ville avec des blindés avant de finalement se faire reprendre la ville par des

---

<sup>204</sup> Maabad al-Hassoun, militant, membre du conseil local de Raqqa et membre d'un groupe de combattants contre Daech, entretien R-TEE-24

<sup>205</sup> Maabad al-Hassoun, militant, membre du conseil local de Raqqa et membre d'un groupe de combattants contre Daech, entretien R-TEE 24



insurgés qui vont peu à peu gagner du terrain. Le régime a de nombreux fronts en cours et concentre ses forces sur d'autres agglomérations. Mais des forces pro-régime infiltrées restent dans la ville pour y commettre des exactions et des pillages et promouvoir le slogan « C'était mieux avant ». Un bataillon de l'Armée Libre se constitue mais les excès des uns et des autres et les difficultés du quotidien vont contribuer à faire émerger le slogan « ġayš al-ḥurr ḥarāmī, badna al- ġayš al-niẓāmī », « L'armée libre est une armée de voleurs, nous voulons l'armée régulière ». Peu à peu des discours communautaires vont faire passer les revendications de justice sociale au second plan, comme en témoigne Maabad al-Hassoun (al-Hassoun, 2020).

Certains habitants se mobilisent cependant pour pallier le retrait de l'Etat et créent le Comité de coordination de Raqqa, ainsi qu'un Conseil local. Des étudiants créent une Union des étudiants libres et organisent de nombreuses activités (Presses de l'IFPO, 2019). Entre 2013 et 2014, la ville est gérée de manière concurrentielle entre différents groupes armés dont les principaux sont l'Armée Libre, Jabhat al-nasra et Aḥrār al-šām. Mais ces différentes activités et engagements ne s'excluent pas forcément les uns les autres, Maabad al-Hassoun témoigne du fait qu'il était à cette époque engagé dans l'Armée Libre, membre du conseil local, et qu'il poursuivait également sa vie quotidienne de manière relativement normale (al-Hassoun, 2020).

Il décrit également les rivalités entre groupes armés pour l'administration de la ville avec un tribunal (Ḥay'a al-šar'iya) pour chaque entité. Les différents groupes islamistes ont chacun leur tribunal qui se jettent mutuellement des anathèmes et s'accusent les uns les autres d'être des infidèles. Un de ces tribunaux islamiques arrête et juge un membre du conseil local. On lui signifie alors que le conseil local laïc est illicite au regard de la charia, ainsi que toute collaboration avec celui-ci. Le militant du conseil local est menacé d'exécution mais on lui indique qu'on lui laisse la vie sauve pour laisser une chance au conseil de s'auto-dissoudre et de revenir ainsi dans « le droit chemin ». Maabad al-Hassoun qui témoigne de cet épisode compare ces tribunaux à des « tribunaux d'inquisition »<sup>206</sup>.

Dans ce contexte très complexe où l'Etat s'est retiré mais où plusieurs groupes entendent administrer le quotidien des habitants, des figures locales qui avaient

---

<sup>206</sup> Maabad al-Hassoun, militant, membre du conseil local de Raqqa et membre d'un groupe de combattants contre Daech, entretien R-TEE-24

toujours bénéficié de la corruption et des dysfonctionnements des administrations, recyclent leurs réseaux pour poursuivre leurs activités. C'est le cas d'Ahmad al-Mansour qui avait pignon sur rue avant 2011 pour servir d'intermédiaire dans l'attribution des biens immobiliers et des terres agricoles. Il continue ces divers trafics et entremises mais prend également la tête d'un comité populaire de « chabbiha » pour organiser entre autres des chantages en tous genre et des enlèvements (al-Hassoun, 2020). Les tribus également voient se réactiver, dans le contexte de vacance de l'Etat, leurs réseaux de solidarités traditionnelles qui avaient perdu du terrain depuis les années 1970.

A partir de 2014, Daech devient l'acteur principal des événements à Raqqa, malgré la résistance dans un premier temps des groupes armés déjà présents. D'après le témoignage de Maabad al-Hassoun, ils font très rapidement alliance avec des groupes faibles (une tribu ou un village) qui se sentent marginalisés ou lésés, ce qui suppose une connaissance très fine des enjeux territoriaux et des relations sociales dans la région<sup>207</sup> <sup>208</sup>. Il constate aussi que Daech s'assure des loyautés, et la mise à disposition de compétences, soit en les monnayant, soit par la peur que son seul nom inspire. Des crimes et exactions sont également orchestrés en public pour terroriser la population, enfin ils divisent les différents groupes pour mieux régner, c'est-à-dire dans le contexte de Raqqa, qu'ils instrumentalisent les dissensions entre les Kurdes et les Arabes.

Très vite l'Etat Islamique fait de Raqqa sa capitale, met la main sur les administrations, les ressources, les bâtiments, les véhicules et bien entendu le pétrole, après avoir tué plus de 700 membres de la tribu Chaitat qui s'était approprié les installations pétrolières jusque-là. Au moment où Daech arrive à Raqqa, Damas vient d'envoyer à la banque tous les salaires des agents de la fonction publique qui n'avaient pas été payés depuis quatre mois, cela représente donc une somme importante dont Daech va se saisir immédiatement. Les plus importants dégâts

---

<sup>207</sup> Maabad al-Hassoun, militant, membre du conseil local de Raqqa et membre d'un groupe de combattants contre Daech, entretien R-TEE-24

<sup>208</sup> Haji Bakr, un ancien officier de l'armée irakienne est devenu un des hauts responsables des renseignements de l'Etat Islamique. Un article du Monde du 24/04/2015 relate que le journal Der Spiegel a eu accès à l'ensemble des documents retrouvés à son domicile qui ne comportaient aucune référence à l'islam ou livre religieux mais uniquement des quantités très importantes de données de renseignements collectées pendant des années.

matériels seront cependant le fait des bombardements de la coalition internationale contre Daech, qui occasionnent également la mort de nombreux civils.

Aujourd'hui, cette zone est incluse dans le Rojava kurde. La population a massivement fui la région mais ceux qui restent vivent de l'agriculture et d'argent envoyé par leurs proches qui ont pu trouver asile dans d'autres pays.

## **Qamishli**

Figure n°34 : Muhafaza de Hassaké



La ville de Qamishli se situe dans la muhafaza de Hassaké à l'extrême Nord-Est de la Syrie. La ville comptait en 2007 environ 88 000 habitants et 250 000 en prenant en compte son agglomération. Cette ville connaissait une activité économique principalement basée sur l'agriculture et l'exploitation des hydrocarbures. Elle est également dotée d'un aéroport. Qamishli pourrait avoir comme origine des camps de réfugiés fuyant la Turquie pendant la période du génocide, principalement Chrétiens de Turquie, mais aussi Kurdes et Arméniens. La puissance mandataire française y installe ensuite une base militaire puis une gare importante.

Avant 2011, la ville a déjà connu un épisode de soulèvement et de répression qui a débuté en 2004 et n'a pas connu d'accalmie totale avant 2006. Le 12 mars 2004 un match de football entre l'équipe al-Jihad de Qamishli et l'équipe al-Futuwwa de Deir ez-Zor tourne à l'affrontement entre supporters puis à l'émeute. Les forces de sécurité tirent à balles réelles sur la foule. Les funérailles des personnes décédées (parmi lesquelles se trouvent plusieurs enfants) vont se transformer en grandes manifestations et finalement, en un mouvement de contestation kurde qui va se poursuivre durant deux ans, avec toutefois des degrés d'intensité variables selon les périodes et les zones. C'est au cours de ces événements que va se forger la place

du PYD<sup>209</sup>, principal parti kurde de Syrie et émanation du PKK<sup>210</sup> turc, qui existait auparavant, mais comme une tendance parmi d'autres au sein de l'écosystème très divers et complexe des courants idéologiques et politiques kurdes.

Cet épisode va également inaugurer de nouvelles relations entre les partis kurdes et le régime de Damas car des accords tacites vont permettre le retour au calme :

« En dépit de la nécessité d'instrumentaliser ces événements pour gagner en popularité auprès de la société kurde, les partis politiques furent portés à composer avec le régime. Ainsi, les dirigeants kurdes eurent une grande responsabilité dans l'accalmie qui s'installa dans la région après 2005, craignant d'être dépassés par un mouvement populaire radicalisé et indépendant de tout parti politique. En échange, le régime de Bachar al-Assad accepta la formation d'un espace culturel autonome, et *in fine* la constitution d'un univers symbolique propre aux Kurdes syriens. » (Tejel, 2017:138).

Ce passé qui demeure encore très récent en 2011 va être convoqué dans le répertoire d'action dès que les nouvelles de Deraa parviennent à Qamishli en mars 2011. La première manifestation à Qamishli date en effet du 12 mars 2011, ce qui est très précoce par rapport aux autres villes syriennes, mais qui correspond également à la date anniversaire du soulèvement de 2004. On voit donc ici de manière particulièrement intéressante combien le mouvement de contestation révèle la manière dont l'actualité nationale interagit avec les enjeux locaux. Soucieux de conserver l'équilibre qui fonctionne depuis 2005 entre les zones majoritairement kurdes et le régime, Bachar al-Assad promulgue dès le 7 avril 2011 un décret permettant aux Kurdes qui ne bénéficient pas encore d'un état-civil d'obtenir la nationalité syrienne. Malgré cette mesure, les manifestations se poursuivent dès le lendemain à Qamishli.

Des partis kurdes et tout un tissu associatif avaient prospéré dans cette région depuis 2005 dans le contexte de l'accord tacite avec le régime. Une certaine tolérance vis-à-vis des activités culturelles avait été accordée en échange d'une garantie du retour au calme. Les organisations kurdes se trouvent donc en 2011

---

<sup>209</sup> Parti de l'Union Démocratique

<sup>210</sup> Parti des Travailleurs du Kurdistan

dans une situation de dilemme très complexe à résoudre vis-à-vis de ces nouvelles mobilisations. Des organisations de jeunesse comme « Šabāb al-intifāḍa » (Les jeunes pour le soulèvement) refusent de tenir compte des appels à la prudence des organisations plus formelles et plus expérimentées, renouvelant ainsi la tension de 2004 entre radicalité du mouvement et pragmatisme des institutions politiques.

En plus des jeunes fervents activistes qui vont se retrouver dans les mouvements kurdes indépendants, et du PYD qui tente de conserver le fragile équilibre qui a été trouvé avec le régime en 2005, le Conseil National Kurde (CNK) va pour sa part regrouper une dizaine de petits partis et participer pendant une période au Conseil National Syrien. Dans ce paysage politique déjà complexe, s'ajoutent aux indépendants, au PYD d'inspiration marxiste, féministe et écologiste (en lien avec l'évolution idéologique qui a été celle d'Öcalan dans les dernières années), et au CNK plus conservateur, un nombre important de comités de coordination locaux et un foisonnement de mouvements militants. On peut ainsi évoquer « Sawa », « Ensemble », qui mène des actions sociales à Qamishli, mais aussi le mouvement « Sāra » qui lutte contre les violences faites aux femmes et œuvre pour la participation des femmes à la vie publique et citoyenne, la « Maison de Mandela » qui porte des actions sur le pacifisme, le « vivre ensemble » et publie « Le jardin des langues » pour promouvoir la richesse linguistique de la Jazireh, l'organisation « Ville pour le développement », ou encore le centre « Arido » qui promeut l'émergence d'une société civile, la collaboration entre associations, et agit dans le champ de la santé mentale des enfants . Indéniablement, l'ensemble de ces organisations font une place aux femmes, y compris dans les instances dirigeantes des mouvements, que l'on n'observe pas dans les mêmes proportions dans les autres régions syriennes.

Même si le PYD a une place prépondérante dans ce contexte, le CNK continue cependant à porter sa propre vision : pour cette plateforme d'union des partis kurdes non-affiliés au PYD, la question kurde est indissociable de l'appartenance à la communauté nationale syrienne. Pour ce mouvement, la question de l'identité kurde entre en résonance le mouvement en cours dans l'ensemble de la Syrie.

Un des plus éminents opposants kurdes, Mechaal Tammo, membre du tout récent Conseil National Syrien, est assassiné le 7 octobre 2011. Les forces de sécurité sont immédiatement accusées et les funérailles auxquelles assistent plus 50 000 personnes se terminent en manifestation appelant à la chute du régime.

En juillet 2012, le régime se retire de Qamishli et délègue la gestion de la ville au PYD, ce qui a pour effet de mettre partiellement fin au foisonnement d'initiatives et de comités locaux. Le PYD prend alors les affaires en main avec sa branche paramilitaire, les Unités de Protection du Peuple (YPG) et ses milices dites « Asayich ». La marche vers l'autogestion franchit alors un nouveau cap avec le découpage territorial par communes mis en œuvre par le PYD. Cette solution d'autogestion sert dans cette période les intérêts du régime qui a besoin de ses troupes pour agir à Alep où la situation est très tendue. Cela permet également à Bachar al-Assad de préserver son entente tacite avec la région de Qamishli, et de jouer la carte kurde contre la Turquie.

En 2015, le ministre de la Défense Fahd Jassem al-Frej va jusqu'à Qamishli pour coordonner l'action des forces gouvernementales et celles du PYD dans la lutte contre l'Etat Islamique dont la menace se fait de plus en plus proche et pressante après l'attaque de Hassaké.

En 2016, ce qui est devenu étape après étape la région autogérée du Rojava<sup>211</sup> est proclamée unilatéralement sous la forme d'une « entité fédérative démocratique » avec Qamishli pour capitale. Des institutions fonctionnent (ministères, administrations, justice, etc.) et font malgré tout de la place aux différents courants même si le PYD s'est arrogé toutes les fonctions régaliennes. Quelques dérives autoritaires sont observées mais le climat d'insécurité permet au PYD d'affirmer sa trajectoire des dernières années comme une expérience avant-gardiste à l'échelle du Proche-Orient. Une fraction importante de la gauche syrienne non-kurde soutient d'ailleurs cette expérience. Il est en effet indéniable que :

« Si le PYD disposait de certains atouts (réseaux, expérience, capital matériel et symbolique) *avant l'heure*, la dynamique kurde en Turquie, les alliances de circonstances entre une grande palette d'acteurs régionaux et internationaux ainsi que les glissements locaux – cooptation des comités révolutionnaires, formation de milices, répression de toute forme d'opposition au PYD, etc. – ont interagi avec

---

<sup>211</sup> Rojava signifie « Est » en kurde.

l'historicité de la question kurde en Syrie, ouvrant la voie à l'expérience inédite du *Rojava* dans un Moyen-Orient en ébullition. » (Tejel, 2017:147)

Les défis auxquels le Rojava fait à présent face sont malgré tout très importants avec les pressions permanentes de la Turquie, la présence de Daech qui poursuit son action sous à travers une guérilla multiforme, et la gestion très difficile des milliers de prisonniers jihadistes<sup>212</sup>, avec malgré tout l'aide des forces américaines qui stationnent encore dans la région mais qui s'avère sous-dimensionnée au regard des enjeux.

#### Kurdes de Syrie

On distingue parfois les Kurdes « de l'intérieur » et « de l'extérieur » pour rendre compte des itinéraires et de l'histoire des différents groupes. La Syrie est un territoire qui a abrité des Kurdes depuis toujours, certains vivent donc dans les grandes villes depuis des siècles et sont largement assimilés, même s'ils conservent parfois la tradition d'habiter certains quartiers comme celui de Rukn ad-din à Damas. D'autres populations kurdes se sont installées en Syrie plus tardivement, entre les deux guerres mondiales, et vivent principalement dans la Jazireh. Ils ont la langue kurde comme langue première même s'ils parlent dans leur grande majorité l'arabe.

Parmi les Kurdes qui sont devenus, de fait, syriens, après l'effondrement de l'empire ottoman, certains s'engagent dans le panarabisme comme Muhammad Kurd Ali, ou dans la résistance contre les Français comme Ibrahim Hanano. Dans l'entre-deux guerres, de nombreux partis politiques et associations se créent dans les localités kurdes, reflétant la diversité des opinions et des engagements. On peut ainsi citer l'association « Khiboun », Indépendance, créée en 1927 à Qamishli, l'association « Hevi », Espoir, se crée en 1932 à Hassaké, l'association « les Jeune Kurdes » de Amouda, et l'association « Culture kurde » sont créées en 1935. Des clubs se créent également à Damas, le club « Kurdistan » en 1939, le club « Salah ad-Din » en 1943 et le club « Hanano » en 1949. On peut encore citer le forum « Azadi », Liberté, qui est créé en 1955 à Alep et l'Union des étudiants kurdes à l'Université de

---

<sup>212</sup> Cf. l'immense camp de al-Hol.

Damas en 1957.

Le parti Baath, dans le contexte de tensions multiples avec la Turquie, va accentuer une politique préexistante de « Ceinture arabe ». Dans les années 1970, Abdallah Ahmar, secrétaire général du parti Baath, met en œuvre ce programme tout le long de la frontière Nord sur une profondeur de 20 km ce qui correspond à 7000 hectares de terres distribuées à des familles arabes venues de Raqqa et de l'Est d'Alep. Cela va avoir pour conséquence de casser la continuité territoriale kurde et de façonner la démographie de manière à ne laisser aucune zone peuplée uniquement de Kurdes. Cela va pousser certains à l'exode vers les grandes villes pour trouver des emplois, et va conduire à l'émergence de quartiers kurdes à Alep et à Damas. Dans le même temps, l'Etat impose des restrictions à l'expression de l'identité et des traditions kurdes : modification de la toponymie kurde pour la remplacer par une toponymie arabe, interdiction d'enseigner la langue kurde, de célébrer la fête de Nowrouz<sup>213</sup>, et d'autres fêtes kurdes, alors même que la diffusion de langues et de traditions appartenant à d'autres communautés était largement acceptée (Arméniens, Tcherkesses).

Comme le montrent les situations de chacune des villes étudiées, le parti pris d'observer les événements au niveau local permet de dégager des points communs, mais également de faire émerger la singularité des trajectoires de chaque ville, en fonction de son histoire, de l'histoire de ses rapports avec le pouvoir central, de la manière dont une partie de ses habitants sont entrés dans la mobilisation, des modalités de cette mobilisation, mais aussi de la réponse que le régime a apporté au mouvement et aux revendications exprimées.

C'est à partir de ce matériau à la fois constitué de la spatio-temporalité des événements, de leurs liens avec le passé récent, et de la nature des événements que l'analyse de la crise syrienne peut s'amorcer. A moins que cette manière de l'analyser ne conduise à questionner l'échelle d'analyse nationale elle-même, tant le phénomène de fragmentation apparaît pertinent pour comprendre le contexte

---

<sup>213</sup> Nowrouz est une fête de nouvel an antéislamique qui intervient le 21 mars. Cette fête est très vivace en Iran mais elle aussi fêtée en Afghanistan, au Kazakhstan, dans une partie de l'Inde. En Syrie, cette fête est célébrée par les Kurdes et par les alaouites.



d'émergence de la crise, son déclenchement, son déroulement, ainsi que la situation qui en découle.

Le mouvement s'est très rapidement étendu à l'ensemble des muhafazat syriennes : dès le mois d'avril 2011, soit quelques jours ou semaines après les événements de Deraa, l'ensemble des régions comptait plusieurs points de contestation active<sup>214</sup>. Mais cette réalité ne doit pas masquer le caractère très hétérogène des entrées en mobilisation des différents territoires.

Si nous avons choisi de retenir l'échelle de la ville pour penser la crise, cela ne signifie pas que les traits saillants communs sont réfutés, mais il se développent dans chaque cas de manière singulière et située. Parmi les éléments que l'on peut identifier comme récurrents d'une ville à l'autre, il faut revenir sur les rapports complexes centres urbains-périphéries. Les quartiers périphériques souvent caractérisés par des constructions informelles, un déploiement inégal voire inexistant des services publics, ainsi qu'une marginalisation économique des habitants, sont ceux qui se sont impliqués les premiers dans le mouvement de contestation, en particulier dans le cas des agglomérations les plus importantes. On peut, à ce titre, parler de la ville d'Alep où les rapports centre-périphérie se caractérisent principalement par une méconnaissance mutuelle et par la construction de représentations que le ciment identitaire nécessaire à chaque groupe renforce. Ainsi les quartiers Est d'Alep sont perçus comme « menaçants » par les alépins qui conseillent aux étrangers de ne s'y rendre qu'accompagnés (David, 2016).

Mais les rapports entre urbains et habitants des espaces périphériques sont également basés sur une interdépendance que décrit à plusieurs reprises Ibn Khaldun :

« Quant aux sédentaires, s'ils se mêlent aux gens du désert ou les suivent en voyage, ils dépendent entièrement d'eux. [...] La civilisation bédouine [n'a pas] toutes les nécessités de la civilisation [...]. Ils n'ont ni menuisiers, ni tailleurs, ni forgerons, ni les autres artisans qui pourraient leur fournir tout ce qui est nécessaire pour vivre de

---

<sup>214</sup> En comparaison avec le mouvement égyptien amorcé peu avant, la proportion de la population syrienne engagée d'une manière ou d'une autre dans le mouvement en avril 2011 approcherait les 10%.

l'agriculture. [...] Si les Bédouins ont besoin des villes pour le nécessaire, les citadins ont besoin des bédouins pour le superflu » (Ibn Khaldun, 1382).

Si ces considérations sont à remettre dans le contexte du Maghreb du XIV<sup>ème</sup> siècle qu'observe Ibn Khaldun, elles permettent cependant la lecture des rapports entre deux types d'espace, et la manière dont ils interagissent. Il n'est pas question ici de confondre totalement les bédouins dont parle Ibn Khaldun et les habitants de la périphérie d'Alep au XXI<sup>ème</sup> siècle mais plutôt de saisir en quoi ce phénomène s'actualise dans le contexte syrien des années 2000 à travers les relations complexes qu'entretiennent les différents espaces qui constituent la grande agglomération d'Alep. Les activités économiques parallèles ou semi-informelles qui emploient les habitants des périphéries (transports, petits commerces, production agricole, entre autres) sont nécessaires aux habitants des centres urbains, tandis que la ville elle-même est pourvoyeuse de petits métiers pour les habitants des périphéries qui à leur tour en dépendent. Jean-Claude David qui mobilise lui aussi les outils khalduniens pour décrire les rapports ville-périphérie à Alep affirme cette interdépendance en parlant du rôle « d'intermédiaires indispensables avec le monde rural » qu'assument les habitants périurbains des quartiers Est de la ville.

Mais Jean-Claude David parle également de phénomènes d'« autoexclusion » :

« Les populations des quartiers de l'est sont d'une part mises à l'écart par les citadins de l'intérieur et d'autre part restent à l'écart par auto exclusion, non pas seulement du fait de leur origine rurale mais du fait de la conservation de leur pratique d'une organisation tribale [...] avec des systèmes d'allégeance, un respect des liens du sang et des devoirs qui les constituent et qui constituent ou maintiennent la conscience groupale et la cohésion sociale, avec un mode de vie spécifique, se regroupant dans les mêmes quartiers. » (David, 2016).

Dans ces zones où les services minimaux à la population ne sont pas rendus, il existe aussi d'autres réseaux et d'autres solidarités qui se constituent à l'écart du fonctionnement des centres urbains, mais également dans un climat où la présence de l'appareil d'Etat est moins prégnante et donc moins pesante. Ibn Khaldun observe lui aussi que « les lois gouvernementales et éducatrices exercent [...] une influence sur les sédentaires [...]. Les Bédouins, en revanche, ne sont pas dans ce cas, parce

qu'ils échappent aux lois gouvernementales et éducatives. » (Ibn Khaldun, 1382). Dans le cas des périphéries d'Alep juste avant le début du mouvement en 2011, les espaces marginalisés sont en effet moins bien desservis, mais aussi un peu moins contraints. Cela va jouer un rôle à Alep, comme dans les zones périphériques des autres agglomérations quant à la mobilisation en 2011. Non seulement les habitants des zones les plus marginalisées ont plus de raisons de se soulever, mais elles sont également moins quadrillées par les services de l'Etat, y compris la police. Ces zones fonctionnent selon des réseaux relationnels forts qui facilitent l'organisation de manifestations, ainsi que le repli au sein d'un quartier délaissé, mais finalement protecteur dont l'enchevêtrement des ruelles permet d'échapper dans un premier temps à la répression.

Dans le même temps, les bénéficiaires de la croissance de ces grandes agglomérations (Damas, Alep, Lattaquié), qui vivent dans les centres-villes, ne se sont pas reconnus dans les revendications ni dans le mouvement pour une large part d'entre eux, car leurs conditions de vie avaient évolué positivement sur la décennie précédente. On trouve déjà ici le ferment de la fragmentation qui va s'accroître à l'extrême par la suite, avec des périphéries qui avaient déjà pour partie connu des épisodes pré-révolutionnaires tandis que d'autres populations ne s'identifiaient pas ou peu aux mouvements des printemps arabes dans les autres pays de la région.

Même si le contexte est sensiblement différent, on constate dans la région d'Idlib comme à Alep que les centres-villes sont restés plusieurs semaines à l'écart des mobilisations, mais que ce sont les habitants vivant avec un sentiment de relégation aux marges de ces villes qui ont introduit le soulèvement en leur sein. Dans la région d'Idlib, où se trouve également la ville de Jisr al-Choughour, le contexte est celui de villes moyennes relativement pauvres, entourées de villages ruraux. Ce sont également ces habitants pauvres des périphéries d'Idlib qui ont émigré dans le quartier de Raml al-ġanūbī à Lattaquié ce qui a créé des effets de résonance et de solidarités à distance suite aux premières mobilisations des quartiers défavorisés de Lattaquié. De plus, cette zone a été touchée de plein fouet par les politiques néolibérales et l'ensemble des indicateurs de développement y sont faibles. Au cours la décennie 2000-2010, beaucoup d'habitants de ces villes sont d'ailleurs partis à Lattaquié dans l'espoir d'y trouver des emplois. Malgré cela, les paysans des villages ruraux qui entourent Idlib et Jisr al-Choughour les voient comme des centres urbains

favorisés au regard de leurs propres difficultés à vivre au quotidien qui sont encore plus prononcées. Beaucoup de ces agriculteurs qui ne parviennent pas à vivre de leur travail sont contraints de se louer comme ouvriers saisonniers ou d'exercer des activités informelles autour des grands centres urbains. Il faut également préciser que cette région fait partie de celles qui sont particulièrement marginalisées par le régime depuis le soulèvement des années 1980, comme en témoigne Louay Yassine : « cette région a été punie »<sup>215</sup>. Cet épisode a laissé des traces dans la mémoire collective de cette région, avec un fort sentiment d'humiliation. L'escalade de la violence est très rapide dans cette région et va se dérouler selon des étapes très resserrées dans le temps. Les centres villes ne sont, de prime abord, pas très actifs au mois de mars 2011, tandis que les périphéries rurales souhaiteraient une mobilisation beaucoup plus importante. Louay Yassine<sup>216</sup> (recoupé par d'autres témoignages <sup>217</sup>) raconte que des personnes cagoulées et armées investissent les centres-villes en moto et s'attaquent aux symboles du régime. Dans cette même période un bus qui revient du Liban et qui transporte des saisonniers de retour dans leur région est visé par des tirs qui provoqueront 11 morts. Le jour de leurs funérailles se trouve être le 3 avril qui est également le jour de la commémoration de l'exécution d'une dizaine de jeunes de Jisr al-Choughour par le régime en 1982. Le 6 avril, environ 130 agents des forces de sécurité et chabbiha sont tués et jetés dans une fosse commune, les autres agents des forces gouvernementales qui sont encore présents fuient la zone.

Il peut également être intéressant de mettre en regard deux villes, Homs et Lattaquié, où les événements se sont déroulés d'une manière bien différente. Ces deux villes sont en effet de taille comparable, et regroupent des habitants de différentes communautés et minorités. Les violences intercommunautaires se sont déclenchées de manière très rapide à Homs, tandis qu'à Lattaquié, où les points de contacts entre communautés sont tout aussi nombreux, ce type d'affrontements n'a pas eu lieu.

---

<sup>215</sup> Louay Yassine, militant, entretien R-TEE 25

<sup>216</sup> Louay Yassine, militant, entretien R-TEE 25

<sup>217</sup> Témoin anonyme, ancien membre d'un groupe armé, entretien R-TEE 18

Figure n°35 : Tableau comparatif Homs / Lattaquié

	Homs	Lattaquié
Superficie	40 910 km <sup>2</sup>	2297 km <sup>2</sup>
Nombre d'habitants de l'agglomération en 2010	390 000 habitants	432 000 habitants
Nouveaux habitants suite au phénomène d'exode rural	50%	25%
Quartiers informels	L'afflux de nouveaux habitants et le manque d'investissement de l'Etat conduit à un sous-dimensionnement des services à la population. L'étendue de l'agglomération les tient éloignés du monde rural.	Entre la mer, l'agglomération et la mer, les quartiers informels sont étroits mais également en contact avec les autres quartiers et proches du monde rural.
Activité économique	Peu d'entreprises privées, entreprises publiques notamment raffinerie d'Etat qui embauche peu surtout depuis les années 2000, vie économique peu dynamique et en grande partie informelle	Activité économique dynamisée par le port, ceinture agricole prospère grâce à une bonne fourniture en eau et à la proximité du marché qui constitue la ville, entreprises privées, bourgeoisie commerçante active, tourisme

Le phénomène d'exode rural se décline de manière différente en direction de ces deux agglomérations. A Lattaquié, il est moins important car la proximité entre la ville et les villages alentours permet de vivre en milieu rural et de venir travailler à Lattaquié en journée, ce qui n'est pas le cas à Homs. La pression sur l'agglomération de Lattaquié est donc bien moindre. Les agriculteurs semi-nomades ou récemment sédentarisés autour de Homs ont vu peu à peu l'effritement de leur mode de vie et ont été contraints à un exode définitif. Ils sont donc venus s'installer dans les quartiers informels en périphérie de Homs où ils réitèrent en partie leurs cadres de référence sociaux et où ils font fonctionner leurs réseaux préexistants. Les allers-retours entre la seconde couronne villageoise de l'agglomération de Lattaquié et le cœur de ville conduisent également à importer des modes de vie et de consommation urbains jusqu'au sein des villages (boutiques, cafés, cybercafés, cinéma, etc.). A Homs, ce sont plutôt les modes de vie ruraux et hérités du monde nomade qui se prolongent en ville et en font une « grande ville rurale » tandis que les villages autour de Lattaquié relèveraient plutôt d'une ruralité qui s'urbanise. Homs est également une ville plus pauvre, où les frustrations sociales et économiques se sont

aiguës avec le tournant néo-libéral, la question des appartenances réelles ou supposées aux communautés sunnite ou alaouite se superposant avec la question de modes de vie différents et des trajectoires sociales, formatives et économiques différentes. A Homs, les antagonismes communautaires ont été attisés très rapidement avec un mouvement de contestation qui a débuté principalement dans les quartiers périphériques où les personnes sont aussi moins qualifiées et ont donc été impactées plus durement par les baisses d'embauche dans le secteur public. A Lattaquié, si les tensions intercommunautaires se sont exprimées parfois avec violence, des démarches d'apaisement ont été mises en place et n'ont pas été empêchées par les forces de sécurité ce qui a permis une forme de régulation.

D'autres points communs peuvent également être relevés d'une région, d'une mobilisation à l'autre. Il apparaît important de signaler ici le caractère pacifique de l'ensemble des mouvements locaux à leurs débuts. L'autre point que l'on relève de manière massive et systématique, bien que très diverse et plurielle, est l'émergence d'activités de solidarités, qui préfigurent les conseils locaux ainsi que l'activité associative foisonnante qui existe jusqu'à ce jour. Un phénomène se retrouve également dans plusieurs localités, c'est celui du démarrage, de l'intensification du mouvement, ou de son élargissement à l'issue de funérailles de personnes tuées dans le cadre de leurs activités militantes.

Une fois ces grands traits communs relevés, il demeure difficile de déterminer un événement déclencheur unique, car même si l'on a tendance à retenir les manifestations de fin mars à Deraa, la réalité est plus complexe puisque quelques esquisses de mouvements avaient eu lieu en février et que les différentes régions ont réagi aux événements de Deraa dans une temporalité qui leur est propre. Le concept des « glissements locaux » (Dobry, 2019: 72 ) proposé par Dobry permet de montrer comment un même événement résonne de manière différenciée d'un territoire à l'autre tant en termes d'intensité, qu'en termes de temporalité, avec des faits mineurs en apparence qui peuvent être des déclencheurs. Il ne s'agit pas ici de mesurer l'intensité ou l'importance des faits, et encore moins de minimiser les atteintes aux droits humains fondamentaux qui ont émaillé cette période, mais plutôt de montrer que des événements qui pourraient relever du quotidien habituel, prennent tout à coup une signification autre pour les acteurs et les mettent en action d'une manière

inhabituelle (réaction répressive du régime, manifestations, etc.). Comme l'écrit Boris Gobille, dans un article consacré à l'ouvrage *Sociologie des crises politiques* de Dobry, le rappel de l'historicité propre à chaque mouvement n'entre en rien en contradiction avec la pensée de Michel Dobry car elle permet de comprendre « les phases d'émergence des crises [...] où état critique et état routinier du politique ne sont pas décantés » (Gobille, 2015: 167). La plupart des événements considérés comme déclencheurs faisaient en effet partie d'un répertoire habituel des types d'actions répressives menées par le régime mais dans ce moment pré-révolutionnaire du printemps 2011, elles ont eu une résonance singulière. De la même manière, les mouvements de contestation avaient connu quelques précédents dans la décennie 2000-2010 mais n'avaient pas donné lieu à des réactions de la même envergure de la part du régime.

Face à cette irruption de divers points de contestation, dans lesquels on retrouve quelques traits communs, mais qui reflètent également la grande diversité des territoires et des trajectoires de chaque ville, le régime a déployé des actions qui ont eu pour effet d'accentuer les disparités territoriales et de réactiver l'histoire que chaque territoire entretenait préalablement avec lui comme à Qamishli où le mouvement a été amorcé le jour anniversaire de la précédente mobilisation de 2004 et où le régime a d'emblée tenter de renouveler le *modus vivendi* qui avait été trouvé à cette époque.

En effet, le caractère factuel des épisodes de contestation et de répression ne suffit pas à toujours à expliquer leur portée ou leur impact car la signification qu'ils prennent pour les acteurs sont également à lire à l'aune de l'histoire. Les événements ne sont pas uniquement à considérer pour ce qu'ils sont mais aussi dans le cadre de référence symbolique qu'ils actualisent pour les acteurs. L'événement se trouve « pour les protagonistes, pris dans des réseaux de significations qui engagent bien plus que lui-même [...] » (Gobille, 2015: 161). Pour prendre l'exemple de Hama qui a connu en 1982 un épisode de répression brutale, le retour d'un climat de soulèvement ne peut que réactiver les répertoires de mobilisation qui se sont transmis d'une génération à l'autre, et voire éclore des processus où l'espoir de revanche et les dynamiques identificatoires vis-à-vis des martyrs constitue un réel élément d'historicité soit, comment l'entendent Michel

Dobry et Boris Gobille, une irruption tangible du passé dans le présent (Dobry, 2019) (Gobille, 2015).

Dans les premiers mois de la contestation, il est extrêmement difficile de comprendre la logique qui préside aux réactions du régime, au point qu'il est possible de se demander s'il a réellement suivi une doctrine précise ou si on peut dégager une rationalité quelle qu'elle soit. D'une ville à l'autre, et parfois de manière simultanée, le régime a tour à tour déployé des techniques de maintien de l'ordre non-léthales, des moyens de répressions plus violents ou encore a donné des signes d'ouverture à la négociation politique. D'une part Bachar al-Assad se rend personnellement à Raqqa en novembre 2011, limoge ça et là des maires qui sont visés par les slogans des manifestants ( à Homs et à Deraa ) ou va accorder des revendications sectorielles comme le fait de faciliter l'accès des Kurdes à la nationalité syrienne. Mais dans d'autre cas, et parfois au même endroit et au même moment, le régime va user de la force et faire tirer à balles réelles sur des foules pacifiques ou encore envoyer des chars d'assaut pour encercler des civils.

Il est donc très difficile d'identifier une ligne, ce qui semble indiquer qu'au sein même des premiers cercles du pouvoir la doctrine de gestion des événements a été fortement débattue et a donné lieu à des conflits internes avant de voire finalement se dégager une ligne dure, axée uniquement sur la répression violente, le jeu du chaos par le renforcement des divisions et des fragmentations préexistantes, et la marche vers la militarisation du conflit. La compréhension de la doctrine adoptée par le régime demeure donc très complexe à envisager bien que Fabrice Balanche, entre autres, propose de s'appuyer sur les écrits de David Galula, officier français, penseur et théoricien militaire, pour éclairer cette question (Balanche, 2022b). Il faut cependant nuancer ce rapprochement avec ce qui s'est passé en Syrie. En effet, Galula traite de conflits où les forces s'opposant au pouvoir central sont sans doute moins complexes, diversifiées, et multiformes que cela n'est le cas en Syrie (Galula, 1963; 2008) mais il préconise la primauté des actions politiques sur les actions militaires à de très nombreuses reprises dans le but du maintien d'un lien entre le pouvoir et la population. Pour Galula, l'objectif doit ainsi être d'ancrer « un appareil politique dans la population pour permettre de couper ses liens avec l'insurrection » (Galula, 1963; 2008: 103). Il affirme encore que « Seule l'action politique permet d'employer les outils non militaires, de s'assurer que les subsides arrivent à temps pour parachever l'action militaire et que les réformes politiques et sociales suivent.»



(Galula, 1963; 2008: 133). Cela semble donc remettre en question le fait que le régime syrien ait réellement suivi des préceptes se rapprochant de ceux de Galula dans la mise en œuvre de ses réponses aux soulèvements, puisque le versant politique n'a connu que quelques amorces de mesures ou de tentatives qui ont dans tous les cas pris fin au plus tard dans le courant de l'été 2011. Galula s'appuie en outre sur un article du New York Times du 4 juillet 1949 dans lequel le Général Chang Ting-Chen, affirme que : « une guerre révolutionnaire est faite de 20% d'action militaire et de 80% d'action politique » (Galula, 1963; 2008: 117). Des groupes armés, nous le verrons, vont quant à eux, comprendre l'importance des liens avec les populations et de l'action politique pour renforcer et pérenniser leur pouvoir sur les zones qu'ils vont mettre sous leur contrôle.

Ainsi, dès lors que la militarisation de la crise est devenue son horizon unique, les multiples fragmentations n'ont fait que s'ajouter les unes aux autres avec des stratégies militaires différenciées, des territoires qui ont connu des itinéraires propres du point de vue militaire, politique, et économique. C'est ce que montre l'étude de la crise à l'échelle des villes avec des temporalités et des modalités différentes d'entrée dans la révolte, des réactions différenciées du régime, et des trajectoires spécifiques, territoire par territoire avec des dynamiques conflictuelles propres à chaque zone.

Figure n°36 : Tableau synthétique de la chronologie du printemps 2011 :  
*Des temporalités différenciées d'entrée dans le mouvement et des réactions différenciées du régime*

	Semaine du 12 mars	Semaine du 19 mars	Avril	Mai	Juin / Juillet
Deraa	première manifestation  réprimée par des tirs à balles réelles  négociations et accord d'apaisement	assaut des forces de sécurité  émeutes	Intervention de l'armée syrienne	Militarisation du conflit	
Qamishli	première manifestation		concessions du régime sur le statut des Kurdes	Très peu d'intervention du régime	
Raqa		première manifestation	Le mouvement se poursuit dans un calme relatif peu d'intervention du régime		
Deir ez-Zor		première manifestation	gaz lacrymogènes et canons à eau	Le régime déserte quasiment la ville	
Banyas	première manifestation		Négociations	Intervention de l'armée syrienne	
Homs		première manifestation	répression des manifestations par des tirs à balles réelles	grève générale	
				La ville est assiégée.	
Salamiyé		première manifestation	pas de tirs à balles réelles, arrestations massives		

Légende : événements survenus dans les villes  
réaction du régime

Ce tableau synthétique ne prétend en aucun cas retracer les événements dans chaque ville de manière exhaustive, et encore moins dresser des comparaisons hasardeuses sur la nature des épreuves vécues par les populations civiles, mais il

permet de montrer à quel point le régime a déployé des stratégies et des réponses diversifiées, selon les territoires, jouant ainsi le jeu des divisions. Ce tableau permet en effet de voir comment, de manière simultanée, et parfois au cours de la même semaine, le régime a enclenché des répressions armées, tandis qu'il menait ailleurs des négociations, a assiégé des villes tandis qu'il en abandonnait d'autres à leur sort en se retirant totalement de ses missions élémentaires. Cet état de fait reflète une forme de gestion différenciée préexistante à la crise autant qu'il préfigure la fragmentation extrême qui va s'en suivre.

La fragmentation est en effet la réalité qui s'impose à l'observateur de manière la plus flagrante et la plus prononcée pour caractériser l'irruption de la contestation, son développement et les conséquences de la militarisation. La question de la fragmentation place ainsi l'analyse à la croisée des chemins entre la part d'historicité de la genèse de la crise et la dynamique de la crise elle-même. En effet, dans la période antérieure à la survenue de la crise, nous proposons de regarder le territoire syrien comme fragmenté en espaces articulés autour de grands centres urbains dans la périphérie desquels gravitaient des couronnes périurbaines, séparés les uns des autres par des espaces ruraux. Les différences de traitement appliquées à ces espaces par le pouvoir central depuis plusieurs décennies ont ancré le fractionnement de ces espaces avec une « Syrie utile », et des zones qui sont demeurées dans un délaissement plus ou moins prononcé. Cette fragmentation géographique, décisionnelle, logistique et identitaire a ressurgi en raison de l'irruption des événements de 2011 et ne cessera de s'accroître par la suite. Le verbe « ressurgir » est ici employé à dessein pour interroger le caractère inachevé de la constitution de la nation syrienne qui se rejoue, et observer en quoi la crise a réactualisé l'échelle identificatoire de l'agglomération, avec tout ce qu'elle comporte de violence prête à se potentialiser dans la dialectique des tensions entre les cœurs de ville et les marges. La crise jette alors une lumière crue sur le paradoxe d'une conscience nationale pourtant forte chez les Syriens, et d'une construction nationale encore fragile, impropre à faire advenir une réelle citoyenneté, pour aboutir aujourd'hui à une situation où la souveraineté nationale est remise en question.

Il peut à ce titre être intéressant de regarder la trajectoire du mouvement Jabhat al-nasra, devenu Ḥay'at taḥrīr al-šām (HTS), qui administre à ce jour la région d'Idlib au

Nord-Ouest de la Syrie. Leur doctrine est à l'opposé de celle de l'Armée Libre qui agit selon une grammaire correspondant à celle d'un conflit armé conventionnel. Jabhat al-nasra est au départ un groupe armé affilié al-Qaida et mène plutôt des actions de guérilla ainsi que plusieurs attentats suicides<sup>218</sup>. Mais son leader, Abou Muhammad al-Julani, adopte dans un second temps une stratégie tournée vers la stabilisation d'une zone de contrôle, où il est en capacité de gouverner un territoire donné et d'y instaurer un pouvoir sans partage (al-Qassir, 2023). Dans cet objectif, Julani comprend rapidement l'intérêt que représente le rapprochement avec des cadres syriens plutôt qu'avec des djihadistes internationaux. Cela favorise une meilleure implantation au sein de la population et lui permet de nuancer son image de terroriste rattaché à la mouvance islamiste. Lorsqu'il s'implante à Idlib, il met en place non seulement un « gouvernement de salut », mais aussi des organes de gestion, une administration fortement centralisée, en recrutant parmi les ressources du territoire des technocrates qualifiés, des personnels compétents, y compris parmi des personnes qui ne partagent pas l'ensemble de ses options. Il crée également un système scolaire, un système judiciaire nommé « ḥay'a al-šar'iya », qui restent cependant caractérisés par les marqueurs islamistes, avec une justice basée sur la charia et des écoles non-mixtes dans lesquelles le port du voile est obligatoire pour les filles. Julani a également formé un gouvernement qui affiche un semblant de fonctionnement institutionnel comparable à celui d'un Etat, mais qui lui permet aussi de mettre les populations face à ce gouvernement pour apparaître comme l'arbitre en dernier recours. Il se montre cependant plus performant dans sa gestion en termes de résultats et d'efficacité que les quelques autres enclaves gérées par d'autres groupes d'opposition. La population peut en effet être approvisionnée de manière moins chaotique que dans le reste du pays et bénéficie d'un relatif retour à la sécurité qui a fait cruellement défaut ces dernières années. L'expérience de HTS montre donc l'articulation des enjeux militaires et de gouvernance dans le cadre d'un

---

<sup>218</sup> Les principaux attentats revendiqués par Jabhat al-nasra sont :

L'explosion de deux voitures piégées à Damas le 23/12/2011 bilan : 44 morts et 160 blessés

Un attentat à la bombe dans le quartier de Meydan à Damas le 6/01/2012 bilan : 26 morts et 63 blessés

Deux attentats à la bombe visant un centre de sécurité à Damas le 17/03/2012 bilan : 40 morts et 140 blessés. La majorité des victimes sont des civils en dépit de la cible de cet attentat.

Une voiture piégée à Alep le 18/03/2012 bilan : 2 morts et 30 blessés

Une voiture piégée à Deir ez-Zor le 19/05/2012 bilan : 9 morts et 100 blessés

Un attentat suicide à Salamiyé le 21/01/2013 bilan : 25 morts

conflit ce qui ne manque pas de faire écho aux écrits de Galula sur la nécessité de procurer une sécurité minimale à la population dans le but de s'en assurer le contrôle : « Si l'insurgé parvient à dissocier la population du loyaliste, à la contrôler physiquement [...], il gagnera la guerre : au bout du compte, la possibilité d'exercer un pouvoir politique ne dépend que de l'accord tacite ou explicite de la population ou, au moins, de sa soumission. » (Galula, 1963; 2008: 16).

Au niveau économique, il est remarquable de constater à quel point l'administration de la zone HTS, malgré un discours de rupture avec le baathisme, reproduit le système mis en place par le régime syrien avant le conflit : il s'agit d'une économie de prédation, avec la multiplication de monopoles tenus par Julani et son entourage, il est le seul à pouvoir octroyer les diverses autorisations pour les activités économiques, il possède le monopole des ressources, des check points et prélève des taxes. L'organisation même de sa gestion administrative réitère les modalités préexistantes sous le régime Assad avec, par exemple, la nécessité se procurer un bulletin de situation auprès des services de sécurité pour obtenir un permis de construire. Il possède également une grande entreprise de construction, al-Raqi, qui se voit attribuer l'ensemble des marchés de son secteur d'activité. De même, et à l'image des régimes Assad père et fils, le fait de concentrer ainsi l'ensemble des ressources permet également à HTS et à son leader de conserver la loyauté d'une classe dirigeante créée par lui et qui, profitant de cette rente, a tout intérêt à voir perdurer son micro-Etat.

Au niveau militaire, HTS a acquis la capacité à nouer des alliances, tout comme à en changer, et intègre en son sein ou élimine ses adversaires.

Mais la stratégie de Julani ne laisse pas de côté les questions de communication et d'image de sa personne et de son action. Le changement de nom de Jabhat al-nasra en HTS lui a permis de minimiser ses liens avec al-Qaida dans le but de ne plus figurer sur la liste des mouvements terroristes, il récupère aussi certaines parties du discours de la révolution citoyenne des premières heures de 2011. Afin d'être considéré comme un interlocuteur à part entière, il lisse en effet son discours, comme son apparence physique, avec l'abandon de tenues connotées comme islamistes au profit du costume à l'occidentale, ce qui laisse entrevoir que la question du pouvoir est centrale pour lui, bien loin des analyses qui cantonnent les groupe armés islamistes à leurs affichages dogmatiques. Soucieux de travailler sur son image, Julani a montré à de nombreuses reprises qu'il était prêt à accueillir la presse

internationale et à donner aux journalistes<sup>219</sup> une liberté de circulation sur le territoire qu'il contrôle. Dans le cadre d'un séminaire au sein duquel nous contribuons, des recherches sont actuellement menées au sujet des expériences de gouvernance comparées de HTS et du Rojava et tendent à montrer que les acteurs régionaux et internationaux tels que la Turquie ou les Etats-Unis par exemple se satisfont du fait accompli que constituent ces gouvernances car elles permettent d'identifier un interlocuteur précis pour une zone donnée.

Ce système qui comporte toutes les caractéristiques du régime baathiste autoritaire est, comme le précédent, entièrement tourné vers l'objectif de conservation du pouvoir et l'établissement de réseaux d'intérêts qui lui inféodent l'entourage le plus proche du leader Julani, comme les milieux économiques. Julani tente de maintenir un équilibre en apportant des cautions à forte valeur symbolique aux plus islamistes à travers des marqueurs tels que l'application de la Charia. Dans le même temps, il effectue un lissage pour apparaître comme un interlocuteur légitime, y compris à l'international, et prendre en apparence des distances avec l'histoire jihadiste salafiste de son mouvement.

---

<sup>219</sup> C'est le cas de plusieurs journalistes américains et de Wassim Nasr de France 24 qui s'est rendu dans cette zone et a interviewé Julani.

## CONCLUSION

Dans les dernières semaines de l'année 1989, les échos des mouvements qui se dressent partout en Europe de l'Est arrivent étouffés jusqu'à la Syrie. Le climat est imperceptiblement tendu car le régime de Hafez al-Assad craint un effet domino qui parviendrait jusqu'à la Syrie. En effet, je suis étudiant en économie à cette période, et à l'université, un espoir ténu de changement s'exprime. Il se dit que le contexte pourrait être favorable et que des pressions internationales pourraient s'exercer sur la Syrie et amorcer une ouverture. On s'échange sous le manteau, avec une extrême prudence, la cassette VHS de l'exécution de Ceausescu. Le visionnage est très dangereux, il n'est possible qu'en tout petit groupe de trois ou quatre, et requiert d'être parfaitement sûr des personnes avec lesquelles on se trouve. Dire en comité restreint qu'on avait vu la cassette était un gage de courage et signifiait aussi qu'on espérait que le tour de la Syrie était venu. Ce moment révolutionnaire qui va entraîner tant de changements massifs en Europe et dans le monde ne fera pourtant que confirmer la longévité du régime Assad et ce, malgré la perte de l'allié puissant que représentait l'URSS pour la Syrie. Durant cette période les services syriens laissaient paraître une certaine nervosité, mais les discussions à l'université ou entre amis, si elles étaient nourries de l'attente d'un « grand soir », se terminaient généralement dans un scepticisme qui se résumait ainsi : « La Syrie ne bougera jamais. ».

Le 31 janvier 2011, c'est Bachar al-Assad qui, dans une interview donnée au Wall Street Journal, réitère cette certitude. Il affirme alors « Il ne se passera rien, la Syrie ce n'est pas l'Egypte. »<sup>220</sup>, tout à la fois pour évacuer les questions sur une éventuelle contagion, mais également sur un ton qui n'est pas dénué de menaces voilées. C'est en effet dans le contexte de ce qu'on nommera les « printemps arabes » et en solidarité avec les autres pays arabes, que les toutes premières contestations émergent en Syrie en février 2011. Dans l'ensemble des pays qui ont été touchés par ces mouvements, très divers et très ancrés dans le pays dans lequel chacun d'entre eux s'est déployé, il est cependant possible d'affirmer que les

---

<sup>220</sup> *Interview with syrian president Bashar al-Asad*, Wall Street Journal, 31/01/2011

processus de changement n'ont pas abouti à la hauteur des aspirations qui s'étaient exprimées. Evolution vers un conflit armé, retour de l'ancien régime ou échec des tentatives liées à l'islam politique sous diverses formes ont été le lot partagé de tous les pays touchés par ces mouvements. Les régimes contestés au cours des « printemps arabes » ont été confrontés au fait que, étant issus de coups d'Etat, ils ont principalement développé des compétences dans la centralisation et la gestion de la violence. Lorsque des contestations émergent, l'unique voie pour les contenir puis les étouffer consiste dans une répression qui génère des dépenses sécuritaires et militaires. Le coût économique est donc indéniable, il s'avère très lourd pour ces économies vulnérables, et il s'ajoute au coût humain et social de ces épisodes répressifs, comme la Syrie en a connu dans les années 1970-1980. C'est également ce qu'on a pu observer à de multiples reprises en Irak, en Algérie mais aussi plus récemment en Libye, et au Yémen.

Concernant la Syrie, la construction de cette jeune nation est restée inachevée. Malgré des embryons de projets politiques, les tentatives ont toutes été contrariées, d'abord par le mandat français, puis par le coup d'Etat de 1963. Le régime de parti unique, pour lequel conserver le pouvoir constitue un projet en soi, a échoué à porter une ambition citoyenne qui permette à des individus libres, ayant décidé de faire société ensemble, d'opérer leurs propres choix. Dans ce type de nation fragile, les divisions sont entretenues, et la recherche de solidarités ne se fonde que sur la nécessité vitale d'appartenir à un groupe. Les solidarités n'y sont pas assises sur des droits, acquis par l'effet d'un projet citoyen partagé. La formation de groupes d'intérêts, de groupes identitaires, ou de solidarités et de régulations extrêmement locales devient inévitable. Il n'est donc pas question de nier les phénomènes de repli identitaires ou communautaires, mais de réintroduire la complexité du contexte et de la société face à la force d'occultation que revêt parfois la grille de lecture confessionnelle, et sa capacité à s'imposer comme prisme unique.

Dina Rizk propose ainsi de conserver une vigilance quant aux approches de la complexité des régimes baathistes. Elle décrit en effet la situation irakienne dans tout ce qu'elle a de plus comparable avec la situation syrienne, si l'on considère que ces deux pays ont une composition sociale comportant une grande diversité, des trajectoires et des régimes de même nature. Elle écrit ainsi que :



« [...] pour comprendre le projet de modernisation de l'Irak avec ses succès et ses échecs, il est nécessaire de le considérer comme participant du processus global de changement, affectant les sociétés de manière différenciée. De nombreux travaux qui ont été écrits sur le système baathiste irakien et la dictature de Saddam Hussein les rapprochent des régimes totalitaires, nazi ou stalinien, ou mettent en exergue une essence éternelle tribale et confessionnelle de la société irakienne. Dans ces deux visions du Baath, on est face à un Irak fictif, qu'on ne compare qu'à des formes politiques extrêmes. Sa société et son histoire nécessitent pourtant une analyse appropriée et d'autres paradigmes de pensée. Les dernières recherches ont en effet montré que le système baathiste était autoritaire mais non totalitaire, violent mais prêt à accepter l'autre, et à le récompenser s'il souhaite collaborer avec lui, qu'il soit sunnite, chiite ou kurde. Ce qui importait pour l'Etat baathiste, comme pour n'importe quel Etat autoritaire, c'est l'allégeance. Le système baathiste « tikriti »<sup>221</sup> a compté sur les réseaux tribaux pour conserver son pouvoir et a favorisé l'emploi de personnes de sa région, non pas en raison de spécificités culturelles profondes et immuables mais pour des raisons stratégiques et politiques. Ce type de régime, fondé sur la subordination, peut également s'observer dans des pays communistes et post-communistes ainsi que dans des pays à régime autoritaire de l'Amérique latine. Il ne constitue pas un phénomène spécifique lié au tribalisme, à la culture ou au confessionnalisme de la société irakienne mais il correspond à des facteurs structurels locaux, régionaux et internationaux.

Si on accepte ce présupposé pour analyser l'Irak, cela permet de comprendre le contexte qui a participé à l'émergence du confessionnalisme et du tribalisme politiques dans leur forme actuelle en Irak et ailleurs. Ce phénomène est en réalité indissociable des transformations qu'a connues le monde après la seconde guerre mondiale et la guerre froide, et dans le contexte de la mondialisation. Ces transformations se sont accompagnées de l'émergence de mouvements religieux, locaux, identitaires non seulement au Proche-Orient, mais en Europe et aux Etats-Unis. » (Rizk Houry, 2018 : 18)

---

<sup>221</sup> Tikrit est la localité d'où est originaire Saddam Hussein.

Ce que Dina Rizk Khoury décrit ici à propos de l'Irak est non seulement transférable à la situation syrienne mais encore, rend parfaitement compte de la manière dont on peut traiter des conséquences comme étant des causes, et par là-même conférer à l'analyse un pouvoir auto-réalisateur qui peut risquer d'alimenter les conflits.

Nous avons également tenté d'étudier comment l'histoire de la Syrie contemporaine et les données socio-économiques ont leur part dans les dynamiques de soulèvement et de crise. La position hégémonique du parti Baath et l'économie dirigée qui ont eu cours en Syrie des années 1960 aux années 2000, ainsi que le caractère néo-patrimonial de l'Etat, ont construit des structures complexes d'allégeances, de réseaux de loyautés réciproques qui ont préparé l'avènement d'un capitalisme politique instauré par Bachar al-Assad à son arrivée au pouvoir. Le rétrécissement à l'extrême des cercles de pouvoir autour de lui conduit à l'affaiblissement des relais décisionnels et concourt à la concentration de l'ensemble des prérogatives entre les mains d'un nombre très réduit de personnes. Dans le même temps, les privatisations et l'affaiblissement des services publics dégradent les conditions de vie de la population jusqu'à voire un impact perceptible dans les données de type indice de développement humain en termes d'accès à l'éducation, ou à la santé entre autres. Le développement des quartiers informels autour des grandes agglomérations, dans un contexte d'exode rural accéléré, témoignent de ce retrait de l'Etat. On peut qualifier ce système, avec Mehrdad Vahabi, de « coordination destructive ». Ce concept qui renvoie à un « pouvoir conflictuel » tourné vers l'extorsion ou à la menace d'extorsion a pour effet entre autres, que les nécessités imposées par le maintien de la nomenklatura qui entoure le régime, consolidée par la rente, devient un poids sur l'économie et sur le développement, par sa force centrifuge de captation des ressources.

C'est dans un tel contexte qu'interviennent en Syrie les premières manifestations dans le sillage des printemps arabes. Très vite, en plus des manifestations qui s'étendent à tout le territoire, un foisonnement de mouvements spontanés se développe, avec des visées sociales et humanitaires dans un premier temps, mais également civiques, politiques, éducatives, ou artistiques entre autres. Les contestations pacifiques se poursuivent cependant sans que puisse émerger une ou des figures consensuelles pour représenter le mouvement. L'opposition politique ne

parvient ni à trouver des compromis en son sein, ni a fortiori, à trouver une issue à la crise par les voies de la concertation. On peut y lire le résultat de plus de quarante ans d'assèchement de toute vie politique pluraliste, mais on doit également y voir l'incapacité des oppositions à proposer des alternatives crédibles. Le régime apporte des réponses répressives, quoique différenciées en fonction des localités, pendant tout le printemps et l'été 2011, il se retire cependant de nombreuses zones, ce qui va laisser le champ libre aux initiatives des conseils locaux. Ces conseils locaux vont alors se saisir de tous les domaines de la vie publique et quotidienne pour tenter de faire émerger une société civile et des modalités de gouvernance qui, au-delà du fait de pallier la vacance du pouvoir, vont porter, selon les conseils, des projets variés en lien avec les droits, la citoyenneté, la participation. Les conseils locaux vont cependant être progressivement dépossédés de leur propre expérience sous le coup de la militarisation du conflit et de l'entrée en scène des groupes armés.

Une fois le conflit armé installé, il va avoir pour conséquence de multiples fragmentations sociales et économiques. Une économie de guerre va alors prospérer et acquérir une forme d'autonomie qui se nourrit de la crise tout autant qu'elle l'alimente.

La fragmentation territoriale, préfigurée dès avant la crise par les trajectoires diversifiées des grandes villes en fonction de leur contexte local, social et de leurs rapports avec le pouvoir central, va alors s'actualiser de manière singulière pour dessiner une géographie de la pauvreté et de la marginalité dont nous avons fait l'hypothèse qu'elle était un élément central d'explication de la crise. Les espaces marginalisés ont en effet été le lieu du développement des zones informelles, particulièrement touchées par le retrait de l'Etat, mais aussi le lieu d'émergence du mouvement comme des premiers groupes armés.

Chacune des villes étudiées a interagi de manière singulière avec son environnement et ses banlieues, dans une dimension de dialectique khaldunienne entre cœurs de villes et périphéries, inscrite dans une histoire qui lui est propre, et où ont été puisés des répertoires symboliques et des répertoires de mobilisation. L'échelle locale s'est donc révélée pertinente pour appréhender la crise dans toute sa complexité et prendre en compte le fait que l'économie néo-patrimoniale et néolibérale, renvoie les populations vers des réseaux locaux, informels,

communautaires qui ont été les creusets de la contestation puis de la militarisation en réponse à la répression violente.

Ce travail a donc tenté de s'inscrire à la croisée de différentes disciplines pour regarder comment les éléments historiques, politiques, sociaux et économiques peuvent permettre de saisir le contexte d'émergence puis de développement d'une crise. Cette démarche a permis de situer la crise syrienne dans la trame d'un récit cohérent qui n'en fait pas un élément isolé ou uniquement exogène. Le choix de centrer le travail sur les phénomènes propres à la société syrienne a sans doute conduit à accorder moins de place aux facteurs géopolitiques régionaux et internationaux qui constituent pourtant un axe d'étude pertinent pour la compréhension de la crise. Ils pourront faire l'objet de prolongements futurs de cette recherche. Ce travail a également connu une limitation en raison de l'impossibilité pour nous de nous rendre en Syrie. Mais cette réalité est précisément liée à notre objet de recherche, une crise, qui comporte des phénomènes d'exclusion et de violence. Nous avons cependant cherché à accéder par d'autres voies à une grande diversité d'informations, tout en essayant d'adopter une posture réflexive sur les questions que posent le recueil de données quelles qu'en soient les conditions.

Plutôt que de définir un angle unique qui épuiserait l'analyse, nous avons tenté d'approcher les mécanismes et les processus qui ont amené à la contestation, à la violence puis à l'autonomisation de cette violence, à travers une situation de guerre dont la grammaire se nourrit à la fois de l'état de fait préexistant, et des caractéristiques propres à une économie de la violence. Pour Hamit Bozarslan, cet enchaînement définit un processus de « dé-civilisation » qu'il décrit de la manière suivante :

« Le phénomène de la dé-civilisation s'accompagne d'une violence née de l'effondrement de l'ordre et créé une exigence de protection de la part de la société, qui ne peut être satisfaite que par un nombre limité d'acteurs capables de mobiliser efficacement les ressources de la contrainte pour s'imposer comme des « autorités de l'instant ». La fragmentation de la société, puis du temps et de l'espace qui perdent toute fluidité, brise les relations de confiance, entraîne le processus d'autonomisation de la violence [...] » (Bozarslan, 2006 : 313).

La situation actuelle en Syrie est en effet, sinon dans un processus de dé-civilisation, dans une perte de repères massive dans le temps et dans l'espace avec une fragmentation territoriale qui s'apparente à un retour à une forme de féodalisation. Le régime syrien est cependant toujours en place, malgré une perte de souveraineté westphalienne, mais sous la forme d'un Etat déficient qui n'est plus en mesure d'exercer ses fonctions régaliennes, ni ses fonctions en termes d'action publique à destination des populations, ou encore de capacité décisionnelle autonome.

Les pays occidentaux ont parfois soutenu des régimes autoritaires au prétexte qu'ils pouvaient représenter un facteur de stabilité, mais cette stabilité s'est le plus souvent avérée illusoire. La Syrie a joué un rôle de déstabilisation au Liban, l'Irak a été à l'origine de plusieurs conflits régionaux. D'autre part, dans un climat de dictature, une frange de la population est prête à accepter des alliances dangereuses pour trouver une issue. Ce type de régime s'adapte, et les processus de transition n'aboutissent pas de manière systématique à la démocratisation, mais l'observation tend plutôt à montrer qu'ils évoluent vers des modèles semi-autoritaires comme en Turquie ou en Russie, avec des élections, mais un contrôle important de la société.

Des voix s'élèvent pour suggérer une sortie de crise se rapprochant des accords de Taef qui ont mis fin à la guerre civile au Liban. Cette solution de type « power sharing » a cependant montré qu'elle portait en elle le ferment de nouvelles crises. En effet, le projet serait celui d'une démocratie de consensus mais qui aboutit finalement au partage du pouvoir entre les chefs auto-proclamés des communautés. Cette logique n'est pas porteuse d'unité mais au contraire favorise l'émergence d'entités politiques multiples. Les bannières identitaires des communautés deviennent alors la référence de l'Etat-nation là où c'est l'inverse qui devrait se produire. Des luttes internes se développent alors pour représenter chaque fraction de la société ce qui contribue à entretenir des équilibres fragiles fondés sur des rapports de force. On aboutit alors à la gestion d'une guerre larvée permanente qui peut ressurgir à tout moment.

A l'été 2023, au moment où nous terminons ce travail, de nouvelles revendications se font jour à Suweyda et à Deraa. Les questions socio-économiques y sont à nouveau

au centre des revendications qui allient inquiétudes immédiates sur le quotidien, et interrogations sur les avenir possibles pour la société syrienne. La Syrie de 2011, mais également d'autres pays arabes, cumulaient un accroissement démographique, des inégalités, un chômage de masse, et un développement exponentiel des zones d'habitat et d'activités informelles. Ces pays étaient également marqués par le caractère endémique de la corruption, et une économie de rente et de gaspillage au sein de laquelle les réformes avaient été soldées par le tournant néolibéral. Dans un tel contexte, que Georges Corm qualifie de « mal-développement » (Corm, 2012) l'issue violente n'est jamais totalement exclue et il apparaît qu'en Syrie, les caractéristiques de ce mal-développement sont non-seulement toujours présentes, mais se sont accentuées au cours de ces dernières années.

## Bibliographie

---

- Achcar, G. (2013), *Le peuple veut : Une exploration radicale du soulèvement arabe*, Paris, Sindbad-Actes Sud.
- Addi, L. (1994), *L'Algérie et la démocratie : Pouvoir et crise du politique dans l'Algérie contemporaine*, Paris, Éditions la Découverte.
- Addi, L. (2017), *Radical arab nationalism and political islam* (A. Roberts, Trad.), Washington, Georgetown University Press: The Center for Contemporary Arab Studies.
- Al Khafaji, I. (2016), "Idmiḥlāl dawr al-madīna fī suria" / "Régression du rôle des villes dans la révolution syrienne". *Arab Reform Initiative*. <https://www.arab-reform.net/ar/publication>.
- al-'Aied, M. (2008), *Al-mawsou'a al-'arabiyya / Encyclopédie arabe en 24 volumes*, Damas, Le comité de l'encyclopédie arabe, Vol. 1, article *La République Arabe Syrienne*.
- al-Hassoun, M. (2020), *Al-Raqqa wa al-ṭawra / Raqqa et la révolution*, Istanbul, Mosaic for studies and publications.
- al-Houssari, S. (1954), *Al-'uruba awwal / L'arabité d'abord* / Damas, Dār al-Ilm li-al-malayīn.
- al-Karim al-Jibai, J. (2013), "Al-bunya al-tasalūṭṭiyya li-al-niḏām al-sūri" / "La construction autoritaire du régime syrien" / *The Revolution's Background: Syrian Studies*, Doha, Arab Center for Research & Policy Studies.
- al-Kawakibi, A. (2016 [1900]) *Du despotisme et autres essais*, (trad. H. Kodmani), Arles, Éditions Actes Sud
- al-Shammam, A. (2022), " 'Tafā'ul qabā'il al- ḡazīra al-suriya ma' al-thawra oua nuṭūrātiha" / "La réaction des tribus de la Jaziré syrienne face à la révolution", Istanbul, *Qalamoun - Revue de la Société syrienne de Sciences sociales*.
- al-Sharaa, F. (2015), *Al-riwāya al-mafqūda / Le récit manquant*, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies.
- Anderson, B. (2002 [1983]), *L'imaginaire national : Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme* (P.-E. Dauzat, Trad.), Paris, La Découverte.
- Andreff, W. (1993), *La crise des économies socialistes : La rupture d'un système*, Presses universitaires de Grenoble.

- Arendt, H. (1972), *La crise de la culture : Huit exercices de pensée politique* (P. Lévy, Trad.), Paris, Gallimard.
- Armanet, É. (2011), *Le ferment et la grâce : Une ethnographie du sacré chez les Druzes d'Israël*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail.
- Baczko, A., & Dorronsoro, G. (2017), "Pour une approche sociologique des guerres civiles." *Revue française de science politique*, 67(2), 309-327.
- Baczko, A., Dorronsoro, G., & Quesnay, A. (2020), *Syrie : Anatomie d'une guerre civile*, Paris, CNRS éditions.
- Baczko, A., Dorronsoro, G., & Quesnay, A. (2021), "Le privilège épistémologique du terrain. Une enquête collective dans la Syrie en guerre." *Bulletin de Méthodologie Sociologique*, 151(1), 96-116.
- Bayat, A., (2013), *Life as Politics, How Ordinary People Change the Middle East*, 2ème Edition, Stanford University Press
- Balanche, F. (2014), "Communautarisme en Syrie : lorsque le mythe devient réalité". *Confluences Méditerranée*, 2014/2 - n°89, 29-44
- Balanche, F. (2018), *Sectarianism in Syria's civil war*, The Washington Institute for Near East Policy
- Balanche, F. (2022), "Être chercheur en temps de guerre en Syrie". *La Géographie*, 1587(4), 6-11.
- Barout, J. (2010), "Kayfa yuṣna' al-qarār fi al-anẓima al-'arabiya - sūrya" / "Comment se fabrique la décision dans les régimes arabes - Syrie", dans *Comment se fabrique la décision dans les régimes arabes, coll.*, Beyrouth, Centre d'études sur l'unité arabe.
- Barout, J. (2013), *Al-takawwun al-tārīḥī al-ḥadīṯ li-al-ǧazīra al-sūryā : As'ila wa-iškāliyyāt al-taḥawwul min al-badwana il al-'umrān al-ḥaḍarī / Histoire Contemporaine de la Jazira syrienne: challenges de la transition urbaine pour les communautés nomades*, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies.
- Barout, M. J. (2012), *Al-'aqd al-aḥīr fī tāriḥ sūrya: ǧadaliya al-ǧamūd wa al-iṣlāḥ / La Syrie dans la dernière décennie: la dialectique de la stagnation et de la réforme*, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies.
- Batatu, H. (1999), *Syria's Peasantry, the Descendants of its Lesser Rural Notables, and their Politics*, Princeton University Press.
- Belhadj, S. (2013), *La Syrie de Bashar al-Asad, Anatomie d'un régime autoritaire*, Belin



- Ben Achour, Y. *La révolution, une espérance*. Leçon inaugurale, Collège de France, 4/11/2021
- Bichara, 'Azmī. (2018), *Al-ṭā'ifa al-ṭā'ifiya, al-ṭawā'if al-mutaḥayla / La communauté, le communautarisme, les communautés imaginaires*, Doha, Arab Center for Research and Policy Studies
- Boissière, T. (2015), "L'anthropologie face au conflit syrien : Replacer la société au coeur de l'analyse.", *Revue des Mondes Musulmans et de la Méditerranée*, 138-1, 117-130
- Bourdieu, P., & Champagne, P. (2012), *Sur l'État: Cours au Collège de France, 1989-1992*, Paris, Seuil, Raisons d'agir.
- Bozarslan, H. (1997), *La question kurde : État et minorités au Moyen-Orient*, Presses de Sciences Po.
- Bozarslan, H. (2006), *Crise, violence, dé-civilisation*, Paris, CNRS éditions
- Catusse, M., Signoles A., Siino, F., (2016), "Révolutions arabes : un événement pour les sciences sociales ?", *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* [En ligne], 138 | 2015, mis en ligne le 29 février 2016, URL : <http://journals.openedition.org/bibelec.univ-lyon2.fr/remmm/9184> ; DOI : <https://doi-org.bibelec.univ-lyon2.fr/10.4000/remmm.9184>
- Catusse, M., (2013), "La question sociale aux marges des soulèvements arabes : leçons libanaises et marocaines", *Critique internationale*, 2013/4 (N° 61), p. 19-34. DOI : 10.3917/cii.061.0019. URL : <https://www-cairn-info.bibelec.univ-lyon2.fr/revue-critique-internationale-2013-4-page-19.htm>
- Catusse, M. (2006), "Ordonner, classer, penser la société : Les pays arabes au prisme de l'économie politique", in Picard, E., *La Politique dans le monde arabe*, Armand Colin, p.215-238.
- Chiffolleau, S. (2012), *Sociétés arabes en mouvement: Trois décennies de changements*, Paris, l'Harmattan.
- Christia, F. (2012), *Alliance formation in civil wars*, Cambridge University Press.
- Corm, G., (2012), *Pour une lecture profane des conflits*, Paris, La Découverte
- Corm, G. (1983), *Le Proche-Orient éclaté : De Suez à l'invasion du Liban, 1956-1982*, Paris, La Découverte/Maspero.
- Cramer, C. (2006), *Civil war is not a stupid thing*, London, Hurst & company
- Daher, J. (2021), « Entre résilience et défis majeurs, les tentatives de consolidation du pouvoir du régime syrien », dans : *L'Académie des sciences morales et politiques éd., Annuaire français de relations internationales. Éditions Panthéon-Assas, « Hors collection », 2021, p. 295-310.*

- Daoud, M. (2007). *Orientations du développement démographique / ittijāh al-ṭaṭawwur al-sukkaniyya*, Centre National des Politiques Agricoles, <http://www.napcsyr.gov.sy/>
- Darwich, S. (2015a), *Syria The Experience of Liberated Cities*, Tunis, Riad Al-Rayyes Books.
- Darwich, S. (2015b), "Mudun fī al-ṭawra" / "Villes dans la révolution", [en ligne] [www.syriauntold.com](http://www.syriauntold.com).
- David, J.-C. (1978), L'urbanisation en Syrie : *Maghreb - Machrek*, N° 81(3), 40-49.
- David, J.-C. (1994), Rencontre, côtoiement, ségrégation, un autre type de sociabilité ? *Maghreb-Machrek*, 143, 83-85.
- David, J.-C. (2016), *Comment l'histoire explique l'actualité d'Alep*. Les Clés du Moyen-Orient. [en ligne] <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Comment-l-histoire-explique-l-actualite-d-Alep-Partie-1-Alep-ville-perenne-dans.html>
- Debié, M et Déroche, V. (2022) "Les communautés religieuses dans l'Empire byzantin à la veille de la conquête arabe", *Histoire du Coran*, Amir-Moezzi, M. A. et Dye, G. dir, Paris, Editions du Cerf
- Delannoi, G. (2018), *La nation contre le nationalisme ou La résistance des nations*. PUF.
- Dib, S. A. (2011), *al-In'ikasāt al-Iḡtima'iya li-al-siyasāt al-iqtiṣadiya 2005 - 2010*, / *Les conséquences sociales des politiques économiques 2005 - 2010*, [www.syriaeconomy.org](http://www.syriaeconomy.org)
- Dobry, M. (2019), *Sociologie des crises politiques : La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Science Po, les Presses.
- Donati, C. (2009), *L'exception syrienne : Entre modernisation et résistance*, Paris, La Découverte.
- Dorronsoro, G., & Grojean, O. (2014), *Identités et politique : De la différenciation culturelle au conflit*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- El -Khoury, B., (2017), *Monde arabe : les racines du mal*, Beyrouth, L'Orient des livres, Actes Sud
- Esquerre, A., Gallienne, E., Jobard, F., Lalande, A., & Zilberfarb, S. (2004), "Glissements de terrains", *Vacarme*, 28(3), 4-12.
- Favret-Saada, J. (1985), *Les mots, la mort, les sorts*, Paris, Gallimard.
- Favret-Saada, J. (1990), "Être affecté", *Gradhiva : revue d'histoire et d'archives de l'anthropologie*, 8(1), 3-9.

- Fliche, B. (2014), "« Narcissisme de la petite différence » et intolérances religieuses. Le cas des alévis et des sunnites en Anatolie centrale", Chapitre 5, In *Identités et politique* (p. 145-174). Presses de Sciences Po.
- Galula, D. (2008 [1963]), *Contre-insurrection : Théorie et pratique*, Paris, Economica.
- Ghalioun, B. (2019), *'Aṭab al-zāt waqā'i' ṭawra lam taktamil / La gangrène - Événements d'une révolution inachevée*, Beyrouth, al-Shabakah al-'Arabīyah lil-Abḥāth wa-al-Nashr.
- Gobille, B. (2015), "De l'étiologie à l'historicité des crises. Sociologie des crises politiques et sociohistoire du temps court.", Chapitre 6 / In *La logique du désordre* 153-176, Presses de Sciences Po.
- Gramsci, A. (1948), *Cahiers de Prison: Vol. Tome 1, Cahiers 1 à 5.*, Paris, Gallimard.
- Haddad, W. (2022), "*Aṭriā' al-ḥarb al-ḡudād maḥal riḡḡāl al-a'māl al-qudamā fī sūrya*" / "Les nouveaux riches de guerre remplacent des anciens hommes d'affaires en Syrie", Istanbul, Harmoon Center for contemporary studies.
- Hamza Mustafa, A.-M. (2012), "*Al-maḡāl al-'ām al-lftirāḍī fī al-ṭawra al-sūriyya*" / "La sphère publique virtuelle dans la révolution syrienne", Doha, Arab Center for Research and Policy Studies
- Heydmann, S. (1999), *Authoritarianism in Syria, Intuitions and social conflict, 1946-1970*, Cornell University Press.
- Hinnebusch, R. A. (1990), *Authoritarian power and state formation in Ba'thist Syria : Army, party, and peasant*, Westview press.
- Ibn Khaldun, A. (1999 [1382]), (trad. V. Monteil) *Al-muqaddima, Prolégomènes, Paris, Actes Sud*
- Kabalan, M. (2013), "*Al-mu'āraḍa al-musallaha al-sūriyya*" / "L'opposition armée syrienne", 58-41 (2) 1, *Siyassat arabiya*
- Kabalan, M. (2021), *Why Did the "Baath State" in Syria Collapse?* [en ligne], <https://siyasatarabiya.dohainstitute.org>.
- Kachee, A., (2023), "Y a-t-il des minorités en Syrie ? Un bref paysage des communautés syriennes", in Tahar Khalfoune éd., *États-nations contre minorités. Maroc, Algérie, Libye, Égypte, Syrie, Turquie, Irak, Iran*, Casablanca, En toutes lettres, « Les Questions qui fâchent », p. 171-185.
- Kachee, A. (2020), "Syrie, une nation inachevée, entre imaginaire et réalités", *Actuel Marx*, 68(2), 78-91.
- Kachee, A., (2016), " Les conseils locaux syriens face à la militarisation du conflit", *Confluences Méditerranée*, 2016/4 (N° 99), p. 31-45.

- Kachee, A. et Maucourant, J., (2016) "La Syrie entre révolutions et ingérences", *Astérion* [En ligne], 14 | 2016, mis en ligne le 28 juin 2016, URL : <http://journals.openedition.org.bibelec.univ-lyon2.fr/asterion/2730>
- Kachee, A., (2016), " Syrie : d'un régime de prédation institutionnalisée à une économie de guerre", in *Etat, rente et prédation*, Salhab, M. et Maucourant, J. dir., Presses de l'IFPO
- Kachee, A., (2016), "L'opposition syrienne, de l'incohérence au désastre", <https://www.chaos-international.org/pac-154-lopposition-syrienne/>
- Kachee, A., (2013) "Trajectoires de villes syriennes dans la révolution. Vers l'émergence d'une citoyenneté ?", *Confluences Méditerranée*, 2013/2 (N° 85), p. 103-113.
- Kachee, A. et Maucourant, J., (2012), "La question syrienne", *Le journal du Mauss*, en ligne, <https://www.journaldumauss.net/?La-question-syrienne>
- Kasrawani, W. (1995), "Muğtama' al-madanī am muğtama' taqlīdī" / "Société civile ou société traditionnelle ?", Doha, Arab Center for Research and Policy Studies
- Klengel, H. (1992), *Syria, 3000 to 300 B.C.: A handbook of political history*, Akademie Verlag.
- Laflamme, S. (2011), "Recherche interdisciplinaire et réflexion sur l'interdisciplinarité", *Nouvelles perspectives en sciences sociales: revue internationale de systématique complexe et d'études relationnelles*, 7(1), 49-64.
- Longuenesse, E. (2008), "Professions et société au Proche-Orient. Déclin des élites, crise des classes moyennes", *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 124, Article 124.
- Malia, M. (2008), *Histoire des révolutions* (L. Bury, Trad.), Paris, Tallandier.
- Maucourant, J. (2010), "Le capitalisme entre rationalité et politique, Orient et Occident.", *Cités*, n° 41(1), 15-33.
- Mikaïl, B. (2014) « Syrie : regards géopolitiques », *Confluences Méditerranée*, 2014/2 n° 89, 9-13.
- Mikaïl, B et Roussel, C. (2018) « Les minorités en Syrie, réalités et avenir », Observatoire du monde arabo-musulman et du Sahel, Fondation pour la recherche stratégique.
- Mumford, L. (2011), "De la banlieue à la cité future", *La cité à travers l'histoire* (p. 685-734), Agone.
- Nahas, C. (2015), "Economie des guerres civiles : La Syrie et le Liban transformés.", *Confluences Méditerranée*, N° 92(1), 73-88.

- North, D. C., Wallis, J. J., Weingast, B. R., Meisel, N. A. de la postface, & Ould Aoudia, J. A. de la postface. (2010), *Violence et ordres sociaux: Un cadre conceptuel pour interpréter l'histoire de l'humanité* (M. Dennehy, Trad.), Paris, Gallimard.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2000), "Le « je » méthodologique. Implication et explicitation dans l'enquête de terrain.", *Revue française de sociologie*, 41(3), 417-445.
- Olivier de Sardan, J.-P. (2016), "Allégeance clanique contre citoyenneté ?", *Revue Projet*, 351(2), Article 2.
- Olivier de Sardan, J.-P. (1995), "La politique du terrain.", *Enquête. Archives de la revue Enquête*, 1, Article 1. <https://doi.org/10.4000/enquete.263>
- Omran Center for Strategic Studies, (2015a). "*La réalité et les défis de la collecte locale des impôts dans les conseils locaux*".
- Omran Center for Strategic Studies, (2015b). "*Lecture analytique du sondage sur les conseils locaux de la région d'Idlib*".
- Omran Center for Strategic Studies, (2015c). "*Al-mağālis al-mahalliyya, kumūn iatağāwaz taqdīm al-ḥadamāt*" / "*Les conseils locaux, au-delà des services, une commune*" [en ligne] [www.omrandirasat.org](http://www.omrandirasat.org)
- Omran Center for Strategic Studies. (2015d). "*Al-āzamāt allatī tawāğah al-mağālis al-mahalliyya*" / "*Les difficultés rencontrées par les conseils*" [en ligne] [www.omandirasat.org](http://www.omandirasat.org)
- Paoli, B. (2022) « Histoire et religion des Alaouites de Syrie ». Episode 1, <https://comprendrelislam.fr/islam-pluriel/histoire-et-religion-des-alaouites-de-syrie-episode-1/>
- Paoli, B. (2013), "Et maintenant, on va où ? : Les alaouites à la croisée des destins." *Pas de printemps pour la Syrie*, 124-143, Paris, La Découverte.
- Perthes, V. (1995), *The political economy of Syria under Asad*, Londres, Tauris.
- Pierret, T. (2013). "Les oulémas: Une hégémonie religieuse ébranlée par la révolution.", *Pas de printemps pour la Syrie*, 92-106, Paris, La Découverte.
- Polanyi, K. (2009 [1944]). *La grande transformation: Aux origines politiques et économiques de notre temps* (C. Malamoud & M. Angeno, Trad.). Paris, Gallimard.
- Presses de l'IFPO, (2019), *Chroniques de la révolte syrienne: Des lieux et des hommes 2011-2015*, Beyrouth, Presses de l'ifpo.
- Pugh, M. C., Cooper, N., & Goodhand, J. (2004), *War economies in a regional context: Challenges of transformation*, Boulder, Lynne Rienner Publishers.

- al-Qassir, A. (2023). " Istrātījyāt li baqā' lada hai'a taḥrīr al-šām " "Les stratégies de pérennisation de Haia Tahrir al-Sham". *Harmoon Center*, [www.harmoon.org](http://www.harmoon.org)
- Rey, M. (2013), "La révolte des quartiers: Territorialisation plutôt que professionnalisation", *Pas de printemps pour la Syrie*, Paris, La Découverte.
- Rey, M. (2018), *Histoire de la Syrie : (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Fayard.
- Rey, M., & Tannous, M.-N. (2022), "Still researching. La Syrie comme objet d'étude (des années 1980 aux années 2010)", *Mondes arabes*, 1, 119.
- Rizk Khoury, D., "Tārīḥ al-'irāq wa mujtama'ihi bayn ḥanna baṭāṭū wa 'alī wardī", *Omran*, n°6/24, 2018
- Rufin, J.-C., & Jean, F. (1997), *Economie des guerres civiles*, Paris, Hachette.
- Saadé, A. (1937). *Nuṣū' al-umam / La Genèse des Nations*, Damas, Dar Tlass.
- Sadeq Al-'Azm, J., (2008), *Ces interdits qui nous hantent*, Marseille, Éditions Parenthèses.
- Saïd, E. (2015 [1978]), *L'orientalisme*, Paris, Points.
- Sayfan, S. (2021), "Al-iqtisād al-siyāsī taht hukm al-'askar" / "L'économie politique sous une gouvernance militaire", Istanbul, Harmoon Center.
- SCPR. (2020a), *Conflict Economies in Syria: Roots, Dynamics, and Pathways for Change*, Syrian Center for Policy Research
- SCPR. (2020b), *Syria, Justice to transcend conflict, Impact of Syrian conflict report 2016-2019*, Syrian Center for Policy Research
- SCPR. (2015), *Confronting fragmentation*, Syrian Center for Policy Research.
- Seale, P. (1988), *Asad of Syria: The struggle for the Middle East*, London, Tauris.
- Seurat, M. (1989), *L'État de barbarie*, Paris, Éditions du Seuil.
- Sharif, S. (2021). "Predicting the End of the Syrian conflict: From Theory to the Reality of a Civil War.", *Studies in conflict and terrorism*, N°44.
- Smith, A. (1991 [1776]), *Recherches sur la Nature et les Causes de la Richesse des Nations*, Traduction de Germain Garnier revue par Adolphe Blanqui, Paris, Flammarion.
- Sturel, S. (2009), *L'essentiel d'un marché, Syrie*, Paris, Editions Ubifrance
- Taha, Z. (2017), *Syrie*, Louvain, De Boeck Supérieur.

- Tejel, J. (2017), "Le Rojava : Heurs et malheurs du Kurdistan syrien (2004-2015)", *Anatoli. De l'Adriatique à la Caspienne. Territoires, Politique, Sociétés*.
- Tilly, C. (1985), "War Making and State Making as Organized Crime.", D. Rueschemeyer, P. B. Evans, & T. Skocpol (Éds.), *Bringing the State Back In 169-191*, Cambridge University Press.
- Tilly, C., & Tarrow, S. (2015), *Politique(s) du conflit* (R. Bouyssou, Trad.), Presses de Sciences Po.
- Vahabi M. (2004), *The Political Economy of Destructive Power*, Cheltenham, Edward Elgar.
- Vahabi, M. (2010), "Ordres contradictoires et coordination destructive : Le malaise iranien.", *Revue canadienne d'études du développement / Canadian Journal of Development Studies*, 30(3-4), 503-534.
- Vahabi, M. (2012), "Economie politique des conflits" *Revue d'économie politique*, 2012/2 (Vol. 122), 135-15, Editions Dalloz.
- Velud, C. (1991), *Une expérience d'administration régionale en Syrie durant le mandat français : Conquête, colonisation et mise en valeur de la Ġazīra* (1-4) [Thèse de doctorat]. Université Lumière.
- Vignal, L. (2018), "Produire, consommer, vivre : Les pratiques économiques du quotidien dans la Syrie en guerre (2011-2018).", *Critique internationale*, 80(3), 45-65.
- Weber, M. (1995), *Économie et société*, (J. Freund, P. Kamnitzer, P. Bertrand, J. Chavy, & É. de Dampierre, Trad.; 1-2). Pocket.
- Winter, S. (2016), *A history of the 'Alawis : From medieval Aleppo to the Turkish republic*, Princeton University Press.
- Woodward, S. (2007), "Do Root Causes of Civil War Matter ? On Using Knowledge to Improve Peacebuilding Interventions", *Journal of Intervention and Peacebuilding*, 1(2), 143-170.

## Sitographie / sources ouvertes

---

### Sites institutionnels et statistiques

Site des Nations Unies  
Rapport sur la pauvreté et les inégalités, 2008  
<https://www.undp.org/sites/g/files/>  
*Consulté le 10/11/2015*

Site du Programme des Nations Unies pour le Développement  
<https://hdr.undp.org/>  
*Consulté le 23/01/2016*

Site Internet du Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations Unies  
[www.unocha.org](http://www.unocha.org)  
*Consulté le 18/04/2015*

*Financial tracking service global Humanitarian Aid Flows, UNOCHA*  
*Consulté le 18/04/2017*

Procès verbal veto russe et chinois, 04/10/2011. (2011).  
<https://undocs.org/fr/S/PV.6627>  
*Consulté le 11/11/2018*

Site Internet de la présidence syrienne  
[www.syrianpresidency.sy](http://www.syrianpresidency.sy)  
*Consulté le 21/12/2015*

Site Internet du Bureau Central des Statistiques syriennes  
[www.cbssyr.sy](http://www.cbssyr.sy)  
*Consulté le 09/03/2015*

Site Internet du Centre National des Politiques Agricoles syrien,  
<http://www.napcsyr.gov.sy/>  
*Consulté le 17/06/2019*

Site Internet Global terrorisme database  
<https://www.start.umd.edu/gtd/>  
*Consulté le 28/01/2015*



## **Sites de médias : journaux, chaînes de télévision**

Site Internet de la télévision nationale syrienne

[www.ortas.online](http://www.ortas.online)

Al-Chahabi, F. (22/07/2020). *Interview dans le cadre du journal télévisé*

*Consulté le 24/07/2020*

Interview de Bachar al-Assad le 01/11/2019 *Interview dans le cadre du journal télévisé*

*Consulté le 27/11/2019*

Site Internet de la chaîne Television Souria

[www.syria.tv](http://www.syria.tv)

*Consulté le 7/01/2015*

Site Internet de la chaîne al-Jazeera

<https://www.aljazeera.net/>

*Consulté le 12/01/2015*

Documentaire « Ahrar ach-Cham ». (2014, septembre 9). In *Ahrar ach-Cham*.

Chaîne al-Jazeera, <https://www.aljazeera.net/v=hBhdNiuJkI>

*Consulté le 13/02/2015*

Saleh, A. al-Qader. (2013, juin 15). *Interview de Abd al-Qader Saleh* chaîne Youtube d'al-Jazeera <https://www.youtube.com/watch?v=bNyUyrR0PHo>

*Consulté le 15/02/2015*

Site du Wall Street Journal

[www.wsj.com](http://www.wsj.com)

*Consulté le 20/05/2016*

Site Internet du journal Le Monde, blog un œil sur la Syrie

<https://www.lemonde.fr/blog/syrie/>

*Consulté le 18/12/2021*

Site Internet de l'Agence de Presse syrienne, SANA

[www.sana.sy](http://www.sana.sy)

*Consulté le 2/02/2015*

## **Sites Internet de mouvements militants et d'organes d'oppositions**

Site internet Enab Baladi :

[www.enabbaladi.net](http://www.enabbaladi.net)

*Consulté le 12/09/2015*

Aflak, M. (1969). [Extrait d'interview télévisée].

<https://www.enabbaladi.net/archives/309779?fbclid=IwAR1K1irfoX3Uml43A0795WLMZWut1CwxknBjh9hT3ObaW PI myENwl1pXjXc>

*Consulté le 24/04/2015*

Bitar, S. (1969b). [Extrait d'interview télévisée].

<https://www.enabbaladi.net/archives/316046?fbclid=IwAR2QXCJReifFhc fVWYe qVtqxt8K4oXBLGVUe KizeiCJ9x1iwTqgkuwQ>

*Consulté le 24/04/2015*

Site Internet de l'initiative Arab Reform

<https://www.arab-reform.net/ar/publication>

*Consulté le 28/09/2015*

Site Internet de Syria Untold

<https://syriauntold.com/>

*Consulté le 14/07/2015*

Site Internet du Conseil National Syrien

[www.syriancouncil.org](http://www.syriancouncil.org)

*Consulté le 3/05/2015*

Site Internet du Comité de coordination

[www.syriancb.com](http://www.syriancb.com)

*Consulté le 3/05/2015*

### **Sites Internet de conseils locaux**

Site Internet du Conseil Local de Daraya

<http://darayacouncil.org/>

*Consulté le 3/05/2015*

Page Facebook du Conseil Local de l'zaz

[Facebook.com/azaz.c.local](https://www.facebook.com/azaz.c.local)

*Consulté le 3/05/2015*

Page Facebook du Conseil Local de Bennech

<https://www.facebook.com/people/the-Local-council-in-Binnish/100067091467737/>

*Consulté le 23/06/2015*

Site Internet du Conseil Local de Afrin

[Facebook.com/afrinmeclis/?locale=ar\\_AR](https://www.facebook.com/afrinmeclis/?locale=ar_AR)

*Consulté le 23/06/2015*

## **Sites Internet de Centres de recherche et de chercheurs**

Site Internet de Syrian Center for Policy Research, SCPR

<https://scpr-syria.org/>

*Consulté le 29/04/2016*

Site Internet de Arab Center for Policy Research

<https://www.dohainstitute.org/>

*Consulté le 31/10/2016*

Site Internet de Harmoon Center for Contemporary Research

[www.harmoon.org](http://www.harmoon.org)

*Consulté le 12/03/2017*

Site Internet du Washington Institute for Near East Policy

[www.washingtoninstitute.org](http://www.washingtoninstitute.org)

*Consulté le 27/04/2016*

Site Internet du Centre Siyasat Arabiya

<https://siyasatarabiya.dohainstitute.org>

*Consulté le 5/11/2016*

Site Internet de l'Université de Sherbrooke

<https://perspective.usherbrooke.ca/>

*Consulté le 19/09/2021*

Site Internet de l'IFPO

<https://www.ifporient.org/>

*Consulté le 22/11/2015*

Blog de Jérôme Maucourant

Prolégomènes

<https://jerome-maucourant.com/>

## **Forums**

Site Internet du Forum des mercredis

[www.syriaeconomy.org](http://www.syriaeconomy.org)

*Consulté le 5/01/2010*

al-Raddaoui, T. S. (2010, janvier 5). *La politique économique en Syrie / Colloque des mercredis de l'économie*, Damas.

*Consulté le 5/01/2010*

## Séminaires Universitaires

Khoury, D., *Vingt ans après l'invasion de l'Irak* [Séminaire en ligne], 12/04/2023

Vahabi, M., Séminaire Université Jean Monnet, 11/03/2021

## **SOMMAIRE DES ANNEXES (Volume 2)**

---

Tableau de repères chronologiques sur l'histoire syrienne.....	3
Tableau détaillé des recueils de témoignages / échanges / entretiens.....	5
Exemples d'entretiens transcrits.....	13